

LE FIGARO HISTOIRE

AVRIL-MAI 2018 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 37

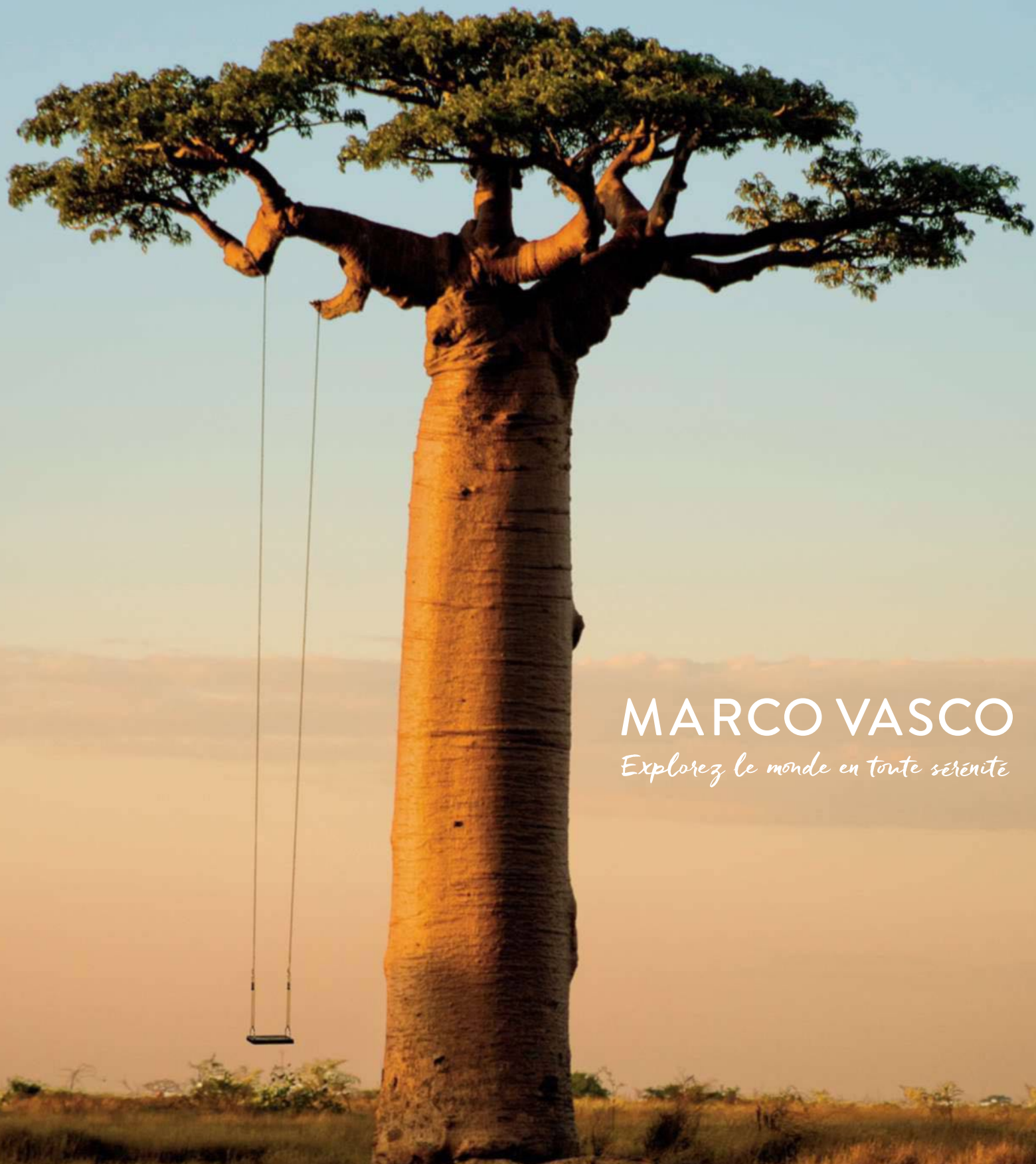
ISPAHAN
LA MOITIÉ DU MONDE

L'IRAN DE LA PERSE DES SHAHS À LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

M 05595 - 37 - F: 8,90 € - RD



NE VISITEZ PLUS *Explorez*



MARCO VASCO
Explorez le monde en toute sérénité

CRÉATEUR DE VOYAGES PERSONNALISÉS
DEPUIS 10 ANS

01 70 82 23 37
MARCOVASCO.FR

MARCO VASCO / RCS : 501 602 007 // Immatriculation Atout France IM075110155 /// ©JeffersonAndSon



LES INFORTUNES DE LA LIBERTÉ

Et si nous nous étions, sans y prendre garde, laissé enfermer dans une impasse ? Le discours des droits de l'homme apparaît aujourd'hui comme une loi universelle. Il fonde entre les individus les principes de liberté et d'égalité qui nous semblent les acquis les plus indiscutables de la modernité. C'est en leur nom que nous avons coupé les amarres avec le passé colonial de l'Occident. Refusé que des peuples soient condamnés plus longtemps à l'asservissement, ou au moins placés sous tutelle, sous prétexte de leur immaturité politique et de leur moindre développement. Les propos de Jules Ferry ou de Léon Blum sur les « *racés inférieures* », les droits et les devoirs qu'auraient à leur égard « *les racés supérieures* », nous sont d'autant plus insupportables que le racisme hitlérien a montré, entre-temps, de quoi de tels errements pouvaient rendre les hommes et les Etats capables. Nous nous interdisons de dresser, entre les cultures, les civilisations, la moindre hiérarchie qui fasse sentir, en nous, des relents de colonialisme : un mépris de « civilisés » pour des « sauvages » dont les mœurs, les arts, les coutumes valent, après tout, les nôtres, pour peu qu'on les replace, comme nous y invite Lévi-Strauss, sur l'échelle de valeurs qui leur est propre au lieu de les juger, par un naïf ethnocentrisme, à l'aune de nos préférences, de nos habitudes mentales. Nous avons dédié aux arts premiers un musée sur les rives de la Seine, reconverti le musée colonial en Cité de l'immigration pour qu'il soit bien clair que nous avons tourné la page : plus jamais ça ! Nous avons donné au premier le nom de Jacques Chirac, confié l'animation de la seconde à Jacques Toubon, à quoi l'on peut mesurer la profondeur et le sérieux de notre repentance.

Le problème commence lorsque ces mœurs, ces coutumes, que nous ne voudrions pour rien au monde considérer comme « barbares », heurtent de plein fouet la liberté et l'égalité sanctuarisées par les droits de l'homme : la condition faite à la femme par l'islam, la pratique de l'esclavage ou celle de l'excision, le mariage de vieillards avec des gamines de 10 ans, l'idéal du djihad. Faut-il les tolérer au nom de la liberté des peuples, de l'égalité des cultures, ou condamner la violation de la liberté et de l'égalité des personnes dont ces cultures font un modèle social ? Notre pratique a consisté longtemps à alterner hypocritement l'une et l'autre attitude : à détourner le regard lorsqu'elles étaient le fait de nos alliés ou de nos protégés au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (qui étions-nous pour les juger, nous qui les avions si longtemps asservis, exploités ?) ; à réclamer au contraire ce « droit d'ingérence humanitaire » par quoi Bernard Kouchner, le « *French doctor* », a renoué, sac de riz crânement jeté sur le dos, avec l'inspiration profonde de l'idéologie coloniale, lorsque nos intérêts économiques ou géopolitiques trouvaient leur compte à une intervention sur le terrain.

Comme l'observe Pierre Manent dans le lumineux petit recueil rassemblant les conférences qu'il avait prononcées à l'Institut catholique de Paris l'année où il occupait la chaire dédiée à la mémoire d'Etienne Gilson, la contradiction est devenue insoutenable depuis que l'immigration de masse a importé les ressortissants de ces peuples, les adeptes de ces cultures en grand nombre sur notre sol. Lorsque 14 % des femmes admises dans les maternités de Seine-Saint-Denis y arrivent excisées, il est peut-être

temps d'examiner la validité des principes qui, après nous avoir fait renoncer au déploiement mondial d'un empire colonial, nous conduisent désormais à admettre la partition de fait de notre territoire, la persistance, parmi des nouveaux venus à qui l'on a offert notre nationalité sans leur imposer un modèle assimilateur chargé de souvenirs coupables, de coutumes qui sont la négation de nos idéaux, de notre identité, de notre histoire et qui remettent en cause, s'il est vrai, comme le dit Aristote (*Politique* I, 2), que c'est la communauté de vues sur le juste et l'injuste qui définit la Cité, la pérennité de notre société.

L'immense mérite de Pierre Manent est de montrer que ces questions pratiques, et le dilemme dans lequel elles nous enferment, trouvent leur origine dans un choix philosophique : celui qui a consisté, depuis Luther et Machiavel, à répudier comme obsolète l'idée même qu'une loi naturelle puisse informer notre liberté. Qu'une loi morale puisse se déduire de la nature humaine, et s'imposer par cela seul qu'elle correspond à la soif de justice, à l'aspiration au bien, à la sociabilité qui cohabitent dans le cœur de l'homme avec l'égoïsme, le désir d'accumuler les biens matériels, l'appel de la chair, et qu'elle peut lui permettre d'atteindre à un accomplissement personnel en même temps que de tendre à l'harmonie sociale. Ce n'est pas sur elle que se fondent en effet les droits de l'homme, mais sur une loi conventionnelle, librement adoptée dans le but même de protéger en chaque individu – réduit à sa condition d'être vivant et séparé – sa liberté originelle et souveraine, telle que l'ont mise en scène les fictions de l'état de nature et du contrat social chères à Hobbes et à Rousseau : cette liberté qui l'autorise, toujours et partout, à se guider sur sa seule volonté, à faire de son désir l'arbitre de son existence.

On touche ici à l'équivoque que recouvre le terme même de liberté, la mutation révolutionnaire dont le concept a en réalité fait l'objet, et qui nous fait qualifier par le même mot deux notions opposées.

« Liberté » désignait, depuis l'Antiquité, le libre arbitre qui permettait à l'homme d'aller en toute autonomie vers la fin juste et salutaire que lui indiquait sa nature. Elle est devenue, pour les modernes, la revendication d'un droit opposable à agir sans autre loi que celles qu'on aurait explicitement acceptées, de se voir ouvrir sans limite les communautés auxquelles on a choisi de s'agréger, d'être soi-même ce que l'on a décidé d'être, sans qu'aucun déterminisme ne vienne entraver sa volonté. Une telle révolution avait des conséquences incalculables. Cette « liberté sans loi » portait en germe la théorie du genre, le mariage gay ou le transhumanisme autant que la délégitimation de toute ambition civilisatrice, la disparition des frontières et la dissolution du caractère organique de la Cité.

Pierre Manent avait été, il y a trente ans, le lecteur admiratif de *L'Ame désarmée*, le chef-d'œuvre dans lequel Allan Bloom avait exprimé son désarroi de voir l'individualisme issu des Lumières relativiser désormais les Lumières elles-mêmes et saper, dans le même élan, jusqu'aux fondements de la civilisation et de la société. Son livre a quelque chose d'un post-scriptum à l'œuvre fondatrice de son grand aîné.

***La Loi naturelle et les droits de l'homme*, de Pierre Manent, PUF, 136 pages, 22 €.**



P8



P42



P108

AU SOMMAIRE

En partenariat avec

Europe 1

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

- 8. Les Gaulois, ces inconnus *Par Jean-Louis Voisin*
- 16. Le roman national est de retour *Par Jean Sévillia*
- 18. Le salaire de la peur *Entretien avec Timothy Tackett, propos recueillis par Geoffroy Caillet et Michel De Jaeghere*
- 24. L'Afrique en marche *Par Jean-Louis Thiériot*
- 26. Ite missa est *Par Michel De Jaeghere*
- 27. Côté livres
- 33. Scandale de la vérité *Par François-Xavier Bellamy*
- 34. Expositions *Par François-Joseph Ambroselli*
- 37. Cinéma *Par Geoffroy Caillet*
- 38. Archéologie *Par Marie Zawisza*
- 39. Une poule sur un mur *Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut*

EN COUVERTURE

- 42. Le livre des shahs *Par Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner*

- 52. Abbas le Grand, le Shah Soleil *Par Yves Bomati*
- 56. La renaissance d'une nation *Par Yves Bomati*
- 66. Le shah fait son Grand Tour *Par Florence Hellot-Bellier et Bernadette Salesse*
- 70. Comment peut-on être persan ? *Par Yann Richard*
- 78. Sous le signe du turban *Par Houchang Nahavandi*
- 88. Ispahan, la moitié du monde *Par Ferrante Ferranti*
- 96. L'empire des sens
- 100. Lettres persanes
- 102. Chronique d'un empire *Par François-Joseph Ambroselli*

L'ESPRIT DES LIEUX

- 108. Dernières nouvelles de La Pérouse *Par Marie-Amélie Brocard*
- 116. Le chagrin et la pitié *Par Philippe Delorme*
- 120. Par le fer et par la lame *Par François-Joseph Ambroselli*
- 126. Les cloches sonneront-elles encore demain ? *Par Sophie Humann*
- 130. Avant, Après *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Président **Serge Dassault**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.

Enquêtes **Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**.

Rédacteur photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**. Directeur industriel **Marc Tonkovic**.

Responsable fabrication **Denis Imbault**. Responsable pré-presses **Alain Penet**. Relations presse et communication **Marie Müller**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0619 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro.

Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**

Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par Imaye Graphic, 96, boulevard Henri-Becquerel, 53000 Laval. Mars 2018. Imprimé en France/Printed in France. Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,011 kg/tonne de papier.

Abonnement un an (6 numéros) : 35 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures. *Le Figaro Histoire* est disponible sur iPhone et iPad.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE PHILIPPE MAXENCE, FRÉDÉRIC VALLOIRE, ÉRIC MENSION-RIGAU, DOROTHÉE BELLAMY, CHARLES-ÉDOUARD

COUTURIER, JOSEPH VALLANÇON, YVES CHIRON, EMMA KALADJIAN, BLANDINE HUK, SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, ANNIE-CLAIRE AULIARD, RÉDACTEUR PHOTO,

PATRICIA MOSSÉ, FABRICATION, ET AUDREY MOREAU SAN GALLI, RELATIONS PRESSE. EN COUVERTURE ILLUSTRATION : © HARMONIE BRICOUT POUR LE FIGARO HISTOIRE

PHOTOGRAPHIE : © GETTY IMAGES/STOCKPHOTO.



Le Figaro Histoire est imprimé dans le respect de l'environnement.

LE FIGARO HISTOIRE

RETROUVEZ LE FIGARO HISTOIRE SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR



CONSEIL SCIENTIFIQUE. Président : Jean Tulard, de l'Institut. Membres : Jean-Pierre Babelon, de l'Institut ; Marie-Françoise Baslez, professeur d'histoire ancienne à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Simone Bertièrre, historienne, maître de conférences honoraire à l'université de Bordeaux-III et à l'ENS Sèvres ; Jean-Paul Bled, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Jacques-Olivier Boudon, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Maurizio De Luca, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; Barbara Jatta, directrice des musées du Vatican ; Eric Mension-Rigau, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Arnold Nesselrath, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; Dimitrios Pandermalis, professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; Jean-Christian Petitfils, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; Jean-Robert Pitte, de l'Institut, ancien président de l'université de Paris-IV Sorbonne ; Giandomenico Romanelli, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; Jean Sévillia, journaliste et historien.



8

LES GAULOIS, CES INCONNUS

IL ÉTAIT UNE FOIS UNE GAULE FANTASMÉE ET DONT, HORMIS LE BANQUET FINAL IMMORTALISÉ PAR *ASTÉRIX*, RIEN N'ÉTAIT CONFORME À LA RÉALITÉ HISTORIQUE... L'ARCHÉOLOGIE RÉCENTE A RENOUVELÉ EN PROFONDEUR NOTRE CONNAISSANCE DES GAULOIS. LE POINT SUR LES RECHERCHES.

18

LE SALAIRE DE LA PEUR

COMMENT LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE A-T-ELLE PU PRENDRE LA FORME D'UNE RÉPRESSION D'ÉTAT AUX MAINS D'ÉLITES QUI SE RÉCLAMAIENT DE LA RAISON ? C'EST CE QU'EXPLIQUE TIMOTHY TACKETT DANS *ANATOMIE DE LA TERREUR*.



24

L'AFRIQUE EN MARCHÉ

DANS *LA RUÉE VERS L'EUROPE*, STEPHEN SMITH MET EN ÉVIDENCE LA PUISSANCE DU PHÉNOMÈNE MIGRATOIRE AUX PORTES DE LA « FORTERESSE EUROPE », EN LE REPLAÇANT DANS LE TEMPS LONG DE L'HISTOIRE ET EN REDONNANT TOUTE LEUR IMPORTANCE AUX RAPPORTS DE FORCE DÉMOGRAPHIQUES.



ET AUSSI

LE ROMAN NATIONAL
EST DE RETOUR
ITE MISSA EST
CÔTÉ LIVRES
SCANDALE DE LA VÉRITÉ
EXPOSITIONS
CINÉMA
MILLE ANS DE SOLITUDE
UNE POULE SUR UN MUR

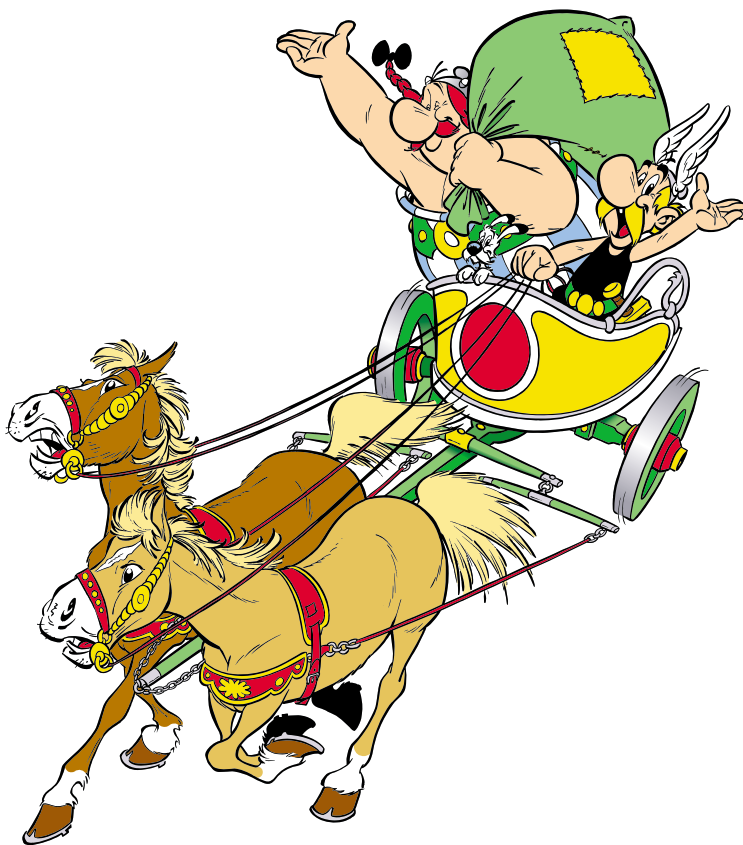


Les Gaulois ces inconnus

Les découvertes des trente dernières années ont complètement renouvelé nos connaissances et pulvérisé la vision véhiculée depuis le XIX^e siècle sur « *nos ancêtres les Gaulois* »...

« La France, notre patrie, était, il y a bien longtemps de cela, presque entièrement couverte de grandes forêts. Il y avait peu de villes, et la moindre ferme de votre village, enfants, eût semblé un palais. La France s'appelait alors la Gaule, et les hommes à demi sauvages qui l'habitaient étaient les Gaulois. Nos ancêtres, les Gaulois, étaient grands et robustes, avec une peau blanche comme le lait, des yeux bleus et de longs cheveux blonds ou roux qu'ils laissaient flotter sur leurs épaules. Ils estimaient avant toute chose le courage et la liberté. Ils se riaient de la mort, ils se paraient pour le combat comme pour une fête. Leurs femmes, les Gauloises, nos mères dans le passé, ne leur cédaient en rien pour le courage. Elles suivaient leurs époux à la guerre ; des chariots traînaient les enfants et les bagages ; d'énormes chiens féroces escortaient les chars. »

Trois vignettes accompagnent cet extrait du *Tour de France par deux enfants* de G. Bruno (en réalité Augustine Fouillée), paru en 1877. La première montre une demi-douzaine de Gaulois torse nu, moustachus, armés de piques, installés dans un lourd chariot de guerre aux roues pleines, tiré par des bœufs, escortés par des chiens et deux femmes qui portent des enfants. La deuxième représente un dolmen, « des sortes de grandes tables de pierre qui servaient d'autel aux Gaulois, nos ancêtres ». La troisième reproduit le Vercingétorix d'Aimé Millet qui domine depuis 1865 le



mont Auxois en Bourgogne, près d'Alise-Sainte-Reine, un Vercingétorix nu tête, triste, moustachu, cuirassé, qui s'appuie des deux mains sur une longue épée.

Or, ce fut le livre le plus réclamé de la bibliothèque scolaire : de sa parution à 1901, il s'en est vendu 6 millions d'exemplaires (8,5 millions jusqu'en 1976) ! Tous les écoliers de la III^e et même de la IV^e République en ont été imprégnés. Comme tous ont été marqués par les tableaux d'Henri Paul Motte (1886) et de Lionel Royer (1899),


ou par les dessins qui s'en sont inspirés, figurant Vercingétorix, à cheval, se rendant à César après la défaite d'Alésia.

Le 29 octobre 1959, dans le numéro un du journal *Pilote*, une paire de Gaulois voit le jour sous la plume et le crayon de Goscinny et d'Uderzo : un nain, moustachu, teigneux, brave, astucieux, coiffé d'un casque ailé, armé d'un glaive, Astérix, et un géant, lourd, ronchon, sentimental, chasseur de sangliers et porteur de menhirs, Obélix. Autour d'eux, un village perdu dans une

forêt épaisse, des maisons rondes, un barde, un chef, un forgeron, un druide et sa serpe d'or, des bagarres, des discordes, le « bien manger » et le « bien boire », des banquets, bref le rendez-vous de tous les clichés que la seconde moitié du XIX^e siècle a véhiculés sur les Gaulois. Clins d'œil à l'époque contemporaine, anachronismes, souvenirs d'enfance, nostalgie de l'école d'autrefois, parodie de nous-mêmes et des autres pays, calembours, drôlerie des situations et mythes fondateurs se mélangent et assurent le succès phénoménal de cette bande dessinée : 375 millions d'albums vendus dans le monde à l'heure actuelle. Avec un objectif, faire rire. Et non enseigner.

Un renouvellement des connaissances

Car de cette Gaule fantasmée qui a parasité notre imagination et que l'on oppose mécaniquement à la civilisation romaine, rien, ou presque, sauf le banquet final..., n'est conforme à la réalité historique. A preuve, les résultats du renouvellement des connaissances dû à l'archéologie, qu'il s'agisse des fouilles « préventives » – c'est-à-dire provoquées par des travaux de construction et d'aménagement – qui se sont multipliées depuis les années 1980 et que mènent l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives) ou d'autres organismes, et des fouilles « programmées » sur de grands sites (Bibracte, Alésia, etc.).

A l'automne 2017, dans la petite commune de Jort, près de Falaise, dans le Calvados, des archéologues de l'Inrap viennent ainsi d'exhumer une nécropole peu ordinaire, datée de la première moitié du I^{er} siècle av. J.-C. : entre 130 et 150 dépouilles d'enfants âgés de quelques mois à 11 ans, enterrés avec soin, ont été mises au jour. 

UNE GAULE FANTASMÉE

Page de gauche : Astérix et Obélix, les célèbres héros créés par Goscinny et Uderzo en 1959. A droite : *Le Chef gaulois Vercingétorix (v. 72-46 av. J.-C.) se rendant à Jules César (100-44 av. J.-C.) après la bataille d'Alésia en 52 av. J.-C.*, par Henri Paul Motte, 1886 (Le Puy-en-Velay, musée Crozatier).





VERTE CAMPAGNE Ci-dessus : illustration en 3D de l'*oppidum* de Bibracte sur le mont Beuvray, dans le Morvan, vers 50 av. J.-C. Page de droite, de gauche à droite : le vase de bronze découvert, en 1953, dans la tombe d'une princesse celte à Vix (Côte-d'Or), daté de 530 av. J.-C. environ (Châtillon-sur-Seine, musée du Pays châtillonnais) ; illustration représentant l'inhumation de la dame de Vix, par Jochen Stuhmann.

Des petits Gaulois, donc. Pour Vincent Carpentier qui dirige ce chantier, cette découverte, rarissime (une dizaine de cette époque pour notre pays), va bien au-delà du riche matériel funéraire qui y a été trouvé : poteries, fibules, colliers de perles, bracelet en lignite. « *Les Gaulois, a-t-il déclaré, avaient pour habitude d'incinérer ou d'inhumer les enfants n'ayant pas atteint la puberté dans des cimetières situés à l'écart de ceux des adultes. Cette pratique devait s'inscrire dans un cadre religieux et cosmologique, mais il devait aussi exister des croyances selon lesquelles les enfants immatures n'étaient peut-être pas considérés comme des individus "achevés".* »

Ce n'est là que l'un des aspects, considérable il est vrai, de ce renouvellement des connaissances qui se poursuit à un rythme soutenu depuis quelques décennies. Il bouleverse notre appréhension de la Gaule et de ses habitants replacés dans leur milieu historique, celui de l'âge du fer (grosso modo, avec des variations selon les régions, de 800 av. J.-C. au I^{er} siècle av. J.-C.). Pourquoi cet horizon plus large qui s'étend

au monde celte en général ? Il permet par comparaison de mieux comprendre les évolutions et les transformations qui touchent la société dans tous les domaines, de l'art de la guerre au grand commerce gaulois avec la Méditerranée, déjà très actifs lorsque les Grecs fondent Marseille, vers 600 av. J.-C., en passant par le port de la moustache dite « à la gauloise », qui n'est plus à la mode à l'époque de Vercingétorix, ou par le régime alimentaire qui incluait très peu de gibier (1 % des restes trouvés), mais des produits de l'élevage, y compris le chien... Impossible donc de cerner la totalité des acquis relatifs à la Gaule protohistorique. Quelques points saillants.

Un espace agricole

La forêt ? Depuis les travaux de Roger Agache en photographie aérienne, qui a révélé en Picardie des milliers de fermes, gallo-romaines mais aussi gauloises ; depuis les progrès effectués grâce à la palynologie (l'étude des pollens) et à la pédologie (l'étude des sols), on sait que la Gaule qu'a connue César au I^{er} siècle av. J.-C. était un vaste espace agricole, à l'exception de l'extrême nord-est, amorce de la célèbre forêt hercynienne. Dans bien des régions, la forêt est plus étendue aujourd'hui qu'elle l'était voici deux mille ans. Les nouvelles techniques de télédétection, comme le Lidar, révèlent que nos grands massifs forestiers recouvrent

invariablement des vestiges de paysages agraires fossilisés par la végétation, à l'instar de la forêt de Compiègne ou de celle du mont Beuvray, dans le massif du Morvan. La forêt sacrée des Carnutes, chère à Panoramix, ne doit peut-être elle-même son existence qu'à une erreur de copiste, entre *lucus* (forêt) et *locus* (lieu). En revanche, l'archéologie révèle de vastes lieux de culte ceinturés de fossés et de palissades, pourvus de puissantes architectures à ossature de bois, dont le prestige était tel que beaucoup survivront à l'époque romaine.

Dans ce décor, évoluent les druides. Leur place et leurs fonctions ont été reconsidérées par une nouvelle lecture critique des textes anciens. A la fois savant, juriconsulte et garant de la tradition, le druide occupe une place majeure dans son peuple, tel l'Eduen Diviciacos que côtoyèrent Cicéron et César.

Par la nature des vestiges qu'elle étudie, l'archéologie montre comment nos prédécesseurs ont tiré parti de leur environnement. Ayant affaire, dans ce cas précis, à une société qui répugnait à l'usage de l'écriture, qui préférerait le bois à la pierre pour ses maisons et qui déployait le plus clair de son énergie à exploiter les ressources du sol et du sous-sol (quand elle ne guerroyait pas), l'archéologie a dû attendre de disposer d'une panoplie nouvelle d'outils pour prendre la pleine mesure du monde des Gaulois.

© FLORENT PEY/AKG-IMAGES. VASE : © RMN-GRAND PALAIS/MATHIEU RABEAU.

À LIRE de Jean-Louis Voisin



Alésia
Perrin
« Tempus »
182 pages
8 €

On réalise ainsi que l'exploitation intensive des ressources métalliques de leur territoire leur avait permis, sinon de véritablement innover du point de vue technique, du moins de produire massivement des outils et des armes qui ont profondément orienté l'évolution de la société, particulièrement aux II^e et I^{er} siècles avant notre ère, époque caractérisée par un développement sans précédent de la population et de l'économie. S'ils n'ont peut-être pas inventé le tonneau quoi qu'affirment les textes (les plus anciens vestiges ont été retrouvés dans le Haut-Adige et datent du VI^e ou du V^e siècle av. J.-C.), les Gaulois ont développé un usage systématique du bois. Ils l'ont mis au service d'une architecture élaborée et parfois monumentale, mais dont on ne peut qu'imaginer par la pensée l'importance des élévations et la sophistication du décor.

Leur système de polyculture s'appuyait sur des espèces animales et végétales qui sont encore le fondement de l'économie vivrière des régions tempérées de l'Europe. L'araire, armée de fer, permettait de labourer plus efficacement ; la faux, de couper le fourrage nécessaire aux bœufs qui assuraient

Vercingétorix. Jean-Louis Brunaux

Voici le quatrième portrait plausible de Vercingétorix, après ceux de Camille Jullian (1901), de Paul M. Martin (2000) et de Christian Goudineau (2001). Jean-Louis Brunaux s'écarte de ses prédécesseurs, qu'il n'épargne guère, à l'exception de Camille Jullian. Qu'apporte-t-il ? A côté de points d'érudition, telle la condamnation du père de Vercingétorix par l'aristocratie arverne ou la situation du jeune Vercingétorix otage de César, il donne une interprétation globale du vainqueur de Gergovie. Gaulois par sa politique, Arverne de cœur, Vercingétorix aurait cherché à restaurer l'ordre ancien, « rêve flamboyant d'indépendance et de grandeur », d'une Gaule qui s'appuierait à la fois sur un Conseil dirigé par un « peuple-patron », le sien, et sur l'assemblée des druides, véritable conscience du pays. Car Jean-Louis Brunaux ne doute pas que la Gaule ait alors existé dans les esprits et dans les cœurs. C'est même pour conserver sa « commune liberté » que Vercingétorix aurait pris les armes. **J-LV** Gallimard, « NRF Biographies », 336 pages, 22 €.



Le Pays des Celtes. Mémoires de la Gaule. Laurent Olivier

Conservateur en chef des collections d'archéologie celtique et gauloise du musée de Saint-Germain-en-Laye, l'auteur porte une haute ambition : faire parler la Gaule muselée par ses conquérants. Son essai commence comme le film 2001, *l'Odyssée de l'espace*. On remonte le temps. Jusqu'aux Grecs qui nomment Celtes les autochtones des alentours de Marseille, et aux Romains qui les qualifient de Gaulois. Aussi étranges pour ces civilisés que les indigènes apparurent aux Européens lorsqu'ils abordèrent l'Amérique, assure Laurent Olivier. Puis se déroule le fil du temps. Des pauses présentent nos savoirs, ou nos fantasmes, sur la Gaule et les Gaulois à un moment précis. Lentement, une Gaule sort de terre, différente de celles qui avaient été imaginées. Beau cheminement historiographique obscurci par trop d'idéologie et d'inutiles règlements de comptes. Deux regrets : ni carte ni index. **J-LV** Seuil, « L'Univers historique », 336 pages, 23 €.





la plus grande part de la force de travail. Conjointement, ces deux outils créèrent un nouveau paysage de bocage.

C'est encore l'organisation de l'espace habité qui a surgi grâce à la photographie aérienne et à la multiplication des fouilles. L'image générale est celle de campagnes jardinées et constellées de fermes isolées, mais dépourvues de villages.

L'âge du fer est aussi l'époque des premières expériences urbaines, mais l'invention de la ville ne suivit pas le cours d'un fleuve tranquille. Dans le Sud, en respectant un atavisme qui se retrouve sur tout le pourtour méditerranéen, renforcé par des contacts précoces avec des peuples plus « avancés » de ce point de vue, le territoire se couvre dès le VI^e siècle av. J.-C. d'innombrables fortifications aux remparts de pierre qui abritent des petites communautés de paysans.

Plus au nord, le scénario est tout différent. Dès le VI^e siècle av. J.-C., l'élite qui contrôlait les axes du grand commerce fut à l'origine de vastes agglomérations qui entouraient ses résidences. On pense surtout au mont Lassois, dans le nord de la Bourgogne, qui abrita un incroyable palais de bois de 500 m² et était défendu par plusieurs lignes de remparts.

De cette élite, on connaît les tombes fastueuses contenant d'exceptionnels vases à boire acheminés depuis le sud, comme à

UN LONG FLEUVE TRANQUILLE
 A droite : illustration en 3D d'un port fluvial d'un *oppidum* gaulois. Page de gauche, en haut : reconstitution d'un intérieur gaulois du I^{er} siècle av. J.-C. au musée de Bibracte, à Saint-Léger-sous-Beuvray (Saône-et-Loire). Fondée à la fin du II^e siècle av. J.-C., Bibracte est une ville fortifiée gauloise, un *oppidum*, selon le mot de Jules César, qui s'étend sur 200 ha. C'est là que le vainqueur d'Alésia décida de passer l'hiver après la bataille. En bas : *Guerriers celtes vers 58 av. J.-C.*, par Peter Connolly.



Vix, au pied du mont Lassois, ou à Lavau, près de Troyes, où la découverte d'une telle tombe a défrayé récemment la chronique. Curieusement, cette amorce d'urbanisation tourna court, et il faudrait attendre deux bons siècles, voire plus, pour qu'apparaisse de nouveau un habitat aggloméré. Durant le II^e siècle av. J.-C. se met en effet en place un réseau de grosses bourgades (souvent plusieurs dizaines d'hectares), dépourvues de fortification, sortes de chefs-lieux de cantons dont le réseau servira largement d'ossature à l'urbanisation de la Gaule romaine.

Le temps des *oppida*

La dernière étape majeure est l'apparition brutale, vers la fin du II^e siècle av. J.-C., de vastes agglomérations fortifiées, les *oppida* (pour reprendre le terme utilisé par César) qui vont pour un temps éclipser les autres formes d'habitat. Au nombre de près de deux cents à l'échelle du monde celtique

(qui s'étendait largement à l'est du Rhin, jusqu'aux régions du Moyen-Danube), il n'est pas d'année qui n'en révèle un ou deux nouveaux exemples. C'est ainsi qu'en 2014, on a réalisé que la prestigieuse capitale confédérale des Trois Gaules, *Lugdunum* (Lyon), occupait le site d'un ancien *oppidum* dont les remparts ceinturaient le plateau de Fourvière. Mais l'ensemble le plus extraordinaire est celui découvert depuis 2001 à quelques kilomètres de Clermont-Ferrand. Si le site de Gergovie était connu, deux autres, de la première moitié du I^{er} siècle av. J.-C., Gondole et Corent, sont sortis de terre à moins de 10 km, comme s'il s'agissait d'une ville éclatée sur 2 000 à 3 000 ha. A Gondole, une vaste zone artisanale et une sépulture exceptionnelle d'une tombe contenant huit hommes et huit

chevaux. A Corent, une ville organisée avec sa place publique centrale, son sanctuaire conçu sur la base de règles géométriques cohérentes, sa voirie, ses lieux d'échanges commerciaux et de stockage, ses entrepôts, ses ateliers. Lieux de ralliement des armées durant la guerre des Gaules, de stockage du ravitaillement et de réunion des assemblées, les *oppida* marquent une nouvelle étape vers une société urbaine, alors que se consolident des entités politiques d'échelle régionale, ces fameux peuples gaulois évoqués par César : Allobroges, Arvernes, Bituriges, Séquanes...

Comment ces peuples dont certains noms sont attestés dans l'épigraphie gauloise s'organisent-ils sur le plan politique ? En théorie, ils sont indépendants les uns des autres et les limites de leurs territoires

LE GAULOIS SANS PEINE

Le gaulois est connu à la fois par les nombreux noms propres cités dans les inscriptions latines et par quelques centaines d'inscriptions écrites en gaulois. La plupart de ces dernières sont des marques de propriété ou des signatures de fabricants. Les inscriptions d'une ou de plusieurs phrases sont à peine une centaine. Si d'autres langues celtiques existent dans l'Antiquité, le gaulois lui-même est attesté en Italie du Nord, au cours du II^e siècle av. J.-C. et à travers toute la Gaule transalpine, sauf au sud de la Garonne ; les inscriptions trouvées au nord de la Seine paraissent plus tardives. Trois alphabets ont été employés : l'alphabet étrusque ou lépontique en Italie du Nord, l'alphabet grec dans le sud de la France, dans les vallées du Rhône et de la Saône, du II^e siècle av. J.-C. jusqu'au début de notre ère, et l'alphabet latin après la conquête de César. Ce que l'on sait du gaulois est fragmentaire. Les déclinaisons les plus courantes sont connues, mais la conjugaison reste lacunaire. La restitution du gaulois est possible grâce à la comparaison avec les autres langues indo-européennes, et surtout avec les langues celtiques médiévales et modernes (irlandais, écossais, gallois, breton...). On admet généralement qu'il était assez proche du groupe des langues brittoniques (gallois, cornique, breton). Plusieurs découvertes d'inscriptions gauloises, souvent sur des tablettes de plomb, marquent ces dernières décennies, du plomb de Chamalières (1971) au plomb de Chartres (2010). Les Editions du CNRS ont ainsi pu publier, de 1985 à 2003, un *Recueil des inscriptions gauloises* en cinq tomes. J-LV

A lire : *La Langue gauloise*, Pierre-Yves Lambert, Errance, 240 pages, d'occasion.





UN GREC AU PAYS DES CELTES

Ci-dessus : fouille de la nécropole d'enfants gaulois à Jort (Calvados) découverte en 2017. A gauche : anse d'un chaudron en bronze représentant la tête du dieu fleuve grec Achéloos. Le chaudron d'environ un mètre de diamètre provient de la tombe princière mise au jour, en 2015, à Lavau, près de Troyes (Aube), et datée du début du V^e siècle av. J.-C.


sont précises et souvent contestées. Dans la réalité, celle que décrit César, ils sont souvent liés par des liens hiérarchiques de clientèle : les Ségusiaves par exemple (Forez, Lyonnais) sont des clients des Eduens. Se créent ainsi des sortes de fédérations que l'on a, à tort, nommées empire, ainsi « l'empire arverne » au II^e siècle av. J.-C.

L'apparition des *oppida* et leur essor ont souvent été mis en relation avec une transformation politique de la société gauloise qui voit des cités-Etats (César les appelle *civitates*) gouvernées par une oligarchie remplacer les royautes que signalent les textes antiques. Ces aristocraties étaient-elles héréditaires, cooptées, élues ? Dans quelle mesure cette révolution a-t-elle été générale ? Est-elle plus ancienne ? A-t-elle porté au pouvoir le *vergobret*, ce magistrat suprême élu chez les Eduens pour un an et attesté chez d'autres peuples ? Cela est possible, mais reste hypothétique. D'autant que chez d'autres peuples celtes, la royauté a demeuré. L'archéologie ne nous renseigne guère, en dehors du fait qu'elle souligne l'existence d'aristocraties gauloises identifiées par la richesse du mobilier funéraire ou celle de leur demeure.

Tous ces peuples gaulois furent rattrapés par la romanisation et l'intégration dans l'empire, qui eurent lieu dans le demi-siècle qui précède le changement d'ère. Alors le développement urbain fut détourné par le choix de nouveaux modèles : les villes se

déployaient largement en plaine et s'équipent d'espaces et de bâtiments publics inédits (forum, thermes, théâtre...). Un fort héritage gaulois subsistera néanmoins dans la Gaule romaine, notamment dans le découpage des unités administratives, les cités (*civitates*), dont la vaste étendue reflétait celle des territoires des peuples gaulois qui les avaient précédées.

Les Gaulois, des citadins ? C'est trop dire. Ils restent d'abord des paysans, des artisans, des artistes parfois et des guerriers toujours, souvent mercenaires, dont l'équipement défensif est très proche de celui des légionnaires romains et dont ils se distinguent, individuellement, par leurs épées, leurs lances et l'usage plus fréquent du cheval.

Collectivement, ils ne semblent pas être à la hauteur de l'armée romaine, mais des recherches en cours permettront peut-être de réviser cette affirmation : les travaux d'Alain Deyber, ancien officier d'active, professeur d'histoire militaire aux Ecoles de Saint-Cyr-Coëtquidan, établissent que les Gaulois pratiquaient un art de la guerre parfaitement défini et structuré. Ils firent souvent preuve de leur supériorité mais ils pâtissaient de l'absence d'un système politique aussi solide que celui de Rome. C'est ce qui perdit Vercingétorix en 52 av. J.-C. 

À LIRE

Pour les adolescents, une amusante introduction de Jean-Louis Brunaux, avec des dessins de Nicoby : *L'Enquête gauloise. De Massilia à Jules César*, La Revue dessinée-La Découverte, « Histoire dessinée de la France », 128 pages, 22 €.

Trois collections pour aller plus loin :

- « Archéologie de la France », coédition de La Découverte et de l'Inrap.
- « Bibracte », remarquable série, éditée par le Centre archéologique européen de Glux-en-Glenne (58370). Le n° 5 rassemble et commente les textes littéraires antiques qui concernent l'aristocratie celte.
- La revue annuelle *Gallia, archéologie des Gaules*, CNRS Editions, fait le point sur toutes les découvertes faites en France.



Plus que des cartes postales, écrivez une histoire

Quand vous partez avec Les Maisons du Voyage, vous êtes préparé pour vivre l'expérience la plus immersive qui soit. Grâce à une approche culturelle unique, nos conseillers mettent leur connaissance de la destination à votre service pour vous permettre de vivre des face-à-face toujours plus authentiques et singuliers.

maisonsduvoyage.com

01 84 25 96 14

Eric Lafforgue

ICI COMMENCE L'AILLEURS

LES/MAISONS
du Voyage



© BALTEL/SIPA

LE ROMAN NATIONAL EST DE RETOUR

Jean-Christian Petitfils publie une histoire de France qui entend redonner sa légitimité au roman national sans renoncer aux exigences de la rigueur scientifique.

Sur la couverture, le bandeau ressemble à une revendication : « *Le vrai roman national* ». Achevant la provocation, l'*Histoire de la France* que publie Jean-

Christian Petitfils s'orne de quatre symboles comme pour invoquer les continuités de l'histoire de France : la fleur de lys de la monarchie, le coq gaulois, symbole français depuis la Renaissance, le bonnet phrygien de la Révolution et la croix de Lorraine du gaullisme.

« Roman national ». Mais d'où vient cette expression que l'on voit partout aujourd'hui, pour l'encenser ou la stigmatiser ? Elle figure dans *L'Ere de la commémoration*, le texte qui clôt en 1992, sous la signature de Pierre Nora, le tome final des *Lieux de mémoire*, œuvre collective qu'avait dirigée le futur académicien. Evoquant l'ouvrage de Paul Yonnet *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, essai dont il était l'éditeur et qui était alors sous presse, Pierre Nora y avait analysé le phénomène contemporain de « l'avènement d'une mémoire nationale en lieu et place d'une histoire nationale », soulignant, après Paul Yonnet, le « retournement accuser (...) du roman national rose en roman noir ».

Jean-Christian Petitfils n'est connu pour avoir écrit ni roman rose ni roman noir. On ne présente plus cet historien qui, muni de diplômes de sciences politiques, de droit et d'histoire, a d'abord publié des livres d'histoire des idées politiques (*La Droite en France, Le Gaullisme, Les Socialismes utopiques*). Tout en menant une carrière privée dans la banque, il s'est ensuite spécialisé dans l'étude du Grand Siècle, avec notamment une série de biographies magistrales (*Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI*), par lesquelles il a acquis la célébrité et, au regard de la qualité de ses recherches, l'estime de ses confrères. Sortant de sa spécialité, Petitfils a également publié une biographie de Jésus, qui a été un best-seller et qui a eu un profond retentissement dans les milieux chrétiens. Avec son *Histoire de la France*, l'auteur réalise un projet dont il rêvait depuis longtemps et qui lui a réclamé plus de trois ans de travail.

De la fin du XIX^e siècle aux années 1950 et même 1960, l'école publique dispensait aux élèves une vision de l'histoire visant à exalter la grandeur et l'unité de la France afin de les inciter au patriotisme. Ce récit national avait longtemps puisé dans les livres d'Ernest Lavisse, historien qui, sans renoncer aux rigueurs méthodologiques de sa discipline, recourait à l'épopée et aux héros symboliques, de Jeanne d'Arc à Napoléon, pour rendre ses écrits plus enthousiasmants. Le « Petit Lavisse », un manuel pour enfants,

donnait à ceux-ci la recommandation suivante : « *Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a faite belle et parce que son histoire l'a faite grande.* » Cette histoire républicaine avait son pendant dans les écoles catholiques, dont la méthode et l'esprit ne différaient guère : il s'agissait de faire aimer aux enfants l'histoire de la France chrétienne. Entre histoire républicaine et histoire chrétienne, les chemins parallèles se sont prolongés jusqu'à ce que, chez certains historiens, le concept d'histoire de France devienne suspect.

Dès les années 1930, l'école des Annales, fondée par les historiens Lucien Febvre et Marc Bloch, entendait dépasser l'histoire-bataille avec ses dates repères et ses grands hommes. Place au temps long, aux explorations sociales, à l'évolution du climat ou de la technique pour expliquer les évolutions du passé. Après-guerre et jusqu'aux années 1960, dans un contexte d'hégémonie du marxisme à l'université, les héritiers des Annales (Fernand Braudel, Jacques Le Goff, etc.) imposèrent à l'histoire académique une vision socio-économique fondée sur la lutte des classes et la dialectique dominants/dominés. A partir des années 1970, et la parution de *La France de Vichy* de l'Américain Robert Paxton, un retournement du regard s'effectuait par ailleurs sur la période de l'Occupation, avec une focalisation de l'histoire de Vichy sur l'accusation d'avoir participé au génocide hitlérien, induisant une première vague d'histoire « repentante ». Cette vague était suivie d'une deuxième vague de repentance, à partir des années 1980, avec l'érection de l'antiracisme et du multiculturalisme au rang de paradigmes politiques et culturels, suscitant une multiplication de travaux sur l'histoire de l'esclavage ou de la colonisation, toujours à charge contre l'Occident en général et la France en particulier. A partir des années 2000, enfin, est arrivée, venue de l'univers anglo-saxon, un engouement pour l'histoire globale, « l'histoire-monde » (*world history*), l'histoire connectée, transversale, qui examine les interactions entre les civilisations et les sociétés en tenant les Etats et les frontières pour des facteurs secondaires.

Cumulant les effets de cette évolution, l'*Histoire mondiale de la France*, parue en 2017, au Seuil, sous la direction de Patrick Boucheiron, avec la participation de 122 « *historiennes et historiens* » présente, en 800 pages et 146 dates, une histoire où la grotte Chauvet

SOUS LE SOLEIL

EXACTEMENT

Ci-contre : la galerie d'Apollon au Louvre. Après un incendie survenu en 1661, elle fut entièrement reconstruite et décorée sous la direction de Louis Le Vau et de Charles Le Brun. En 1850-1851, Delacroix y réalisera son immense *Apollon vainqueur du serpent Python*. En bas : l'historien Jean-Christian Petitfils.



(34 000 ans av. J.-C.) incarne les « *prémices d'une humanité métisse et migrante* », et où 1917 est d'abord l'année de la révolte des Kanaks en Nouvelle-Calédonie. De son propre aveu, Patrick Boucheron aspirait, avec ce livre, à « *mobiliser une conception pluraliste de l'histoire contre le rétrécissement identitaire* ». Un prétexte aboutissant à dissoudre, comme l'écrivait Alain Finkielkraut (*Le Figaro* du 26 janvier 2017), ce que l'histoire de France « *a de spécifique, son identité, son génie propre, dans le grand bain de la mixité, de la diversité, de la mobilité et du métissage* ». Un projet dans lequel Pierre Nora, qu'on ne classera pourtant pas à droite, déplorait « *un phénomène typique d'utilisation politique de l'histoire* » (*L'Obs* du 30 mars 2017).

N'en déplaise aux contempteurs du récit national, le genre de l'histoire de France ne se porte pas si mal, et pas seulement chez les disciples de Jacques Bainville. Dans le registre universitaire, on songe, pour s'en tenir à des entreprises récentes, aux treize tomes de l'*Histoire de France* parus sous la direction de Joël Cornette et qui vont de « *la France avant la France* » à nos jours (Belin, 2009-2012), ou encore aux sept volumes de l'*Histoire personnelle de la France* publiés sous la direction de Claude Gauvard de 2013 à 2014 et réunis en un volume en 2017 (PUF).

Jean-Christian Petitfils s'est à son tour lancé dans l'aventure, embrassant en près de 1 200 pages à peu près mille deux cents ans d'histoire de France. Pourquoi mille deux cents ans ? L'auteur fait partir son histoire de l'année 841 qui vit, à Fontenoy-en-Puisaye, une bataille fratricide entre les petits-fils de Charlemagne d'où découlera, deux ans plus tard, le traité de Verdun qui attribuera à Charles le Chauve la Francie occidentale, première esquisse de la France. L'ouvrage s'achève sur les premiers pas politiques d'Emmanuel Macron, au terme d'un parcours qui a privilégié, en longueur de texte, les temps modernes et contemporains, choix qui reflètent le goût de l'auteur pour l'histoire des idées politiques.

Jean-Christian Petitfils retient cinq piliers fondateurs de l'histoire de France, soit cinq bases constitutives de notre identité nationale, expression qu'il assume : un Etat-nation souverain et centralisé ; un Etat de justice au service du bien commun ; un Etat laïque aux racines chrétiennes ; un Etat marqué par des valeurs universelles ; un Etat multiethnique (au sens où la nation française n'est pas une ethnie) mais assimilateur.

L'auteur n'ignore nullement que ces cinq piliers, à force d'être attaqués, sont sérieusement érodés. Dans sa conclusion, il soupèse les handicaps de la France – excès de la construction européenne



ou de la décentralisation qui défait la nation par le haut et par le bas, perte de la maîtrise des frontières, montée de l'islamisme, échecs de l'assimilation, recul démographique – comme ses atouts – position de sixième puissance économique mondiale et de puissance nucléaire, permanence d'élites scientifiques et techniques et du rayonnement international du pays. Faisant le bilan du négatif et du positif, Jean-Christian Petitfils, quand même inquiet, appelle à un « *sursaut [qui] passe pour les Français par la réappropriation de leur propre destin, la fierté retrouvée de leur histoire* ». A sa place, ce livre, œuvre de maturité d'un excellent historien, y contribuera. *JS*

À LIRE



**Histoire
de la France**
Jean-Christian
Petitfils
Fayard
1 152 pages
29 €

Le salaire de la Peur

Dans *Anatomie de la Terreur*, Timothy Tackett décrypte le processus qui a présidé à la montée de la violence révolutionnaire et à la transformation des élites révolutionnaires en terroristes.



LA CHÛTE D'UN ROI
Timothy Tackett (ci-contre) a publié de nombreux ouvrages sur la Révolution française, en s'intéressant à l'évolution des mentalités. Page de droite : *Le 10 août 1792*, par François Gérard, 1794-1795 (Paris, musée du Louvre). C'est au cours de cette journée d'insurrection que les Tuileries furent pillées, les gardes suisses massacrés, Louis XVI trouvant refuge auprès de l'Assemblée législative.

Sécialiste américain de la Révolution française, professeur à l'université de Californie, Timothy Tackett a consacré plusieurs livres à la Terreur, notamment *Le Roi s'enfuit. Varennes et l'origine de la Terreur* (La Découverte, 2004). Dans cette minutieuse *Anatomie de la Terreur*, il explore cette fois la genèse, dans les élites révolutionnaires, d'une culture politique de la violence, qui déboucha sur une sanglante répression d'Etat (au moins 40 000 victimes, sans compter les guerres de Vendée), en suivant l'évolution de leur mentalité à travers leur correspondance et leurs écrits. Pour Timothy Tackett, c'est moins l'influence politique des Lumières qui l'explique que le processus révolutionnaire lui-même. Celui-ci se serait nourri des circonstances, comme la guerre contre l'ennemi extérieur et intérieur, ou de la trahison de personnalités, telles Dumouriez ou Mirabeau, qu'on croyait acquises à la cause. Mais également du poids des émotions, de la peur, des rumeurs, du complotisme, dont l'auteur examine la coexistence paradoxale, chez les révolutionnaires, avec la raison, invoquée comme principe du bouleversement politique qu'ils entendaient mener à bien.

La société de la fin de l'Ancien Régime a la réputation d'avoir été l'une des plus raffinées qui soit. Derrière les images des bergeries de Rousseau, du pays de la douceur de vivre, s'agissait-il déjà d'une société violente ?

Une partie de la société – l'aristocratie et la haute bourgeoisie – était effectivement très raffinée. Mais une partie du peuple vivait dans une situation précaire, génératrice de violence, qui se

manifestait à travers des émeutes et des rébellions. Dans la noblesse comme dans le peuple, les duels étaient assez fréquents. Les rapports de la police font état d'échauffourées quotidiennes. La civilisation côtoyait partout la violence. Il est difficile d'en préciser les ressorts. D'après les révolutionnaires, elle était motivée par la haine contre l'aristocratie et ses privilèges indus. Je n'en suis pas convaincu. Ainsi, lors de la Grande Peur de 1789, cette panique en chaîne fondée sur la rumeur selon laquelle des



« brigands » menaceraient partout en France, les villageois demandèrent spontanément leur aide aux nobles et parfois aux prêtres. Les rapports entre nobles et roturiers avant la Révolution sont ainsi très difficiles à saisir. Quant au roi, il est vénéré au début de la Révolution : c'est lui qui a convoqué les états généraux, puis a donné aux députés la possibilité d'écrire une constitution. Hormis pour quelques intellectuels, la monarchie n'est nullement remise en cause.

Les premiers pas de la Révolution se font dans l'exaltation et l'enthousiasme. Pourtant, la violence surgit presque aussitôt après la réunion des états généraux. Comment expliquer par exemple la sauvagerie de l'émeute du 14 juillet ?

Il faut faire la distinction entre les classes moyennes, qui ont expérimenté cet

enthousiasme, et le peuple de Paris, qui traversait une crise de subsistance, le prix du pain ayant atteint en juillet 1789, du fait de mauvaises récoltes liées aux conditions climatiques, son plus haut niveau du XVIII^e siècle. La prise de la Bastille fut une tentative du peuple parisien pour trouver de la poudre après avoir saisi des armes aux Invalides, afin de se défendre contre les régiments de mercenaires étrangers qui encerclaient Paris, et dont on redoutait qu'ils viennent disperser l'Assemblée constituante. Elle a dégénéré lorsque les « invalides » qui gardaient la forteresse tirèrent du haut des tours sur les assaillants qui avaient fait tomber les ponts-levis. Ceux-ci crurent à tort qu'il s'agissait d'une embuscade, d'où un déchaînement de violence : trente à cent morts et le gouverneur Launay massacré à coups de baïonnette et la tête fichée sur une pique, comme le prévôt des marchands Flesselles. Le rôle des rumeurs a aussi beaucoup compté, comme celle accréditant l'idée que

l'intendant de Paris, Bertier de Sauvigny, avait cherché à affamer le peuple, ce qui était faux. Il n'en a pas moins été massacré et dépecé devant l'Hôtel de Ville avec son beau-père, Foullon de Doué, pendu et décapité, le 22 juillet.

Il y a ainsi une folie du sang et une sauvagerie qui se manifestent dès 1789. Elles sont difficiles à expliquer, mais on en trouve des exemples au XVII^e siècle, qui ont pu nourrir le substrat culturel des assaillants. Ceux-ci imitaient peut-être aussi, à leur façon, les exécutions de criminels auxquelles ils avaient assisté sur la place de Grève. Les élites de l'époque, et notamment les élites révolutionnaires, ont été horrifiées par ces épisodes sanguinaires et ils ont qualifié alors leurs auteurs de « sauvages ». L'interaction entre les deux ne s'est faite que plus tard. Au début, les députés du tiers état espéraient fermement convaincre la noblesse de l'importance des réformes. Ils l'ont encouragée à parler à l'Assemblée. Ils espéraient qu'elle surmonterait





ses préjugés. Mais, la plus grande partie de la noblesse refusant les changements, ils sont devenus intolérants. Dès le printemps 1790, Rosalie Jullien, femme d'un futur conventionnel, parle ainsi des aristocrates comme de « monstres ». C'est un tournant dans une Révolution qui avait commencé par le rêve de pouvoir travailler ensemble.

Les objectifs pratiques de la Révolution (réforme fiscale, ouverture politique) sont en grande partie partagés par le roi. Pas la nouvelle conception égalitaire et individualiste de l'homme et de la société. L'idéologisation du combat révolutionnaire n'a-t-elle pas sa part dans la violence du processus, dans la mesure où elle a conduit ses tenants à considérer que leurs opposants étaient des ennemis du peuple, voire du genre humain ?

La volonté de réforme du roi était réelle. Son édit du 22 juin 1787 avait même été assez « révolutionnaire », puisqu'il instituait des assemblées provinciales, élues par les individus et non par les trois ordres, pour collaborer avec l'intendant, clé de voûte de la monarchie absolue,

DU SANG Sauvagerie et folie du sang se manifestent dès 1789. Ci-dessus : la journée du 6 octobre 1789, où plusieurs gardes du corps furent massacrés par la foule arrivée la veille à Versailles, et leurs têtes promenées sur une pique dans le cortège ramenant la famille royale à Paris (Paris, BnF). Page de droite, en haut : Louis XVI guillotiné (21 janvier 1793). En bas : les massacres de septembre 1792, à la prison de l'Abbaye.

que le principe même de ces assemblées ébranlait. Sans parler de la convocation des états généraux, que tous les rois bourbons avaient évitée avant lui, ou les cahiers de doléances, où l'on demandait à chacun de venir discuter de ce qui ne fonctionnait pas et devait changer dans le royaume. Louis XVI sollicitait des conseils de la part des états généraux, mais n'entendait nullement leur donner le pouvoir. C'est de là qu'est né le malentendu entre le roi et les députés, et avec lui une exaspération réciproque, qui a fini par faire naître l'idée d'un renversement total. L'idéologisation dont vous parlez ne s'est donc manifestée que progressivement. Elle a fini par mettre face à face des adversaires irréconciliables.

L'émigration nobiliaire marque, à vous lire, un tournant car elle va nourrir le sentiment d'encerclement des révolutionnaires, la crainte d'un complot associant les adversaires politiques aux armées étrangères. Mais il est frappant que ceux-ci

semblent redouter et pourchasser l'ennemi intérieur avec plus de vigueur encore que celui qui menace aux frontières.

C'est très juste, surtout avant que la guerre ne soit déclarée, en septembre 1792, et cela se manifeste aussi bien par la méfiance à l'égard des nobles que par l'obsession des révolutionnaires vis-à-vis des prêtres réfractaires. Ils avaient intercepté des lettres qui témoignaient de l'existence d'une correspondance entre certains aristocrates et les émigrés alliés des ennemis de la France. Ils ont grossi l'affaire jusqu'au fantasme. Il leur était difficile de ne pas imaginer que la noblesse n'allait pas essayer de prendre sa revanche. Mais cette crainte de l'ennemi intérieur a aussi été entretenue par le vide du pouvoir. On fait l'erreur de passer trop rapidement de 1789 à 1794, sans considérer l'inter règne qui a existé entre l'effondrement de la bureaucratie de l'Ancien Régime, dont les postes ont souvent été désertés, dès les premières violences, par des administrateurs qui craignaient pour leur existence, et la création de la bureaucratie révolutionnaire.

On ne savait pas très bien alors qui gouvernait, qui travaillait pour ou contre la Révolution. C'était une situation idéale pour la formation de rumeurs de conspirations, même dans les élites, d'habitude plus imperméables à ces phénomènes. Il nous est difficile d'imaginer le sentiment de chaos et d'anarchie qui régnait alors en France et qui a alimenté peur, rumeurs et dénonciations.

Tout le processus révolutionnaire semble marqué par l'éclatement du pouvoir : il y a l'Assemblée et ses administrations, les autorités et les pouvoirs de fait instaurés à la hâte (gardes nationaux, sections de quartier...). Entre les uns et les autres se succèdent périodes de collaboration et périodes de tension. Cette tension n'est-elle pas essentielle dans l'émergence d'un climat de terreur, dans la mesure où elle introduit la violence et la peur au cœur même du fonctionnement habituel des institutions ?

Oui, mais, à nouveau, elle est le fruit d'un processus. Dans la situation de quasi-anarchie née des premières violences, les autorités populaires tentaient de remplir le vide. Mais à mesure que les nouvelles institutions étaient installées, les autorités de fait sont restées en place, et ces pouvoirs parallèles sont ainsi devenus concurrents, pratiquant entre eux

menaces et surenchères. La nouvelle administration elle-même était divisée en départements, districts, cantons et municipalités, rivaux entre eux : une « décentralisation à outrance » (Georges Lefebvre) qui a nourri elle aussi la radicalisation de la France et joué un rôle essentiel dans l'avènement de la Terreur. L'intimidation de la Convention par la foule est un phénomène caractéristique des années 1792-1794. J'insiste beaucoup, dans mon livre, sur le « front populaire » qui se forme alors entre les extrémistes de gauche et les sans-culottes. Quand on parle de ces derniers, on pense en effet exclusivement au peuple (ouvriers, artisans et petite bourgeoisie marchande), en oubliant les classes éduquées qui le dirigent en partie, grâce à leur savoir-faire politique, et fortifient ainsi le pouvoir d'une alliance sociale totalement inédite dans l'histoire de France.

La mort du roi ne vous apparaît-elle pas comme un moment décisif dans le basculement vers la Terreur ?

J'en suis convaincu. Louis-Sébastien Mercier a d'ailleurs écrit : « C'est parce qu'ils avaient fait tomber la tête de Louis XVI qu'ils s'enhardirent à faire tomber sur la même place celle de leurs collègues. » C'est un déclic. Avant cela, les contemporains ont été torturés par la question du sort du roi. Faut-il le condamner ? Pour des hommes qui n'avaient jamais connu que des rois, la réponse n'était pas évidente. Même Charles-Alexis Alexandre, qui dirigea la garde nationale du faubourg Saint-Marcel contre les Tuileries, fait part de ses doutes à ce sujet. Le fait qu'ils aient glorifié le roi quelques années auparavant a cependant joué dans sa condamnation à mort. Jusqu'à sa fuite à Varennes, ils se sont mépris sur ses mobiles. L'ayant cru « patriote », acquis à la Révolution, ils le considèrent désormais comme un traître. Pour autant, le véritable déclenchement de la Terreur est plus tardif. Il suit la panique de mars 1793, consécutive à l'invasion des Autrichiens et des Prussiens



après la rupture du front belge. On crée alors les institutions de la Terreur – Tribunal révolutionnaire, représentants en mission, Comité de sûreté générale, comités de surveillance – même si elles ne sont devenues terroristes elles aussi que progressivement.

Les révolutionnaires ne pouvaient cependant ignorer que le roi vivait sous leur pression, au moins depuis son retour forcé et sanglant de Versailles à Paris en octobre 1789. Comment pouvaient-ils croire qu'il était content de son sort ?

Je crois que la persistance du mythe du bon roi mal conseillé a compté pour beaucoup. Les révolutionnaires ont longtemps conservé l'espoir que le roi était au fond de leur côté et qu'il subissait l'influence néfaste de son entourage : la reine, ses ministres, le comité autrichien – un peu imaginaire d'ailleurs. Avec la fuite à Varenne (20 et 21 juin 1791) et la découverte du manifeste laissé derrière lui par Louis XVI, le mythe du bon roi s'effondre. Ce retournement va exciter contre lui l'appétit de vengeance, qui se manifeste le 20 juin 1792, lorsque les sans-culottes envahissent les Tuileries et qu'on le contraint à boire à la nation. Mais les révolutionnaires n'avaient pas alors porté la main sur lui. Le respect dû au « corps du roi », réputé



sacré, était encore vivace, malgré tout. Il s'efface, lui aussi, le 10 août

A vous lire, les révolutionnaires semblent vivre au rythme des rumeurs, dans l'obsession paranoïaque des complots. Ce comportement ne vous paraît-il pas paradoxal de la part de dirigeants dont le propos était d'instaurer, après des siècles d'obscurantisme, le règne de la raison ?

C'est assurément un paradoxe. Les recherches en sciences sociales et en sciences neurologiques ont d'ailleurs montré que la raison et les émotions sont toujours liées, que la raison et l'affect vont de pair. Il faut s'habituer à cette réalité lorsqu'on analyse un phénomène déjà très émotionnel comme la Révolution française. Les émotions ont joué un très grand rôle dans l'avènement de la Terreur. Je ne veux pas négliger la raison, telle qu'elle s'exprime, par exemple, dans la Déclaration des droits de l'homme, mais l'historien est obligé de prendre en compte les multiples émotions qui se manifestent dans les écrits de l'époque. Certaines sont positives : la joie, l'enthousiasme, la fraternité, comme celle qui s'exprime, au cœur même de la Terreur, en juin 1794, dans les banquets rassemblant des gens de toutes conditions dans les rues de Paris. D'autres sont négatives : peur, colère, haine, désir de revanche. Comme on le constate dans les écrits du temps, les unes et les autres coexistent : les gens sont tiraillés entre l'espoir et la peur.

MONSTRUEUX Prêtres réfractaires noyés dans la Loire à Nantes sur ordre de Carrier pendant l'hiver 1793-1794 (collection particulière). L'apparition, dès 1792, du mot « extermination » indique qu'il ne s'agit plus de s'opposer à un adversaire qui se trompe, mais d'anéantir un monstre qui incarne le mal. Page de droite : Robespierre (Paris, musée Carnavalet). Sa chute, le 9 Thermidor, provoquera une décélération rapide de la Terreur.

Il n'en reste pas moins qu'on se demande comment les massacres de septembre (1792), par exemple, ont pu atteindre un tel degré de violence aveugle. Des rumeurs circulaient à Paris, qui faisaient état de brigands payés par les nobles emprisonnés pour faciliter l'invasion des Prussiens. Dans leurs témoignages, les élites révolutionnaires justifient ainsi les massacres au motif qu'il faut tuer le diable avant qu'il ne vous tue. Mais après la défaite des Prussiens à Valmy le 20 septembre, elles ont changé d'avis et fait la chasse aux septembriseurs. Il n'y a pas de tendance linéaire vers la Terreur. Il y a des moments de panique et des moments d'accalmie, où l'on se demande comment on a pu en arriver là.

Tout le premier semestre de l'année 1794, les membres du Comité de sûreté générale tentent de marcher sur un fil. Ils savent que les sections sont prêtes à envahir la Convention, comme elles l'ont déjà fait le 2 juin et le 6 septembre 1793, pour la convaincre d'adopter des mesures plus terroristes et plus violentes, comme la création de l'armée révolutionnaire. Toutes les institutions de la Terreur ont été en partie déterminées par cette pression des « Enragés » et des sans-culottes.

Par la loi des suspects (17 septembre 1793), qui ordonnait l'arrestation de tous les ennemis avoués de la Révolution

ou susceptibles de l'être, et la loi de Prairial (10 juin 1794), qui retirait toute garantie aux accusés, le gouvernement révolutionnaire piétinait lui-même les principes au nom desquels la Révolution avait déclenché l'enthousiasme en 1789. Comment se fait-il qu'aucun de ses leaders n'ait semblé en prendre conscience ?

Il est difficile de suivre l'itinéraire complet des idées pendant la Terreur, car les contemporains ne pouvaient tout écrire, par crainte d'être inquiétés. Mais le témoignage du libraire Nicolas Ruault est révélateur. Jusqu'à l'hiver 1793-1794, il soutient le gouvernement à cause de la guerre et de la nécessité d'un gouvernement unifié pour combattre la menace d'invasion sur toutes les frontières. Il change ensuite d'avis, notamment lorsqu'il aperçoit par hasard l'un de ses amis dans la charrette de la guillotine. D'après sa lettre, il s'est écroulé en sanglots contre un mur, car il savait que sa condamnation était une injustice complète. Le député Dominique Garat écrit, lui, que « ce qui sera à jamais incompréhensible pour ceux qui n'ont pas observé l'esprit humain, c'est le contraste inouï de nos principes et de nos folies ». De fait, à partir de la loi de Prairial, on peut parler d'un véritable massacre de la noblesse de Paris, puisqu'il suffisait alors d'être

noble pour être envoyé à la guillotine quasiment par jugements collectifs. C'est le pire moment de la Terreur, qui a terni toute la Révolution.

La répression de la Vendée se poursuit à partir de l'automne 1793 alors même que les menaces extérieures ont été jugulées et que les Vendéens ont été vaincus. Ce que Gracchus Babeuf a appelé un populicide ne paraît pas avoir obéi à un réflexe de peur, mais bien à une logique d'extermination. Quels en étaient les ressorts ?

La Vendée a été une guerre civile atroce et tragique, en partie religieuse et culturelle, qui a attisé une opposition ancienne entre les grandes villes de l'Ouest (Nantes, Rennes, Angers), très anticléricales, et des campagnes très religieuses. Comme toutes les guerres civiles, il y a eu des atrocités des deux côtés. Mais ce qu'ont fait ensuite, une fois la guerre gagnée, certains militaires et représentants en mission ne s'excuse pas et reste difficile à expliquer. On a véritablement diabolisé l'ennemi, selon la logique d'une inflation langagière qui avait vu apparaître les mots « monstres » et « extermination » dès 1792. Il ne s'agit plus de s'opposer à un adversaire qui se trompe, mais d'anéantir un monstre qui incarne le mal. La même chose se joue d'ailleurs aussi à la Convention entre factions rivales. La pression populaire, les trahisons successives de Mirabeau, de La Fayette, de Dumouriez ont également entretenu cette culture de la peur et de la méfiance.

La mort de Robespierre donne le signal de la décélération puis de la fin de la Terreur, alors que les causes invoquées restent entières. Cela ne prouve-t-il pas que son rôle personnel était essentiel ?

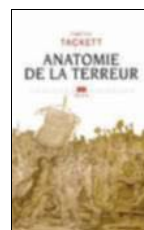
Thermidor a été une coupure fondamentale. Rapidement, la Terreur a pris fin, sauf pour quelques cas comme



Carrier et Fouquier-Tinville. Dans les semaines qui suivent la chute de Robespierre, les prisons s'ouvrent, les Girondins qui ont survécu sont libérés. Robespierre avait un rôle fondamental, mais il n'incarne pas seul la Terreur. Beaucoup des Thermidoriens qui avaient commis des crimes évidents en province, comme Fréron, étaient ravis de faire de lui le bouc émissaire de tous les crimes commis. Il faut aussi rappeler que la chute de Robespierre a été rendue possible par le retournement des députés de la Plaine – les modérés. Eux qui votaient jusque-là comme la Montagne, de peur d'être désignés comme des contre-révolutionnaires et des traîtres, se retrouvent désormais au pouvoir. Comité de

sûreté générale et tribunal révolutionnaires disparaîtront dès lors sous leur influence et la Terreur prendra fin sous l'effet de la lassitude générale du sang et des massacres.

À LIRE



Anatomie de la Terreur
Timothy Tackett
Seuil
« L'Univers historique »
480 pages, 26 €



© SANDRINE ROUDEIX

L'AFRIQUE EN MARCHE

L'Afrique est à la fois ruinée par ses gouvernements et en pleine explosion démographique, du fait des progrès sanitaires hérités de la période coloniale. Près d'un Africain sur deux ne voit d'autre issue que dans l'immigration. Ils seront 2,5 milliards en 2050, face à une Europe vieillissante.

La crise des migrants sature d'images les écrans de notre Vieux Continent. Du camp de Lampedusa au jeune Alan Kurdi échoué sur les rivages de la Méditerranée en passant par l'évacuation de la jungle de Calais, elle fait exploser le thermomètre de l'émotion médiatique. Elle sature aussi l'espace politique. Du Brexit au succès des partis anti-immigrationnistes en Europe de l'Est (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Autriche) ou plus près de nous en Italie, et même dans la placide Allemagne, qui réagit à la politique des bras ouverts d'Angela Merkel et aux viols de Cologne en remettant en selle une AfD pourtant en perte de vitesse, les flux migratoires font l'histoire contemporaine, ils sont même l'histoire contemporaine en train de se faire.

Un livre passionnant, *La Ruée vers l'Europe, la jeune Afrique en route pour le Vieux Continent* vient projeter un éclairage cru sur un phénomène dont, à ce jour, nous n'avons vécu que le prologue. L'auteur, qui a vécu longtemps à Lagos, capitale du Nigeria où il a travaillé pour l'agence Reuters, ne vient pas des rives d'une extrême droite qui s'effraie du « Grand Remplacement ». Journaliste à *Libération* puis au *Monde*, analyste à l'ONU et à l'International Crisis Group, aujourd'hui professeur à l'université de Duke aux Etats-Unis, Stephen Smith met en évidence la puissance du phénomène migratoire qui bourgeoine aux portes de la « forteresse Europe ». Il s'appuie sur deux principes simples : examiner les questions migratoires depuis deux siècles en les délestant de leur charge morale ; donner toute leur importance aux rapports de force démographiques.

En effet, écrit-il, « je ne partirai d'aucun a priori – ni "homogénéité" ni "métissage" – comme étant un idéal sinon un impératif moral. Je ne ferrai pas avec les Japonais pour leur désir apparent de rester "entre eux", pas plus que je n'exalterai le choix des Américains d'embrasser la diversité, si c'est encore le cas ».

Pareillement, il entend redonner à la géographie humaine, à la démographie toute son importance dans le temps long : « Les changements démographiques s'accomplissent à un rythme trop lent pour affecter notre quotidien... Jusqu'au jour où, frappés par l'évidence,

nous nous rendons compte que "c'est arrivé, comme souvent, de façon imperceptible, à bien des égards d'un seul coup". »

Muni de cette méthode, il fait deux constats : le déséquilibre démographique entre l'Afrique et l'Europe et l'incroyable jeunesse du continent africain.

Le premier tient en quelques chiffres. En 1885, à l'acmé du mouvement colonial, lors de la conférence de Berlin qui scella les règles du partage de l'Afrique, la vieille Europe, sûre d'elle et dominatrice, comptait 275 millions d'habitants – hors Russie – alors que l'Afrique n'en comptait qu'une petite centaine. Aujourd'hui, 510 millions d'Européens font face à un milliard d'Africains. Demain, en 2050, les projections les plus optimistes prévoient que le Vieux Continent verra sa population réduite à 450 millions alors que celle de l'Afrique subsaharienne dépassera les 2,5 milliards, représentant près de 25 % de la population mondiale.

Le corollaire de cette réalité est l'écrasante jeunesse de l'Afrique. Actuellement, plus de 40 % des Africains ont moins de 15 ans, contre 20 % en France, le pays pourtant le mieux loti de l'Union européenne. L'auteur rappelle fort honnêtement que cette explosion démographique est due à l'absence de

contrôle des naissances, mais aussi aux progrès des politiques de santé engagées dès la période coloniale, notamment au travers du Colonial Development and Welfare Act britannique de 1940 ou du Fides français de 1946 (Fonds d'investissement pour le développement économique et social).

Les conséquences de cette pyramide des âges à base très élargie sont incalculables. Alors que la culture traditionnelle africaine est fondée sur la « séniorité », le respect dû aux anciens incarné par le proverbe « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle », le jeunisme remet en cause





DES HOMMES À LA MER

Ci-contre : recueil de candidats à l'immigration au large des côtes libyennes. L'intervention franco-britannique, en 2011, a fait de la Libye la plaque tournante de l'immigration africaine vers l'Europe. Page de gauche : Stephen Smith. Ancien journaliste à *Libération* et au *Monde*, il démonte les ressorts de la submersion de l'Europe.

le prestige des élites politiques perçues comme une gérontocratie, accaparant les richesses et le pouvoir à son seul profit. La geste post-coloniale a été largement bâtie sur le culte de la « négritude » et de la « tradition » reçue des ancêtres, très bien décrite par Jomo Kenyatta, le père de l'indépendance du Kenya, dans *Facing Mount Kenya (Au pied du mont Kenya)* en 1938. Aujourd'hui, elle ne fait plus recette.

Les succès économiques auraient pu apporter un dérivatif à cette perte des valeurs. Hélas, alors que les avancées du capitalisme mondialisé ont fait sortir de la misère la plus grande partie de l'Asie et de la pauvreté une bonne partie de l'Amérique latine, l'Afrique subsaharienne qui était, à la veille de la décolonisation, alimentairement autosuffisante, est désormais misérable. 400 millions de Subsahariens souffrent de malnutrition chronique et 100 millions d'enfants sont anémiques.

L'auteur ne s'attache pas aux causes, il pointe les conséquences : elles tiennent dans les prophéties de Malthus publiées en 1798 qu'il cite fort à propos. « *Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a nul besoin de son travail, (...) est de trop (...). Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert vacant pour lui ; elle lui ordonne de s'en aller.* » Cinquante ans après la décolonisation, la seule issue semble ainsi, paradoxalement, l'émigration vers les anciennes puissances coloniales ! Dans un sondage Gallup réalisé en 2016, à l'échelle du continent, 42 % des Africains déclarent souhaiter quitter le continent de leurs ancêtres.

L'histoire économique moderne accroît encore la tentation. Stephen Smith pointe en effet les conséquences migratoires des modestes succès économiques africains, l'émergence d'une classe moyenne de 150 millions de consommateurs. Avec un revenu de 5 à 20 dollars par jour, c'est en son sein que se recrutent le plus gros des candidats à l'émigration. Elle est en effet la seule à pouvoir payer les passeurs tout en ayant les moyens de rêver à un monde d'ailleurs grâce notamment au développement du téléphone portable et de la 4G qui couvre près de 25 % du territoire africain. Connectée, elle rêve de « *vivre la vie des Blancs* ».

Le constat de Stephen Smith est sombre. Le phénomène n'en est encore qu'à ses balbutiements. Sur le million de migrants entrés dans l'Union européenne en 2015, seuls 200 000 étaient originaires d'Afrique noire. Chaque année, leur proportion augmente de 20 %. Quelle politique pourra tarir le flot ? Outre son inacceptabilité sociale, un régime antinataliste à la chinoise – avec la politique de l'enfant unique – appliqué à l'Afrique pourrait certes régler certains problèmes à court terme, mais créerait une bombe à retardement lorsque le poids des retraités deviendrait écrasant pour les actifs. L'aide au développement, telle qu'elle est pratiquée depuis les années 1960, en contribuant à l'émergence de classes moyennes,

augmente le nombre des candidats solvables au départ. Elle nuit, par conséquent, aux pays africains eux-mêmes : désertant leur pays, 30 % des médecins d'outre-Sahara exercent dans un pays de l'OCDE. Le *brain drain* de l'Afrique n'est pas un vain mot.

Enfin, contrairement à une rengaine régulièrement reprise, et sans même entrer dans les difficultés que posera la cohabitation de populations d'origines si différentes, Stephen Smith souligne que cette arrivée massive de population ne règlera en rien le problème criant de notre Europe, son vieillissement démographique avec son corollaire, le poids de la charge des retraites. « *Leur venue, écrit-il, n'améliorerait en rien le ratio de dépendance sur le Vieux Continent. Certes, les migrants adultes intégreraient la population active et contribueraient, à travers leurs cotisations, à financer le système des retraites, mais, compte tenu de leurs familles, qui sont en moyenne, plus nombreuses, le gain auprès des retraités serait compensé par le coût pour scolariser, former et soigner leurs enfants (...). La soi-disant "contrainte démographique" est une mystification.* »

Se gardant d'apporter des conclusions définitives, ce maître livre s'achève par quelques scénarios : « *l'Eurafrrique* » qui consacrerait l'américanisation de l'Europe et signifierait « *la fin de la sécurité sociale en Europe* », car « *l'Etat-providence sans frontières est une contradiction dans les termes, à l'instar d'une "famille universelle"* » ; « *l'Europe forteresse* », certes difficile à mettre en œuvre mais qui aurait le mérite de poser une stricte définition du droit d'asile ; « *la dérive mafieuse* » qui unirait passeurs et groupes criminels ; le « *retour au protectorat* » avec la création en Afrique d'un limes destiné à protéger nos frontières ; la poursuite de la politique actuelle « *de bric et de broc* ».

Dans tous les cas, il pose une interrogation qui mérite d'être entendue : « *Comment justifier a priori selon lequel il serait mieux d'intégrer des étrangers plutôt que de donner envie aux résidents d'avoir plus d'enfants ?* »

À LIRE



La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent
Stephen Smith
Grasset
272 pages
19,50 €



Le. missa est

Dans un livre nourri de statistiques impressionnantes, Guillaume Cuchet s'est fait l'analyste méticuleux de l'effondrement du catholicisme en France.

La crise du catholicisme contemporain est longtemps restée sujette au déchaînement des passions. Dénoncée avec virulence par les traditionalistes, qui incrimaient les changements opérés par le concile Vatican II à l'aube des années 1960 ; niée au contraire par les hiérarques de l'Eglise postconciliaire, qui refusaient d'admettre que leurs fidèles aient profité de ce qu'ils aient ouvert toutes grandes portes et fenêtres afin de faire souffler un vent nouveau dans la vénérable institution pour prendre la poudre d'escampette ; contestée par la génération Jean-Paul II, qui invoquait les foules impressionnantes réunies par le pape pèlerin, le succès inouï de ses Journées mondiales de la jeunesse, l'essor des communautés nouvelles pour signaler l'évidence d'un « renouveau », elle apparaissait comme l'un de ces sujets d'empoignade qui transforme en pugilat le paisible déjeuner du dimanche, et sur quoi l'accord était rendu impossible par le fait que chacun prétendait défendre la vérité en défendant ses convictions.

Normalien, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Est-Créteil, spécialiste d'anthropologie religieuse, Guillaume Cuchet a repris le dossier sous un jour nouveau en se fondant sur l'étonnante richesse des statistiques dont nous disposons grâce aux travaux de Gabriel Le Bras et du chanoine Boulard, qui avaient, au lendemain de la Libération, cartographié avec une incroyable précision la situation du catholicisme en France.

Au seuil des années 1960, leurs travaux faisaient certes apparaître l'inégalité de la pratique religieuse, avec des zones grises significativement héritées de l'histoire de la Révolution (la débandade du clergé jureur y ayant compromis, là où il était majoritaire, la reconquête catholique du XIX^e siècle). Ils n'en faisaient pas moins apparaître un pays dont 94 % de la population était baptisée, 25 % allait à la messe tous les dimanches, conduisant les auteurs à conclure à une stabilité globale du catholicisme français. Cinquante ans plus tard, la proportion des enfants de moins de 7 ans baptisés n'est plus aujourd'hui que de 30 %, celle des pratiquants tourne autour de 2 %. Dans leur cruauté, ces chiffres sont ceux d'un effondrement.

Scrutant avec minutie les données disponibles pour situer le point de basculement, Guillaume Cuchet le fixe avec précision au milieu des années

1960. Impossible dès lors d'éviter le lien avec Vatican II, dont les sessions se déroulèrent entre 1962 et 1965. La crise, estime-t-il, ne peut s'expliquer par la seule évocation d'une sécularisation ancienne, non plus que par les effets délétères de Mai 68, moins encore par le rejet du raidissement moral qu'aurait marqué l'encyclique *Humanae vitae*. Elle a bien eu l'« événement conciliaire » comme facteur déclenchant.

Analysant avec une grande rigueur les causes du retournement de ce qui avait été presque unanimement salué comme un « printemps de la foi », Guillaume Cuchet pointe très justement la révolution qui a fait renoncer l'Eglise à centrer sa prédication sur les fins dernières. Soucieuse de se montrer sous le meilleur jour, elle a promu la tolérance, l'œcuménisme et la liberté religieuse comme autant de signes de sa réconciliation avec ce que la modernité avait de meilleur, et que les papes du XIX^e siècle avaient, sans doute, trop vite condamné. Mais en cessant de se présenter comme l'arche destinée à conduire les âmes au Salut éternel, en se redéfinissant comme une communion chargée d'annoncer au monde, par sa ferveur, la bonne nouvelle de la Miséricorde de Dieu et d'un salut universel, elle sapait à la fois les notions de Pêché, de Jugement, de Purgatoire et d'Enfer. A terme, l'idée même que l'Eglise puisse définir des dogmes devant lesquels s'incline la raison, imposer des obligations morales qui entravent la liberté de comportement. Quelle valeur pouvaient conserver ses enseignements, si chaque homme était invité à prendre pour guide sa propre conscience ? Pourquoi continuer à observer des « commandements », si le Salut éternel est

assuré, quoi qu'il en soit, à tous les hommes ? La rupture, note Guillaume Cuchet, « est si manifeste qu'un observateur extérieur pourrait légitimement se demander si, par-delà la continuité d'un nom et de l'appareil théorique des dogmes, il s'agit bien toujours de la même religion ». On ne peut pas dire que la nouvelle formule ait obtenu le succès escompté.

Ce livre passionnant a la réserve dépassionnée d'un travail scientifique. Il a, pour les croyants, la cruauté du rapport de clôture d'un syndic de faille. Il a surtout la gravité d'un appel à l'examen de conscience.

Comment notre monde a cessé d'être chrétien,
de Guillaume Cuchet, Seuil, « La Couleur des idées »,
288 pages, 21 €.



Par Jean-Louis Voisin, Philippe Maxence, Michel De Jaeghere, Frédéric Valloire, Eric Mension-Rigau, Dorothée Bellamy, Charles-Edouard Couturier, Joseph Vallançon et Yves Chiron.



L'Armée imaginaire. François Cadiou

Le titre laisse perplexe, un roman de science-fiction ? Le sous-titre suggère un livre technique : *Les soldats prolétaires dans les légions romaines au dernier siècle de la République*. Il l'est en partie. De quoi s'agit-il ? D'une réforme qui a fait les choux gras des manuels et que beaucoup d'historiens avaient acceptée sans sourciller : en 107 av. J.-C., Marius aurait enrôlé dans la légion les plus démunis des citoyens,

ceux qui n'ont rien, sauf leurs enfants, les prolétaires. Une rupture avec la tradition. Aux conséquences redoutables : création d'une armée de professionnels, disparition du sens civique, attachement au chef, guerres civiles. Il y avait des doutes. Avec François Cadiou, les doutes disparaissent, la réforme de Marius aussi : elle n'existe pas. L'armée « prolétarisée » est un mythe. Argumentation soutenue, irréfutable, pour cette étude révolutionnaire. **J-LV**
Les Belles Lettres, 488 pages, 29,50 €.

La Mort de César. Barry Strauss

Au faite de sa gloire, un dictateur assassiné par un fils supposé devant la statue de son ennemi qui avait été son gendre et son allié, des présages maléfiques, des traîtres qui complotent, des héritiers qui se déchirent, des femmes manipulatrices et ambitieuses : un scénario parfait. Il inspira d'ailleurs dramaturges, et des plus grands, cinéastes, romanciers. Les historiens adorent eux aussi la mort de César. Il y a le choc de personnages hors du commun, l'affrontement d'idéologies, un cadre grandiose et des sources limitées en nombre, cinq. Restent l'habileté du conteur et la palette du savant pour rester dans la rigueur historique sans verser dans le roman. Professeur à la Cornell University, Barry Strauss excelle dans cet art difficile. Il arrive même à introduire un suspense alors que le dénouement est connu de tous. **J-LV**
Albin Michel, 352 pages, 22,50 €.



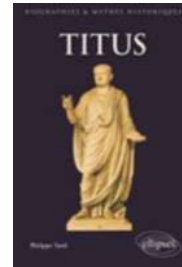
Les Apôtres en Inde. Cristiano Dognini et Ilaria Ramelli

Le thème de l'évangélisation de l'Inde au début du christianisme agite depuis longtemps la communauté scientifique. Deux universitaires italiens ont entrepris de reprendre la question en insérant leurs recherches dans le cadre des échanges entre l'Europe gréco-romaine et l'Inde. Se livrant à un travail exemplaire de recoupement des sources, ils concluent à une présence chrétienne certaine pour les III^e et IV^e siècles et probable pour le II^e siècle. Ils s'appuient notamment sur la mission

alexandrine de Pantène qui découvrit en Inde un exemplaire de l'Evangile en hébreu de Matthieu, impliquant de ce fait une mission antérieure au II^e siècle, due aux apôtres Barthélemy et Thomas. Menée avec rigueur, cette étude se lit aussi avec passion. **PM**
Certamen Editions, 172 pages, 21 €.

Théodora. Prostituée et impératrice de Byzance. Virginie Girod

Qui a vu les mosaïques de la basilique Saint-Vital à Ravenne ne peut oublier Théodora face à son époux, l'empereur Justinien. Comment cette fille d'un dresseur d'ours de l'hippodrome de Constantinople, née vers 495, élevée parmi les actrices et les courtisanes, adolescente charmante et volontaire, prostituée de haut vol, parvient-elle à devenir en 527 l'impératrice, soit la femme la plus puissante de son temps ? Par amour conjugal, joint à celui de la politique et du pouvoir, assure l'auteur, spécialiste de la sexualité féminine à Rome. Sans la travestir en pionnière du féminisme, elle trace un portrait flatteur de Théodora, morte en 548. Soutien sans faille de son mari, sauf dans le domaine religieux, elle anime les coulisses politiques de Byzance et, en s'inscrivant dans un mouvement qui touche l'ensemble de la société, participe à l'évolution des lois en faveur des femmes. **J-LV**
Tallandier, 304 pages, 20,90 €.



Titus. Philippe Tarel

Grâce à la pièce de Racine *Bérénice*, chacun sait que Titus éloigna la princesse de Judée pour être empereur. Son règne, très bref, deux ans, deux mois et vingt jours, entre 79 et 81, fut marqué par l'éruption du Vésuve, une épidémie, un incendie de Rome, l'inauguration du Colisée et des thermes qui portent son nom. Peu après sa mort soudaine, l'historien Suétone le qualifia de « *délites du genre humain* », une formule qui fixa l'image d'un empereur idéal dont la renommée franchira les siècles. Un mythe ? Une réalité ? Les biographies en français de Titus sont rarissimes. Aussi convient-il de saluer celle-ci, probe, bien écrite, claire. Elle répond aux nombreuses questions que l'on peut se poser sur cet empereur énigmatique, pur produit de la jeunesse dorée néronienne, général en chef implacable, politique calculateur, qui eut la chance d'être un dirigeant de temps de prospérité. **J-LV**
Ellipses, « Biographies et mythes historiques », 408 pages, 24,50 €.





Le Déclin de l'Empire romain. Joël Schmidt

La collection « Que sais-je ? » a longtemps excellé dans l'art de synthétiser en moins de cent trente pages l'état des connaissances sur une question complexe. Cela supposait des simplifications, une rédaction qui, sans prétendre à l'exhaustivité, liste des problématiques et multiplie les pistes de lectures. Dans l'étau de ces contraintes, elle proposait naguère un remarquable livre de Pierre Riché et Philippe Le Maître sur *Les Invasions barbares*, d'autres aussi éclairants de Michel Banniard sur *Le Haut Moyen Age occidental* ou de Magali Coumert et Bruno Dumézil sur *Les Royaumes barbares en Occident*. Joël Schmidt y prend place aujourd'hui avec un ouvrage hors norme, où se succèdent avec une désinvolture difficile à croire souvenirs de lectures confus et informations de seconde main. L'auteur commente par oui-dire l'œuvre d'Ammien Marcellin, transcrit fautivement la devise de Constantin, fait gloire à Théodose I^{er} de la compilation du Code théodosien, qui fut, quarante-six ans après sa mort, le fait de son petit-fils Théodose II, balaie d'un revers de manche l'œuvre stimulante de Ramsay MacMullen sans avoir, semble-t-il, ouvert le livre qu'il critique, ignore les travaux pionniers de Marie-Françoise Baslez sur la confrontation du paganisme et du christianisme primitif, multiplie erreurs de date et approximations que lui aurait évitées une consultation, même rapide, de Wikipédia. Il a, au détour d'une page, ce commentaire impayable : « Vérité ou affabulation ? Peu importe... » Le lecteur se demande si quelqu'un, aux Presses universitaires de France, a relu ce livre. **MDeJ** PUF, « Que sais-je ? », 128 pages, 9 €.



Le Monachisme médiéval

C. H. Lawrence

Il peut paraître piquant de voir un universitaire britannique consacrer une étude au monachisme alors qu'Henri VIII fit disparaître pour de longs siècles tout monastère en son pays. Mais ne cherche-t-on pas justement à découvrir ce que le temps a éloigné ? De manière enlevée, C. H. Lawrence retrace l'apparition du monachisme en Europe, depuis l'Antiquité tardive jusqu'à la fin du Moyen Age. A rebours d'une idée toute faite, il insiste sur la lente prédominance de la règle bénédictine imposée grâce au pouvoir carolingien. S'il évoque l'âge d'or de Cluny, la réforme cistercienne et les souhaits du retour aux sources, il élargit aussi son propos aux héritiers indirects : ordres militaires, chanoines ou mendiants. Instructif ! **PM** Les Belles Lettres, 432 pages, 27 €.



Histoires et légendes de Vikings

Le *Figaro Histoire* (n° 33) l'avait pressenti, les Vikings sont dans l'actualité historique : trois nouveaux livres, tous écrits par des universitaires, présentent leur monde. Deux l'approchent par le biais de la religion et de leur mythologie. Cette dernière est si riche qu'après la mythologie grecque, elle occupe, Wagner aidant, la deuxième place en volume. Mais pour qui n'est pas initié à cette explication du monde, à ses familles divines compliquées, elle est une forêt opaque où il est facile de se perdre. Avec l'excellent « Que sais-je ? » de Patrick Guelpa, voici un guide solide. Du nain Alberich, ambitieux et tyrannique, à Yggdrasill, l'arbre cosmique qui soutient tous les mondes, il raconte cent légendes tirées des *Eddas* islandaises, l'Islande étant le conservatoire des Antiquités nordiques.

Tout autre est la démarche de Jean Renaud. Dans un premier temps, il rapporte en détail les mythes scandinaves qui mettent en scène les dieux en les regroupant habilement autour d'une divinité, puis dans un second temps, il décrit les pratiques religieuses dont ils faisaient l'objet. Car malgré des différences locales, toute la Scandinavie de l'époque viking était attachée

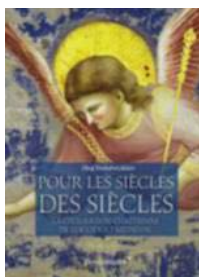
à des mythes et à un culte communs. Plus étoffé, agréablement illustré, cet ouvrage s'attache aussi aux sources avec l'*Edda* de Snorri Sturluson, l'Homère islandais, rédigée entre 1220 et 1230.

Anders Winroth, suédois qui enseigne à Yale, achève sa large étude par les religions, les arts et les lettres. Aboutissement spirituel de la réalité du temps des Vikings dont il rend compte avec un rare bonheur. Pour lui, tout commence et s'achève dans la grande « maison-halle » dont des dizaines ont été retrouvées et fouillées. C'est le cœur du pouvoir politique du chef de guerre. Là, du haut de son trône, il abreuve ses hommes et les éblouit par sa richesse et l'extravagance des produits exotiques : noix de Gaule, vin de Rhénanie, soieries byzantines, dirhams d'Asie centrale. C'est encore là qu'il décide avec son assemblée d'une expédition. Pour Anders Winroth, l'explication principale du phénomène viking se trouve à la croisée d'une stratégie politique, d'une pratique sociale et d'une éthique guerrière, toutes fondées sur le principe du don et du contre-don. Un livre puissant et fascinant, très bien présenté par Alban Gautier, où l'on apprend que sur un marbre de Sainte-Sophie, à Constantinople, un Scandinave du nom de Halfdan grava son nom, en runes. **FV**

Les 100 légendes de la mythologie nordique, de Patrick Guelpa, « Que sais-je ? », PUF, 128 pages, 9 €.

Les Dieux des Vikings, de Jean Renaud, Editions Ouest-France, 256 pages, 15 €.

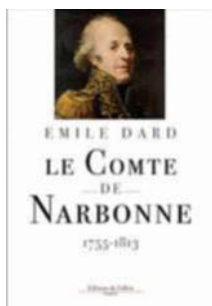
Au temps des Vikings, d'Anders Winroth, La Découverte, 300 pages, 22 €.



Pour les siècles des siècles

Oleg Voskoboinikov

A qui serait tenté de balayer le Moyen Âge d'une phrase, de le réduire à la caricature d'une époque hantée par la haine de la chair, la superstition, l'attente fiévreuse de l'Apocalypse, ce livre foisonnant apporterait le plus cinglant des démentis. C'est un monde luxuriant qui surgit dans ces pages. Philosophes, artistes, théologiens, abbés illustres ou inconnus y écrivent l'histoire d'une civilisation habitée par le souvenir jamais oublié de la Rome antique, et conjuguant la célébration du monde sensible par la statuaire, les vitraux, les enluminures, à la conviction que celui-ci n'est qu'une antichambre d'un au-delà peuplé par les démons et les anges, ordonné autour de l'attente du Jugement, l'espérance du Salut. Professeur de paléographie latine à Moscou et à Paris, Oleg Voskoboinikov a choisi d'explorer l'âme de l'homme médiéval par l'analyse de ses productions littéraires et artistiques. Il fait revivre, par là, un univers qui nous apparaît tout à la fois si proche et si lointain, aussi étrange que sublime, marqué par la tension féconde entre la tentation de l'ascèse et l'amour de la créature qui est au cœur du christianisme. **MDeJ Vendémiaire**, 360 pages, 26,50 €.



Le Comte de Narbonne (1755-1813). Emile Dard

C'est une histoire comme on n'en fait plus, un récit biographique écrit avant que l'école des Annales n'impose sa manière. Ambassadeur et président des Archives diplomatiques, l'historien exhumait, en 1943, la figure oubliée et pourtant singulière du comte de Narbonne. Considéré par ses contemporains comme l'incarnation parfaite du gentilhomme, Louis de Narbonne-Lara illustre parfaitement la transition opérée entre l'ancien monde (il fut ministre de la Guerre de Louis XVI) et le nouveau (il mourut aide de camp de Napoléon). Libéral sous la monarchie et monarchiste sous l'Empire, il montre comment les anciennes élites ont été convoquées par le nouveau pouvoir en quête de légitimité et de connaissance des usages, au point d'en devenir les « confidents ». Cette proximité entre Narbonne et l'Empereur est d'autant plus fascinante qu'il était sans doute le bâtard de Louis XV et qu'il fut le père des enfants de Mme de Staël. **EM-R Editions de Fallois**, 272 pages, 20 €.



Un régicide au nom de Dieu. Nicolas Le Roux

Si l'assassinat d'Henri IV a durablement marqué les esprits, celui de son prédécesseur, sous les coups du moine Jacques Clément, a fini par s'estomper dans la mémoire collective. L'événement fut pourtant capital comme l'avait montré Nicolas Le Roux dans ce volume paru dans la collection « Les Journées qui ont fait la France » et aujourd'hui réédité en poche. Avec la mort d'Henri III non seulement s'éteignent les Valois, mais se joue aussi « une révolution » paradoxale donnant la primauté à la loi salique au détriment de la loi de catholicité, qui rend vain le geste de Clément. L'autonomisation du pouvoir s'installe, sous l'égide du roi de droit divin, alors que se profile au loin le processus de sécularisation. **PM Gallimard**, « Folio Histoire », 592 pages, 10,50 €.



Portraits d'Italie. Les Italiens vus par les Français au temps du baroque, 1580-1740. Laurent Bolard

L'auteur aime l'Italie. Le voici parti à la rencontre de ses habitants en compagnie de Montaigne, Montesquieu, le président de Brosses, le père Labat et des méconnus tel le Lyonnais Jean Huguetan. Les raisons de leurs voyages, leurs écrits divergent. En commun ? Le regard qu'ils portent sur les Italiens. Passé leurs préjugés, ils notent presque tout : l'amour du paraître des hommes, très sensible chez les nobles, leur jalousie, leur goût pour la comédie, l'opposition entre le Nord, riche, et le Sud, pauvre.

Les femmes ? Belles, sauf pour Montaigne, surtout les Vénitienues et les Siennoises, mais rarement libres, à l'exception des prostituées, constitutives de Venise et de Rome. Toutes et tous, incapables de tiédeur, balancent constamment entre plaisirs et sacré. **FV Les Belles Lettres**, « Realia », 288 pages, 23 €.

Camille et Lucile Desmoulins. Hervé Leuwers

Première lecture, sentimentale. Joue contre joue, ils sont touchants dans le portrait qui orne cette double biographie. Toutes leurs courtes vies (34 ans pour lui, 24 pour elle), ils seront ainsi. Il ira à la guillotine le 5 avril 1794, une mèche de cheveux de Lucile à la main. Son épouse guillotinée le 13 ne recevra jamais sa dernière lettre. Deuxième lecture, révolutionnaire. Il a harangué le 12 juillet 1789 le peuple de Paris et s' imagine être l'étincelle de la Révolution. Il en est grisé, se rapproche de Danton, justifie le 10 août 1792, les massacres de septembre, la mort du roi et assume « l'élan déchristianisateur » avant d'être accusé par Robespierre, témoin à son mariage. Troisième lecture, réaliste. Camille est un naïf idéaliste. Qui, malgré les tempêtes qu'il a déchaînées, rêve « d'une république que tout le monde eût adorée », écrit-il avant de mourir. Qui voit des complots partout, et déplore les morts, telle celle de Brissot, qu'il a contribué à provoquer. Bref, un livre d'histoire, riche d'inédits, complexe et prenant. **FV Fayard**, 456 pages, 25 €.





Histoire de la monarchie de Juillet, 1830-1848. Sébastien Charléty

« *Le roi règne mais ne gouverne pas.* » Cette déclaration de Thiers et la réplique de Guizot, « *le trône n'est pas un fauteuil vide* », pourraient à elles seules résumer les controverses qui, durant toute la monarchie de Juillet, opposèrent une Chambre impuissante à Louis-Philippe qui cherchait « *à faire accepter à la fois la révolution, le souverain et la dynastie* ». Mais ces débats ne doivent pas faire illusion : dans un pays qui avait renoncé à ses rêves et n'aspirait plus qu'à la paix, c'est le vide de la pensée qui dominait alors la vie politique, ce dont le roi sut habilement user pour exercer son pouvoir personnel. La réédition de ce volume paru en 1921 dans la grande œuvre d'Ernest Lavisse est savoureuse, autant par le style vivant et volontiers ironique de Sébastien Charléty que par sa résonance avec notre actualité. **DB**

Perrin, 576 pages, 25 €.

Conquérants. Trente baroudeurs des tout débuts de l'Algérie française. Alain Sanders

Certains de leurs noms sont gravés sous les arcades de l'arc de Triomphe, d'autres ont été donnés à des villes ou des villages, d'autres encore se sont perdus dans l'oubli. Ils furent généraux, ministres, officiers ou simple clairon, mais tous furent des héros de la conquête de l'Algérie, au service de la « plus grande France », de la Restauration au début du XX^e siècle. Alain Sanders dresse le portrait de trente de ces figures telles Bourmont, Bugeaud l'Africain, Yusuf, ou d'autres moins connus comme Martimprey, Clauzel, Rolland...

Un récit passionné de trente destins hors du commun, qui met en lumière le souci constant de ces hommes d'armes de mener une conquête noble et civilisatrice. **C-EC**
Atelier Fol'Fer, « Xénophon », 228 pages, 25,50 €.



Souvenirs d'un chef de bureau arabe. Ferdinand Hugonnet

En 1844, le ministère de la Guerre crée en Algérie, dont la conquête est inachevée, les « bureaux arabes ». Leurs rôles ? Renseigner l'administration militaire et prendre en charge le « *gouvernement des Arabes* » soit deux millions et demi d'indigènes à côté de 160 000 colons et 60 000 militaires, dont le lieutenant Hugonnet. Pendant cinq ans, ce dernier sera le chef d'un de ces bureaux dans le Tell. Revenu en France, il publie ses souvenirs en 1858. Observateur, curieux, il saisit la culture des populations qu'il dirige, apprend l'arabe, loue leur hospitalité, les pousse « *dans la voie du progrès et de la civilisation* ». Il rend la justice, commande des gouds, tente une sédentarisation, et note des remarques telle celle-ci : « *Le sultan des roumis, c'est la montre.* » Modeste acteur, sans masquer difficultés et erreurs, il illustre sans faillir une page trop oubliée de la colonisation. **FV**

Mercure de France, « Le Temps retrouvé », 288 pages, 7,50 €.

Histoire incorrecte de l'école. Virginie Subias Konofal

« *Incorrecte* », cette histoire ? Revisitant le passé de l'école, de l'Ancien Régime à aujourd'hui, Virginie Subias Konofal met effectivement à mal bien des idées reçues. D'abord celle de l'école gratuite et obligatoire depuis Jules Ferry ! Laïque, oui, explique-t-elle, et même d'une laïcité de combat. Mais l'école gratuite et obligatoire existe depuis Charlemagne, chaque curé se devant d'enseigner. Sur les Lumières, ensuite ! Elle cite ainsi un texte de La Chalotais, approuvé par Voltaire, qui refuse l'enseignement aux gens du peuple. Le reste est aussi passionnant et historiquement référencé. On ne s'étonnera donc pas que l'auteur préconise la liberté et la fin du monopole d'Etat. Un essai alerte et vigoureux. **PM**

Editions du Rocher, 168 pages, 12,90 €.



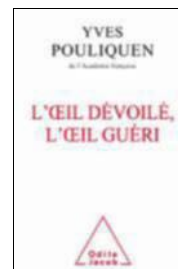
L'Épopée sibérienne. La Russie à la conquête de la Sibérie et du Grand Nord. Eric Hoesli

Cette épopée grandiose, dont l'auteur narre les débuts avec les marchands de la famille Stroganov, a conduit la Russie des tsars jusqu'au Pacifique, puis en Amérique. Sous la plume d'Eric Hoesli, l'exploration de la Sibérie et du continent eurasiatique de la fin du XVI^e siècle au XX^e siècle prend la forme d'une fresque historique particulièrement bien renseignée et restituée avec force. Le récit mêle les aventures de cosaques intrépides, de grands capitaines tels Vitus Bering, de scientifiques et de tous les « pionniers » qui, sous le régime tsariste ou soviétique, surmontèrent les difficultés colossales d'une nature et d'un climat particulièrement hostiles pour installer la civilisation jusqu'à la frontière pacifique de la Russie. Le grand public ne connaissant guère jusque-là que la conquête de l'Ouest – le fameux Far West – Eric Hoesli règle ici son compte à une injustice. Car, après avoir refermé ce pavé, on souscrit sans réserve à ce qu'en dit Erik Orsenna dans sa préface : « *Croyez-moi, la découverte de la Sibérie vaut mille fois en romanesque les chevauchées des diligences.* » **JV**
Editions des Syrtes/Paulsen, 896 pages, 33 €.



La Résistance sacrifiée ? Charles Le Brun

La Résistance française a-t-elle été manipulée par la *Special Operations Executive* (SOE) britannique ? Une manipulation qui avait sciemment provoqué la disparition de réseaux entiers ? C'est à cette question qu'entend répondre Charles Le Brun, dans ce livre qui bouscule la mémoire officielle et qui tente d'éclairer l'activité de ce service anglais, de ses agents et notamment de celui qu'il appelle « le maître du mensonge » : Sir Claude Dansey. L'auteur s'attarde plus particulièrement sur quelques épisodes douloureux : l'affaire Darlan, celle du poète Armand Guerne, le réseau Adolphe ou le rôle du résistant Pierre Raynaud. **PM**
Via Romana, 200 pages, 19 €.



L'Œil dévoilé, l'œil guéri

Yves Pouliquen

Yves Pouliquen est à la fois membre de l'Académie française et chirurgien de renommée mondiale qui a formé des générations d'ophtalmologues. Ses talents se mêlent dans cet ouvrage qui retrace, dans un style très fluide, les découvertes scientifiques qui ont bouleversé les techniques diagnostiques et thérapeutiques de l'œil depuis les années 1950. Le récit, autant historique qu'autobiographique, marque les grandes étapes des progrès qui ont révolutionné les moyens de guérir, rend hommage à quelques grandes figures de professeurs, fait l'éloge de l'enseignement magistral qui livre une structuration bénéfique des connaissances essentielles et souligne l'importance, dans l'avancée de la recherche, des évolutions institutionnelles, en particulier la création de grands ensembles hospitalo-universitaires depuis 1958. Le bilan de cinquante années de bouleversements scientifiques et méthodiques, marqués par l'essor de la microchirurgie et de l'imagerie, est impressionnant : implantation cristallinienne qui révolutionne l'opération de la cataracte, traitement chirurgical du décollement de la rétine, greffes de la cornée, mise au point de collyres efficaces pour soigner le glaucome. Les immenses progrès ont aussi modifié les rapports du malade et du médecin, accru les exigences à son égard et entraîné le refus des défaillances du corps face auxquelles la médecine reste impuissante. C'est dire que la technique la plus performante ne peut faire l'économie de la confiance et du dialogue avec le patient. **EM-R**
Odile Jacob, 224 pages, 21,90 €.



La France et l'islam au fil de l'histoire. Gerbert Rambaud

Au-delà de la bataille de Poitiers, des croisades et de la colonisation, les relations de la France avec l'islam restent souvent méconnues. Dans cet essai historique, l'auteur a tenté d'en raconter l'histoire depuis le Moyen Âge jusqu'à aujourd'hui. En France même, la décolonisation marque un cap. L'arrivée tragique des harkis est suivie par une immigration économique qui ne cessera pas, entraînant la multiplication des lieux de culte et la tentative de s'imposer sur le terrain social et politique. Sans être dupe des difficultés, l'auteur estime que l'islam dans notre pays doit se soumettre au primat des lois françaises. A défaut, les musulmans devront reprendre le chemin des terres d'islam. Un livre entre histoire, espérance et réalisme. **PM**

Editions du Rocher, 324 pages, 21,90 €.

KL. Une histoire des camps de concentration nazis

Nikolaus Wachsmann

Le Goulag. Témoignages et archives. Edition établie, annotée et présentée par Luba Jurgenson et Nicolas Werth

KL : *Kontsentrasionny lager* en russe, *Konzentrationslager* en allemand. Durant l'été 1918, en pleine guerre civile, le gouvernement bolchevique met en place ses premiers camps afin « de protéger la République soviétique contre ses ennemis de classe en les isolant ». Au printemps 1933, peu après l'arrivée au pouvoir de Hitler, le camp de Dachau est ouvert en Allemagne. Mais ce n'est qu'à partir de 1938 que les camps se développèrent pour lutter « contre tous les ennemis de l'Etat ». Les uns étaient gérés par la Tchéka ; les autres par la SS. Animés d'une utopie destructrice, ces systèmes totalitaires éliminaient leurs ennemis en les parquant dans un immense réseau de camps placés sous une direction centrale. Malgré des similitudes dont témoigna, en 1949, Margarete Buber-Neumann, rescapée des deux types de camps, les différences sont sensibles dans leur évolution historique, dans leur durée et dans leur place dans la société. Les prisonniers russes avaient plus de chances d'être relâchés que de risques de mourir alors que le contraire est vrai pour les détenus des KL. Selon la philosophe Hannah Arendt, les camps soviétiques étaient le Purgatoire, les camps nazis, l'Enfer. Ce que montrent, chacun à sa manière, ces ouvrages impressionnants. Des références. **FV**

Gallimard, « NRF Essais », 1 168 pages, 45 € ; Robert Laffont, « Bouquins », 1 120 pages, 33 €.





Enquête sur le miracle coranique

Dominique et Marie-Thérèse Urvoy

Eminents islamologues, auteurs de nombreux ouvrages scientifiques sur le monde musulman, Marie-Thérèse et Dominique Urvoy livrent ici une enquête rigoureuse sur la notion de miracle dans l'islam. Un détail dans une thématique qui ressemble souvent à un vaste océan d'incompréhension ? En fait, le détail n'est qu'apparent et n'a rien d'accessoire. Au contraire, il renvoie directement au statut du texte sacré islamique. Car le Coran, transmis directement par Dieu, de manière « quasi physique », constitue pour les musulmans un miracle en soi et, même, le plus grand des miracles. Tout simplement parce que Dieu l'affirme ! Dès lors la question se pose : peut-on réellement réformer et interpréter un miracle ? **PM**

Le Cerf, 208 pages, 18 €.



Le Vatican. Christophe Dickès

Dans la petite collection « Vérités et légendes », l'ouvrage répond en vingt-trois courts chapitres à autant de questions que se pose le commun des mortels : le Vatican est-il misogyne ? La réforme de la Curie est-elle impossible ? Le Vatican a-t-il entretenu des liens avec la mafia ? Le Vatican cache-t-il des secrets dans ses archives ? Les réponses apportées par l'auteur, bon connaisseur du Vatican et du Saint-Siège, sont claires et sans sensationnalisme. Quand les sujets touchent des controverses historiques récurrentes (« Peut-on condamner les silences de Pie XII face à la Shoah ? » ou « Jean-Paul I^{er} a-t-il été assassiné ? »), l'auteur, bien informé des ouvrages sur le sujet, donne des réponses qui font justice des approximations. **YC**

Perrin, 272 pages, 13 €.



Le Soldat. XX^e-XXI^e siècle

Sous la direction de François Lecoindre

Dix-huit auteurs, dont de nombreux militaires venant de tous les corps, ont contribué à ce petit volume qui frappe par sa pertinence. Trois thèmes sont abordés. Ils touchent aux servitudes et grandeurs militaires : « Du soldat », « Au combat », « Le retour ». De 1914 à nos jours, en passant par les jours difficiles de la Seconde Guerre mondiale, les drames liés à la décolonisation et à la guerre d'Algérie, la perception du militaire par la société et la société militaire elle-même se sont transformées à une rapidité et avec une intensité jamais atteintes. Des formes de guerre nouvelles sont apparues : aux champs de bataille succèdent les villes, avec les snipers, l'électronique, les partisans. Des points de rupture ont vu le jour, putsch, refus d'obéissance, dissidence, conflit entre libre arbitre personnel et discipline, refus de la société de voir la guerre en face. Le plus remarquable de cet essai qui pousse à la réflexion est la jonction constante avec l'histoire. Comme si, malgré toutes les innovations, le « soldat augmenté » avait le même devoir que son ancien : se préparer au combat à venir et lui donner un sens. **FV**

Gallimard, « Folio Histoire », 448 pages, 8,30 €.



Esprits et démons. Histoire des phénomènes d'hystérie collective

Yves-Marie Bercé

Spécialiste des révoltes et des croyances populaires sous l'Ancien Régime, Yves-Marie Bercé aborde ici les phénomènes de masse sous un angle original, avec la première synthèse sur les manifestations d'hystérie collective, qui ont traversé l'histoire moderne et contemporaine. Il le fait avec une infinie prudence, laissant modestement le diagnostic aux médecins. Or, ce sont bon nombre d'idées fausses qu'il balaye, montrant qu'à la vague de possessions et de sorcellerie, achevée en France vers 1660, a succédé une vague de symptômes hystériques, au fur et à mesure que l'Eglise rejetait l'explication démoniaque pour se tourner vers le corps médical. Souvent présents chez les adolescentes (cas d'hystéries conventuelles ou d'internats), ils ne sont diagnostiqués comme une maladie féminine que par la psychiatrie du XIX^e siècle. Ils se retrouvent dans le culte du vaudou et dans le chamanisme, auquel deux chapitres sont consacrés, comme moyen de communiquer avec le monde des esprits. Cette enquête fascinante et vertigineuse est une leçon d'histoire anthropologique exemplaire. Elle démontre l'apport incomparable de la méthode historique dans la compréhension des phénomènes les plus étranges. **EM-R**

La Librairie Vuibert, 288 pages, 21,90 €.



L'Art de Lyon. Philippe Dufieux et Jean-Christophe Stuccilli

Elle ne fut capitale des Gaules que trois siècles, mais l'empreinte de sa majesté rayonne sur deux millénaires. « Poste avancé de la romanisation », du temps où elle portait le nom de Lugdunum, cité carolingienne par excellence, « avant-scène de l'Italie » à la Renaissance, victime tour à tour de la barbarie iconoclaste calviniste puis de la terreur révolutionnaire, enfant modèle de l'urbanisme européen au XX^e siècle, comme le disait Victor Hugo : « A ne voir que l'histoire, on pourrait presque dire que c'est à Lyon que la France est née. » Magnifiquement illustré de peintures, sculptures, dessins, gravures, plans, photographies, et rassemblant les textes de deux historiens de l'art chevronnés, ce livre parcourt l'histoire de la ville et recense ses trésors. Si Lyon mérite que lui soit consacrée une exposition à la mesure de sa beauté, elle en a déjà le catalogue. **F-JA**

Editions Place des Victoires, 420 pages, 59 €.

Par François-Xavier Bellamy

© G. BASSIGNAC/LE FIGARO MAGAZINE.



SCANDALE DE LA VÉRITÉ

La réédition de dix essais d'Alain Besançon manifeste l'étendue et la profondeur de son regard sur le monde contemporain. Et la lucidité douloureuse avec laquelle il a lutté contre la force sidérante du mensonge.

Peu d'intellectuels contemporains mènent leur vie d'enseignement et de recherche comme un véritable itinéraire, une constante évolution. Aux universitaires, on fait souvent le reproche de répéter toute leur vie les intuitions qu'ils avaient fixées pendant leurs premiers travaux. Alain Besançon n'a pas été de ceux-là ; et la somme que lui consacrent Les Belles Lettres le manifeste avec force. Sous le titre *Contagions*, elle rassemble dix essais publiés entre 1967 et 2015 par cet historien et philosophe de premier plan.

Ces textes témoignent du cheminement d'une pensée qui n'a cessé de s'élargir, de s'interroger, d'investir de nouveaux objets. Au point qu'une question s'impose : qu'est-ce qui peut, *in fine*, les relier les uns aux autres, autrement que sous la forme d'un pot-pourri sans cohérence ? Cette question presque biographique, sur laquelle s'interroge l'auteur dans une postface touchante, fait toute la force de cette passionnante compilation.

Pour y répondre, quelques thèmes communs semblent s'imposer, et d'abord un sujet de prédilection : la Russie. En 1967, quand Besançon publie *Le Tsarévitch immolé*, il a le sentiment de commencer à s'acquitter d'une dette écrasante : il se sent coupable d'avoir, pendant des années, adhéré au PCF, et par là à l'idéologie qui broie les peuples soumis au joug soviétique. Il racontera plus tard, avec une honnêteté intellectuelle rare, que son travail sur la Russie a été une manière de repentir pour cet engagement de jeunesse auquel il ne trouve pas d'excuse. Cette lucidité douloureuse est d'autant plus marquante que le communisme soviétique est toujours, en France en particulier, l'objet d'une forme de complaisance inquiétante : Besançon rappelle les égarements de Mounier et de la revue *Esprit*, revendiquant leur cécité sur la tragédie vécue par la Russie au nom de l'utopie à sauver. Les choses sont-elles si différentes aujourd'hui ?

Ce travail éclaire cependant bien au-delà de cette zone d'ombre. Les œuvres ici rééditées, bien qu'écrites pour certaines en pleine période soviétique, jettent une lumière indispensable sur un pays avec lequel l'Europe ne cesse de croiser les mêmes questions, et de faire les mêmes erreurs. La Russie complexe est toujours aimée ou détestée pour des raisons contradictoires – parce que trop conservatrice, ou trop révolutionnaire ; la plus mystique des nations, et la plus grande persécutrice... L'évidente estime de Besançon pour ce pays ne le conduit pas pourtant à nier ce qu'il peut avoir d'inquiétant. Mais elle lui permet aussi d'élever la réflexion au-delà de cette culture singulière, dans un croisement toujours maîtrisé et profondément fécond de l'histoire avec la philosophie. L'expérience russe conduit notamment Besançon à travailler sans cesse sur le plan théologico-politique ; une telle

catégorie est en effet nécessaire pour la comprendre. Comme l'affirment ces vers de Tiouttchev, que nos dirigeants seraient bien inspirés de méditer : « *On ne peut pas comprendre la Russie par la raison, / (...) En la Russie on ne peut que croire.* »

C'est donc par ce chemin que Besançon en vient à travailler quelques *Problèmes religieux contemporains*. Dans *Trois tentations dans l'Eglise*, en 1996, il évoque déjà l'islam – montrant ainsi une vraie lucidité sur ce défi qui semblait alors bien lointain. Dans son dernier ouvrage, il analyse des questions théologiques et leurs conséquences civilisationnelles, revenant par exemple sur la « *crise démographique de l'enfer* », que le christianisme décrivait comme surpeuplé pendant près de deux millénaires, avant de le vider soudain presque entièrement avec le concile Vatican II.

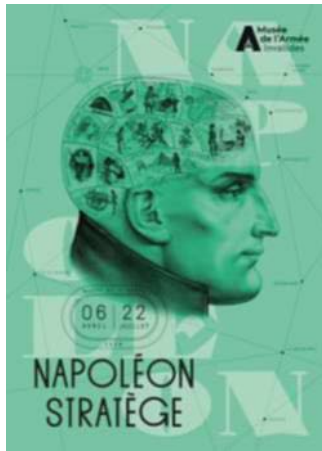
Irons-nous tous au paradis ? Derrière ces considérations historiques, Besançon livre en fait une méditation itinérante sur l'immense mystère du mal. Il s'y consacre plus directement dans *La Falsification du bien*, sans doute l'essai le plus personnel, singulier et profond de ce recueil. Il y rapproche Soloviev et Orwell, deux penseurs aux prises avec la nature du mal, dont ils pressentent qu'il n'est pas seulement l'absence du bien. A l'est et à l'ouest, ces auteurs ont incarné le sacrifice de la conscience refusant de sombrer dans l'irénisme, de s'aveugler dans l'optimisme confortable du progrès. « *Le progrès visible et accéléré est toujours un symptôme de la fin* », écrit Soloviev. De ce point de vue, il est plus nécessaire que jamais de cultiver cette lucidité pour éviter à notre société la contagion du mal... C'est en français dans le texte que Soloviev s'inquiète : « *C'est la fin du monde, n'est-ce pas ?* »

33
HISTOIRE

À LIRE



Contagions
Essais, 1967-2015
Alain Besançon
Les Belles Lettres
1 488 pages
49 €



Les manœuvres de l'Empereur

L'exposition « Napoléon stratège », présentée au musée de l'Armée en partenariat avec *Le Figaro Histoire*, s'interroge sur le stratège hors pair que fut l'Empereur.

Napoléon fut stratège jusqu'à la chute. Reclus à Sainte-Hélène à la fin de sa vie, il est le seul vaincu qui soit parvenu à imposer sa vision de l'histoire. En s'y réservant une place grandiose, méritée à force de victoires. La fascinante exposition du musée de l'Armée, qui s'ouvre le 6 avril, en partenariat avec *Le Figaro Histoire*, explore les ressorts du génie politique et militaire de celui qui régna pendant dix ans sur l'Europe : « *L'objectif de notre exposition est de révéler les ficelles du métier, la manière dont Napoléon créait les conditions de la victoire, aussi bien sur le champ de bataille que dans l'arène politique* », souligne Emilie Robbe, conservateur en chef du patrimoine et commissaire de l'exposition.

Sa première arme était l'audace. Le jeune Bonaparte était un rêveur, qui voyait en Jules César ou Hannibal, dont les bustes sont présentés dans la galerie qui ouvre le parcours, des aînés qui avaient tracé un chemin de gloire. Il allait l'emprunter avec fougue et une certaine révérence pour ceux qui l'avaient précédé, prenant l'Aigle de la Légion romaine comme symbole de sa « Grande Armée ». Mais avant de devenir un stratège d'exception, il avait dû se former : « *Il n'est pas sorti tout armé de la cuisse de Jupiter* », remarque justement Emilie Robbe. Futur artilleur, il a fait ses armes à l'Ecole royale militaire de Brienne-le-Château puis à Paris, a entamé sa carrière d'officier sous Louis XVI et l'a poursuivie sous la Révolution. Il se fait remarquer à Toulon en 1793,

lorsque, jeune capitaine, il se permet déjà d'émettre des réserves sur la tenue du siège.

C'est lors de sa première campagne d'Italie que son génie tactique se révèle. Il concentre ses forces et stupéfie l'ennemi par sa rapidité d'exécution. Il n'hésite pas, parfois, à s'exposer en première ligne. Lors de la bataille pour le pont d'Arcole en novembre 1796, il guide ses hommes, drapeau en main, sous la mitraille. Face au feu nourri des Autrichiens, il atterrira finalement dans la boue du marais. Mais l'acte de bravoure n'en marque pas moins les esprits, attachant puissamment les hommes à sa personne. Le tableau de Gros, présenté à l'exposition, en fera un épisode, légèrement arrangé, de légende. En Egypte, il soigne de même sa réputation de conquérant, sur les traces d'Alexandre, en même temps que d'enfant des Lumières, soucieux des bénéfices scientifiques de son expédition. A son retour, il participe au coup d'Etat du 18-19 brumaire et devient l'un des trois consuls désignés : il applique à la scène politique sa stratégie guerrière, qui consiste à ne jamais subir et, au moment crucial, à provoquer l'affrontement (moins à l'aise que sur les champs de bataille, il a pourtant perdu, un moment, contenance devant les protestations des députés et le coup aurait échoué sans l'intervention de son frère Lucien et celle des grenadiers de son fidèle Murat). C'est ce même élan d'âme qui le pousse à emmener ses troupes au-delà des Alpes et à battre une nouvelle fois les Autrichiens à Marengo le

14 juin 1800. Le splendide uniforme de général de division qu'il portait ce jour-là est d'ailleurs présenté à l'exposition comme le pendant victorieux d'une autre réalité du combat : la défaite. Car même s'il avait pu paraître invincible après ses victoires à Ulm, Austerlitz, Iéna, Friedland et Wagram, ses adversaires avaient appris de leurs humiliations. Au lendemain de la bataille de Leipzig (16 au 19 octobre 1813) et de la défaite de la Grande Armée, ses ennemis coalisés marchent



NAISSANCE D'UN CHEF Ci-contre : *Plan-relief de la bataille de Lodi, le 10 mai 1796*, par Martin Boitard, 1804-1805 (Paris, musée de l'Armée). Page de gauche : *habit de colonel des chasseurs à cheval de Napoléon I^{er}* (Paris, musée de l'Armée). En bas : *Afrique-Occidentale française, Togo, Cameroun*, par Jeanne Thil, 1935 (Paris, musée du Quai Branly-Jacques Chirac).



sur Paris, déterminés à mettre fin aux agissements de celui qui leur apparaît désormais comme un « ennemi du genre humain ».

Si Napoléon sut gagner avec panache, il ne sut pas perdre. Pour ceux qui soumettent habituellement le destin à leur volonté, l'échec est bien plus déroutant : « *Il s'est "fossilisé" lui-même, dans le sens où sa tactique manquait de souplesse et n'était plus gagnante en son absence* », explique Emilie Robbe. Pendant les Cent-Jours qui marquèrent son retour au pouvoir après son exil sur l'île d'Elbe, Napoléon ne disposait plus des vétérans des guerres révolutionnaires qui avaient mis à genoux, par leur hargne et leur expérience, ses anciens adversaires. Le pays était éreinté par vingt ans de guerre ininterrompue. Napoléon lui-même semblait las. Pris entre les campagnes et les intrigues politiques, il n'avait guère pu goûter aux joies de son mariage avec l'impératrice

Marie-Louise en 1810 et n'avait que rarement vu son fils. La sinistre cuirasse du jeune carabinier Fauveau, transpercée de part en part par un boulet de canon à Waterloo en 1815, illustre superbement la déroute d'une armée trop novice pour percer les lignes de la coalition.

« Napoléon stratège » s'inscrit dans la suite logique de « Napoléon et l'Europe » (2013), qui célébrait sa vision politique, et de « Napoléon à Sainte-Hélène. La conquête de la mémoire » (2016), consacrée à son exil final et à la manière dont il lui avait permis de façonner sa propre légende. Le parcours s'enrichit ici, tout au long de la visite, de dispositifs multimédias. Huit d'entre eux sont conçus comme des

« *Serious Games* », qui invitent le spectateur à prendre la place de Napoléon ou de ses adversaires dans la victoire comme dans la défaite. Nul besoin d'être spécialiste des guerres napoléoniennes pour y participer : en pénétrant dans le cerveau de l'Empereur, les chefs d'entreprise, étudiants ou jeunes entrepreneurs pourront y trouver la recette de leurs futurs succès ou l'explication de leurs échecs les plus cuisants.

« *Napoléon stratège* », du 6 avril au 22 juillet 2018. Musée de l'Armée, 75007 Paris. Du lundi au vendredi, de 10 h à 18 h. Samedi et dimanche, de 10 h à 19 h. Nocturne le mardi jusqu'à 21 h. Tarifs : 12 €/10 €. Rens. : www.musee-armee.fr ; 0 810 11 33 99. Catalogue de l'exposition, Editions Liénart, 304 pages, 29 €.

Désir d'ailleurs

Les « lointains » portent en eux la beauté du mystère, le charisme mensonger de la « *nature vierge* » dans laquelle voulait naïvement se « *retremper* » Paul Gauguin. De la fin du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle, les artistes français répondirent massivement à l'appel de l'« exotisme ». « *Peintures des lointains. La collection du musée du Quai Branly-Jacques Chirac* » présente plus de 220 toiles et œuvres graphiques issues de leurs pérégrinations au Maghreb, en Egypte, au Brésil, à Madagascar, aux îles du Pacifique ou en Indochine. Des peintures d'histoire y côtoient des rêveries paradisiaques, des études ethnographiques, des portraits, des scènes de la vie quotidienne, qui perpétuent souvent le mythe d'une terre ingénue, éloignée d'une civilisation stérile. Dans ce temple du politiquement correct qu'est le musée du Quai Branly, les commentaires ne manquent pas de dénoncer « *l'appropriation des lointains* », comme une manifestation d'impérialisme culturel, marque du sentiment de supériorité de l'homme occidental. Les artistes y sont accusés d'être les « *auxiliaires de l'idéologie coloniale* », propageant « *une idée des lointains et non le réel des territoires meurtris* », selon les mots de Stéphane Martin,



président du musée, dans la préface du catalogue. Mais n'est-ce pas justement l'une des qualités des beaux-arts de porter le rêve dans la désolation et l'idéal dans le désert de la pensée ? Si des œuvres comme celle de Madeleine Luka, *Le Docteur Sainte-Rose* (1949-1953), font l'apologie du « brave » colonisateur apportant la civilisation aux « sauvages », la majorité des peintures exposées sont emplies au contraire d'une profonde subtilité dans la représentation de l'autre et de l'ailleurs. *L'Odalisque* (1860) d'Ange Tissier allie grâce et raffinement, tandis que les toiles égyptiennes d'Emile Bernard dépeignent magistralement l'« *allure libre* » des femmes du Caire.

« *Peintures des lointains. La collection du musée du Quai Branly-Jacques Chirac* », jusqu'au 6 janvier 2019. Musée du Quai Branly-Jacques Chirac, 75007 Paris. Mardi, mercredi et dimanche de 11 h à 19 h. Jeudi, vendredi, samedi de 11 h à 21 h. Fermé le 1^{er} mai et le 25 décembre. Tarifs : 10 €/7 €. Rens. : www.quaibrany.fr ; 01 56 61 70 00. Catalogue, Skira/Musée du Quai Branly-Jacques Chirac, 272 pages, 45 €.



CÉLESTE PARFUM

Avant de devenir l'apanage de la coquetterie féminine, le parfum détenait une forte empreinte mystique dans l'ancienne Chine. Sous la période des Zhou (1046-256 av. J.-C.), les effluves puissants engendrés par la combustion de bois parfumés avaient le pouvoir de chasser les esprits et d'invoquer les puissances divines. Au fil des dynasties et des empereurs, la culture de l'encens s'émancipa de sa seule dimension sacrée pour atteindre les élites lettrées. Le parfum s'associa à la pratique de la lecture et de la méditation. Il devint l'emblème d'un certain statut social : élégant était l'esprit qui parvenait à saisir ses multiples fragrances. Le bois d'aigle était la matière première par excellence de ces anciennes recettes, que l'exposition réinterprète finement au cours d'un « parcours olfactif » invitant le visiteur à s'imprégner des odeurs qui, en toute vraisemblance, chatouillèrent les narines des empereurs de Chine et de leur

entourage. Les salles du musée Cernuschi donnent à sentir et à voir : 110 céramiques, dessins, bronzes ou toiles allant du III^e siècle av. J.-C. jusqu'au début du XX^e siècle y sont rassemblés, comme le témoignage visible d'un patrimoine immatériel. « Parfums de Chine. La culture de l'encens au temps des empereurs », jusqu'au 26 août 2018.



Musée Cernuschi-Musée des Arts de l'Asie de la Ville de Paris, 75008 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 18 h. Nocturne le vendredi jusqu'à 21 h. Tarifs : 9 €/7 € ; gratuit pour les titulaires de la carte Paris Musées, pour les moins de 18 ans, les personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Rens. : www.cernuschi.paris.fr ; 01 53 96 21 50. Catalogue, Editions Paris Musées, 240 pages, 39,90 €.

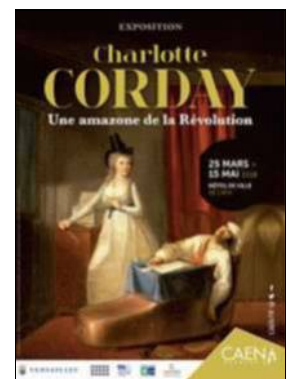
PLAISIR DES YEUX ET DU NEZ
Brûle-parfum, émaux cloisonnés sur cuivre, dynastie des Qing, XVII^e-XX^e siècle (Paris, musée Cernuschi).



Oeil pour oeil

Le 13 juillet 1793 à Paris, une jeune Normande de 24 ans pénètre chez le tribun révolutionnaire Jean-Paul Marat, se targuant de détenir les noms de quelques « traîtres » girondins. Elle trouve l'homme dans son bain d'eau vinaigrée, seul remède pour soigner l'eczéma scrofuleux qui le ronge. Après quelques minutes de conversation, un cri se fait entendre : Marat gît dans sa baignoire, le cœur transpercé d'un coup de couteau. Par son geste, Charlotte Corday crut mettre fin aux crimes de la Révolution, sans se douter que la Terreur n'en était qu'à ses prémices. Le 17 juillet, elle fut jugée et condamnée à la guillotine. Elle y alla la tête haute. Descendante en ligne directe de Pierre Corneille, elle savait que certaines causes se payaient au prix d'un sacrifice. L'exposition de l'hôtel de ville de Caen se penche sur la figure romanesque de celle qui ôta la vie à l'un des plus virulents protagonistes de la Révolution française. Au gré des époques, elle fut maudite, célébrée ou moquée. Appuyée par des œuvres d'art et des documents historiques rares, l'exposition vient dissiper les légendes qui entourent la personnalité de cette « amazone », en rendant sa juste mémoire à celle qui tint au bout de sa lame le tendre et naïf espoir que cesse pour un temps la cruauté révolutionnaire.

« Charlotte Corday, une amazone de la Révolution », jusqu'au 15 mai 2018. Hôtel de ville, 14000 Caen. Du lundi au jeudi de 9 h à 17 h 30. Le vendredi de 9 h à 16 h 30. Week-ends et jours fériés de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Tarif : 4 €. Rens. : www.caen.fr



Au fil de l'eau

Passerelle entre les hommes creusée à la force des bras dans la rocaïlle du désert, le canal de Suez cristallisa les tensions entre les nations du XIX^e au XX^e siècle. Mais ses origines sont plus anciennes : il y a plus de 3 800 ans, le pharaon Sésostris III avait relié, avant lui, le Nil à la mer Rouge. Ce canal antique fut entretenu durant vingt siècles avant de sombrer dans l'oubli. Il fallut la force d'âme et la ténacité d'un aventurier de génie, Ferdinand de Lesseps, pour que le projet d'un nouveau canal (déjà envisagé par les ingénieurs de Bonaparte) prenne forme en 1859. De l'Antiquité à nos jours, en passant par les fastes de l'inauguration de 1869 et l'allégresse populaire de la nationalisation en 1956, l'exposition explore, à travers plans, maquettes, gravures, films, peintures, ce chantier colossal, témoignage de l'audace humaine.

« L'Epopée du canal de Suez, des pharaons au XXI^e siècle », jusqu'au 5 août 2018. Institut du monde arabe, 75005 Paris. Rens. : www.imarabe.org L'exposition sera présentée au musée d'Histoire de Marseille du 19 octobre 2018 au 31 mars 2019. Catalogue, Gallimard/Musée d'Histoire de Marseille, 160 pages, 22 €.

La nuit du chasseur

The Captain retrace la sanglante supercherie d'un déserteur allemand dans les dernières semaines du III^e Reich.

Allemagne, avril 1945. Un jeune déserteur échappe in extremis aux hommes de la Wehrmacht. Dans son errance, il découvre la voiture et l'uniforme abandonnés d'un officier. Aussitôt, le caporal Willi Herold s'auto-proclame capitaine et s'invente une mission, qui vise à réprimer les troubles dans l'armée. Dans un camp de détention pour insoumis de la Wehrmacht, il trompe si bien les autorités que celles-ci le laissent y perpétrer un véritable massacre. N'affirme-t-il pas avoir reçu des ordres du Führer lui-même ?

D'une authentique histoire de supercherie, sorte de variation sanglante d'*Un héros très discret*, Robert Schwentke a tiré ce film d'une rare puissance, dont le noir et blanc jette un jour livide sur le délitement du III^e Reich. Par une étonnante symétrie, les orgies où s'abîme l'équipée meurtrière de Herold dans une atmosphère de fin du monde rappellent celles filmées par Visconti dans *Les Damnés* lors de la Nuit des longs couteaux, qui vit, au contraire, l'essor du système hitlérien. Mais, de son aveu, c'est son intérêt pour « l'arrière-cour des responsables » qui a poussé Robert Schwentke à adapter l'histoire de Herold.



Dès la haletante scène d'ouverture, *The Captain* montre la transformation d'un gibier en chasseur. Elle n'est pas instantanée. Herold hésite, prend peu à peu de l'assurance, finit par endosser son rôle lorsqu'il réalise que sa survie en dépend. Cette violence institutionnalisée par le système nazi est partout autour de lui, à sa disposition pour ainsi dire. Mais alors qu'il croit s'en servir, il s'assimile à elle, fortifiant *ipso facto* un système dont il n'est pourtant que le dernier rouage. Pour preuve, le tribunal allemand finalement chargé de le condamner lui évite la mort par égard pour son... efficacité. Par la grâce intemporelle du noir et blanc, la dernière séquence, où l'on voit la « mission spéciale » de Herold brutaliser les passants dans les rues d'une ville contemporaine, signe la véritable identité de *The Captain* : une parabole sur l'obscurité éternelle du cœur humain, suprême leçon de l'histoire.

The Captain - L'Usurpateur, 1 h 59.

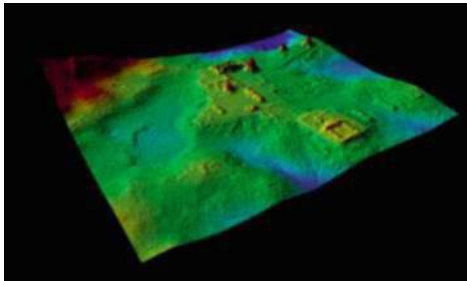
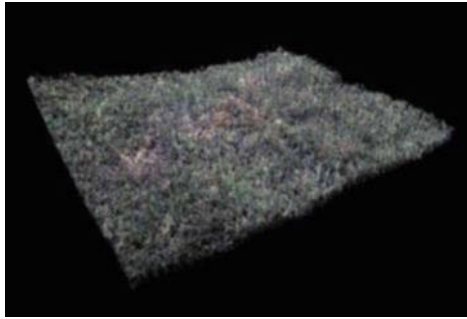
SUPERCHERIE La découverte de la voiture et de l'uniforme d'un officier marque le début de l'équipée meurtrière de Herold.

MÉLI-MÉLO

Le choix d'un acteur noir pour incarner saint Pierre laissait songeur sur le sort que *Marie Madeleine* réserverait à son héroïne. La mystification dont elle fait l'objet à l'époque moderne n'était pas non plus de nature à rassurer. En revenant au personnage de l'Évangile, premier témoin de la Résurrection, ce film est à première vue une bonne surprise. Bouleversée par le message du Christ, Marie Madeleine laisse à sa famille et rejoint le groupe naissant des apôtres. La première, elle comprend que le royaume annoncé par Jésus est d'abord un appel à la conversion. Tout en retenue, Rooney Mara est une convaincante Marie Madeleine, et Joaquin Phoenix, quoique trop âgé pour le rôle, un Christ souvent poignant. On regrette que, si le film se tient à égale distance de la tentatrice charnelle et de la militante féministe, il adopte gratuitement les élucubrations du *Da Vinci Code* sur le tableau de Léonard en plaçant la sainte à la droite du Christ lors de la Cène. Et prétende que Grégoire le Grand en fit une prostituée et qu'il a fallu attendre 2016 pour la voir reconnue « apôtre des apôtres », alors qu'en réalité, ce pape assimila Marie de Magdala à la « pécheresse » qui parfume les pieds du Christ, ainsi qu'à Marie de Béthanie. Quant au titre d'« apôtre des apôtres », l'Eglise le lui attribue depuis le... II^e siècle, 2016 ayant seulement marqué l'introduction d'une fête à son nom dans le calendrier liturgique. La démystification complète de Marie Madeleine attendra.

Marie Madeleine, de Garth Davis, 2 h 10.





Mille ans de solitude

Au Guatemala, une gigantesque cité maya vient d'être découverte au cœur de la jungle grâce une technologie révolutionnaire.

La jungle du nord du Guatemala aura dissimulé une partie de la grandeur de la civilisation maya pendant un millénaire. Une équipe de chercheurs et d'archéologues financée par le fonds de recherche guatémaltèque Pacunam vient seulement de lui arracher ses secrets. Son instrument ? Une technologie révolutionnaire de détection et télémétrie par ondes lumineuses appelée Lidar (Light Detection and Ranging), montée sur des drones. Ce procédé a permis d'identifier pas moins de 60 000 maisons, palais, chaussées, systèmes d'irrigation et même pyramides, dont l'une pourrait être le tombeau intact d'un important roi maya, dans la zone de la cité-Etat de Tikal, site célèbre pour ses temples et acropoles émergeant de la canopée, découvert en 1848. Un territoire de plus de 2 100 km² de la réserve de biosphère maya, dans la région de Petén, a été quadrillé, regroupant une dizaine de parcelles, dont certaines englobent des sites archéologiques déjà connus, comme celui de Tikal – qui se révèle plus étendu encore qu'on ne le supposait –, El Zotz ou Holmul.

« La technologie Lidar permet une déforestation digitale, réalisée au moyen d'un laser impulsionnel envoyé vers le sol de la forêt. Les arbres constituent 92 % des données récoltées ; mais en retirant cette végétation, ce qui reste est une carte en trois dimensions de la civilisation maya, que la jungle a recouverte. Les structures apparaissent avec une extrême précision jusque dans les éléments les plus

b ils, comme les routes, les champs, les constructions défensives, difficiles à percevoir lorsqu'on est au sol », explique Thomas Garrison, archéologue de la période maya spécialisé dans les nouvelles technologies à Ithaca College (New York) et membre du projet Pacunam Lidar.

D'ores et déjà, la découverte de ces vestiges enrichit et bouleverse notre connaissance de l'histoire de cette civilisation qui vit le jour vers 2600 av. J.-C. pour connaître son apogée entre 250 et 1000 apr. J.-C., avant de s'éteindre peu à peu pour des raisons encore mystérieuses. « La région n'ayant pas été affectée par le développement moderne, la jungle a préservé les traces de l'impact des Mayas sur le paysage. Les images représentent près de deux mille années d'occupation de cette zone, compressées sur une seule et même carte », explique Thomas Garrison.

Si la datation précise des différentes structures découvertes reste un défi pour les chercheurs, le modèle obtenu permet de repenser le fonctionnement des cités mayas, qui se révèle beaucoup plus complexe et sophistiqué qu'on ne le croyait. Ainsi, les cités apparaissent avoir été connectées les unes aux autres par un réseau de routes, qui reliaient aussi fermes et centres urbains. Un système complexe d'irrigation et de terrassement permettait une agriculture intensive, capable de nourrir une population importante. La population maya, estimée à quelques millions

d'individus, pourrait être ainsi réévaluée à une dizaine de millions de personnes.

La technologie Lidar livrera-t-elle des indices sur les causes du déclin – guerres, conflits sociaux, sécheresses, catastrophes naturelles... – de cette civilisation précolombienne ? Peut-être. « La présence d'un réseau de routes, mais aussi de fortifications suggère que les relations entre les cités pouvaient varier entre échanges et conflits ouverts », observe Thomas Garrison. Mais les recherches n'en sont qu'à leurs débuts. « De nombreuses années d'études sont encore nécessaires pour prendre la mesure de l'impact de la technologie Lidar », insiste le chercheur. Les zones d'investigation seront élargies dans les années à venir, et des fouilles menées in situ.

CITÉ D'OR

En haut : la cité maya révélée par la technologie Lidar sous la forêt guatémaltèque. A droite : Scènes d'une cérémonie religieuse maya (détail), par A. Tejeda, 1948 (Guatemala City, Musée national d'Archéologie et d'Ethnologie).





© CANAL ACADÉMIE

UNE POULE SUR UN MUR

Depuis le XVII^e siècle, la volaille de la Bresse se taille une place de choix sur les tables françaises. N'en déplaise à Voltaire !

La mise à l'engrais des animaux d'élevage remonte à la nuit des temps néolithiques. La pratique vise à obtenir pour les jours de fête des viandes fondantes et goûteuses, la graisse étant bien plus sapidie que les tissus musculaires. Le veau gras de la parabole du fils prodigue reprend un épisode biblique du livre de Samuel rédigé plusieurs siècles avant notre ère. Dans toutes les sociétés rurales traditionnelles, l'usage existe de nourrir près de la maison quelques volailles de basse-cour, un porc (sous les toilettes des fermes de l'île de Cheju-do en Corée, par exemple) ou un mouton de case (en Afrique). L'arrivée d'Amérique et la diffusion du maïs en Europe à partir du XVI^e siècle y ont facilité l'engraissement des volailles qui coïncide en France avec la révolution culinaire voulue par Louis XIV dans la première partie de son règne, marquée par le succès du beurre, de la crème, des viandes blanches et grasses.

Plusieurs régions de France se spécialisent dans la production de volailles fines : oies du Sud-Ouest et d'Alsace, poulets, poulardes et chapons de Houdan, près de Paris, de Licques dans le Nord, du Mans (Loué), du Périgord, et, surtout, de Bresse. Cette dernière région, à l'agriculture prospère, produit du blé et du maïs, mais possède aussi de riches pâturages voués à l'élevage bovin laitier d'où proviennent lait, crème, beurre, fromages frais délectables. C'est au XVII^e siècle que naît un élevage de volailles grasses destinées à l'exigeante bourgeoisie lyonnaise. En hiver, certaines sont expédiées jusqu'à Paris, commerce que le chemin de fer intensifie. D'une centaine en 1860, le nombre d'exposants au comice agricole de Bourg, dit « Glorieuse » au moment de Noël, passe à 1500 au début du XX^e siècle. La race tricolore triomphe : pattes bleues, plumes blanches, crête rouge. Les poulets sont élevés en plein air, à raison de 10 m² par individu ; les poulardes, qui sont des poules

vierges, et les chapons, des mâles castrés, sont finis en cages appelées épinettes qui leur permettent de persiller leur chair de délicate graisse blanche. Voltaire en a décrit la technique en 1763 dans le désopilant *Dialogue du chapon et de la poularde* : « Ils nous mettent en prison pendant quelques jours, nous font avaler une pâtée dont ils ont le secret, nous crèvent les yeux (...) ; enfin, le jour de la fête étant venu, ils nous arrachent les plumes, nous coupent la gorge et nous font rôti. (...) on fait notre oraison funèbre : l'un dit que nous sentons la noisette ; l'autre vante notre chair succulente ; on loue nos cuisses, nos bras, notre croupion (...). »

REINE DES VOLAILLES
Cuisinière de la Bresse préparant un poulet, par E. Silvestre, couverture de *Cuisinons*, 1^{er} août 1933.



RECETTE

VOLAILLE DE BRESSE DEMI-DEUIL FAÇON MÈRE FILLIOUX ET PAUL BOCUSE

A la pointe d'un petit couteau, glisser des lamelles de truffes entre la peau et la chair de la volaille. L'enfermer dans une vessie de porc, avec éventuellement quelques légumes émincés, puis la cuire au bouillon pendant 1 h 30. Les parfums se concentrent dans la vessie. Servir avec une sauce albufera au velouté de volaille largement crémé, enrichi de foie blond de poularde ou foie gras d'oie et de truffes ou de morilles.



42

LE LIVRE DES SHAHS

SAFAVIDES, QADJARS ET PAHLAVI : PENDANT PRÈS DE CINQ SIÈCLES, TROIS PRINCIPALES DYNASTIES ONT TENU LES RÊNES DE L'IRAN, ALTERNANT HEURES DE GLOIRE ET DE DÉCADENCE JUSQU'À CE QUE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE RENVERSE LE TRÔNE DES SHAHS.

52

ABBAS LE GRAND, LE SHAH SOLEIL

C'EST À LUI QUE LA PERSE DOIT SON STATUT DE PUISSANCE IMPÉRIALE, UN RAYONNEMENT QUI DEVAIT ÉBLOUIR LES VOYAGEURS EUROPÉENS, LA FLAMBOYANCE DE SA CAPITALE, ISPAHAN. ABBAS LE GRAND EST RESTÉ DANS L'HISTOIRE COMME LE SHAH INCOMPARABLE.



LA RENAISSANCE D'UNE NATION

EN 1501, L'AVÈNEMENT
D'ISMAÏL I^{ER} FORGE
L'IDENTITÉ DE LA
PERSE MODERNE.
LE PAYS SERA CHIITE,
LE CROISSANT
SOUMIS AU TURBAN,
LES ARTS ET LA POÉSIE
LES FLEURONS
D'UNE FASCINANTE
CIVILISATION.

56



L'IRAN

DE LA PERSE DES SHAHS À LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

ET AUSSI

LE SHAH FAIT SON GRAND TOUR
COMMENT PEUT-ON ÊTRE PERSAN ?
SOUS LE SIGNE DU TURBAN
ISPAHAN, LA MOITIÉ DU MONDE
L'EMPIRE DES SENS
LETTRES PERSANES
CHRONIQUE D'UN EMPIRE



Le Livre des Shahs

Par Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner

De la naissance de l'Etat chiite au XVI^e siècle
à la révolution islamique de 1979, trois dynasties,
les Safavides, les Qadjars et les Pahlavi, ont présidé
aux destinées de l'Iran moderne et contemporain.





INSPIRATION DIVINE

La mosquée de Sheikh Lotfollah à Ispahan. Première mosquée construite à Ispahan par les Safavides, entre 1602 et 1619, elle porte le nom d'un théologien qui fut l'un des beaux-pères du shah Abbas le Grand. Elle était réservée à la famille royale et aux femmes du harem. Dépourvu de minaret et de cour, avec une pièce unique – la salle de prière, surmontée d'un dôme –, l'édifice ressemble plus à un mausolée qu'à une mosquée.

© MORANDI TUUL ET BRUNO/HEMIS.FR



La formation de l'Empire safavide, qui, avec les Empires ottoman et moghol, fut l'un des trois derniers empires musulmans, constitua en 1501 un événement majeur de l'histoire de l'Iran moderne. Pour la première fois après des siècles, les Safavides rétablissaient la souveraineté persane sur l'ensemble du territoire considéré comme le cœur de l'Iran historique. A la veille de leur arrivée, la situation politique était très complexe. Le pays, qui regroupe des populations turques souvent nomades et iraniennes plutôt sédentaires, est morcelé. Différents pouvoirs se partagent le territoire de la Perse. La confédération tribale turcomane du « Mouton blanc », alors en déliquescence en raison d'une guerre civile, règne encore depuis sa capitale de Tabriz sur des possessions qui couvrent l'Anatolie orientale, l'Azerbaïdjan, l'Irak et l'Iran occidental (Fars compris). De petites dynasties locales chiites contrôlent certaines régions. On trouve aussi des dynasties sunnites, comme le clan Dobbaj/Eshaqvand, qui gouverne une partie du Guilan. Les descendants de Tamerlan, qui avaient été les maîtres de l'Iran, règnent encore à Hérat, alors que l'influence des Ouzbeks commence à peser sur le Khorassan. Parmi les villes, la plus importante du pays, Tabriz, compte peut-être 80 000 habitants, Ormuz 50 000. La plupart des autres villes de Perse sont beaucoup plus petites, avec Ispahan, Kachan et Chiraz, dont la population compte de 15 000 à 20 000 personnes. Tabriz est le grand centre commercial du nord du pays. Selon les sources vénitiennes, Yazd et Kachan sont d'importants centres de fabrication (notamment textiles), Ispahan est bien pourvu pour l'hébergement des commerçants, tandis que Chiraz est « pleine de marchands ». Ormuz est le grand entrepôt pour le commerce maritime entre l'Orient et la Perse et un lien vital dans le transbordement des échanges entre l'Europe et l'Extrême-Orient. Ce port attire des marchands venus de tous

les horizons (toutes les provinces de Perse mais aussi Egypte, Syrie, Anatolie, Turkestan, Russie méridionale, Inde, Chine, Java, Siam, Abyssinie, Zanzibar, Arabie et Yémen).

L'unification de l'Etat persan et la centralisation du pouvoir, le choix du chiisme comme religion officielle, la reconstitution des assises territoriales du pays, dont les limites sont toujours, en partie du moins, celles de l'Iran actuel, furent l'œuvre des Safavides. Sous le règne de cette dynastie s'établirent des liens commerciaux et politiques importants avec l'Europe. Les Safavides inaugurèrent une ère dont les caractéristiques politiques, culturelles et sociales continuent à marquer l'Iran d'aujourd'hui. C'est le cas de l'introduction, dans la dynamique politique iranienne, du conflit – parfois latent, parfois ouvert – entre ordre « séculier » et clergé chiite, entre « le turban et la couronne », entre élites politiques et hommes de religion.

Les conquêtes des Safavides

Leurs origines sont obscures et embrouillées par des falsifications destinées à embellir leur arbre généalogique. Les fondateurs de la dynastie, de souche turcomane, étaient originaires du Kurdistan iranien. Ils se déplacent en Azerbaïdjan et au Guilan avant de se fixer à Ardabil, au sud-ouest de la mer Caspienne. De toutes les dynasties qui ont régné sur l'ensemble ou sur une partie du territoire iranien (Seldjoukides, Ghaznavides, Kharazmshahi, Mongols ilkhanides, Timourides avant eux, Afshars, Zand, Qadjars après eux), ils sont, avec les Pahlavi au XX^e siècle, les seuls à ne pas être d'origine tribale.

Les Safavides fondent leur légitimité sur leur appartenance à un ordre religieux soufi créé par Sheikh Safi al-Din Ardabili (1301). D'abord sunnite, cet ordre était devenu chiite duodécimain (le chiisme majoritaire, qui se réclame des douze imams successeurs spirituels et politiques de Mahomet) au cours du



LES COULEURS DU TEMPS Ci-dessus : la cour de la mosquée du Vendredi, à Ispahan, construite au XI^e siècle et embellie par les Safavides. Page de gauche : *Ismaïl I^{er} sur son cheval blanc à la bataille de Merv (1510) contre les Ouzbeks* (détail), XVII^e siècle (Ispahan, palais de Chehel Sotun). Au milieu : *L'Empereur moghol Humayun reçu par Tahmasp I^{er} en 1544*, par Sanvala, 1602-1603 (Londres, The British Library).

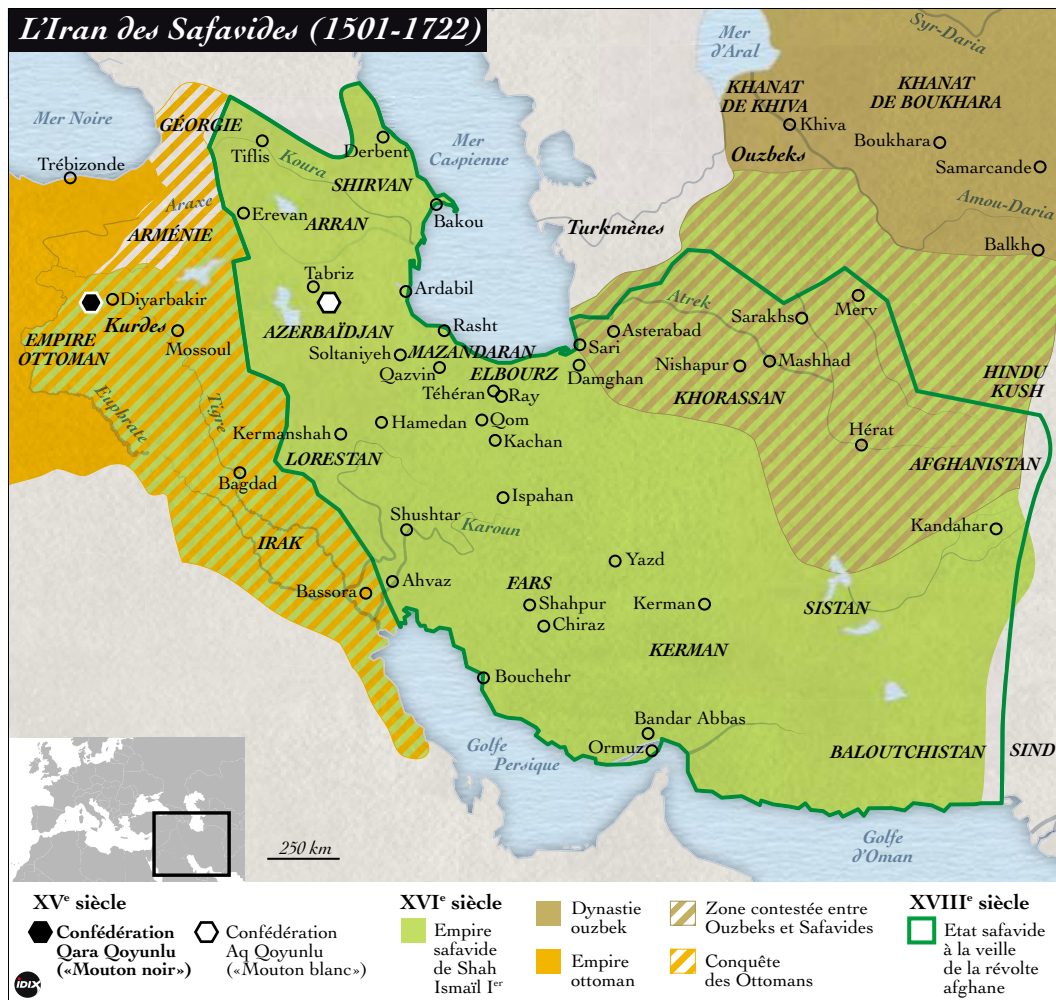
XIV^e siècle. En 1447, il franchit une étape décisive : à la possession de l'autorité religieuse s'ajoute l'ambition d'accéder au pouvoir politique. Les disciples soufis (*morid*) se transforment en combattants. Ils portent une coiffe (*tadj*) caractérisée par douze godets symbolisant les douze imams et surmontée d'une pointe rouge, ce qui leur vaut le sobriquet de *Qizilbash* – « tête rouge ». Ces *Qizilbash* se recrutent essentiellement parmi les tribus turcomanes de l'Est anatolien. Ils forment les troupes d'élite des Safavides. Shah Ismaïl (né en 1487) prend la tête du mouvement dès 1499. Ils s'empare de Bakou (en Azerbaïdjan actuel) et, après plusieurs victoires, fait une entrée triomphale à Tabriz, où il se proclame shah en 1501. Son autorité royale est immédiatement reconnue par les émirs turcomans. Il décrète le chiisme duodécimain religion officielle dans ses possessions.

Après avoir soumis la Perse centrale et imposé un statut de vassalité à Ormuz, Shah Ismaïl I^{er} (1501-1524) tourne son attention vers l'Est anatolien avec la conquête de Diyarbakir (1508), puis vers la Mésopotamie où il s'empare de Bagdad et des lieux saints chiites. En 1510, il affronte les Ouzbeks, qui ont des visées sur le Khorassan, et leur inflige une sévère défaite. À l'ouest, les sultans ottomans s'inquiètent de la propagation du chiisme, favorable aux Safavides, dans l'Anatolie orientale. En 1512, Selim I^{er} prépare l'invasion de l'Iran et, le 23 août 1514, écrase l'armée de Shah Ismaïl à la bataille de Tchaldiran. Tabriz, sa capitale, est occupée. Cette défaite a des conséquences territoriales négatives et détruit la croyance d'Ismaïl en son invincibilité. Son fils Tahmasp lui succède dans des conditions difficiles. Il n'a que 10 ans. Durant des années, les factions autour du shah se disputent le contrôle de l'Etat, avant que Tahmasp n'affirme

finalement son autorité. Son règne va durer cinquante-deux ans – le plus long de l'histoire de l'Iran. Ses successeurs, Ismaïl II (1576-1577) et Mohammad Khodabandeh (1578-1587), seront en revanche incompetents et laisseront un pays affaibli.

Fort heureusement pour la dynastie, arrive alors au pouvoir celui qui deviendra le plus célèbre des Safavides et l'un des plus grands monarques de son temps : Shah Abbas I^{er} (1587-1629). Au cours de son règne, il restaure le pouvoir central, renforce l'intégrité territoriale du pays et mène l'Etat safavide à l'apogée de sa puissance. Sur le plan militaire, il bâtit une armée régulière et rétablit le contrôle de l'Etat sur le Caucase, le golfe Persique et une grande partie de l'Afghanistan actuel. Sur le plan artistique, l'Iran connaît une véritable renaissance qui se manifeste dans l'art décoratif, l'architecture, la miniature ainsi que l'urbanisme. Shah Abbas I^{er} fait d'Ispahan sa capitale (1597) et contribue à embellir cette vieille cité, dont la beauté devient proverbiale. Des ambassadeurs européens, de nombreux marchands, des représentants d'ordres religieux étrangers se pressent à sa cour. Shah Abbas tente d'élaborer une diplomatie en direction des pays voisins et de certaines puissances européennes (ambassades persanes de 1599-1602 et de 1609-1615). Une attention particulière est portée à l'amélioration de l'économie du pays et au commerce (accord avec la Compagnie britannique des Indes orientales en 1622, fondation du port de Bandar Abbas, aujourd'hui encore plus grand port d'Iran). La fabrication et le commerce de la soie connaissent un développement sans précédent. Shah Abbas fait construire routes, ponts, barrages et caravansérails. Tout cela contribue à la prospérité du pays.

L'Iran des Safavides (1501-1722)



GRANDEUR ET DÉCADENCE

Ci-contre : fondateur de la dynastie des Safavides en 1501, Ismaïl I^{er} restaura l'unité et la puissance de la Perse. A sa mort, en 1524, le royaume avait atteint 3 millions de kilomètres carrés. Malgré le règne éclatant d'Abbas le Grand (1587-1629), les Safavides ne parviendront pas à maintenir l'intégrité de leur territoire entre l'Empire ottoman à l'ouest et la pression afghane à l'est. La faiblesse des successeurs d'Abbas le Grand, la mauvaise administration de l'Etat et de l'armée, la puissance politique du harem et du clergé entraîneront la révolte des tribus afghanes et la chute de la dynastie dans les années 1720.

A sa mort, en 1629, commence le lent déclin des Safavides. Auteur des *Voyages en Perse et autres lieux de l'Orient* (1686), Jean Chardin écrit à son propos : « Dès que ce grand et bon prince eut cessé de vivre, la Perse cessa de prospérer. » Shah Abbas, qui avait éliminé tous les membres mâles de sa famille pouvant lui porter ombrage, porte une certaine responsabilité dans l'amorce de ce déclin. La plupart de ses successeurs sont choisis parmi de jeunes princes élevés dans des harems entre femmes et eunuques, et d'une ignorance effarante face aux réalités du monde. Shah Abbas II (1642-1666) sera le seul à faire preuve de talents pour l'administration du pays et de l'armée. Mais la puissance politique du harem et du clergé, conjuguée à la faiblesse des deux derniers monarques safavides, Soleiman (1666-1694) et Soltan Hossein (1694-1722), précipite la chute de l'empire dont s'empare un chef de guerre afghan, Mahmoud. Cet interrègne afghan ne dura que sept ans, avant que Mahmoud ne soit renversé à son tour (1725) par son cousin Afshar, lui-même renversé par Nader en 1729. De 1722 à 1736, deux princes safavides (Tahmasp II et Abbas III) tenteront de restaurer la dynastie. En vain.

Un siècle de troubles

Avec l'effondrement des Safavides, la Perse vit une période d'interrègne très troublée. Afghans, Ottomans et Russes tentent de dépecer son territoire. C'est dans ce contexte qu'apparaît un homme fort, qui s'empare des rênes du pouvoir : Nader Shah Afshar (1729-1747). Officier de l'armée des Safavides, il expulse les Afghans en 1729 et réunit le pays. Il se proclame régent en 1732, puis se consacre à la reconquête de la Mésopotamie tombée aux mains des Ottomans, force les Russes à rendre

des territoires qu'ils avaient occupés et rétablit la puissance de la Perse dans le golfe Persique en créant une flotte. En 1736, il prend possession du trône. Deux ans plus tard, il part à la conquête de l'Afghanistan et, en 1739, s'empare de Delhi, capitale des Moghols. Nader essaiera ensuite d'étendre son pouvoir au Turkestan (Asie centrale). Dernier grand conquérant asiatique, il n'eut guère le temps de s'occuper de la réorganisation de son propre pays et témoigna d'une violence extrême, allant jusqu'à faire aveugler son fils. Pour se rapprocher des Ottomans, Nader s'écarte substantiellement du précédent safavide en promouvant l'idée que le chiisme est une école juridique (la cinquième) de l'islam sunnite. Cette idée sera rejetée par la Porte. Nader Shah meurt assassiné par des officiers de son entourage en 1747.

Dans la période chaotique qui suit sa mort, un de ses généraux, originaire du Lorestan, Karim Khan Zand, s'empare du pouvoir. Il l'exercera de 1751 à 1779, mais sans réussir à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire, notamment le Khorassan, dirigé depuis 1748 par le petit-fils de Nader Shah en tant que vassal de l'Afghanistan, devenu un Etat indépendant. Le cœur de la puissance des Zand est situé dans les régions centrales et méridionales de la Perse (le Fars). Refusant d'assumer le titre de *shah*, Karim Khan adopte celui de *vakil* (mandataire), puis de *vakil ol-roaya* (le mandataire, l'avocat du peuple), proclamant ainsi sa proximité avec le petit peuple. Un penchant que son règne ne démentira pas. Sous son autorité, le pays se remet lentement des dévastations causées par quarante ans de guerre. Chiraz, sa capitale, est embellie. Il y attire non seulement les commerçants européens et indiens, mais aussi de nombreux artisans, savants et poètes. Le système fiscal du royaume est réorganisé et, pour stimuler le commerce, il autorise la

Compagnie britannique des Indes orientales à établir un comptoir à Bouchehr, sur le golfe Persique (1765). Sous son règne, le chiisme se réaffirme pleinement comme élément clé de l'identité iranienne. Sa mort plonge la Perse dans une nouvelle guerre civile, qui ne prend fin qu'à l'avènement des Qadjars.

Les Qadjars face à l'Occident

Au cours du règne des Qadjars (1796-1925), la Perse devient un théâtre majeur de la rivalité impériale anglo-russe en Asie. Les Russes menacent l'Inde et cherchent à atteindre le golfe Persique et l'océan Indien, alors que les Anglais entendent bien protéger leur possession indienne des visées du tsar. Ce contexte international, conjugué à l'évolution interne du pays et à la faiblesse des Qadjars sur les plans militaire et économique, va caractériser l'histoire iranienne durant cent trente ans. Le règne des sept souverains qadjars, qui furent des despotes mais avec peu de moyens pour imposer leur despotisme, coïncide avec l'ingérence politique et la pénétration économique croissantes des puissances impérialistes en Perse (sur-tout la Russie au nord et l'Angleterre au sud), mais aussi avec l'ouverture progressive de la société persane à la modernité, grâce à la multiplication des contacts avec l'Occident.

Les Qadjars sont issus d'une tribu turcomane. Le fondateur de la dynastie, Agha Mohammad Khan, castré dans sa jeunesse, a été détenu à Chiraz par Karim Khan Zand. A sa mort, il profite du contexte incertain du pays pour rassembler les tribus qadjares, issues des tribus *qizilbash* qui servaient la dynastie safavide, et imposer en quelques années son autorité sur l'ensemble de la Perse. En 1786, il choisit comme capitale Téhéran, alors un gros bourg au nord de l'antique ville de Rey. Il s'y fait couronner en 1796 mais meurt assassiné l'année suivante. Le règne de son successeur, son neveu Fath Ali Shah (Baba Khan, 1797-1834), est marqué par la mise en place de règles de succession destinées à éviter les luttes fratricides : désormais, le prince héritier, désigné par le shah, doit avoir la double filiation qadjare, du côté



PAR LA BARBE DU SHAH

Ci-contre : *Fath Ali Shah, roi de Perse (1797-1834)*, par Mirza Baba, 1798-1799 (Londres, The British Library). En haut : la mosquée Nasir al-Molk à Chiraz. Célèbre notamment pour ses vitraux, éléments peu fréquents dans l'architecture des mosquées, la « mosquée rose » a été bâtie entre 1876 et 1888 sur ordre du seigneur qadjar Mirza Hassan Ali Nasir al-Molk.



paternel et maternel. Le monarque prend aussi la précaution de faire reconnaître son successeur par les deux puissances influentes dans les affaires persanes : la Russie et la Grande-Bretagne. Fath Ali Shah entreprend par ailleurs des réformes pour moderniser son armée, mais ne peut résister aux forces russes qui ont pénétré dans le Caucase, alors possession persane. La première guerre russo-persane (1804-1813) se conclut par le traité de Golestan, aux termes duquel la Perse perd au profit de la Russie la Géorgie, le Daghestan, Derbent, Gandje, Shirvan et Bakou, et abandonne aux Russes la navigation exclusive de vaisseaux de guerre sur la Caspienne. Treize ans plus tard, le shah, poussé par le clergé, s'engage dans un autre conflit qui lui fait goûter à nouveau la défaite. Le traité de Turkmentchaï (21 février 1828) impose à la Perse la cession des khanats d'Erevan (capitale actuelle de l'Arménie) et de Nakhitchevan (enclave de l'actuelle république d'Azerbaïdjan, séparée du reste du territoire). Elle doit payer une forte indemnité et accepter que les ressortissants russes présents sur son territoire soient soumis à la juridiction de leurs consulats. Ainsi s'établit le système des capitulations, bientôt étendu à toutes les puissances occidentales, qui facilite leur pénétration économique et commerciale en Iran. Défait au Caucase, Fath Ali Shah se tourne sans succès vers l'est et la ville de Hérat.

Son successeur, Mohammad Shah (1834-1848), qui a aussi des visées sur Hérat, se heurte quant à lui, en 1837, aux Anglais, qui le forcent à se retirer. Il est par ailleurs confronté à une révolte interne, celle des babis, dissidence religieuse opposée à la toute-puissance du clergé chiite. Cette affaire dégénère en véritable guerre civile sous son successeur, Nasser ed-Din Shah (1848-1896), qui règne pendant quarante-huit ans. Le début de sa législature est marqué par le rôle du Premier ministre, Mirza Taqi Khan dit Amir Kabir, qui tente d'introduire des réformes. Mais sa politique se heurte aux intérêts de certains courtisans, et Nasser ed-Din le fait exécuter. En 1857, l'armée persane intervient à nouveau à Hérat et, comme vingt ans plus tôt, est confrontée à la puissance militaire britannique. Le shah doit abandonner définitivement les prétentions de la Perse sur cette ville, qui restera afghane. Nasser ed-Din est le premier



souverain persan à entreprendre un voyage en Europe en 1873. Il y constate le retard pris par son pays face à l'Occident. Par la suite, il tentera d'améliorer son organisation administrative, fondera quelques écoles modernes, cherchera à créer des industries. Mais en 1890, la grève du tabac l'oblige à abandonner son projet impopulaire d'octroi du monopole de cette denrée à une compagnie britannique. En 1896, Nasser ed-Din est assassiné par un clerc, Mirza Reza Kermani. Cet assassinat, unique dans les annales de la Perse moderne, précède la *révolution constitutionnelle* qui éclatera sous le règne de son successeur, Mozaffar ed-Din Shah (1896-1907).

Le mécontentement populaire face aux ingérences étrangères, la détérioration de la situation économique, l'exposition de la classe marchande à la concurrence européenne, la volonté des élites de s'identifier aux nations « modernes » de l'Europe concourent à faire progresser l'idée que la monarchie des Qadjars doit évoluer et se doter d'un Parlement (*Majlis*). Portée par des intellectuels occidentalisés, elle séduit une partie des ulémas et des marchands, soucieux de réduire les pouvoirs du shah, qui lui arrachent un décret ordonnant l'élection d'une Assemblée délibérative (10 août 1906). Une Constitution, inspirée de la Constitution belge, est proclamée par le shah mourant et signée par son fils Mohammad Ali.

S'appuyant sur les éléments réactionnaires du clergé et sur certains princes qadjars, la brigade des cosaques iraniens, commandée par des officiers russes, tente cependant un coup de force (14 décembre 1907). L'ingérence russe en faveur du shah est alors facilitée par un développement international inédit. Le 31 août 1907, Anglais et Russes ont en effet signé un accord partageant la Perse en trois zones d'influence : le Nord aux Russes, le Sud-Est aux Anglais, et une « zone neutre » ouverte à leur concurrence politique et

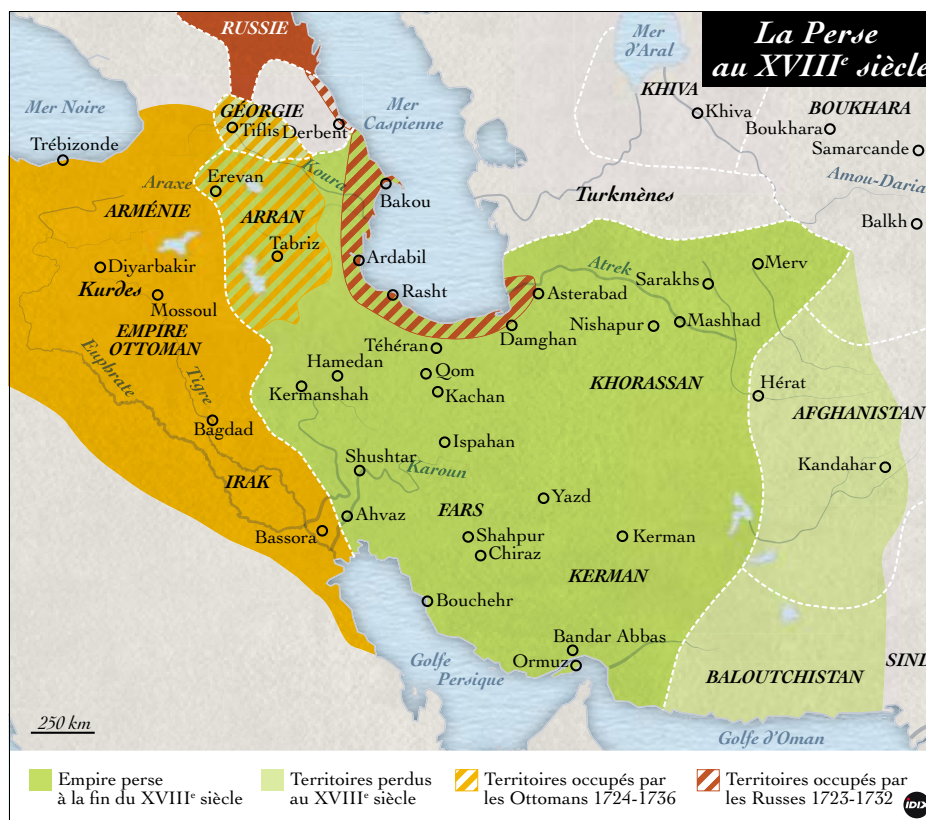
commerciale. Les Anglais se rangent donc avec les Russes du côté du pouvoir absolutiste. Mais le coup échoue face à la résistance des parlementaires.

L'année suivante, les relations entre le shah et le *Majlis* se détériorent à nouveau. Le Parlement est occupé par les cosaques. Les députés résistent. On compte de nombreuses victimes. Ce retour à la monarchie absolue ne dure pourtant que quelques mois. Mohammad Ali Shah doit céder. Il restaure la Constitution mais, sous la pression populaire, doit se réfugier à la légation russe. Les constitutionnalistes placent sur le trône le prince héritier, Ahmad Shah. Des élections sont organisées et, le 15 novembre 1909, le deuxième *Majlis* est réuni. Le système constitutionnel est définitivement installé. Il durera jusqu'en 1979, même si le contenu démocratique de la Constitution ne sera que rarement respecté.

L'ère qui s'ouvre devait être celle des réformes, de la modernisation et du progrès social. Pourtant, les années qui suivent sont marquées par l'instabilité gouvernementale, les tensions au sein du Parlement, l'affaiblissement du pouvoir central. A la veille de la Grande Guerre, malgré les transformations consécutives à la révolution constitutionnelle et quelques revenus que l'Anglo-Persian Oil Company, qui exploite le pétrole récemment découvert (1908), commence à verser parcimonieusement, la Perse, seul Etat producteur de pétrole du Moyen-Orient à l'époque, reste l'un des pays les plus pauvres et les plus arriérés de la région. Il compte dix millions d'habitants, mais ne possède presque pas de routes carrossables et à peine quelques kilomètres de voies ferrées. Il n'a ni élite militaro-administrative comme l'Empire ottoman ni infrastructures économiques comparables à celles de l'Egypte. Cette situation va empirer avec la Première Guerre mondiale, dans laquelle la Perse est entraînée malgré elle.



UN EMPIRE PRIS EN TENAILLE
 Ci-contre : la révolte afghane et la chute des Safavides dans les années 1720 avaient ouvert une période de troubles et de guerres durant laquelle le territoire de la Perse se trouva considérablement réduit sous les assauts conjugués des Ottomans, des Russes et des Afghans. Page de gauche : le palais du Golestan, à Téhéran. Edifié dès le règne du Safavide Tahmasp 1^{er} au XVI^e siècle, le palais devint le siège du gouvernement sous les Qadjars quand ceux-ci firent de Téhéran leur capitale en 1786. En bas : Mohammad Ali Shah régna brièvement entre 1907 et 1909. Favorable à un régime absolutiste, il tenta de supprimer la Constitution promulguée par son père en 1906. Mais face à la détermination des constitutionnalistes et sous la pression populaire, il sera contraint d'abdiquer.



Quoique neutre, le pays devient en effet un terrain où s'affrontent Ottomans, agents allemands, forces russes et britanniques, appuyés par divers groupes politiques antagonistes du pays. La Perse émerge du conflit dévastée et confrontée à un nouveau contexte géopolitique marqué par la disparition des Empires russe et ottoman, l'apparition de la Russie bolchevique et la toute-puissance de l'Angleterre. Londres, inquiète de la situation russe, profite de sa présence sur le terrain persan pour négocier en 1919 un accord qui instaure une quasi mise sous tutelle du pays. Tout en gardant sa souveraineté formelle, la Perse lui confie la réorganisation de ses finances, de son administration et de son armée. Signé secrètement, l'accord, rendu public, fait l'unanimité contre lui. Il sera abandonné.

Les réformes autoritaires des Pahlavi

Affaiblie, la Perse ne s'est jamais trouvée aussi menacée. Le gouvernement ne contrôle alors que très imparfaitement le territoire, où sont présentes troupes britanniques et anciennes forces du tsar, et où se manifestent des mouvements d'insurrection et de dissidence, les plus importants étant ceux du nord du Kurdistan, de Tabriz et surtout du Guilan, qui proclame, avec l'aide des bolcheviks, une République soviétique menaçant l'intégrité du pays.

Dans la nuit du 20 au 21 février 1921, une unité des cosaques persans, forte d'environ 2 000 hommes, commandée par le général Reza Khan, entre à Téhéran, qui tombe sans effusion de sang. Le coup d'Etat a reçu la bénédiction des Britanniques et, le lendemain, le shah nomme Reza Khan « Sardar Sepah » (chef de l'armée), commandant en chef de la division des cosaques puis, peu après, ministre de la Guerre. Nouvel homme fort de l'Iran, il va se consacrer à réformer l'armée, à rétablir l'ordre, la sécurité et l'unité du pays. En octobre 1923, il devient Premier ministre, puis lance l'idée d'une république dont il pourrait devenir le président. Mais elle est mal reçue dans les milieux traditionnels et le clergé. Une série de manœuvres aboutissent alors à la destitution de la dynastie des Qadjars par le *Majlis* le

31 octobre 1925 et, le 25 avril 1926, Reza Khan est couronné empereur sous le nom de Reza Shah Pahlavi.

Comme son voisin turc Mustafa Kemal, Reza Shah Pahlavi est un modernisateur autoritaire nationaliste. Son règne (1926-1941) est marqué par sa volonté de construire un Etat moderne, fort et centralisé, qui assure l'indépendance du pays, contribue à son développement économique et transforme en profondeur la société iranienne. Reza Shah veut faire entrer son pays dans le XX^e siècle, quitte à bouleverser l'ordre social établi. Avant même d'accéder au trône, il a réorganisé l'armée et lancé un programme de restructuration de l'administration et de la fonction publique sur le modèle occidental. Il crée de nouveaux ministères, redessine les divisions territoriales, édifie de nouvelles municipalités, met en place un système éducatif moderne et sécularisé. L'université de Téhéran est inaugurée en 1934. La capitale se transforme à toute vitesse sous l'influence de programmes urbains massifs, mais aussi de la classe moyenne qui s'y développe. Sur le plan économique, Reza Shah améliore les infrastructures, promeut l'industrialisation, crée une banque nationale et décrète le monopole du commerce extérieur.

A la fin de son règne, les finances de l'Etat sont assainies, la dette extérieure éliminée. Mais hormis le secteur pétrolier, les investissements étrangers sont restés faibles, le monde agricole, négligé, a peu évolué. La politique du shah crée aussi des mécontents : les propriétaires terriens, du fait des confiscations de terres au profit de la Couronne, les chefs tribaux, dont les tribus ont été sédentarisées de force, et surtout le clergé chiite, forcé d'abandonner une part de ses prérogatives, sans compter que l'obligation de porter des vêtements européens ou l'intérêt porté à l'Iran préislamique ont amoindri son rôle.

Si Reza Shah jouit d'une grande popularité au début de son règne, son autoritarisme la lui a fait perdre peu à peu. Mais ce sont des facteurs externes qui vont l'obliger à abdiquer. Durant les années 1930, l'Iran a en effet développé des relations avec l'Allemagne. Outre les échanges commerciaux, de nombreux Allemands participent à la réalisation de projets industriels.



THÉÂTRE DE RIVALITÉS

Ci-contre : tout au long du XIX^e siècle, l'Iran des Qadjars devient le théâtre des rivalités impériales anglo-russes. A la perte de territoires grignotés par les tsars au nord-ouest et au nord-est de l'empire, vient s'ajouter, en 1907, un accord qui partage l'Iran en zones d'influence politique et commerciale entre la Russie impériale et la Grande-Bretagne. Page de droite : manifestation en faveur du retour de Khomeyni durant la révolution de 1978-1979. Depuis Neauphle-le-Château, en France, où il résidait depuis octobre 1978, « le guide de la révolution » mena activement sa propagande contre le régime du shah.

En juin 1941, lorsque Hitler attaque l'Union soviétique, un millier d'Allemands travaillent en Iran. Or Moscou et Londres en soupçonnent certains de se livrer à l'espionnage et adressent un ultimatum à l'Iran, le 16 août. Le 22, Téhéran annonce l'expulsion progressive des ressortissants étrangers qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de l'économie. Cette réponse est jugée insuffisante et, le 25 août 1941, les forces anglo-soviétiques envahissent le pays. Reza Shah est contraint d'abdiquer le 16 septembre en faveur de son fils aîné.

Quand Mohammad Reza Shah succède à son père, il n'a que 22 ans. Dès janvier 1942, un accord avec l'URSS et l'Angleterre est signé. L'Iran est désormais considéré comme un pays allié et les puissances occupantes s'engagent à respecter son intégrité territoriale. Mais dans les régions du nord du pays, occupées par l'Armée rouge, la propagande communiste se déchaîne. En novembre 1945, une République autonome d'Azerbaïdjan est proclamée. En janvier 1946, c'est au tour d'une République kurde à Mahabad. Il faudra des mois de négociation, le recours au Conseil de sécurité des Nations unies et des pressions internationales, surtout américaines, pour que Moscou retire finalement ses troupes et que l'Iran retrouve son intégrité territoriale. La première crise de la guerre froide vient de se terminer.

A peine cette crise surmontée, s'amplifient les tensions liées à la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne, dominée jusqu'alors par les Britanniques (1951). Cette nationalisation et la nomination du Dr Mossadegh, qui en est l'inspirateur, comme Premier ministre contribuent à détériorer les relations avec Londres, mais aussi entre le Palais et le gouvernement. La situation se complique en 1952 lorsque apparaissent des dissensions entre Mossadegh et le courant religieux dirigé par l'ayatollah Kashani. Dans le contexte de la guerre froide, l'Administration

américaine s'inquiète de la politique de Mossadegh, qui renforce selon elle le Parti communiste. Alors que les tensions avec Londres s'accroissent, les conditions d'un changement se mettent en place. Le 3 août 1953, Mossadegh organise un référendum pour dissoudre le Parlement et s'accorder les pleins pouvoirs. Le 15, le shah riposte par un décret le révoquant. Mossadegh fait arrêter l'officier chargé de le lui apporter. Le shah quitte alors le pays. Mais en quelques jours, la situation s'inverse. Le 19 août, Mossadegh est balayé et le shah regagne Téhéran. Le coup d'Etat a été organisé avec le soutien de la CIA et des services secrets britanniques. A bien y regarder, il n'aurait sans doute pas abouti sans l'intervention décisive des forces monarchistes et religieuses locales. Mais pour de nombreux Iraniens, Mossadegh restera toujours une figure nationaliste emblématique.

Dès lors, la scène politique, très agitée depuis 1941, le cède à un pouvoir monarchique renforcé. La question pétrolière est réglée par un accord négocié en 1954, qui répartit les bénéfices de cette industrie entre la Société nationale iranienne de pétrole et un consortium multinational. Sur le plan interne, le shah dote son appareil répressif de nouveaux moyens (création d'une police politique, la Savak, en 1957). Du point de vue international, l'Iran abandonne sa politique de neutralité traditionnelle pour se rapprocher de l'Occident, et plus précisément des Etats-Unis, sur fond de guerre froide.

Au seuil des années 1960, les conditions pour une transformation profonde des structures de la société et de l'économie iraniennes semblent réunies. Profitant de ce contexte, le shah lance, en 1962, un programme de réformes connu comme la *révolution blanche*. Il comporte six volets : réforme agraire ; nationalisation des forêts et pâturages ; réforme de la loi électorale incluant le droit de vote des femmes ; privatisation des entreprises



étatiques ; création d'une « armée du savoir » pour alphabétiser les villages ; partage des bénéfices de l'industrie avec les ouvriers du secteur. Ces mesures heurtent certains intérêts des élites traditionnelles – propriétaires fonciers et religieux – mais la révolution blanche est néanmoins plébiscitée en janvier 1963. Une partie du clergé la conteste pourtant violemment (émeutes de juin 1963). A cette occasion, un clerc fait parler de lui. Il se nomme Rouhollah Khomeyni. Arrêté, relâché, puis exilé, il s'installe enfin en Irak jusqu'à son expulsion vers la France en 1978. Si, sur le plan économique et social, la révolution blanche est une réussite, sur le plan politique, c'est un échec, le régime négligeant les aspirations de la classe moyenne qu'il a fait émerger. Cette erreur de calcul va lui coûter très cher dans la décennie suivante.

A la croissance des années 1960 succède en effet une surchauffe liée au quadruplement du prix du pétrole : hausse des loyers, emballement de la spéculation foncière, inflation, aggravation de la corruption. Au lieu de choisir la voie d'une démocratisation progressive, le shah opte alors pour la création, pour la première fois dans l'histoire de l'Iran, d'un système de parti unique (1975). L'élection de Jimmy Carter en novembre 1976 l'oblige toutefois à centrer sa stratégie politique sur ses rapports avec Washington. Pour s'attirer ses faveurs, il restreint la répression et la censure, ce qui permet à l'opposition de faire entendre sa voix. En apparence stable, prospère et plus ouvert que jamais, l'Iran est en fait à la veille d'une crise sans précédent.

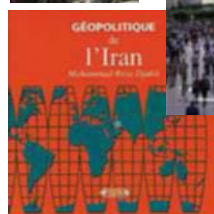
Sur fond de difficultés économiques, cette crise commence début 1978. Le 7 janvier, le journal *Ettela'at* publie un article injurieux à l'égard de l'ayatollah Khomeyni. En attaquant un chef religieux, oublié de la majorité des Iraniens, les autorités déclenchent l'hostilité des milieux cléricaux. Des manifestations sont organisées et violemment réprimées, ce qui engendre le cycle des deuils des victimes qui s'étendent à la plupart des villes. Le clergé montre ses capacités à mobiliser les foules de mécontents. Khomeyni lui-même, accueilli en France où il se présente comme une sorte de nouveau Gandhi, alimente en secret la contestation par de violents prêches distribués sous forme de cassettes

audio. Face à la montée des manifestations et aux critiques internationales, le régime est incapable de réagir efficacement. Le shah, atteint d'un cancer, est resté loin de Téhéran durant de longs mois. Il hésite entre l'usage de la force et l'abandon du pouvoir. Sous l'influence de Washington, qui tient Khomeyni pour un religieux inoffensif, l'armée restera dans ses casernes.

Finalement, las et abandonné par ses alliés, après avoir nommé Premier ministre un ancien opposant, Shapour Bakhtiar, le 31 décembre 1978, il quitte le pays le 16 janvier 1979. Dès le 1^{er} février, l'ayatollah Khomeyni est accueilli à Téhéran par une foule immense. La chute finale du régime impérial se déroule dans la nuit 10 au 11 février. A la monarchie succède une République islamique, concept dont personne au départ n'a une idée claire, pas même ses fondateurs... *JS*

Mohammad-Reza Djalili est professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, et Thierry Kellner, maître de conférences au département de Science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Ils ont cosigné plusieurs ouvrages, en particulier sur l'Iran.

À LIRE de Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner



L'Iran en 100 questions, Tallandier, « Texto », 412 pages, 10 €. A paraître le 5 avril.
Histoire de l'Iran contemporain, La Découverte, 128 pages, 10 €.
Géopolitique de l'Iran, Editions Complexe, 144 pages, d'occasion.

Abbas le Grand le Shah Soleil

Réformateur, bâtisseur, mécène et conquérant, le cinquième *Shah-in-Shah* safavide, à qui l'on doit les merveilles d'Ispahan, fit de la Perse un royaume puissant, moderne et admiré.

Il avait 17 ans lorsqu'il fut couronné le 1^{er} octobre 1587. Personne ne l'attendait... et pourtant il devint Shah Abbas le Grand, l'homme qui transforma radicalement la Perse. Face aux Empires rivaux ottoman et moghol, il allait hisser son pays au statut de puissance impériale, l'ouvrant de surcroît à la modernité, au point de susciter l'admiration des voyageurs européens qui fréquentèrent sa cour. Quelques années après sa mort, son rayonnement grandissait encore au point que Jean Chardin (1643-1713), grand voyageur, bijoutier et écrivain, confiait : « *Dès que ce grand et bon prince eut cessé de vivre, la Perse cessa de prospérer.* »

Certes, tout ne s'écroula pas après ses quarante ans de règne, mais « sa » Perse alimenta tous les fantasmes, particulièrement sa flamboyante capitale, Ispahan, symbole d'un Orient puissant et immensément riche.

Il n'était pas écrit que le jeune Abbas dirigerait un jour la Perse. La situation politique du pays était alors instable. Si les Safavides avaient accédé au pouvoir en 1501 avec Ismaïl 1^{er}, trois d'entre eux lui avaient succédé depuis sur le trône : Tahmasp 1^{er} (1524-1576), Ismaïl II, empoisonné en 1577, Mohammad, le père aveugle d'Abbas, à partir de 1578. A la suite de sanglantes péripéties, Morched Gholi Khan, l'ambitieux chef des *Zizilbash* (« têtes rouges »), turcomans chiites qui étaient les appuis traditionnels du pouvoir safavide depuis l'origine, déposa le shah aveugle au profit d'Abbas, qui avait été écarté de la succession et avait passé sa jeunesse, oublié, au nord de l'Iran.



Un adolescent devint donc Shah Abbas 1^{er} sous l'œil dominateur d'un mentor qui cumulait tous les pouvoirs, dont le sien. Quasi prisonnier, il se taisait, attendant une erreur de son lieutenant... laquelle ne tarda guère, ce dernier se vantant de trouver d'autres Safavides si celui-là ne lui obéissait pas. Parole de trop : Abbas le fit assassiner le 23 juillet 1589 par un coup d'Etat audacieux. Son règne de monarque absolu commença vraiment... dans le sang. Il avait 18 ans.

La situation qu'il trouva était dramatique. Ouzbeks et Ottomans étaient prêts à déchirer leur proie. Quant aux soutiens

de l'ancien « faiseur de rois », ils complotaient contre le nouveau shah. L'urgence était de neutraliser à tout prix les dangers extérieurs afin de régler les conflits internes. Abbas signa donc un traité très désavantageux en 1590 avec Murad III, le sultan de la Porte : il y cédait l'ouest de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie, une partie du Kurdistan et du Lorestan, tout en prophétisant : « *Ces provinces ne sont pas perdues pour toujours.* » Pour l'heure, il lui fallait assainir une situation interne presque insurrectionnelle.

Une lignée prestigieuse

Malgré sa prestigieuse ascendance, qui le connaissait ? Il était l'arrière-petit-fils d'Ismaïl 1^{er}, le fondateur de sa dynastie, qui descendait d'un chef des Moutons blancs et des empereurs Comnène de Trébizonde. Quant à son grand-père maternel, puissant khan du Mazandaran, il serait descendu des compagnons d'Ali, le gendre de Mahomet. Du sang safavide, kurde et mahométan irriguait donc ses veines. C'était enfin le onzième « Maître parfait » d'un ordre soufi tricentenaire.

Dans la fleur de sa jeunesse, il avait fière allure : jeune homme au front étroit, aux yeux bleus, au nez aquilin, à la silhouette longiligne, il s'appuyait en guise de canne sur son épée. Appréciant les vêtements de soie mêlés d'or et d'argent, il se coiffait d'un lourd turban, orné d'une broche d'émeraudes, de rubis et de diamants, et glissait sous sa ceinture un poignard recourbé orné de

joyaux. Avec l'âge cependant, il privilégia les tenues sobres en lin et coton, les pantalons larges et les vestes rembourrées. C'était d'ailleurs avec ces vêtements qu'incognito, il entrait parfois dans les tavernes afin d'entendre directement les commentaires de son peuple. Il ajoutait à cela un sens aigu de la communication. Ainsi, à contrecourant des usages de son temps, il se rasa la barbe, gardant une moustache relevée qui assit son image officielle. Une nouvelle mode était lancée. Les poètes de cour s'en mêlèrent, et, à défaut de barbe, louèrent ses sourcils, nouveaux symboles de virilité et espoirs de gratifications royales !

Sur le plan privé, il eut quatre épouses royales, les *bégums*, et cinq cents concubines, les *khanums*, qui vivaient dans le harem, gardées par des eunuques noirs. Seules les *khanums* étaient autorisées à sortir, voilées, sous la surveillance de gardes. Le mercredi, elles pouvaient aussi se promener sans voile dans certaines rues d'Ispahan fermées aux hommes. Quant aux *bégums*, elles vivaient cloîtrées avec les enfants royaux. On sait aussi que le shah aimait la frugalité, détestait le gaspillage et eut peu de passions hormis ses 30 000 chevaux.

Un de ses traits de caractère, hérité du soufisme, fut son attachement à sa religion. S'il s'inscrivit dans la lignée de Cyrus le Grand quant à la tolérance religieuse, il resta un musulman pratiquant. Outre sa vénération pour le Prophète et Ali, il célébra Hussein, troisième imam chiite martyrisé à Kerbala, et Reza, huitième imam dont il honora le mausolée à Mashhad par un pèlerinage qu'il fit à pied en 1601.

Sa personnalité complexe et son désir d'un Etat fort le poussèrent à concevoir des réformes durables, éléments d'une stratégie systémique.

DÉJEUNER SUR L'HERBE
Ci-contre : *Shah Abbas I^{er} et son page*, par Muhammad Qasim Mussarvir, 1627 (Paris, musée du Louvre). Page de gauche : *Abbas I^{er} le Grand*, miniature indienne, école moghole, XVII^e siècle (Saint-Petersbourg, Institut d'études orientales).





PLUME D'ARTISTE Ci-dessus : *Etude d'oiseau*, par Reza Abbasi, 1634 (New York, The Metropolitan Museum of Art). Abbasi est le peintre le plus célèbre de l'école d'Ispahan, à l'époque d'Abbas I^{er}. En bas : *L'Ambassade perse rendant visite au pape Paul V*, fresque réalisée par Agostino Tassi et Carlo Saraceni, 1616-1617 (Rome, Palazzo del Quirinale).

Il commença par choisir les emblèmes du soleil et du lion pour orner son drapeau, clin d'œil au *Livre des rois* de Ferdowsi où les héros – préislamiques – symbolisaient leur puissance par le soleil et le lion portant l'épée. Il se lança ensuite dans la réforme de l'appareil étatique. Au système féodal ancien, il substitua une structure étatique pyramidale dont il fut l'arbitre ultime, instaurant un contrôle royal jusqu'au niveau municipal et le doublant d'un réseau d'informateurs qui lui rapportaient directement. Il remplaça en outre les *Qizilbash*, potentats gênants, par une aristocratie nouvelle au mérite, révocable au besoin.

Sur le plan judiciaire, pour remplacer l'ancienne justice seigneuriale ou religieuse par une justice égalitaire sur toute la Perse, il créa les *divané édalate*, cours de justice siégeant quatre fois par semaine. Si le *sadr*, premier personnage de la hiérarchie chiite, restait consulté sur les questions religieuses, il n'avait cependant pas le dernier mot, même sur les arrêts rendus par les religieux en application de la charia. Ce choix audacieux fut la première tentative en Iran de « sécularisation » des institutions, le sceptre devant dominer le turban.

Par ailleurs, il créa les *rahdars* qui, postés sur les chemins, vérifiaient les mouvements des voyageurs en prévention des vols, ce qui pacifia les territoires tout en surveillant les étrangers.

Restait désormais à Abbas à reconquérir, comme promis, les territoires cédés aux Ottomans en 1590. Il fut seul dans ces guerres, les ambassades envoyées auprès de l'Espagne et du Saint-Siège étant restées sans effet. Tirant les enseignements de l'amère défaite de son ancêtre à Tchaldiran en 1514,

il opta pour une armée permanente, formée à l'europpéenne grâce au concours de deux Anglais, les frères Anthony et Robert Shirley. Bientôt, outre 500 canons, il disposa d'un noyau de 40 000 hommes, soumis à une discipline de fer.

Un empire renaissant

Avant de s'attaquer à l'Ottoman, il régla le problème des Ouzbeks, dont le khan Abdul Momen l'avait mis en échec à Mashhad. Le 29 juillet 1598, la ville retomba dans son giron, puis ce fut Hérat, où le khan s'était réfugié. Aux termes du traité conclu, les frontières safavides furent stabilisées pour longtemps, les Etats vassaux d'Asie centrale acceptant le joug iranien.

Ce ne fut qu'une répétition pour affronter Mehmed III (1595-1603), sultan de la Porte. En 1602, les exigences excessives de l'ambassadeur turc mirent le feu aux poudres. S'ensuivirent d'âpres batailles et de nombreuses victoires iraniennes : elles se succédèrent en 1603, à Nahavand au Lorestan, à Tabriz en Azerbaïdjan oriental, puis, en 1604, à Erevan en Arménie, zone tampon entre les deux puissances, ce qui provoqua le déplacement vers Ispahan de 50 000 Arméniens, dont seuls 30 000 survécurent. Un an plus tard, 5 000 Ottomans tombèrent au lac de Van. En 1618, la plaine de Polé-Chékasté marqua une nouvelle défaite ottomane. Après une accalmie, le shah lui-même entra, le 14 janvier 1624, dans Bagdad, quarante-dix ans après la défaite de son grand-père Tahmasp, obligeant la Porte à renoncer définitivement à la Mésopotamie, le 4 juillet 1626. Le drapeau iranien flotta désormais sur Bagdad, mais aussi sur les villes saintes chiites de Kerbala et Nadjaf. A la

suite de ces victoires, l'Iran compta quatre millions de kilomètres carrés au lieu des trois légués par Ismaïl I^{er} et retrouva sa place sur l'échiquier international.

Un empire renaissant se jugeant aussi à la beauté de ses villes et au talent de ses artistes, le roi fut bâtisseur et mécène. En 1597, il décida de déplacer sa capitale de Qazvin à Ispahan, plus centrale. Soucieux de promouvoir un art à la gloire de son règne, il y développa un atelier-bibliothèque (*ketâb-khâneh*) chargé de l'édition royale. Cette institution employa les meilleurs calligraphes, relieurs, peintres et enlumineurs. Par ailleurs, naquirent les ateliers royaux de tapis à Ispahan, Kachan, Chiraz, Tabriz dont les demeures aristocratiques s'arrachèrent les produits. A côté de l'artisanat d'art, Abbas se fit aussi le mécène des recherches des plus fameux scientifiques, philosophes, théologiens ou mathématiciens, tels Sheikh Bahâi (1546-1622) ou Molla Sadra Shirazi (1572-1640). Son seul échec relatif fut sur le plan de la poésie : voulant utiliser cet art à des fins de promotion du chiisme, il ne réussit qu'à chasser les vrais poètes hors de ses frontières, qui brillèrent particulièrement dans l'Empire moghol.

On retient surtout de son règne la reconstruction d'Ispahan, joyau de l'architecture iranienne, « la moitié du monde » (*Nesf-è-djahan*). Sur le concept traditionnel d'une ville organisée autour d'une grande place, sortit de terre le palais royal avec son



opulente porte Ali Qapu donnant sur le *Meidan-è-shah*, la Place royale, « miroir du monde ». Tout autour, des arches pures autorisaient les activités commerciales, les cafés et maisons de plaisir. Face au palais, deux édifices religieux exaltaient la pensée chiite : la délicate mosquée de Sheikh Lotfollah, réservée au roi et à sa suite, et la monumentale Mosquée royale (*Masjed-è-shah*), dédiée au douzième imam, le *Mahdi*, qui fermait la place avec son portail d'or et d'argent, ses iwans ornés, sa cour centrale à la fontaine, sa double coupole et ses quatre minarets guidant les caravanes à travers le désert. Autour de ces pièces exceptionnelles, s'agençaient bazar, ponts, palais publics ou privés... La ville passa alors pour la plus belle du monde et attira de multiples voyageurs et délégations étrangères. Le pays s'ouvrait à l'Occident.

Shah Abbas aurait pu mourir, auréolé de gloire. Malheureusement, fatigué par le pouvoir mais aussi par les excès de bouche et de vin, il sombra dans la paranoïa, changeant de lit tous les soirs de peur d'être assassiné. Sur la foi de soupçons de complot, il fit exécuter son héritier, puis aveugler ses deux derniers fils. Rongé par le remords, il désigna alors pour successeur son petit-fils, qui le détestait. Lorsque, le 21 janvier 1629, il s'éteignit, ce prince haineux, fruit caché du harem, lui succéda sous le nom de Shah Safi. Il allait détruire une partie de son œuvre.

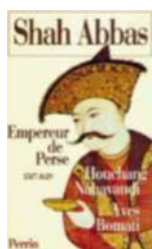
La mémoire collective des Iraniens garda cependant du grand shah une image positive. Le premier, il avait su dialoguer avec les différentes ethnies et confessions de son royaume, restaurer ses frontières ancestrales, instaurer une paix intérieure durable, marquer la suprématie du pouvoir royal sur tout autre pouvoir et délivrer au monde une image fastueuse de l'Orient. Visionnaire, moderne, il entra de plain-pied dans la mémoire des peuples, même des plus lointains : ne servit-il pas de modèle au fameux marquis de Carabas, dont Charles Perrault fit le maître du Chat botté en 1697 ?

Docteur ès lettres et sciences humaines,
Yves Bomati est spécialiste d'histoire
des religions et s'intéresse de près aux
civilisations orientales et moyen-orientales.



REGARDS PERSANS
Abbas 1^{er} le Grand de
Perse tenant un faucon,
école indienne, XIX^e siècle,
d'après un original
du XVII^e siècle (Londres,
Royal Asiatic Society).

À LIRE d'Yves Bomati et Houchang Nahavandi

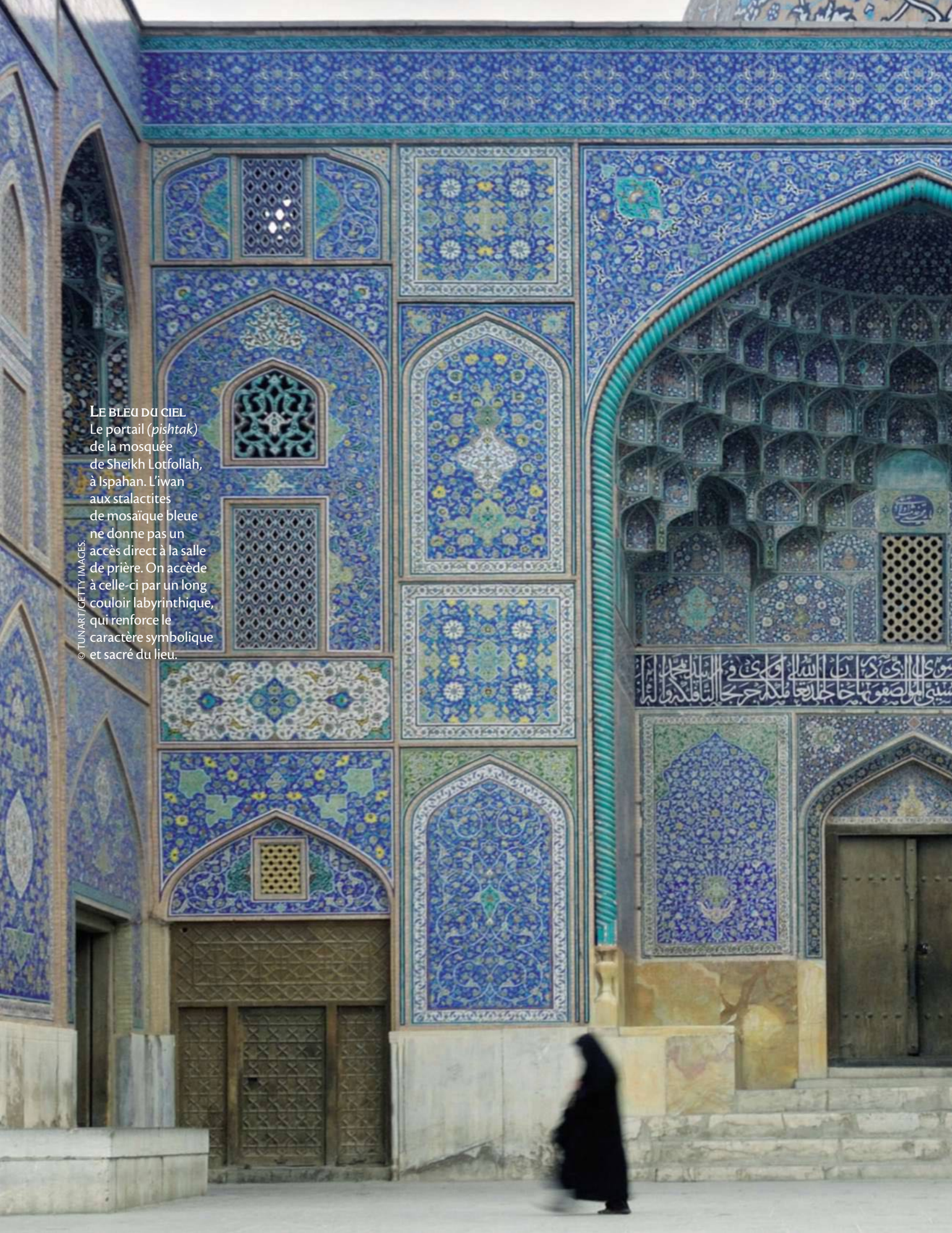


Shah Abbas,
empereur
de Perse
Perrin
318 pages
D'occasion



LE BLEU DU CIEL
Le portail (*pishtak*)
de la mosquée
de Sheikh Lotfollah,
à Ispahan. L'iwan
aux stalactites
de mosaïque bleue
ne donne pas un
accès direct à la salle
de prière. On accède
à celle-ci par un long
couloir labyrinthique,
qui renforce le
caractère symbolique
et sacré du lieu.

© TUNART/GETTY IMAGES





La Renaissance d'une nation

Par Yves Bomati

En 1501, l'avènement des Safavides
donna naissance à l'Iran moderne, le façonnant
pour quatre siècles tant dans les domaines
religieux et politique que dans les arts et l'architecture.



À FLANC DE COLLINE Ci-dessus : la ville d'Uraman-Takht, dans le Kurdistan iranien, au nord-ouest du pays. Page de droite : le dixième jour du mois de Muharram (premier mois du calendrier hégirien), les musulmans chiites célèbrent, par la prière et l'autoflagellation, l'Achoura, qui commémore le massacre, en 680, de l'imam Hussein, petit-fils du Prophète, et de ses partisans, par le califat omeyyade.

De quels peuples l'Etat iranien est-il formé ?

Le peuplement de l'Iran, tel qu'il se présentait à l'époque de sa renaissance safavide, était le résultat de multiples facteurs étalés sur près de trois mille ans : migrations de peuples indo-européens, principalement de la branche indo-iranienne, qui occupaient les steppes glaciales de l'Ukraine, du Kouban et de la Sibérie occidentale, vers des territoires plus cléments, sans doute au II^e millénaire av. J.-C. ; conquêtes de territoires essentiellement à partir de Cyrus le Grand (VI^e siècle av. J.-C.), voire déplacements de populations au XVII^e siècle, etc. De tous ces tremblements de l'histoire, il résulte que la Perse avait alors amalgamé autour de son noyau historique une mosaïque de peuples aux coutumes et aux langues diverses (appartenant aux groupes des langues iraniennes ou altaïques), à savoir près de quatre-vingts ethnies différentes.

Dans un premier groupe, on trouvait les Persans qui, majoritaires, occupaient le cœur et le sud du pays. Y sont apparentés les Kurdes, au nord-ouest de l'Iran, répartis aujourd'hui sur trois Etats – la Turquie, l'Iran et l'Irak –, les Bakhtiari qui, peuplant l'Iran méridional, parlent le lori, comme les Lors de

la province d'Illam et du nord du Khuzestan, les Baloutches du sud de l'Iran, qui parlent le baloutchi, les Guilanis et les Mazandaranis, qui s'expriment dans une langue caucasienne, sur les bords de la mer Caspienne.

Dans le second groupe résultant des mouvements de populations d'Asie centrale, les Azéris, musulmans chiites qui vivent principalement dans le nord-ouest de l'Iran, parlent une langue turque ; les Turkmènes ou Turcomans au nord-est de l'Iran, utilisent le turkmène ; les Qashqaïs, qui habitent le Fars autour de Chiraz et la région au sud d'Ispahan, s'expriment dans une langue turque méridionale, le qashqaï.

À côté de ces ethnies et groupes linguistiques dominants, on note également la présence d'Arméniens autour de Tabriz mais aussi et surtout à Djolfâ, faubourg d'Ispahan où ils furent déportés sous Shah Abbas (1587-1629) lors des guerres contre les Ottomans, de Géorgiens, déplacés pour les mêmes raisons, de Juifs dans les cités les plus importantes et d'Arabes dans les provinces du Khuzestan, sur les bords du golfe Persique, du Fars et dans une moindre mesure du Khorassan.

En quoi la conversion au chiisme est-elle déterminante pour le nouvel Empire iranien ?

La conquête islamique de la Perse au milieu du VII^e siècle avait abouti à la conversion – voulue ou forcée – de la plupart des peuples iraniens, dont une grande partie étaient alors zoroastriens, chrétiens, juifs ou manichéens. Si le chiisme – bien que minoritaire dans le monde musulman – l'emporta sur le sunnisme dans de nombreuses régions iraniennes, il ne fut cependant pas religion d'Etat avant le XVI^e siècle. 1502 allait changer la donne. Après avoir inauguré en 1501 la dynastie des Safavides, qui régna jusqu'en 1722, Ismaïl I^{er}, le mystique « shah aux yeux bleus », proclama en effet le chiisme « religion d'Etat », provoquant une levée de boucliers dans le monde musulman, sunnite à plus de 85 %, lequel considérait comme hérétique cette branche de l'islam. La décision d'Ismaïl, mûrement réfléchie et appliquée parfois violemment, s'appuyait sur des facteurs historiques, religieux et politiques qu'il convient de rappeler.

Après que les troupes de Mahomet eurent islamisé le Moyen-Orient au VII^e siècle, la mort du Prophète en 632 avait déclenché une lutte de succession : les uns, minoritaires, préconisaient de désigner un membre de sa famille comme l'avait souhaité Mahomet ; les autres, majoritaires, optèrent pour un califat électif. Ces derniers l'emportant, les quatre premiers compagnons de route du Prophète, les « bien guidés » (*Rashidun*), furent successivement désignés pour lui succéder. Si le premier, malade et très âgé, mourut en 634, les deux suivants furent assassinés en 644 et 656. Quant au quatrième, Ali, de la famille de Mahomet par son épouse Fatima, fille du Prophète et de sa première épouse Khadija, il fut déposé en 659 puis assassiné en 661 par Muawiya, gouverneur de Syrie, qui fonda la dynastie des califes omeyyades (661-750). S'ensuivit la fuite de la famille d'Ali en Perse et, jusqu'en 680, une guerre des Omeyyades contre Hussein, l'un des deux fils d'Ali, guerre qui trouva son épilogue

sanglant le 10 octobre à Kerbala, où les partisans d'Hussein furent exterminés.

Cet événement marqua une partition religieuse mais aussi politique dans le monde musulman entre les partisans des Omeyyades et ceux d'Ali. Les premiers suivaient le message du Coran et de la Sunna, c'est-à-dire de la tradition recueillie dans les *Hadiths*, où sont consignées les communications orales du Prophète et de ses compagnons, d'où leur nom de *sunnites*. Les seconds fondèrent leur croyance sur l'enseignement des douze imams qui avaient succédé, de génération en génération depuis Ali, à Mahomet et dont la mission était de révéler le sens caché de la Loi et d'être des référents infaillibles en matière religieuse. En outre, comme l'a écrit Firouzeh Nahavandi, ces « *premiers imams avaient le droit d'exercer la direction politique autant que l'autorité religieuse, toutefois l'imamat ne dépendait pas de la souveraineté effective* ».

Ali avait été le premier des imams, dont la série fut interrompue en 874 par la disparition (*l'occultation*) de Muhammad, le douzième imam qui, toujours vivant, est appelé le *Madhi*, « l'Imam caché » ou « le Maître du temps », et doit réapparaître un jour pour faire régner la justice. Jusqu'à son retour, il n'y aurait donc plus d'intermédiaires directs sur terre entre Dieu et les hommes, mais seulement des intermédiaires entre les hommes et les imams par le truchement des théologiens ou clercs qui se constituèrent alors. Les partisans d'Ali, qui vivaient majoritairement en Perse, prirent le nom de *chiïtes* (de l'arabe *chia* = parti). La rupture était donc bien consommée entre sunnites et chiïtes *duodécimains*.

L'accession au trône d'Ismaïl I^{er} devait beaucoup à un mouvement de fond né au XIII^e siècle, celui d'un maître soufi, Sheikh Zahed Guilani. Ce dernier, professant l'ascèse, le renoncement au monde et l'élévation vers l'amour de Dieu, avait attiré des adeptes autour de lui. Parmi eux, Safi al-Din épousa



la fille du maître avant de prendre la tête du cercle, bientôt de l'ordre qui s'appela *Safavieh* (Safavide). Zahed étant chiïte, les Safavides furent chiïtes. Si les enjeux spirituels les occupèrent d'abord, un désir hégémonique s'y greffa bientôt.

Il culmina avec le couronnement d'Ismaïl I^{er}, pour qui le chiisme constitua un levier stratégique double : outil de rassemblement des Iraniens aux multiples ethnies, il fut aussi un marquage politique de leurs différences par rapport aux voisins sunnites. Car l'Empire safavide naissant était entouré à l'ouest par l'Empire ottoman, mieux structuré que lui, et à l'est par les belliqueux Ouzbeks. Sa différence devait dès lors lui permettre d'échapper à la *tenaille* sunnite mais aussi aux désirs panislamiques des Ottomans. Si, sur le plan intérieur, l'imposition du chiisme fut parfois violente auprès des populations frontalières, la lutte fut encore plus âpre sur le plan extérieur. Elle se solda par la grande défaite iranienne contre les Ottomans à Tchaldiran en 1514. Mais cette catastrophe eut un effet salutaire : l'ennemi ottoman se retirant sans annexer la Perse et donc sans imposer le sunnisme, elle exalta le courage jusqu'au sacrifice des Iraniens, tout en soudant le pays autour de son roi et de sa différence religieuse, gage pérenne d'une identité et d'une résistance nationales contre toute ingérence étrangère.

Le chiisme, s'il marqua une liaison étroite entre le politique et le religieux, définissant un art royal de glorification des imams, traça une ligne claire entre l'Iranien et le non-Iranien, le monde perse et le monde arabo-musulman. Les shahs safavides s'en servirent sans toutefois s'y inféoder, le sceptre devant dominer le turban. Cet équilibre des pouvoirs temporels et religieux permit à l'Etat iranien de trouver une assise forte durant l'âge d'or safavide et aux religieux d'appuyer moralement une politique qu'ils cautionnaient.

Comment évoluent les rapports du souverain et du clergé ?

Si Ismaïl I^{er} déclara le chiisme duodécimain (l'imamisme) religion d'Etat en 1502, il n'inféoda pas pour autant le politique au religieux. En revanche, étant lui-même fort croyant, il plaça le religieux parmi les outils principaux du pouvoir. Cette composante originelle détermina un jeu subtil entre le politique et le religieux, l'un s'appuyant sur l'autre pour exister. Autant dire que, lorsque le pouvoir politique fut fort, le religieux le suivit sans l'entraver, mais à la moindre faiblesse, il en profita par élargir son influence.

La reconnaissance de l'imamisme en Perse généra deux approches ou deux écoles religieuses. L'une, celle des *akhbaris*, favorisa le développement d'un corps de Docteurs de la Loi (les *modjtahedin*, ceux qui peuvent dire la Loi), indépendants vis-à-vis du pouvoir, qui devaient guider le peuple en transmettant la tradition du Prophète et des imams sans commentaires ou interprétations personnels. La seconde, celle des *osulis* (de *osul*, ceux qui s'en tiennent aux principes), qui se développa conjointement au XVII^e siècle, soutenue par les écrits de Mohammad Baqer Majlesi (1627-1698), bien que reconnaissant que nul ne pourrait jamais approcher l'autorité et la légitimité de l'imam, dont le dernier, Muhammad, restait caché (« occulté »), estimait qu'après une très longue analyse des textes, le meilleur des savants chiites était en mesure d'user de son jugement (*ijtihad*) pour résoudre toute question et qu'un chiite pouvait s'en remettre à son avis comme s'il émanait de l'imam lui-même. Cette seconde école, si elle prêcha l'obéissance aux shahs, exerça aussi sur eux une telle influence qu'elle se substitua fréquemment à leur autorité. Cette tendance du chiisme rappelle l'action du mage zoroastrien Kartir qui, lorsque le zoroastrisme avait été déclaré religion d'Etat au III^e siècle sous les Sassanides, s'était emparé d'une large partie du pouvoir politique par son ascendant sur la fonction royale elle-même. Bien que la situation ne fût jamais à ce point

inversée sous les derniers Safavides, la tentation fut grande pour les religieux de profiter de la faiblesse de Shah Soleiman (1666-1694), puis de son fils Shah Soltan Hossein, pour gagner en influence. Par exemple, en 1694, Soltan Hossein leur ayant accordé une plus large place, ils poussèrent leur avantage jusqu'à faire accepter une législation interdisant la consommation d'alcool et d'opium, ainsi que la réglementation de la conduite des femmes sur la voie publique, les gouverneurs étant incités à appliquer la charia. Les Qadjars furent eux aussi tentés par leur faiblesse de laisser la main aux religieux, et cela malgré la mise à distance que tenta le Premier ministre Amir Kabir au milieu du XIX^e siècle, résistance qui se solda par son assassinat.

Ces liaisons parfois houleuses sinon complexes se perpétueront sous les Pahlavi. On se souvient de la répression qu'engagea Reza Shah (1926-1941)

contre les autorités religieuses de Mashhad lorsqu'elles protestèrent contre le retrait du voile pour les femmes ou contre celles de Qom qui protestaient contre la conscription militaire, contraire à l'islam, disaient-elles. La révolution islamique de 1979 marqua le triomphe du courant *osuli* lorsque l'ayatollah Khomeyni imposa le « gouvernement du jurisconsulte » (*velayat-é faqih*), élevant sa parole au niveau de celle de l'Imam caché. Rappelons à ce propos que le titre d'*ayatollah* (« signe de Dieu »), créé au XX^e siècle, est purement honorifique, de même que celui d'*hodjatoleslam* (« preuve de l'islam »), les *modjtahedin* restant la référence suprême dans le chiisme, tandis que le *mollah* – ou plus familièrement l'*akhound* en langage populaire – occupe une position plus modeste, même s'il porte parfois le turban noir qui rappelle sa filiation avec le Prophète.





EXERCICE DE L'ÉTAT

Ci-contre : *Un prince safavide et ses courtisans*, miniature tirée d'un manuscrit persan, 1650 (Le Caire, musée d'Art islamique). Page de gauche : *Shah Ismaïl dans la mosquée de Tabriz*, par Muin Musavvir, tirée de l'*Histoire de Shah Ismaïl*, début du XVII^e siècle (Londres, The British Library). Couronné roi en 1501, Ismaïl I^{er} instaura dès 1502 le chiisme duodécimain (qui suit les douze imams à partir d'Ali, successeur de Mahomet) comme religion d'Etat.

Comment les shahs gouvernaient-ils ?

Lorsque Ismaïl I^{er} monta sur le trône en 1501, l'Etat était en miettes et son organisation – tribale et féodale – répondait à des critères incompatibles avec l'ambition de faire de l'Iran un pays fort face aux appétits hégémoniques de ses voisins. Certes, dès le XIV^e siècle, son ancêtre, Sheikh Safi, « Maître parfait », avait organisé l'ordre soufi dont il héritait en le soumettant à une discipline quasi militaire. Il en avait aussi assuré la puissance matérielle en tissant à travers le pays un réseau relationnel sur lequel l'ordre avait bâti son pouvoir temporel, garanti par une milice. Il avait enfin instauré un ordre de succession héréditaire fondé sur la primogéniture mâle, premier pas vers une monarchie absolue. Ismaïl, septième « Maître parfait », avait donc hérité d'une organisation riche et déjà fort structurée.

Il lui restait à reconstituer son empire de la Bactriane à l'Euphrate, et à contrôler le Caucase et les îles du golfe Persique, afin de retrouver les frontières sassanides de la Perse du VI^e siècle. Ce qu'il fit. D'où la conversion de l'essentiel de sa population au chiisme dans un souci d'unification religieuse. Si Ismaïl en paya le prix à la cuisante défaite contre les Ottomans à Tchaldiran en 1514, il n'en légua pas moins à son fils Tahmasp (1524-1576) un empire centralisé de trois millions de kilomètres carrés, affermi par une monarchie de droit divin.

Celui-ci commença par transférer sa capitale de Tabriz, trop frontalière, à Qazvin, plus sûre. Il poussa aussi au développement d'écoles religieuses, en s'appuyant, comme son père, sur des théologiens chiites venus de Bahreïn, de Mésopotamie et du Liban. Peaufinant l'implantation durable du chiisme dans ses territoires, il encouragea l'essor de la puissance temporelle du clergé et de sa hiérarchie au risque de voir se constituer à terme un contre-pouvoir. Sur le plan extérieur, son œuvre la plus marquante fut son rapprochement avec l'Empire moghol, contrepoids aux dangers que représentaient les Ottomans.

Ce fut cependant son petit-fils, Abbas I^{er}, « onzième Maître parfait », héritier en 1587 d'un trône affaibli par des luttes de succession, qui allait créer les conditions d'un empire durable sous une monarchie absolue. Son œuvre fut immense sur les plans tant

intérieur qu'extérieur. Outre le transfert de sa capitale à Ispahan en 1597, il créa une armée de métier qui put damer le pion aux Ottomans et aux Ouzbeks, ce qui lui permit d'augmenter son territoire d'un million de kilomètres carrés, établit un fin maillage administratif qui poussa à une plus grande centralisation du pouvoir, organisa la justice en permettant au sceptre de dominer le turban, engagea un intense travail diplomatique pour ouvrir le pays aux monarchies européennes dans le cadre d'une alliance de revers contre la Porte, promut par le mécénat les arts et les sciences. S'il légua un pays en ordre et plus prospère qu'il ne le trouva, ses ultimes successeurs ne poursuivirent pas son œuvre, laissant la Perse glisser insensiblement vers l'anarchie.

A la chute des Safavides en 1722 et après l'invasion afghane, les Afshars, les Zand et les Qadjars ne restaurèrent pas l'économie du pays, affaiblie par des décennies de guerres internes. Le règne de Fath Ali Shah surtout, qui accéda au trône des Qadjars en 1797, marqua le début du grand déclin de l'empire. Traditionnelle, la gestion du pouvoir fit obstacle à la modernisation du pays. Les gouverneurs de province, moyennant un fermage, déterminaient librement les impôts à prélever sur les populations ; la justice était rendue en partie par les religieux, qui laissaient cependant au pouvoir royal l'arbitrage final ; enfin les forces armées, qui recrutaient leurs conscrits dans les villages, restaient archaïques, sauf pour les corps les plus brillants commandés par des étrangers, les Russes ou les Suédois. Sur le plan régalién, si l'hérédité du pouvoir persista, le caractère divin endossé par le shah lui-même s'estompa peu à peu.

Cette séparation, insensible d'abord, entre le spirituel et le temporel conduisit à la révolution institutionnelle de 1906, qui instaura le principe de la souveraineté populaire comme source légitime du pouvoir sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Une Constitution qui encadra bientôt les gouvernements des Pahlavi, désireux de faire entrer leur pays – à marche forcée au besoin – dans la modernité et le concert des nations avancées, avant d'être abrogée par la Constitution de la République islamique de 1979.

En quoi consistent les richesses de l'Etat iranien ?

La situation géographique de la Perse safavide et qadjare la prédisposait à être florissante sur le plan économique. Au cœur du Moyen-Orient, entre les prospères Empires ottoman et moghol, le pays pouvait bénéficier du passage obligé des marchandises transitant sur les routes de la soie, tant terrestres que maritimes, en même temps qu'il constituait un terrain propice d'échanges grâce au golfe Persique et à la mer Caspienne qui le bordent. Ce privilège avait cependant un revers : que le pays ne fût qu'un lieu de passage de richesses dont il ne profiterait pas pleinement *in fine*.

La société iranienne du temps des Safavides était composite : nomades, paysans sédentaires, artisans urbains, entrepreneurs... Ainsi les nomades, essentiellement d'origine turque, élevaient bovins et ovins destinés au marché interne. Les paysans, qui formaient la moitié de la population, cultivaient légumes, blé, orge, safran... et opium sur des terres qu'ils louaient en majorité aux grands propriétaires terriens ou à l'Etat, le premier d'entre eux. Quant aux villes, elles abritaient la plupart des industries du textile, des artisanats d'art (mosaïques, porcelaines, bijoux, etc.), des activités métallurgiques et du bâtiment. S'y greffaient les activités des ateliers royaux – bibliothèque royale (*ketâbkhâneh*) à Ispahan et ateliers de tapis (*kargah ghalibafi*) dans les principales villes – qui alimentaient l'industrie du luxe à l'intérieur comme à l'extérieur du pays grâce aux grands artistes qui les dirigeaient. Parmi les

JOUR DE FÊTE Khosro, shah d'Iran (531-579) célébrant Nowrouz (nouvel an), miniature tirée du Livre des rois de Ferdowsi, 1560 (Londres, The British Library). Page de droite : la mosquée du Shah à Ispahan.

exportations les plus lucratives – outre les produits de luxe manufacturés mais aussi le tabac, les fruits secs et les pierres précieuses –, la soie iranienne brute, dont la production se développa autour de la mer Caspienne et s'exporta via l'Empire ottoman vers l'Europe, où elle était très prisée.

Les exportations iraniennes se heurtèrent cependant rapidement à une concurrence internationale due aux avancées technologiques essentiellement européennes. Si les routes terrestres de la soie leur profitèrent longtemps puisqu'elles passaient par le nord de l'Iran via Merv, Mashhad, Téhéran et Tabriz ou vers le centre et le sud via Chiraz et Ispahan avec leurs lots d'épices, de tissus et d'opium d'Extrême-Orient et des Indes, la Perse, à partir de la fin du XVII^e siècle, perdit peu à peu ses monopoles, se réduisant souvent à n'être plus qu'un pays de transit et de comptoirs dont les bénéfices lui échappaient en grande partie au profit des compagnies étrangères. Ce phénomène s'accrut avec le déclin de la dynastie safavide et les décennies de guerres et de désordres qui suivirent sa chute, l'empire perdant sa crédibilité sur l'échiquier mondial.

La montée des Qadjars sur le trône n'apporta pas les réformes dont le pays avait besoin pour retrouver une économie saine sur le plan du commerce intérieur et extérieur. La soie iranienne, produit phare des exportations, souffrit, en 1865, de la terrible épidémie qui frappa les vers à soie, en même temps que le prix du produit chutait de 70 %. Dans les régions du Sud cependant, les producteurs d'opium, qui représentaient 25 % des exportations iraniennes, tentèrent de rattraper le manque à gagner. Malgré ces contreparties, l'économie iranienne resta incapable de rivaliser avec les grands groupes internationaux, qui transformèrent nombre d'Iraniens en simples intermédiaires. Restait le secteur du tapis, qui représentait 12 % du commerce extérieur à l'orée de la Première Guerre mondiale. La culture du thé commença en outre à se développer autour de Lahidjan, sous le règne de Nasser ed-Din Shah (1848-1896) alors que, jusque-là, il était importé de Chine et d'Inde. Le pionnier en ce domaine fut Hadj Mohammad Hossein Ispahani, un marchand qui, parti en Inde en 1881, en rapporta, trois ans plus tard, les précieuses graines ainsi que le savoir-faire. Ce premier essai ne fut guère concluant, par manque de soutien royal, jusqu'à ce que Mohammad Mirza Kashef Al-Saltaneh dit « Chaikar », réussisse quelques dizaines d'années plus tard à implanter solidement la culture du thé en Iran dans la même région que son prédécesseur.

Ces avancées ne purent à elles seules sauver une économie vieillie, caractérisée par son manque de modernisation et de compétitivité, qui amena déficits, chômage, baisse de niveau de vie et mécontentement dans les villes et les campagnes.

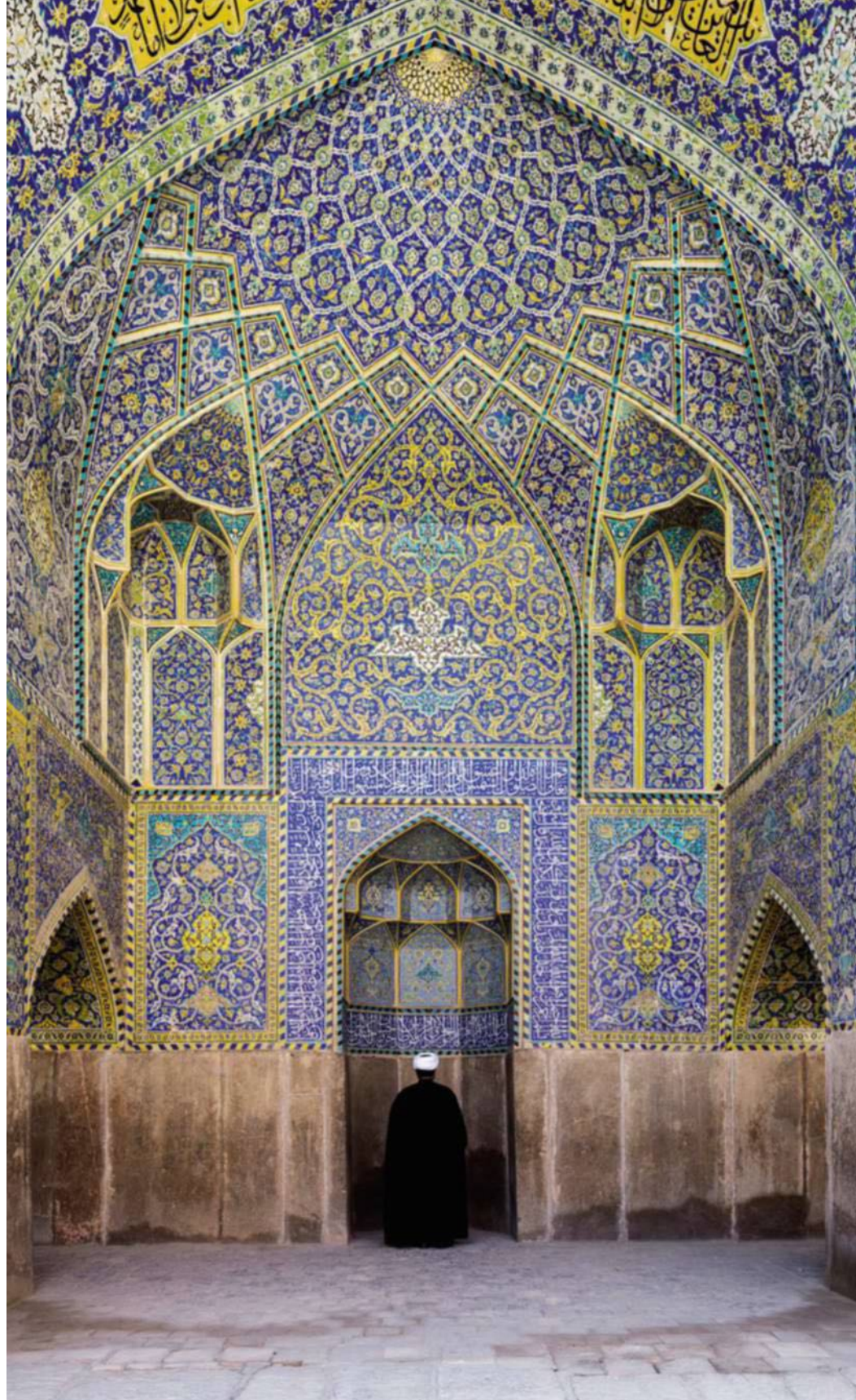
D'où proviennent l'architecture et les arts persans ?

L'architecture et les arts persans sous les Safavides ont puisé à deux sources principales : la tradition d'un côté, les doctrines et pensées religieuses de l'autre.

Si les Achéménides, qui régnèrent sur la Perse du VI^e au IV^e siècle av. J.-C., avaient légué aux Safavides le goût pour le monumental, les Parthes arsacides (III^e siècle av. J.-C.-III^e siècle apr. J.-C.), outre l'utilisation de la voûte en berceau, introduisirent dans leurs architectures l'iwan, immense niche voûtée, venue de l'Est. Ainsi, le palais parthe d'Assur, sans doute du I^{er} siècle, s'organisait-il autour d'une cour dont chacun des quatre côtés comprenait un iwan, l'iwan sud étant le plus élevé, une structure reprise dans l'architecture religieuse islamique. Enfin, les Sassanides transmirent aux Safavides la coupole sur trompes d'angle qui permettait le passage du carré au cercle.

Avec la montée sur le trône des Safavides, l'autre source d'inspiration fut le chiisme et la pensée soufie qui, bien qu'ils se situent sur un plan différent, irriguèrent les créations, religieuses et profanes. Surtout sous Shah Abbas I^{er}, l'art islamique, outil du pouvoir, établit une interdépendance entre les mondes matériel et intelligible, suggérant des correspondances sous chacun de ses signes. Le bas et le haut s'y mariaient dans un jeu de miroirs. Ispahan elle-même en fut un reflet parfait, représentation de la ville idéale, du paradis. Ne fut-elle pas nommée « la moitié du monde » (*Nesf-è-djahan*) – ce qui sous-entendait que l'autre moitié serait un au-delà – et sa place centrale, le Meidan, « miroir du monde » (*Naghch-è-djahan*) ?

La monumentale Mosquée royale (*Masjed-è-shah*) fut emplie de symboles : si ses iwans recouverts de miroirs furent autant de portes ouvertes vers une promesse de paradis, la fontaine de sa cour refléta les ciels dans ses eaux, cependant que sa double coupole éleva l'âme jusqu'à l'arbre *Tuba* des textes mystiques chiites. Ainsi le monument dépassa le lieu



pour être un « entre deux mondes » où les correspondances s'opéraient et où l'homme, pèlerin de l'âme, purifié, pouvait s'élever vers l'Unité, le trésor caché (*kaz makhfi*), Dieu. L'architecture et tous les arts – miroirs, *kashi*... – qu'elle convoqua se lièrent au sacré. Un sacré que l'on retrouve

entre autres dans nombre de miniatures et de calligraphies, mais aussi dans l'art microcosmique des tapis et celui des jardins, des colonnes et des bassins, dont les palais Hasht Behesht (« huit paradis ») et Chehel Sotun (« quarante colonnes ») furent des exemples parfaits.





Pourquoi la poésie a-t-elle autant d'importance ?

L'Iran est une terre de poésie et les Iraniens sont des poètes. Si l'âge d'or de la poésie se situe plutôt du X^e au XIV^e siècle – avec, entre autres, Rudaki (859-941), Daqiqi (v. 935-v. 976), Ferdowsi (v. 940-1020), Khayyam (1048-1132), Nezami (1141-1209), Attar (v. 1142-v. 1220), Rumi (1207-1273), Saadi (v. 1210-v. 1294) et Hafez (v.1320-1389) –, où les poètes ont fixé ses formes et forgé sa renommée mondiale, l'époque safavide a connu elle aussi quelques grands poètes, qui durent cependant s'expatrier souvent en Inde ou dans l'Empire ottoman pour garder leur liberté poétique.

Le chiisme, en effet, n'a pas vraiment réussi à imposer ses exigences à des poètes souvent plus soufis que chiites. Or, pour les shahs safavides, la poésie devait être aussi instrument de propagande pour la religion officielle... d'où le développement d'une poésie religieuse cultivée par des poètes chiites, qui, outre des épopées, composaient des élégies sur le martyre des imams.

Plébiscité au plus haut niveau de l'Etat, ce type de poésie précipita hors des frontières les poètes dont l'inspiration se voulait autre, lesquels trouvaient dans des pays où le persan était la langue littéraire, des élites prêtes à les soutenir. Dans ce courant, appelé école ispahanaise ou indienne, on trouve Orfi Shirazi (1556-1590), auteur d'un *divan* et de deux *masnavis* (romans en vers), qui se réfugia à la cour indienne du grand moghol Akbar (1556-1605) où séjourna aussi Faizi (1547-1595), auteur d'un commentaire du Coran, de *ghazals* (poèmes d'amour), de *masnavis*... Ainsi en fut-il aussi de Taleb Amoli, né dans le Mazandaran, qui à la cour du grand moghol Djahangir, écrivit un *Djahangir Nameh* dans le style épique, de Saeb Tabrizi, né en 1601, qui alterna des séjours à la cour du grand moghol et à celle de Shah Abbas II, lequel lui décerna le titre de « Prince des poètes », et dont la réputation, modeste en Iran, fut immense en Inde et dans l'Empire ottoman. On lui doit des vers au lyrisme intime,

romantique avant la lettre : « *Le désir de se rassasier de sucre fait pousser des ailes à la fourmi, / Saëb, en ce bas monde, pourquoi es-tu resté à ramper ?* » (Le Pêcheur). Ses disciples, Ghani et Juya, développèrent une poésie aux idées si délicates que leur style fut souvent qualifié de précieux.

Le style indien s'essouffla cependant et bon nombre de poètes désirèrent retourner à la tradition des poètes persans de l'âge d'or. Ainsi en fut-il d'Hatef, mort à Ispahan en 1783, qui composa des recueils de *qasida* (poèmes lyriques laudatifs non strophiques), des *ghazals* et des *tardjiband* (poèmes strophiques), dans une langue à l'éloquence claire et au vocabulaire précis. On se souviendra de sa déclaration peu en accord avec le chiisme triomphant : « *Je suis le buveur libertin...* »

Cette poésie, essentiellement hors des frontières iraniennes, sans droit de cité, renforça paradoxalement le rayonnement international de la Perse, malgré une certaine pauvreté d'innovation.


Qu'est-ce qui explique le déclin de l'Iran après les Safavides ?

Après la chute des Safavides en 1722, l'Iran sombra dans une crise politique et institutionnelle durable. Déjà, dès 1666, sous le règne de Shah Soleiman, le roi « fainéant », les Ouzbeks à l'est, les Russes au nord, les grandes compagnies sur les bords du golfe Persique envahissaient insensiblement l'espace iranien sans que personne ne s'en préoccupât vraiment. Le shah, qui en était averti, se contentait de dire : « *Ispahan me suffit*. » Son fils ne fit pas mieux, renforçant en outre le pouvoir des religieux chiites. Le ver était donc dans le fruit. Les tribus sunnites afghanes de Kandahar puis de Hérat, excédées par un gouvernement corrompu, n'eurent plus qu'à le cueillir. Ispahan, assiégée, se rendit après sept mois. S'ensuivirent des luttes de clans qui anéantirent une grande partie de l'œuvre safavide. L'Afshar Nader Shah, désireux de restaurer l'empire de Shah Abbas, plongea l'Iran dans une succession de guerres. La dynastie qadjare poursuivit sa politique belliqueuse, réunifiant l'empire sous la férule d'Agha Mohammad Shah, sans se préoccuper vraiment de moderniser l'armée. Et lorsque le neveu de ce dernier, Fath Ali Shah, monta sur le trône en 1797 pour trente-sept ans de règne, les tsars intriguaient déjà pour envahir les provinces du Nord. Inconscient, le shah leur déclara la guerre malgré une armée redevenue tribale, sans artillerie moderne. Son audace se solda par une amère défaite, dix ans plus tard, et la perte, en 1813, de la Géorgie, d'une partie de l'Arménie et du Caucase musulman. Une nouvelle guerre contre les Russes le priva en 1828 d'une partie de l'Azerbaïdjan et de toutes les provinces caucasiennes. Tous ces revers appauvrirent l'Iran sans le moderniser, malgré un effort certain d'envoyer les plus brillants des Iraniens en Europe pour apprendre les nouvelles formes de gouvernement.

Le règne de Nasser-ed-Din Shah (1848-1896) n'arrangea rien. De 1848 à 1852, un espoir de modernisation se leva cependant grâce à un Premier ministre visionnaire, Amir Kabir. Ce dernier recréa une armée permanente formée à l'occidentale, tenta de doter son pays d'une marine de guerre, réorganisa les finances publiques... Il créa aussi les tribunaux civils, ce qui dressa contre lui les puissances cléricales qui constataient la perte de leurs prérogatives et rapprocha le clergé des opposants au gouvernement. Son assassinat, le 10 janvier 1852, laissa ses réformes en plan... et le gouvernement retomba dans ses facilités.

Le shah dépensa alors sans compter, les taxes reversées par les gouverneurs entrant, sans contrôle, dans ses biens personnels. Pour financer ses trois voyages en Europe en 1873, 1878 et 1889, ses caprices et l'entretien de son harem, il tenta de vendre le monopole des chemins de fer aux Anglais, ce qui provoqua

l'ire du clergé, qui jugeait la mesure contraire à l'islam. Recul du shah qui le racheta... En compensation, les Anglais reçurent l'autorisation d'installer une banque assortie du privilège d'émettre des billets. Les Russes purent ouvrir une banque de prêt. Suivirent force emprunts que Britanniques et Russes s'empressèrent de consentir au shah, s'en faisant leur débiteur. En sus de ces décisions extravagantes, le shah cautionna une politique militaire désastreuse : au terme de quelques guerres, l'Iran perdit ses droits sur l'Afghanistan, le Tadjikistan, ses possessions en Asie centrale. Entre-temps, l'Angleterre imposa sa domination sur le Baloutchistan et sur les îles Bahreïn. Devant ces revers, les caisses de l'Etat étant vides, le shah opta pour l'immobilisme et la fin des réformes de modernisation.

Cette situation conduisit à un mécontentement profond de la population, des religieux et des intellectuels qui, s'étant rapprochés de l'Occident, se mirent à rêver d'un autre gouvernement, d'une monarchie constitutionnelle libérale telle que définie par la Constitution de 1906. 

Docteur ès lettres et sciences humaines, Yves Bomati est spécialiste d'histoire des religions et s'intéresse de près aux civilisations orientales et moyen-orientales. Il a publié, notamment, avec Houchang Nahavandi, *Les Grandes Figures de l'Iran* (Perrin).

SANS APPEL Ci-contre : la déclaration d'abdication de Mohammad Ali Shah en 1909. Son fils Ahmad, âgé de 11 ans, lui succéda. Il sera lui-même destitué par Reza Pahlavi en 1925. Page de gauche : *Panneau à la joute poétique*, provenant probablement d'un pavillon royal d'Ispahan, milieu du XVII^e siècle (Paris, musée du Louvre).



Par Florence Hellot-Bellier et Bernadette Salesse

Le Shah fait son grand Tour

En 1873, un shah entreprend pour la première fois un tour de l'Europe. Nasser ed-Din Shah sera reçu dans huit pays, dont la France, où il appréciera notamment la moutarde de Dijon...

EN COUVERTURE

66
HISTOIRE

Quand Nasser ed-Din Shah se met en route pour son premier voyage en Europe, en avril 1873, il a 41 ans. Membre de la dynastie qadjare, fondée à la fin du XVIII^e siècle, c'est un chasseur éprouvé, qui s'adonne à sa passion presque six mois par an. A la tête de l'Iran depuis vingt-cinq ans, il est considéré comme défenseur du chiisme et garant de l'intégrité du territoire iranien. Or, les Qadjars ont perdu, en 1828, les régions caucasiennes cédées à la Russie et, en 1857, la région de Hérat et l'espoir d'une reconquête de l'Afghanistan, lors de la signature du traité de Paris avec la Grande-Bretagne. Nasser ed-Din Shah joue cependant la carte de la rivalité de ces deux puissances en Iran pour préserver l'indépendance du pays. A l'intérieur, il maintient un difficile équilibre entre les pressions des princes qadjars, celles des ulémas chiites, et les demandes de sa mère et de ses femmes au sein du harem royal. Il a impitoyablement réprimé, au début des années 1850, le mouvement des babis, qui se présentaient comme rénovateurs de l'islam. Il prétend incarner, seul, l'Etat, et hésite à introduire les réformes qui mèneraient à la construction d'une Perse moderne. Mais il a l'esprit ouvert et lit des livres traduits sur Napoléon I^{er}, Louis XIV ou Frédéric de Prusse.

Aussi n'est-il pas surprenant qu'il ait accepté, au début de son règne, les réformes de son ministre Amir Kabir, dont seuls ont subsisté l'institut technologique du *Dar al-Fonun* (la Maison des sciences) et une



gazette rédigée en persan, après le renvoi et la mise à mort du ministre en 1852. Il conservera cependant un engouement très fort pour la photographie, découverte au même moment. Au cours des années 1860, le shah est de nouveau à l'écoute des réformateurs de son entourage, parmi lesquels émergent Malkom Khan, qui rédige un traité prônant une forme de gouvernement constitutionnel, et Mirza Hossein Khan, ambassadeur d'Iran à Istanbul, très précieux observateur et partisan des réformes (*tanzimat*) menées dans l'Empire ottoman. Il accepte l'implantation de lignes télégraphiques qui relient l'Iran à l'extérieur et la capitale aux villes de province, et fait détruire les anciennes

murailles de Téhéran pour permettre l'extension de la ville. Du voyage qu'il entreprend en 1870 à Nadjaf et Kerbala, villes saintes chiites alors ottomanes, Nasser ed-Din Shah rapporte un premier journal de voyage et ramène Mirza Hossein, dont il fait une sorte de Premier ministre (*sadr-e azam*). Ce dernier propose aussitôt une série de réformes et encourage le shah à voyager en Europe pour y observer les régimes politiques et les progrès techniques, mais aussi pour manifester la souveraineté iranienne.

Que la population iranienne soit, au même moment, affectée par le retour récurrent du choléra et la raréfaction chronique du pain, que le conseil sanitaire

SOIRÉE DANSANTE CHEZ LE TSAR

Ci-contre : Nasser ed-Din Shah, vers 1865. Page de gauche : *Bal au palais d'Hiver*, par Mihály Zichy, 1873 (Saint-Pétersbourg, musée de l'Ermitage).
Il s'agit du bal donné en l'honneur de Nasser ed-Din Shah lors de son passage dans la capitale impériale russe.

dirigé par le Dr Tholozan, premier médecin du shah, et le comité de secours soient débordés, n'empêchent pas Nasser ed-Din Shah de partir. Il entend pourtant autour de lui le mécontentement provoqué par sa promesse de concession de l'ensemble des ressources iraniennes faite en 1872 au Britannique Julius de Reuter.

Des calèches à vapeur

Le 19 avril 1873, le shah quitte Téhéran et chasse au village de Kan, où le rejoint sa suite. Le 29, l'*emam djomeh* récite les prières de voyage et le cortège se met en route pour Anzali, sur la mer Caspienne, qu'il atteint le 11 mai. Le lendemain, un mollah récite les prières, et les bagages sont embarqués sur deux navires russes, le *Constantin* et le *Bariatinski*, qui accueillent le shah, le *sadr-e azam*, le Dr Tholozan, les ministres, quatorze princes qadjars, des dignitaires, des femmes du harem royal, les domestiques, cinq chevaux. En débarquant à Astrakhan, sur la Volga, le shah expérimente la curiosité des foules, qu'il retrouvera dans chaque pays traversé et qui le pousse à renvoyer ses femmes, habituées à être soustraites aux regards.

A Tsaritsin, il monte dans le train impérial et ses « *calèches à vapeur* », qui le mènent à Moscou, d'où il se sépare de sa favorite : il découvrira l'Europe en célibataire. Entre le 17 et le 29 mai, de Moscou à Kronstadt et Saint-Pétersbourg, il se conforme au programme établi : visites de palais, de musées, bals, repas solennels au cours desquels il porte des toasts avec son verre de sirop, revues militaires, promenades dans les jardins, soirées de théâtre ou d'opéra, où les « *danses sans paroles* » et le mécanisme du rideau de scène l'étonnent. Il s'intéresse particulièrement à la fabrication des canons. Il quitte le tsar Alexandre II en retenant de la Russie « *le grand nombre des voitures à Saint-Pétersbourg, les chemins de fer tirés par des chevaux dans les rues, et beaucoup de très beaux chiens, petits ou grands* ».

Le 29 mai, un train mène les voyageurs en « *Prusse* ». L'empereur Guillaume et une foule innombrable leur réservent un accueil magnifique à Berlin, où le télégraphe leur transmet les nouvelles d'Iran. En calèche, le shah découvre les villes, et le pays lui semble





AU CHÂTEAU DE VICTORIA Ci-contre : *Le Shah de Perse reçu par la reine Victoria à Windsor, le 20 juin 1873*, par Nicholas Chevalier, 1874 (Londres, The Royal Collection Trust). « *La reine est âgée de cinquante ans, mais elle en paraît quarante, note le shah dans son Journal de voyage en Europe. Elle est très souriante, et a un visage agréable.* »

prospère. Dans l'enceinte des palais, il repère les fleurs, les statues et les oiseaux. Il est fasciné par les animaux du zoo et de l'aquarium, en particulier par un lion et un paresseux. Il se rend au Parlement, où il voit Bismarck. Il commande des fusils et des canons à l'usine Krupp. Le 13 juin, les voyageurs remontent le Rhin jusqu'à Bonn et gagnent la frontière belge dans un train qui passe par « quinze trous ». Que retient le shah ? Le feutre rouge sur les oreilles des chevaux, les garçons qui sonnent de la trompette, l'éclairage et le pavage soigné des rues.

En Belgique, le shah perçoit une autre société : « *Les gens de ce pays sont plus libres qu'en Allemagne* », note-t-il. Le 16 juin, à Bruxelles, il est accueilli par le roi Léopold. Là encore, leur calèche doit fendre une foule très dense. Le souverain découvre les sources d'eau minérale et l'absence de soleil. Au théâtre, il apprécie les tours des prestidigitateurs. Il admire une grande église « *avec ses minbar et mirhab en bois travaillé* ». Mais les Anglais l'attendent : en train, il gagne Ostende, d'où il traverse la Manche.

Le séjour en Angleterre durera du 18 juin au 5 juillet. A Douvres, le shah est salué par des salves de canons, par le prince de Galles et par la pluie, qui ne tempère pas les acclamations de la foule. A Windsor, la reine Victoria l'attend ; il n'hésite pas à lui offrir son bras pour monter les marches. Ils échangent des décorations. Alternent ensuite réceptions et repas dans les palais, visites d'usines sidérurgiques, de fabriques d'armement à

Woolwich, de filatures à Manchester, de musées, du port de Liverpool, d'où partent les émigrants ; le shah s'attarde au « *jardin des bêtes sauvages* », assiste à des concerts et à des bals, à des exercices de gymnastique. Il perçoit chez les Anglais richesse et puissance. Mais il philosophe sur la double et paradoxale efficacité des pompiers chargés de sauver la vie des gens, et des canons anglais programmés pour la supprimer. Dans son *Journal*, il ne fait aucune allusion à la concession Reuter.

Le lit de Napoléon

Le 5 juillet, c'est le départ pour Cherbourg, à bord du navire *Le Rapide*, puis l'arrivée au couchant, les feux d'artifice et le train pour Paris, où l'attend le maréchal de Mac Mahon. Le cortège s'arrête à l'arc de Triomphe, descend les Champs-Élysées jusqu'à la Concorde et traverse la Seine. Le shah note que les Français sont maigres et de petite taille, « *comme les Orientaux* », et qu'ils portent encore le deuil de la défaite de Sedan. Il réside à l'hôtel de Lassay, où se trouve un lit de Napoléon I^{er}. Il a deux semaines pour apprécier la beauté de Paris, l'animation de ses cafés le soir, le Jardin d'Acclimatation et ses étonnants kangourous, le Jardin des Plantes et la variété de ses animaux, la stupéfiante virtuosité des chevaux du cirque, la puissance des chevaux de trait. Sans répit, il visite musées, écoles et monuments sur lesquels il repère l'impact des balles du temps de la Commune. Il est sensible à l'hommage

que lui rendent les porte-drapeaux lors des revues militaires. Il reçoit de nombreux visiteurs et passe quelques moments chez les sœurs de la Charité, qui sont présentes en Iran et dont il semble remarquer pour la première fois « *les curieuses coiffures blanches comme des oreilles d'éléphant* ». Il admire les tapis de la manufacture des Gobelins, mais prétend leurs couleurs trop fragiles.

Le déplacement à Versailles s'impose, non seulement parce que parlementaires et gouvernement s'y trouvent encore, mais aussi parce que le palais de Versailles permet de le recevoir avec faste. Les Iraniens n'oublieront ni le somptueux dîner dans la galerie des Glaces, ni les bosquets et les statues du parc, ni les infinies variations des jets d'eau et les feux d'artifice tirés au clair de lune. Partout ailleurs, le shah cherche à retrouver des traces des deux Napoléon, à tenir entre ses mains des objets qui leur ont appartenu. Il regrette la chute et la mort récente de Napoléon III et déplore la destruction du palais des Tuileries, mais la République qu'il voit fonctionner ne l'effraie pas. Une promenade en bateau sur la Seine l'amène cependant à toucher du doigt la misère des populations aux abords de Paris.

Le 19 juillet, le train emmène le shah et sa suite à Dijon, ses vignes à profusion et sa moutarde. Ils poursuivent vers Genève, où ils résident pour la première fois dans un hôtel de tourisme. Ils remarquent le bon entretien des paysages de montagne, mais le mont Blanc, dont l'altitude est inférieure à celle du Damavand, les laisse indifférents. Quant au système politique du pays, il intrigue le shah, qui prétend cependant manquer de temps pour l'évoquer.

Le voyage se poursuit par Turin et Milan, où Nasser ed-Din Shah apprécie de rencontrer en Victor-Emmanuel II un grand chasseur. Le 29 juillet, un autre chasseur l'accueille à Vienne, l'empereur François-Joseph, chasseur de daims, qui porte de singulières plumes à son chapeau. Mais si les Iraniens visitent plusieurs villes autrichiennes et vont à l'opéra de Vienne, « *le plus beau d'Europe* » à leurs yeux, la principale attraction demeure celle de l'Exposition universelle, où l'Iran a son pavillon. Ils y retrouvent l'ambiance des bazars, même si ceux-ci sont « *en fer, en verre, ou couverts*

de miroirs ». Le shah prend plaisir à revoir le Dr Polak, qui a été son médecin au cours des années 1850. Lors du dîner qui précède son départ d'Autriche, il apprécie la beauté et la culture de l'impératrice. Puis il entame son voyage pour Brindisi, où l'attendent deux navires ottomans. Le 13 août, il quitte le continent européen en notant : « Nous allons faire route vers Istanbul ! En Europe, par la grâce du Tout-Puissant, tout s'est fort bien passé ! »

Le 18 août, le sultan Abdülaziz accueille son hôte à bord du *Sultaniyeh* et l'emmène au palais de Beglerbegui, qui sera sa résidence. Les soirées et repas offerts par les Ottomans sont marqués par l'intervention d'un prestidigitateur au sommet de son art. Le shah prend plaisir à chevaucher au-dessus d'Istanbul pour embrasser du regard la ville et toute l'Asie. Mais la politique reprend le dessus : outre le sultan, ses interlocuteurs privilégiés sont les ambassadeurs de Russie et de Grande-Bretagne.

Le 25 août, un bateau emmène le shah et sa suite à Poti, sur la mer Noire, où les attend le grand-duc Michel, gouverneur du Caucase. Ils empruntent un train qui les mène à Tiflis, puis des voitures de poste jusqu'à Bakou. Ils y embarquent sur le *Constantin* et débarquent à Anzali le 6 septembre. Nasser ed-Din Shah commence par y remercier « le Très Haut ». Puis il affronte la fronde des princes qadjars et des ulémas les plus conservateurs, auxquels s'est jointe la favorite Anis od-Dowleh. Ils obtiennent le renvoi de Mirza Hossein Khan du poste de *sadr-e azam* et l'annulation de la concession Reuter.

Le shah retrouve la réalité des forces à l'œuvre en Iran et s'y soumet avec un certain fatalisme. En Europe, il a assisté aux séances de trois Parlements, il a observé le fonctionnement de régimes politiques différents, mais il n'entreprend pas – ou il ne veut pas entreprendre – les réformes qui donneraient de l'élan à l'Iran. Il fait équiper la ville de Téhéran d'un éclairage au gaz, mais s'il encourage le Dr Tholozan à lancer la mise en valeur de la province du Khouzistan, il recule devant l'opposition britannique. Il soutient la rédaction d'un opuscule

consacré à la gymnastique, lequel ne voit finalement pas le jour. Une brigade de cosaques iraniens sera créée en 1879, mais sous commandement russe.

Nasser ed-Din Shah se renferme en fait dans une double politique de statu quo, qu'il croit indispensable au maintien de son trône, et de procrastination à l'égard des projets qui lui sont soumis. Une attitude qui lui vaudra l'opposition populaire lors de la remise à Talbot de la concession sur le tabac en 1890 et que laissait présager le *Journal de voyage* qu'il avait publié à son retour d'Europe : il n'y laisserait affleurer en effet ni enthousiasme ou réprobation ni les espoirs des Iraniens favorables aux réformes, qui n'avaient pas attendu ce déplacement pour en souhaiter l'introduction en Iran. Mais, sensible à l'accueil que lui avaient réservé les foules et les souverains en Europe, il y retournerait en 1878 et 1889. *S*

Florence Hellot-Bellier est enseignante en histoire. Elle consacre ses recherches à l'Iran des XIX^e et XX^e siècles, en particulier aux relations entre la France et l'Iran. Bernadette Salesse a traduit le *Journal de voyage* de Nasser ed-Din Shah.



SHAH PERCHÉ
Portrait équestre
de Nasser ed-Din Shah,
par Mihály Zichy, 1873
(Saint-Petersbourg,
musée de l'Ermitage).

À LIRE



Journal de voyage en Europe (1873) du shah de Perse, Nasser ed-Din Shah Qadjar, traduit du persan par Bernadette Salesse, Sindbad/Actes Sud, 324 pages, 24,60 €.



France-Iran. Quatre cents ans de dialogue, Florence Hellot-Bellier, Association pour l'avancement des études iraniennes, 832 pages, 80,50 €.

A full moon is positioned in the upper center of the frame against a deep blue sky. Below the moon, the title 'Comment peut-on être Persan ?' is written in a white serif font. The background features ancient stone ruins, including a large pile of rubble on the left and a more structured wall on the right. The scene is captured in a cinematic style with high contrast.

Comment peut-on être Persan ?

Par Yann Richard

Entre le souvenir du glorieux passé de la Perse antique et l'islamisation du pays à partir du VII^e siècle, l'identité iranienne contemporaine cherche toujours à concilier les deux cultures dont elle est le fruit.



AUX ORIGINES DE L'EMPIRE

Mort en Asie centrale en 530 av. J.-C., Cyrus le Grand fut inhumé dans ce mausolée qu'il s'était fait construire à Pasargades. Deux siècles plus tard, Alexandre le Grand y trouva la dépouille du fondateur de l'Empire perse. Aujourd'hui, des foules se rassemblent à nouveau autour du mausolée impérial à l'occasion des fêtes zoroastriennes de l'équinoxe de printemps et d'automne.

© NOVAPIX/LEEMAGE



On est longtemps resté fasciné par le spectacle grandiose offert à Persépolis par le dernier shah, Mohammad Reza Pahlavi, en octobre 1971. Lui dont la dynastie avait été fondée par son père en 1926, avait voulu se hisser au rang des grandes lignées royales d'Europe et d'Asie en invitant monarques et empereurs à célébrer le 2 500^e anniversaire de l'Empire iranien... Un défilé spectaculaire de figurants sur des chars de carnaval faisait revivre la grandeur de l'ancienne Perse devant une tribune de chefs d'Etat et de têtes couronnées. Dix-sept rois, vingt présidents ou vice-présidents, de nombreux princes et Premiers ministres étaient réunis dans la plaine désertique au pied des ruines, logés dans des tentes luxueuses importées de Paris. Le monarque iranien, qui n'avait pas encore été enrichi par le boom pétrolier de 1973, voulait afficher ses ambitions devant des représentants de dynasties prestigieuses, revendiquant sa filiation à un empire plus ancien que tous les autres. Pour comprendre sa démarche, il faut revenir sur la genèse du nationalisme iranien au XIX^e siècle et sur l'origine des Pahlavi dans les années 1920. Et répondre à cette question : pouvait-on sans risque concilier l'islam et la glorification du passé païen ?

Souvenirs d'un glorieux passé

L'islamisation de l'Iran, à partir du VII^e siècle, avait entraîné une rupture politique, sociale et culturelle. Pouvait-elle faire perdre aux Persans le souvenir de leur glorieux passé ? Les ruines spectaculaires, les bas-reliefs, les inscriptions lapidaires

de l'Empire iranien n'étaient plus que des vestiges indéchiffrables, même si la littérature persane continuait à les valoriser par la nostalgie d'un passé réinterprété sur le mode mythique. Pendant des siècles, l'extension de l'Empire perse, de l'Inde à l'Anatolie, l'existence même d'une entité politique *iranienne* n'avaient plus été que des souvenirs insaisissables, alors même que la langue persane et la civilisation iranienne continuaient à rayonner sur tout le monde musulman.

Dans la grande épopée du *Livre des rois*, encore lue aujourd'hui par les Iraniens, le poète musulman Ferdowsi (X^e-XI^e siècles) avait fait l'éloge des rois anciens, mais sur le registre d'une glorification peu soucieuse de vérité historique. Persépolis n'était-il pas appelé en persan « le trône de Jamshid », du nom du roi légendaire dont la coupe contenait un élixir d'immortalité et permettait de découvrir le monde entier ? Le site fut investi au Moyen Age par les souverains locaux, qui y laissèrent des inscriptions commémoratives : Jamshid était devenu l'équivalent de Salomon. Le roi hébreu, également vénéré par les musulmans, n'avait-il pas eu ici sa capitale, et la province de Perside (le Fars) n'était-elle pas le lieu de son royaume ? Les grands poètes persans, comme Saadi, ont attaché le nom de Salomon à Chiraz et à sa région. Et le philosophe mystique Sohrevardi (XII^e siècle) reprit, à l'intérieur d'une pensée inspirée par l'islam, de grands thèmes explicitement tirés de l'Iran ancien, notamment celui d'une lumière spirituelle transcendante, celle-là même qui nimait de gloire la royauté persane antique.



© THE BRITISH MUSEUM, LONDRES, DIST.RMN-GRAND PALAIS/THE TRUSTEES OF THE BRITISH MUSEUM.

SYMBOLES MYTHIQUES Ci-dessus : bas-relief de l'Apadana (salle d'audience) de Darius I^{er} à Persépolis. Darius, qui régna sur l'Empire perse achéménide de 522 à 486 av. J.-C., fit ériger sa nouvelle capitale à partir de 518 av. J.-C. Page de gauche : en 1971, le dernier shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, organisa des fêtes somptueuses à Persépolis pour célébrer le 2 500^e anniversaire de l'Empire iranien. En bas : le cylindre de Cyrus le Grand, 539 av. J.-C. (Londres, The British Museum). Il fut le symbole des fêtes de Persépolis en 1971.

Quand les archéologues et épigraphistes européens du XIX^e siècle commencèrent à publier leurs travaux sur la Perse préislamique, à déchiffrer l'Avesta puis les grandes inscriptions achéménides en trois langues, et à écrire l'histoire de manière plus scientifique, ils mirent en relation les vestiges du passé et le texte d'Hérodote, les livres de la Bible et l'histoire des Empires iraniens. Ils firent connaître la religion zoroastrienne et donnèrent au nationalisme iranien naissant une mine d'arguments pour bâtir une légende nationale entre mythe et réalité. Les Français avaient bien Vercingétorix et Jeanne d'Arc. Désormais, la Perse ne serait plus cette contrée décadente et amnésique, affaiblie par la soumission à la religion des Arabes, mais une grande nation qui avait hanté la Grèce ancienne et humilié Athènes, Rome et Byzance. L'infériorité des Persans n'était plus une fatalité, il suffisait de viser très haut en imitant les Occidentaux pour l'efficacité économique et la rationalisation politique, mais en se souvenant qu'on n'avait rien à leur envier, leur civilisation étant plus récente et fragile que celle de l'Iran.

Le recours aux exemples de l'Antiquité est systématique chez les premiers intellectuels nationalistes comme Mirza Agha Khan Kermani (mort en 1896), qui cherche à se démarquer des références à la culture islamique et à présenter l'Iran comme une réplique des pays européens. Un politicien laïque, franc-maçon et nationaliste, Hassan Taqizadeh (1878-1970), a popularisé cette rhétorique : appelé à diriger, à Berlin, un comité d'activistes iraniens favorables aux Empires centraux pendant la Première Guerre mondiale, il publia en persan une revue portant le nom d'une grande figure de la mythologie iranienne, le forgeron Kaveh. Il invita des orientalistes à y publier et popularisa l'idée que l'occidentalisation des Iraniens n'était que le retour de ce grand peuple dans l'histoire universelle, loin des superstitions pesantes de la culture islamique.

Taqizadeh avait donné le ton et un grand nombre d'intellectuels, de poètes et de penseurs lui firent écho. Tous accueillirent favorablement, à un moment où leur pays sortait anéanti de la guerre, les perspectives d'un renouveau





national dont ils voyaient le lointain modèle chez les Achéménides ou les Sassanides. Briser les régionalismes et les traditions, unifier et moderniser le pays, mais avec le retour à une identité idéalisée... et réinventée.

La terre et le soleil des Aryens

Reza Khan accéda au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat, en février 1921. Il voulait en finir avec le chaos qui paralysait l'Etat iranien, victime selon lui de la corruption et du tribalisme. Les élites qadjares, une tribu turcophone, détenaient le pouvoir depuis cent vingt-cinq ans. Pas à pas, Reza se hissa sur le trône en devenant d'abord ministre de la Guerre, puis Premier ministre ; c'est la première fois que des persanophones allaient gouverner l'Iran après des siècles de dynasties turcophones et tribales.

Symboliquement, alors que les Iraniens sont invités à enregistrer leur patronyme en vue d'établir des registres d'état civil modernes, Reza choisit pour lui-même le nom *Pahlavi*, qui fait référence aux Parthes, une dynastie qui régna avant les Sassanides. Et quand il réforma le calendrier pour fixer le temps selon les mois solaires, il choisit également des noms hérités du panthéon zoroastrien, abandonnant donc non seulement la référence aux mois lunaires de la tradition musulmane, mais les noms arabes des signes du zodiaque précédemment utilisés.

La minorisation de la culture islamique était en marche : l'arabe continuait d'être enseigné au lycée comme langue morte, mais les références au zoroastrisme devenaient fréquentes, les langues de l'Iran ancien (vieux perse, pahlavi, avestique), enseignées à la toute nouvelle université de Téhéran, servaient de réservoir lexical pour inventer des mots destinés à remplacer les vocables arabes. L'architecture officielle elle-même s'ornait de formes ou de décors empruntés à Persépolis ou aux autels du feu mazdéens, comme sur la banque Melli ou le Musée

ÉPOPÉE IMPÉRIALE Ci-contre : Reza Shah Pahlavi, le jour de son couronnement, le 25 avril 1926. Page de droite, en haut : le site de Naqsh-e Rostam, à environ 5 km au nord-ouest de Persépolis, contient quatre tombes achéménides qui seraient celles de Darius I^{er}, Xerxès I^{er}, Artaxerxès I^{er} et Darius II. En dessous : le mausolée du poète persan Ferdowsi (X^e-XI^e siècles), à Mashhad, dans le nord-est de l'Iran. Il est l'auteur du *Livre des rois*, poème épique de 60 000 vers, qui célèbre l'histoire de la Perse des origines à son islamisation.

archéologique construits dans les années 1930. L'hommage international rendu à Ferdowsi en 1934, en invitant des orientalistes à se joindre à d'insipides encensements de l'épopée iranienne, revenait à faire reconnaître en Reza Shah le résurrecteur de l'Iran ancien. L'année suivante, pour imposer une nouvelle image du pays aux étrangers, le shah imposa aux chancelleries représentées en Iran de ne plus parler de la *Perse*, mais de l'*Iran*, ce nom ayant toujours été celui que les Iraniens employaient, signifiant la « terre des Aryens », ni des Turcs ni des Arabes.

Le paroxysme de l'aryanisation fut atteint par son fils Mohammad Reza. Le dernier shah, qui régna de 1941 à 1979, était pourtant moins anticléricale et hostile à l'islam que son père ; il n'hésitait pas à se rendre ostensiblement en pèlerinage et à raconter comment, à plusieurs reprises, il avait été sauvé d'un accident ou d'un attentat par l'intervention d'un des douze imams. Mais il avait perdu sa légitimité en regagnant son trône grâce au secours des Américains lors du coup d'Etat de 1953. Face aux nationalistes qui avaient réussi à nationaliser le pétrole, il lui fallait renforcer la popularité de sa dynastie. La titulature impériale de « Roi des rois » ne lui suffisait pas, il se fit décerner le titre pompeux de « Soleil des Aryens » (*Aryamehr*) et inventa une filiation remontant aux Achéménides. Les fêtes de Persépolis furent célébrées pour couronner le 2 500^e anniversaire de l'Empire iranien.

Le symbole choisi pour ces commémorations était un cylindre gravé en akkadien retrouvé dans les ruines de Babylone. Le texte est une charte de Cyrus qui affirme respecter les coutumes des peuples conquis. Le même Cyrus, empereur achéménide, n'est-il pas salué comme une figure messianique par le Livre d'Isaïe pour avoir délivré les Juifs de leur captivité à Babylone et avoir préconisé la restauration des lieux de culte et le rapatriement des peuples déportés ? Le shah voulut faire de ce texte la première déclaration des droits de l'homme, alors que rien ne permet de l'interpréter mieux que comme une habile déclaration politique envers les nations soumises. L'engouement pour ce cylindre, conservé aujourd'hui à Londres, est resté tel que quand le British Museum accepta enfin, en 2010, d'en faire un prêt temporaire au musée de Téhéran, le nombre des visiteurs obligea les organisateurs à en prolonger la durée de deux mois.

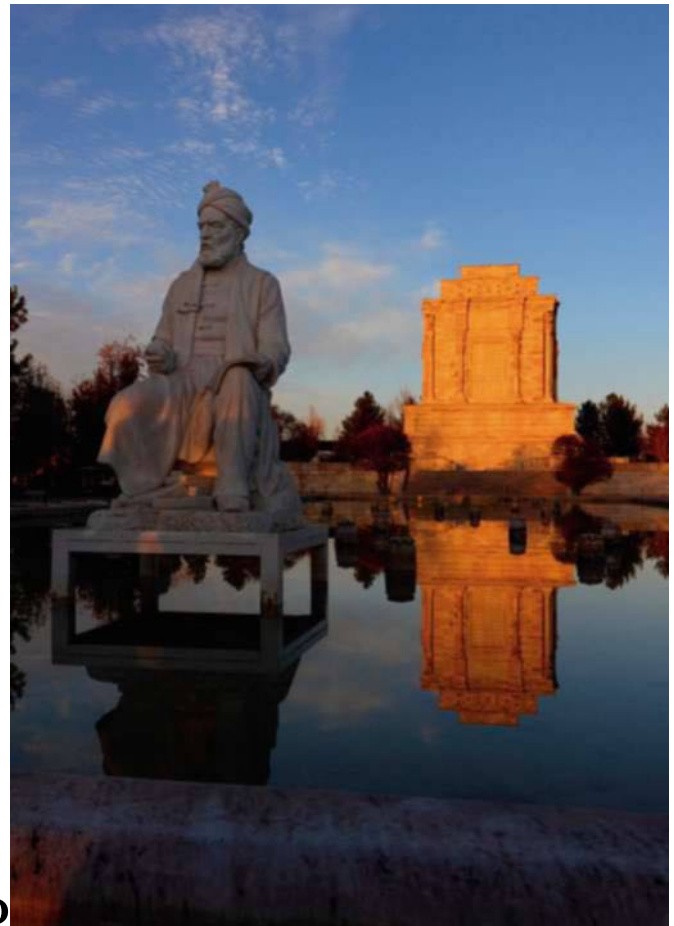
Le délire de Persépolis fut accéléré par le boom pétrolier de 1973, qui permit un dernier sursaut d'arrogance. En 1976, le calendrier solaire iranien, dont le comput commençait à l'Hégire (622) et qui donnait aux Iraniens la date de 1354, fut modifié par décret et, lors du nouvel an, il fallut officiellement passer à la date de 2535, en référence à la supposée fondation de l'Empire perse.



Que le souverain soit appelé Roi des rois (*Shah-in-Shah*), passe encore, car ce titre n'avait jamais totalement disparu des panégyriques des princes et des sultans, ni de la littérature. Mais déconnecter le repère temporel des références islamiques, c'était trop. Les Iraniens n'ont pas marché et ce fut une des premières réformes que la révolution annula en 1979. L'attachement des Iraniens à l'islam et l'influence du clergé comme protection contre les secousses de la modernisation ont finalement renversé cette dynastie de parvenus, qui s'était trop enflée de références antiques.

Le temps des mollahs

Contrairement à toute attente, le besoin de se reconnaître dans une histoire plusieurs fois millénaire continua à s'exprimer sous la République islamique, sans doute comme antidote à l'idéologie révolutionnaire et à la moralisation désuète qui envahissait la sphère publique. La fête du nouvel an, *Nowrouz*, à l'équinoxe de printemps, est accompagnée de rituels païens qui permettent le ressourcement communautaire et identitaire des Iraniens : on saute au-dessus d'un feu la veille du dernier mercredi de l'année pour se purifier, on fait germer des grains de céréales dans une assiette, on rassemble sur la table sept mets dont le nom commence par « s », autant de gestes impossibles à ancrer dans la tradition de l'islam et qui sont devenus des gestes de résistance culturelle. Les mollahs n'y purent rien. L'autre fête d'équinoxe, *Mehregan*, est célébrée fin septembre par des repas votifs, des danses et des libations. L'insistance pour ces réjouissances familiales se heurte parfois aux obligations rituelles du chiisme quand le glissement du calendrier lunaire religieux fait coïncider le mois du jeûne (ramadan) ou du deuil (*muharrem*) avec le début du printemps ou de l'automne.





FEU SACRÉ

Ci-contre :
détail du bas-
relief de l'escalier
du Tripylon
(Palais central),
datant du règne
de Xerxès I^{er}
(486-465 av. J.-C.).
Page de droite :
lors des fêtes
de *Nowrouz*
(nouvel an)
à l'équinoxe
de printemps,
les Iraniens
respectent
toujours
certains rituels
zoroastriens,
comme celui
de sauter par-
dessus un feu
pour se purifier.

Même pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), rien n'a pu empêcher ces signes de commémoration de l'Iran antique.

Mais qu'allait-on faire, sous la République islamique, de ces deux éminents symboles de la royauté que sont, en littérature, le *Livre des rois* de Ferdowsi et, dans le paysage, les ruines achéménides ou sassanides ? Les nouveaux programmes du ministère de l'Instruction tentèrent d'éliminer le poète millénaire... et provoquèrent une telle indignation qu'on recula immédiatement. La république des mollahs organisa même à son tour, pour rallier à sa bannière les nostalgiques de symboles, une commémoration officielle internationale de cette épopée nationale, si chère au cœur de la nation que de nombreux Iraniens en connaissent par cœur des centaines de distiques. Quant aux archéologues iraniens, après avoir renvoyé les délégations étrangères qui avaient fouillé depuis deux siècles et extrait du sol les trésors exposés au Louvre ou au Musée archéologique de Téhéran, ils ne refermèrent pas les tranchées, mais bien au contraire redoublèrent d'efforts pour l'excavation des vestiges de l'Antiquité, au détriment de l'archéologie islamique. Cette dernière permet bien de belles découvertes, mais elle est moins fascinante pour l'imaginaire persan que l'Antiquité élamite, achéménide, parthe ou sassanide.

Des rumeurs absurdes ont couru après la révolution sur la dilapidation des monuments anciens, la vente des statues, la destruction de Persépolis... Rien ne peut étayer ces accusations. Des pillages, il y en a toujours eu, mais la volonté des nouvelles autorités de maintenir et de montrer au public les trésors de leur culture nationale est trop forte. Elle permet également d'attirer les touristes, et démanteler Persépolis serait aussi incongru pour l'Iran que le serait le démontage des pyramides égyptiennes. Nul trésor n'est donc mieux défendu aujourd'hui en Iran que celui de l'Antiquité.

A la recherche d'une identité perdue

Pasargades symbolise à lui seul toutes les contradictions culturelles de l'Iran. C'est là que Cyrus le Grand, en effet, avait fait ériger son propre mausolée. Il mourut en Asie centrale (530 av. J.-C.) en combattant les Massagètes, et sa dépouille fut ramenée au berceau de la tribu pour être enfermée dans un sarcophage en or, où Alexandre la retrouva deux siècles plus tard avec ses armes personnelles. Les archéologues (et notamment le Français Rémy Boucharlat) ont montré que ce mausolée, qui était devenu un haut lieu commémoratif pour les empereurs achéménides, était entouré de jardins irrigués

et de palais, alors que ce n'est plus aujourd'hui qu'une plaine aride, et que le mausolée n'a rien de la majesté impressionnante des grandes tombes royales creusées dans la falaise autour de Persépolis. Mais c'est un symbole.

Au début du XIII^e siècle, un prince iranien régnant sur Chiraz fit sculpter dans le tombeau même une niche de prière (*mihrab*), suggérant que le lieu avait été entièrement islamisé, peut-être transformé en mosquée. La fusion des deux cultures de la Perse était donc totale.

C'est devant ce mausolée achéménide que le dernier shah prononça, pour inaugurer les grandes fêtes de Persépolis, un discours historique, qui n'est plus évoqué aujourd'hui que par dérision : « *Cyrus, avait-il déclaré, tu peux dormir tranquille car nous, nous veillons !* » Sept ans plus tard la révolution le renversait. On aurait tort de ricaner. Les mots du shah avaient en effet une consonance religieuse : « *Nous jurons que nous garderons avec une volonté de fer la grandeur et la fierté de cette terre que nos ancêtres nous ont laissée comme un legs sacré, et nous transmettrons ce pays à nos descendants avec toujours plus de gloire et de succès.* »

La révolution islamique a réalisé en quelque sorte le serment du monarque : elle a résisté pendant huit ans à la guerre déclenchée par l'Irak et la plupart des pays de la région, elle a tenu tête aux sanctions américaines, elle a réussi à s'imposer comme une puissance nucléaire virtuelle... et aujourd'hui, elle a réussi à s'imposer comme alliée essentielle pour la reconquête, sur les groupes terroristes, des territoires perdus de l'Irak et de la Syrie. Depuis les Sassanides, l'Iran n'avait jamais eu de soldats sur les rives de la Méditerranée !

Maintenant qu'est retombé l'enthousiasme révolutionnaire, que l'économie est épuisée par les sanctions et que la corruption et les dissensions internes affaiblissent les dirigeants de la République, qu'on cherche enfin à sortir de l'étouffant carcan clérical chiite, un mouvement inattendu pousse les Iraniens vers les symboles glorieux de l'Antiquité perse. Tous les ans, pour les grandes fêtes zoroastriennes de l'équinoxe de printemps et d'automne, des foules se pressent autour du mausolée de Cyrus et se déclarent fidèles au pacte impérial proclamé imprudemment par le shah en 1971. Les autorités de la République aimeraient certainement juguler ces débordements mais une répression violente n'attiserait-elle pas le feu qu'elle voudrait étouffer ?

Les jeunes Iraniens rêvent de la Californie et, quand ils écrivent dans leur langue pour les « réseaux sociaux », ils n'écrivent désormais plus qu'en langue parlée, comme si la culture persane islamique était déjà moribonde, elle qui a produit tant de chefs-d'œuvre. Et c'est à ce moment qu'ils se raccrochent à leur passé lointain comme au dernier lambeau de leur identité perdue. *~~~~~*

Professeur émérite d'études iraniennes à l'université Sorbonne
Nouvelle-Paris 3, Yann Richard est spécialiste de l'histoire de l'Iran
et du chiisme contemporain.



PÈRE ET FILS Ci-dessus : le couronnement de Mohammad Reza Pahlavi, le 26 octobre 1967. A la tête de l'Iran depuis 1941, Mohammad Reza avait attendu d'avoir un fils avec sa troisième épouse (Farah Diba), le prince Reza Cyrus Pahlavi (né en 1960), pour se faire couronner et y associer ainsi son héritier.



À LIRE de Yann Richard



L'Iran de 1800 à nos jours, Flammarion, « Champs Histoire », 496 pages, 11 €.

L'Iran au XX^e siècle.

Entre nationalisme, islam et mondialisation, avec Jean-Pierre Digard et Bernard Hourcade, Fayard, 508 pages, 26,40 €.

L'Islam chiite. Croyances et idéologies, Fayard, 302 pages, 22 €.

Sous le signe du turban

Shahs, ministres ou religieux, ils ont, pendant près de cinq siècles, écrit les heures grandioses ou sombres de la monarchie iranienne.

ISMAÏL I^{er} (ARDABIL, 1487-TABRIZ, 1524)

Enigmatique et fascinant, le Safavide Ismaïl I^{er} est né en 1487 à Ardabil, dans le nord-ouest de l'Iran, d'une lignée d'origine kurde. A cette époque, l'espace iranien est éclaté en de multiples principautés, chiites, sunnites, timourides, ouzbeks. L'ouest du pays est majoritairement contrôlé par deux dynasties d'origine turkmène : les « Moutons noirs » et les « Moutons blancs », dirigés par l'arrogant roi Uzun Hassan. Grand maître de l'ordre soufi *Safavieh*, Haïdar épouse sa fille, Martha, petite-fille de Jean IV, empereur Comnène de Trébizonde. De ce mariage naissent trois fils, dont le dernier, est Ismaïl. Son père et ses deux frères morts, Ismaïl est le nouveau « Maître parfait » de l'Ordre. Il n'a que 7 ans, mais sa légende commence. Son Conseil de régence décide de passer à l'offensive contre les « Moutons » : Ardabil est conquise, puis la région du Caucase, enfin Tabriz. En juillet 1501, Ismaïl est couronné à 14 ans et proclamé *Shah-in-Shah*, « Roi des rois », titre des souverains préislamiques de l'Iran, qui renoue ainsi avec son lointain passé. Les nouvelles institutions qu'il met en place – religion d'Etat, armée puissante, Etat centralisé – assureront pendant plus de deux siècles la stabilité du pays et le marqueront à jamais. Ismaïl est un héros charismatique, que la propagande safavide déifie. Il a une haute stature. On le surnomme le « shah aux yeux bleus », hérités de ses origines kurdes et byzantines. Sur le plan moral, il impose avec une certaine cruauté le chiisme à des Iraniens qui étaient alors majoritairement sunnites. Mais il fait preuve d'une grande mansuétude pour les humbles. C'est un homme courageux, qui exprime une haute idée du soufisme traditionnel. Il versifie. Sous sa bannière, l'Iran se rétablit dans ses frontières naturelles d'alors. Ismaïl anéantit les Ouzbeks sunnites lors de la bataille de Merv, en 1510. Mais il se heurte bientôt à Selim I^{er} qui vient de monter sur le trône ottoman et considère les ambitions des « hérétiques » comme une insulte à la Porte. Le choc des deux empires est inévitable. Le 22 août 1514, à Tchaldiran, trois cents canons ottomans pilonnent le dispositif safavide, tuant des milliers d'archers, fantassins et cavaliers. Le lendemain, Ismaïl, dans un sursaut désespéré, attaque au sabre avec une petite troupe. Un geste héroïque, qui alimentera pendant des siècles le mythe du sacrifice. Le 5 septembre, Tabriz tombe et Selim y fait une entrée triomphale. L'Iran perd une grande partie de son territoire. Quelques mois plus tard, Ismaïl revient dans sa capitale ruinée et pleure en public. Il s'éteint le 23 mai 1524, âgé d'à peine 37 ans. On l'enterre dans le mausolée dynastique d'Ardabil. Il faudra plusieurs décennies pour « venger » Tchaldiran, récupérer les îles du golfe Persique et rétablir un empire agrandi. Ce sera l'œuvre de son arrière-petit-fils, Shah Abbas I^{er} le Grand.



NADER SHAH

(PROVINCE DE KHORASSAN,
1688-GHOUCHAN, 1747)

*« Il sut conquérir un grand pouvoir,
il se rendit terrible aux séditeux
et redoutable à ses voisins ; il triompha
de ses ennemis et régna avec gloire. »*

Ainsi parlait Napoléon I^{er} de Nader Shah. Né d'une famille pauvre de la province de Khorassan, il rejoint à 17 ans un groupe d'*ayyar*, des « Robins des bois » à la manière persane, et se met bientôt au service de Tahmasp II, le dernier des Safavides. Ce formidable meneur d'hommes entame en août 1727 une campagne de libération contre les Afghans, qui dominent désormais la plus grande partie de l'Iran. A Damghan, puis près d'Ispahan et à Chiraz, son artillerie écrase leurs troupes. Il a déjà un grand dessein pour l'Iran : le rétablir dans ses frontières du temps d'Abbas le Grand. En 1732, il pacifie le Khorassan, puis dépose Tahmasp II et proclame shah son fils de huit mois sous le nom d'Abbas III, tandis que lui-même se fait nommer régent de l'empire. Après ce coup d'Etat sans effusion de sang, Nader a tout le pouvoir. On le presse de s'arrêter, d'organiser l'empire, de bâtir comme les grands Safavides. Mais il repart en campagne contre les Ottomans. Les armées de la Porte sont écrasées. L'Arménie, le Caucase musulman, la Géorgie, la Mésopotamie redeviennent iraniens. Les Russes évacuent le nord du pays. Nader n'a plus rien à envier aux plus grands rois de l'histoire de l'Iran. Le 18 mars 1736, il accepte de se faire couronner shah. Il liquide ensuite la rébellion de la principauté de Kandahar (1737), puis, en quête de butin pour financer ses guerres, se lance dans la conquête de l'Inde (1738-1739). C'est une victoire historique. L'empereur moghol Mohammad Shah lui cède ses provinces au nord et à l'ouest de l'Indus et un immense trésor, dont le trône du Paon, qui lui permet d'exempter d'impôts ses compatriotes pendant

trois ans. Mais après avoir fait aveugler son fils et prince héritier Reza Gholi Mirza, qui avait ordonné l'assassinat de Tahmasp II, Nader devient cruel et brutal, fou selon certains. Il exprime des ambitions impériales, projette de conquérir Constantinople, demande la main d'Elisabeth de Russie, future impératrice, pour son fils déjà époux d'une princesse indienne ! Devant ses incohérences, l'agitation se développe dans l'empire.

La population est fatiguée, le « Sauveur » a perdu la main. Il décide alors d'aller pacifier lui-même « sa » province de Khorassan. C'est à Ghouchan qu'il est assassiné par ses officiers dans la nuit du 19 au 20 juin 1747. Son empire, une dictature militaire, cruelle vers la fin, s'effondre. A Mashhad, son mausolée, surmonté de sa statue équestre impressionnante, est devenu un lieu de pèlerinage.



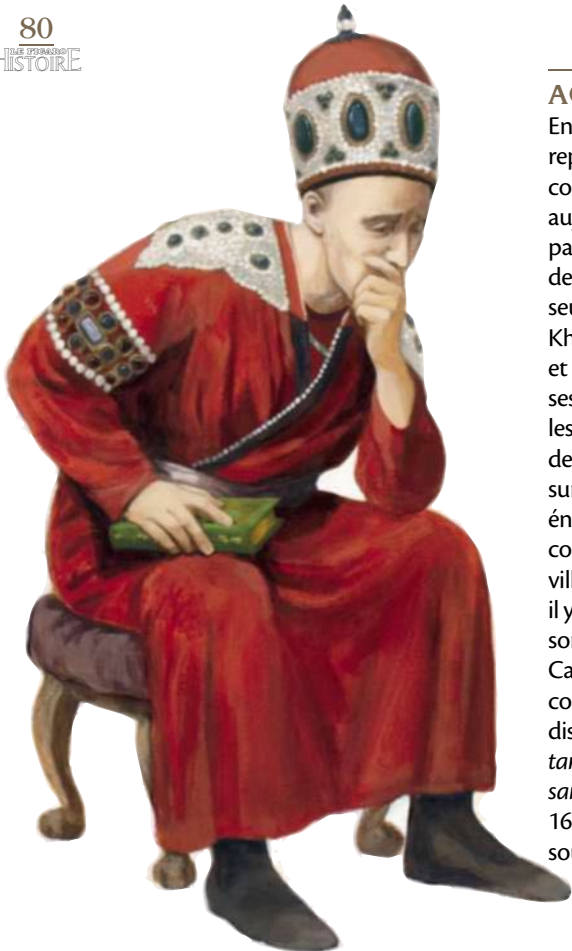
KARIM KHAN ZAND (MALAYER, 1705-CHIRAZ, 1779)

Meurtri par les ravages de la rébellion afghane, enthousiasmé puis épuisé par l'épopée de Nader Shah (1736-1747), l'Iran avait besoin d'un apaisement. Il lui vint de l'un des principaux généraux du grand conquérant, Karim Khan, de la tribu des Zand, dont les membres se disaient descendants des Mèdes. Dans la période qui suit l'assassinat de Nader (1747-1750), Karim Khan réussit à dominer la presque totalité du territoire iranien. De 1751 à sa mort en 1779, sa manière de régner contrasta avec celle que la population connaissait. Il pardonne facilement, tente d'attirer ses concurrents, voire ses ennemis. Les pires d'entre eux étaient les Qadjars, une puissante tribu dont il épouse une princesse. Il traite en amis leurs chefs, les associe au gouvernement. Après une pacification rapide, il réussit à vaincre les Ottomans, reprend Bassora (1776) et réinstalle sa suzeraineté sur les rives sud du golfe Persique, bien plus par la diplomatie que par la violence, dont il a horreur. Et pourtant, il n'est pas roi. Officiellement, il règne au nom d'un improbable enfant safavide âgé de 9 ans, Ismaïl III, se faisant appeler *vakil-ol-roaya*, « représentant des sujets du roi » – nous dirions « régent ». De Chiraz, ville des poètes, des jardins, des roses, il fait sa capitale en 1765 et l'embellit. La ville reste associée à son nom comme Ispahan à celui de Shah Abbas. Il y construit le bazar, chef-d'œuvre de l'architecture néosafavide, la grande mosquée, un immense Ark, siège du gouvernement et de l'armée, le très beau pavillon de plaisance aujourd'hui musée d'art. Toutes les religions ont le droit d'ouvrir et d'entretenir leurs lieux de culte. Des maisons de négoce anglaises et indiennes viennent s'installer à Chiraz et ailleurs. Le commerce redevient prospère. La population respire enfin. Karim Khan est accessible à tous ses sujets, qui peuvent venir le voir au cours des « *bâc-è-âm* », les audiences publiques. Surveillant les fonctionnaires et les juges, il instaure la sécurité et la confiance. Il a une vie simple et n'entretient qu'un petit harem. Son règne est resté dans l'histoire comme la période de l'apaisement, du bonheur collectif : « *Asr-é-karimkhan* », synonyme de paix sociale et de tranquillité. Un autre genre de gouvernement. Un autre mythe iranien.



AGHA MOHAMMAD KHAN QADJAR (ASTARABAD, 1742-CHOÛCHA, 1797)

En 1779, à la mort de Karim Khan, le « bon roi », les Qadjars, grande tribu d'origine turkmène, reprennent l'espoir de régner sur la totalité du pays. Leurs chefs étaient alors « gardés » avec courtoisie et respect à Chiraz. Parmi eux se trouvait Agha Mohammad Khan, né à Astarabad, aujourd'hui Gorgan, où son beau palais existe toujours. Sa prime jeunesse avait été marquée par une tragédie : sa castration à 7 ans, au cours des années troubles qui suivent l'assassinat de Nader Shah (1747). L'enfant mutilé était devenu un adulte avide de vengeance, non pas seulement envers ses tortionnaires mais envers le genre humain. Lorsque Agha Mohammad Khan apprit la mort de Karim Khan, il sut que son heure était arrivée. Bientôt, il est à Astarabad et en prend le contrôle. Les Zand se battent entre eux pour le pouvoir. Il en profite pour avancer ses pions, lorsqu'un jeune et beau prince Zand, Loft Ali Khan, surgit alors. Il n'a que 18 ans, mais les Zand se resserrent autour de lui. Chiraz l'acclame. L'affrontement entre l'eunuque et le prince devient inévitable. En 1794, à Kerman, le Qadjar est vainqueur de Loft Ali Khan et se déchaîne sur lui : il livre sa femme et ses filles à la soldatesque, fait torturer et crever les yeux du prince, et énucléer des milliers de ses soldats. Une scène qui entachera à jamais l'histoire des Qadjars. Pour couronner sa victoire, Agha Mohammad ordonne la mise à sac de Kerman, une des plus belles villes de son propre pays ! Agha Mohammad est désormais maître de l'Iran. Bigot et avare, il y fait régner l'ordre et la discipline. La Cour est d'une austérité inimaginable. Il lui reste à réaliser son grand dessein : reconstituer l'empire de Shah Abbas et de Nader. Sa campagne dans le Caucase est sans merci. On lui demande enfin de se proclamer *Shah-in-Shah* et d'organiser son couronnement, qui a lieu en 1796 à Téhéran, dont il a fait sa capitale. Il y prononce un court discours : « *Dieu m'est témoin que je n'ai pas cherché cette couronne qui n'a orné aucune tête depuis tant d'années. Mais sachez, dès à présent, que devenu roi, je courberai toute révolte et châtierai sans pitié la moindre atteinte à la royauté...* » Il est assassiné l'année suivante, dans la nuit du 16 au 17 juin, par trois domestiques qu'il avait condamnés à mort pour vol. Il fut sans doute le souverain le plus cruel de toute l'histoire du pays, qu'il réussit néanmoins à réunifier et à pacifier, laissant à son successeur un empire que les souverains de sa dynastie ne surent conserver.





FATH ALI SHAH

(DAMGHAN, 1772-ISPAHAN, 1834)

Désigné prince héritier par son oncle Agha Mohammad Khan, Baba Khan a 25 ans lorsqu'il se fait couronner à Chiraz sous le nom de Fath Ali Shah, le 17 juin 1797. Son règne de trente-sept ans est le début du grand déclin de l'Iran. Sûr de la puissance de son empire, Fath Ali réagit vivement aux intrigues russes et déclare la guerre à Saint-Petersbourg en 1804. Ses tentatives de rapprochement avec Napoléon échouent, mais il mobilise une armée de 60 000 hommes, dont il confie le commandement à son fils et prince héritier Abbas Mirza. Malgré la bravoure des Iraniens, la « guerre de dix ans » est perdue face à la puissante artillerie russe. Par le traité de Golestan (24 octobre 1813), l'Iran perd une partie de l'Arménie, la Géorgie et plusieurs cités du Caucase musulman. Fath Ali n'a en fait que deux passions : les femmes et les pavillons de plaisance. Il aurait eu un millier d'épouses (grâce au mariage temporaire, le *sigheh*) et deux mille enfants et petits-enfants. C'est lui qui fait entreprendre la construction du palais du Golestan à Téhéran, présenté parfois comme le Versailles iranien. Il tient beaucoup à soigner sa barbe, objet d'admiration de ses portraitistes et sujet favori des caricaturistes russes. Il versifie et encourage les poètes. Mais son nom reste à jamais attaché à la seconde guerre avec la Russie. Lorsqu'un grand mollah de Téhéran, Sayed Mohammad Modjahed, proclame soudain la guerre sainte contre la Russie, Abbas Mirza, qui connaît l'impréparation de l'armée, supplie son père de ne pas céder au religieux. En vain. Cette « guerre de deux ans » (1826-1828) est une catastrophe. Les Russes marchent sur Téhéran, prennent Ardabil et emportent le trésor du mausolée des Safavides, aujourd'hui à l'Ermitage. Fath Ali, affolé, demande l'armistice et conclut le traité de Turkmentchaï (1828), perdant toutes les terres iraniennes au-delà de la rivière Araxe. Quant à Sayed Mohammad, on le retrouvera à Moscou, installé dans un palais, jouissant d'une pension généreuse versée à ses descendants jusqu'à la révolution d'Octobre. C'était en réalité un agent russe chargé de provoquer une guerre perdue d'avance... Fath Ali est obligé de vendre jusqu'à sa vaisselle d'argent pour payer les dommages de guerre imposés par les Russes et meurt, ruiné, six ans plus tard. Le traité de Turkmentchaï devient, en persan, synonyme de l'humiliation et de la faiblesse de l'Iran.

ILLUSTRATIONS : © HARMONIE BRICOUT POUR LE FIGARO HISTOIRE.

AMIR KABIR (HAZAVEH, V. 1807-KACHAN, 1852)

Fils du cuisinier de l'intendant de la province d'Azerbaïdjan, Taghi profite si bien des leçons reçues avec les enfants de l'intendant qu'il entre à 16 ans au service de l'Etat, en gravit tous les échelons et participe à des missions diplomatiques. A la mort de Mohammad Shah, le petit-fils de Fath Ali, en 1848, il installe son fils Nasser ed-Din sur le trône et reçoit en récompense le titre d'*Amir Nizam*, commandant de l'armée, et d'*Amir Kabir*, soit chancelier. Le shah lui donne son unique sœur née du même lit pour épouse. De septembre 1848 à décembre 1851, Amir, qui gouverne l'Iran d'une main de fer mais sans la moindre cruauté, accomplit une œuvre inimaginable. Il s'attache à la création d'une armée moderne en engageant des instructeurs autrichiens et italiens malgré l'opposition des Russes et des Britanniques. Il taille dans les dépenses, en commençant par la liste civile du roi et de la Cour. L'Etat a enfin les moyens de financer des réformes : vaccination obligatoire contre la variole malgré le clergé qui la juge contraire à l'islam, premier hôpital public à Téhéran, création de la poste... Amir tente aussi de mettre sur pied une véritable politique économique, imposant des droits à l'importation de certaines marchandises, ce qui provoque encore l'ire des Britanniques et des Russes. Sa plus grande réforme est probablement la création de la première université iranienne de type occidental, avec cours en français. Une nouvelle donne est édictée dans les rapports avec les minorités religieuses : les litiges concernant juifs, chrétiens et zoroastriens sont confiés aux tribunaux civils qu'il institue. L'impôt spécial qui les frappe et l'état de « dhimmitude » sont abolis. On autorise et protège leurs écoles. Ce sont des Iraniens comme les autres. Ses réformes, commencées bien avant l'ère Meiji au Japon, auraient sans doute conduit aux mêmes résultats avec des spécificités iraniennes. Mais elles mécontentent trop de monde, la Cour et surtout la reine mère aux mœurs dissolues, les fonctionnaires corrompus, le clergé et les deux puissants voisins russe et britannique. La pression sur le jeune shah est bientôt trop forte. A l'instigation de la reine mère, celui-ci consent à sa mort, qu'on lui arrache une nuit d'ivresse. Le 10 janvier 1852, les bourreaux surprennent Amir dans sa salle de bains. Il se tranche lui-même les veines sans hésiter. « *Le grand crime de l'histoire* », écrit un commentateur, est consommé. Toutes ses réformes ou presque sont abandonnées. Trois quarts de siècle plus tard, un autre enfant du peuple, Reza, les reprendra.



NASSER ED-DIN SHAH (TABRIZ, 1831-TÉHÉHAN, 1896)

De 1796 à 1925, les Qadjars ont régné cent trente ans sur l'Iran, dont presque un demi-siècle (1848-1896) à travers Nasser ed-Din Shah. A la mort de son père, Mohammad Shah, il n'a pas encore 18 ans mais est couronné grâce à Amir Kabir, dont il fait son chancelier avant d'autoriser son assassinat en 1852 : une pierre noire dans l'histoire du pays et une tache indélébile pour sa dynastie. Ses vraies passions sont la chasse et les femmes. Il aurait disposé de quatre cents femmes dans son harem. Parfois il préfère envoyer un serviteur lui ramener une prostituée parmi celles qui rôdent dans les rues alentour, ses habitudes n'étant pas un mystère. Après avoir renoncé en 1853 à ses droits sur Hérat et abandonné sa prétention sur l'Afghanistan, le shah y envoie un corps expéditionnaire. Londres voulant conjurer ce « réveil persan », la flotte britannique débarque dans le sud du pays le 4 décembre 1856 : le shah cède et, sur médiation de Napoléon III, renonce aux droits de l'Iran sur l'Afghanistan. Premier shah à visiter l'Occident, il y organise trois voyages dispendieux en 1873, 1878 et 1889, pour « trouver des idées de réforme » qui ne lui viendront d'ailleurs pas. Même s'il y fait bonne figure, le déclin du pays continue. En 1881, l'Iran perd le Tadjikistan, l'essentiel de ses territoires turkmènes, berceau des Qadjars, et les possessions en Asie centrale, annexés à l'empire des tsars. Entre-temps, Londres impose sa domination sur une grande partie du Baloutchistan, annexé à l'empire des Indes, et sur les îles Bahreïn. L'Iran se trouve réduit à ses frontières actuelles. Le bilan du règne est fort maigre : dix kilomètres de voies ferrées et l'autorisation à des missionnaires étrangers d'ouvrir deux écoles et une clinique. Des concessions sont accordées à des sociétés étrangères pour exploiter les ressources du pays, mais elles se heurtent à la résistance populaire. Vers la fin, Nasser ed-Din est amené à mettre à l'encan les postes de gouverneur de province pour remplir le Trésor royal. Le régime est à l'agonie. En mai 1896, il est assassiné par un disciple de Sayed Djamal, religieux réformateur et franc-maçon. Le Trésor n'a même pas de quoi payer ses funérailles, lesquelles sont prises en charge par les Britanniques. Triste fin pour un demi-siècle de règne !

**SHEIKH FAZLOLLAH NOURI****(PROVINCE DE MAZANDARAN, 1843-TÉHÉHAN 1909)**

Rien ne prédestinait ce mollah à la célébrité, même comme Erostrate. Né en 1843, il étudie dans les villes saintes du chiisme en Irak, puis s'installe à Téhéran où il se fait connaître pour sa conception rigoriste de l'islam. Le mouvement qui aboutit, à l'été 1906, à la proclamation d'une Constitution était porté entre autres par deux autres éminents religieux, Sayed Mohammad Tabatabaï et Sayed Abdollah Behbahani, tous deux francs-maçons, qui entretenaient des rapports tendus avec Nouri. Un état de fait qui l'a très probablement poussé à se rapprocher des anticonstitutionnalistes et à soutenir la « *machrouiyat* », soit la conformité absolue du gouvernement à la charia la plus stricte. Le shah Mozaffar ed-Din ratifie la nouvelle Constitution et meurt peu après. Or son fils et héritier, Mohammad Ali, veut aussitôt l'abolir et réinstaurer le pouvoir personnel. Avec l'appui de la Russie tsariste, il organise un coup d'Etat sanglant, vise les deux religieux libéraux, qui sont bannis de Téhéran, et trouve en Nouri sa caution religieuse. Autant par conviction que par ambition et haine de ses « collègues », celui-ci verse alors dans les pires excès, couvre toutes les exactions au nom de son interprétation de la charia. La sanglante aventure de Mohammad Ali Shah ne dure que treize mois. Il doit s'enfuir sous la protection des Russes et des Anglais. Une cour spéciale condamne à mort six personnes, dont Nouri, qui refusent de « demander pardon » au peuple. Elles sont pendues en place publique le 31 juillet 1909. Son propre fils assiste à l'exécution et l'applaudit. Sheikh Fazlollah Nouri s'installe ainsi dans l'histoire comme le premier grand mollah pendu en public, et comme un personnage maudit. La révolution islamique le réhabilitera. Khomeyni fera son éloge, le considérera comme un maître à penser : ce que Nouri suggérait était en effet dans la droite ligne de ce qu'il allait réussir à mettre en œuvre. Un timbre sera imprimé à l'effigie de Nouri, on donnera son nom à des artères, on publiera ses écrits anachroniques. S'il a diminué quelque peu, son culte, caution des horreurs d'un temps révolu, n'est pas mort en Iran.



REZA SHAH (ALASHT, 1878-JOHANNESBURG, 1944)

Orphelin dès son enfance, Reza est né dans une famille pauvre d'officiers de l'armée qadjare. De haute taille, bagarreur, il entre à 15 ans dans la Division cosaque, seule unité opérationnelle dont disposait l'Iran. Analphabète, il apprend vite à lire puis à écrire, gravit les échelons et s'impose par son autorité naturelle. Lorsque la révolution d'octobre 1917 entraîne le départ de ses officiers russes, il devient le premier Persan à commander la division. Dans la nuit du 20 au 21 février 1921, il sert de bras armé au coup d'Etat pacifique organisé par les Britanniques pour contrer l'influence bolchevique en Iran. Aussitôt, Ahmad Shah le nomme généralissime. Grâce à sa volonté de fer et à sa probité, l'ordre règne rapidement à Téhéran et ailleurs. Bientôt ministre de la Guerre, Reza crée, le 4 janvier 1922, une véritable armée iranienne, formée en France et équipée. Les cabinets changent, il reste, et en novembre 1923, le Parlement l'investit comme Premier ministre. Ahmad Shah repart une nouvelle fois en France, dont il ne reviendra plus. Pour Reza, la route du pouvoir est ouverte. Un fort mouvement pour la proclamation d'une république laïque se fait alors jour. On voit dans Reza un Atatürk iranien. Mais le clergé, qui s'y oppose, pousse le généralissime vers le trône. Le 31 octobre 1925, la Chambre vote la déchéance des Qadjars. Reza Khan, qui a pris le patronyme de Pahlavi (la langue parlée en Iran avant l'islam), est proclamé *Shah-in-Shah*. Les réformes radicales commencent aussitôt : le calendrier iranien est modernisé, des codes de lois votés, qui mettent fin au règne du clergé sur la justice, l'émission des billets de banque est retirée à la banque britannique et confiée à la banque nationale. Une fièvre de développement s'empare du pays : chemin de fer transiranien de la mer Caspienne au golfe Persique, routes carrossables, hôpitaux, écoles et lycées sont construits. Au début de la Seconde Guerre mondiale, l'Iran proclame sa neutralité. Allié économique de l'Allemagne, le shah est antibritannique et anticomuniste. Espérait-il la victoire des puissances de l'Axe ? On ne le sait. Le 25 août 1941, les armées britannique et soviétique envahissent l'Iran, mais Foroughi, le Premier ministre, parvient à sauver la monarchie. Reza abdique, prend le chemin de l'exil : île Maurice, puis Afrique du Sud, où il meurt le 26 juillet 1944. Ses cendres seront transférées à Téhéran au printemps 1950. « Avant Reza, écrivra bien plus tard un chercheur français, qu'était l'Iran ? Rien. Que voulait Reza Shah ? Tout. Que fit-il pendant son règne ? Beaucoup. Comme peu de rois avant lui ont su faire. Fondateur d'un Etat politique, il le fut aussi d'un Etat économique. »

ILLUSTRATIONS : © HARMONIE BRICOUT POUR LE FIGARO HISTOIRE





MOHAMMAD MOSSADEGH

(TÉHÉRAN, 1882-AHMADABAD, 1967)

Issu de la grande aristocratie de l'époque qadjare, Mossadegh est élu en 1906 député de la noblesse d'Ispahan, mais il ne peut siéger car il n'a pas 30 ans, l'âge minimum requis. En 1914, après avoir passé sept ans en Europe, et fraîchement diplômé de l'université de Neuchâtel (il est le premier Iranien à obtenir un doctorat en droit), il est de retour en Iran. Il occupe différentes fonctions administratives avant de devenir, en 1921, ministre des Finances du nouveau Premier ministre Ahmad Ghavam. Ses relations avec l'homme fort du pays, le général Reza Khan, sont excellentes. Député de Téhéran, il ne s'en oppose pas moins à sa nomination comme roi en 1925 et prend dès lors la posture d'opposant systématique. En juin 1940, il est arrêté par la police, puis assigné à résidence jusqu'en septembre 1941. Il s'agissait d'une manœuvre du shah, désireux de donner des gages à Londres contre l'homme connu pour son opposition à la politique britannique. Auréolé par la persécution dont il a été victime, Mossadegh est élu député de Téhéran en 1943 et devient vite l'homme qui dit non à Londres comme à Moscou. Le 15 mars 1951, le Parlement approuve la loi qu'il propose « *au nom du bonheur du peuple iranien et pour la paix du monde* » nationalisant le pétrole iranien. Une revanche inimaginable jusque-là. Le courant populaire est tellement fort que, le 29 avril, il est nommé Premier ministre. Mohammad Reza Pahlavi, qui ne l'aime probablement pas, l'accepte aussi avec enthousiasme. Aussitôt, une loi d'« évincement » des Britanniques est votée. Mais lorsque le Parlement et le shah lui refusent les pleins pouvoirs et le commandement des forces armées, « le vieux lion » se désiste. Son remplacement par Ghavam provoque des émeutes sanglantes et on est obligé de le rappeler. Ce sera le commencement de sa fin. L'unanimité populaire n'existe plus. Mossadegh signe des décrets d'exception, renforce la loi martiale en vigueur et va jusqu'à suspendre la Cour suprême. C'est alors que Washington et Londres mettent en place pour l'évincer le plan « Ajax », lequel tourne au vaudeville lorsque Mossadegh fait arrêter le commandant de la garde impériale venu lui annoncer sa destitution par le shah ! Deux Premiers ministres se font alors face : Mossadegh, qui a l'armée et une partie de l'opinion pour lui, et son ancien ministre et compagnon sinon ami, encore plus antibritannique que lui, le général Zahedi. Celui-ci mobilise ses partisans et, le 19 août 1953, Mossadegh tombe. Il n'a pas voulu résister. Et le shah rentre de Rome, dont il avait pris le chemin pendant les troubles. Une page marquante de l'histoire de l'Iran contemporain est tournée. Jugé, Mossadegh est condamné à trois ans de prison puis assigné à résidence dans son immense propriété où, comme Voltaire à Ferney, il correspond avec beaucoup de monde en Iran et à l'étranger. Malade, il tient à mourir en Iran et s'éteint le 7 mars 1967. Sa victimisation a été, pour la mémoire collective, l'étape ultime d'une canonisation historique partiellement méritée.



MOHAMMAD REZA PAHLAVI

(TÉHÉRAN, 1919-LE CAIRE, 1980)

Lorsqu'il monte sur le trône en 1941, Mohammad Reza Pahlavi a 22 ans. Le jeune shah a été minutieusement préparé à son rôle par son père, qui lui a donné une excellente éducation en Iran et en Suisse. Il l'a marié à la princesse Fawzia, sœur du roi Farouk d'Égypte, dont il divorcera en 1948. L'arrivée des troupes alliées anglo-soviétiques en Iran oblige Reza Chah à abdiquer en septembre 1941, mais, grâce à Foroughi, le prince héritier parvient à prêter serment devant la Chambre des députés. Jusqu'en 1953, la vie de Mohammad Reza Pahlavi, symbole de l'unité nationale face à l'étranger, est celle d'un monarque constitutionnel : il règne mais ne gouverne pas. Après Foroughi et Ahmad Ghavam, c'est l'ère de Mossadegh, puis du général Zahedi, qui réussit une remise en ordre mais est contraint par le shah à quitter le pouvoir en avril 1955. Le shah déclare alors qu'il « *prendra désormais les choses en main personnellement* ». Pendant ce quart de siècle, il entame sous le nom de « révolution blanche » un vaste programme de développement social et économique, et poursuit son rêve de faire de l'Iran une des premières puissances du monde. Avec l'augmentation du prix du pétrole, l'Iran en aura les moyens. L'âge d'or du règne se situe autour de 1970. Farah Diba, sa troisième épouse après Soraya, lui a donné un héritier. Le couple impérial est invité et reçu avec faste dans le monde entier. L'armée iranienne est une des cinq plus importantes du monde. A l'automne 1971, les fêtes de Persépolis marquent l'apogée du règne. Les chefs d'Etat du monde entier défilent dans l'ancienne capitale des Achéménides. Mais l'opinion n'approuve pas ces dépenses somptuaires. Pour une partie de la presse internationale et la gauche, le shah devient l'homme à abattre. L'opération de diabolisation atteint son apogée avec la présidence Carter qui entend rompre avec les dictateurs soutenus par ses prédécesseurs et promouvoir partout les droits de l'homme. Le shah avait tardé à faire les réformes politiques indispensables ; il n'osera pas la fermeté qui s'imposait face aux hostilités. On intrigue contre lui. On le force, le 6 novembre 1978, à prononcer un discours calamiteux où il officialise la révolution en marche. Shapour Bakhtiar, qui fait figure d'opposant, est poussé à la tête de l'exécutif. Le couple impérial est obligé de quitter le pays le 16 janvier 1979, et Bakhtiar est emporté par la vague islamique le 11 février. L'errance et le calvaire du shah commencent, alors qu'aucun des pays « amis » n'accepte de le recevoir, Paris lui refusant même la possibilité de venir s'y soigner. C'est finalement au Caire qu'il trouve refuge pour y mourir le 27 juillet 1980, à 61 ans. Grâce à Sadate, ses funérailles sont grandioses. Parmi les messages envoyés à la Shabanou Farah, celui du président Giscard d'Estaing brille par son originalité. On a réussi à n'y faire figurer ni le nom, ni le titre du shah, et à ne parler que du « *deuil qui frappe votre famille* ». Tel est le destin. Sa dépouille repose toujours au Caire.

ILLUSTRATIONS : © HARMONIE BRICOUT POUR LE FIGARO HISTOIRE.

ROUHOLLAH KHOMEYNI (KHOMEYNI, 1902-TÉHÉRAN, 1989)

Le père de l'homme devenu une célébrité en 1978 était un Indien venu en Iran, qui s'était mis au service d'un féodal local à Khomeyn, bourgade du centre du pays. D'où son patronyme. Rouhollah fait des études coraniques dans la région, puis en Irak. Rentré en Iran au milieu des années 1940, il mène la vie du mollah de base : un peu enseignant à Qom, un peu prédicateur. Après la Seconde Guerre mondiale, il gravite autour de l'ayatollah Kashani, religieux au discours extrémiste, antibritannique et réputé proche des Frères musulmans. La mort de son mentor, en 1962, lui ouvre enfin la voie. Ambitieux, il a une idée : l'application de la charia. L'occasion se présente lorsque le shah lance les principes de la « révolution blanche », massivement approuvée par référendum le 27 janvier 1963. Aussitôt, Khomeyni rend une fatwa déclarant le référendum contraire à l'islam. Peu importe qu'il n'ait pas encore été « *Modjtahed* », docteur de la loi, et n'ait donc pas eu le droit de rendre des fatwas : le voilà face au shah. Le 15 juin, la police l'arrête et le transfère à Téhéran. Dès lors, Khomeyni sera connu comme un personnage orgueilleux, méfiant, animé par une haine délirante et passionnée. Le « cas » Khomeyni devient intéressant au milieu des années 1970, lorsque la déstabilisation du shah commence à trouver de sérieux partisans en Occident. Ses ambitions démesurées, son ignorance des affaires du monde sont telles qu'on peut le manipuler. La politique pétrolière du shah, son désir d'indépendance nationale, son attitude pendant la guerre de Kippour, où il a soutenu l'Égypte contre Israël, irritent. La situation intérieure de l'Iran commence aussi à se dégrader. Le 19 août 1978, un incendie criminel ravage le cinéma Rex d'Abadan et fait 417 morts. Les pistes aboutissent à l'entourage de Khomeyni. Mais la rumeur, venue surtout de l'étranger, accuse la Savak, le service de renseignement iranien. Les manifestations prennent de l'ampleur, les autorités restent amorphes pour ne pas déplaire à l'Administration Carter. Le processus révolutionnaire est mis en marche. Khomeyni arrive en France le 6 octobre 1978. On l'installe à Neauphle-le-Château. La maison mitoyenne a déjà été louée par la CIA et le terrain en face pour ses prières publiques ! En quelques semaines, l'obscur ayatollah est transformé en personnalité de dimension internationale. Sur la suggestion de deux journalistes français, on l'appelle « imam », titre réservé chez les chiites aux seuls douze descendants directs de Mahomet. Début janvier 1979, la conférence de quatre « grands » occidentaux en Guadeloupe scelle le sort du shah et acte le triomphe de Khomeyni. Le 1^{er} février 1979 à Téhéran, le nouvel « imam » descend d'un avion d'Air France baptisé pour l'occasion « liberté ». Qui avait financé cette immense opération en Iran et ailleurs ? Des bazaris de Téhéran, Kadhafi qui s'en vantera et, pour 150 millions de dollars, la CIA, selon l'un de ses responsables, jamais démenti. « *L'essor de l'islamisme radical date de là* », écrira Maurice Druon dans *Le Figaro* du 12 novembre 2004. Le reste de l'histoire est connu.

Membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, lauréat de l'Académie française, Houchang Nahavandi a été recteur des universités de Chiraz et de Téhéran, et ministre du Développement sous la monarchie iranienne. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'Iran.


À LIRE d'Houchang Nahavandi et Yves Bomati


*Les Grandes
Figures
de l'Iran*
Perrin
392 pages
23,90 €

LES HARMONIES D'ABBAS La mosquée du Shah sur la Place royale. En 1611, Abbas le Grand en commanda les plans au mathématicien et poète Sheikh Bahâi. Le shah aura la chance de pouvoir admirer sa mosquée, achevée peu de temps avant sa mort, en 1629. L'édifice le plus somptueux de l'époque safavide, dont l'ensemble « *produit une impression d'unité et de calme* », émerveillera Pierre Loti en 1900.

© FERRANTE FERRANTI.





Ispahan. La moitié du monde

Texte et photos de Ferrante Ferranti

C'est en 1597
qu'Abbas le Grand
décide de faire d'Ispahan
la capitale de son
empire. Elle sera
durant plus d'un siècle
le flamboyant symbole
de l'Iran des Safavides.



A l'approche d'Ispahan, les arides solitudes des chaînes montagneuses du Zagros laissent place à une plaine fertile nourrie par les eaux du Zayandeh Roud, « la rivière qui donne la vie ». Le complexe système d'irrigation, élaboré sous les Safavides dès le XVI^e siècle, fut maîtrisé par une firme anglaise vers 1950, mais les pigeonniers, évoqués ou esquissés par les premiers voyageurs européens, sont désormais de poétiques ruines qui jalonnent la route.

La position centrale – entre Chiraz, capitale du Fars, au sud, et la mer Caspienne au nord, l'Azerbaïdjan et le Baloutchistan, bornes au nord-ouest et au sud-est de la puissance iranienne – forgea la vocation caravanière d'Ispahan, que les oasis orientales, Yazd ou Kerman, ne pouvaient aussi bien assumer.

Le nom d'Aspadana, donné par Ptolémée, signifierait lieu de rassemblement. Les légendes se mêlent et se contredisent, attribuant la construction de la citadelle de Tabarak, dont subsistent près de la ville quelques pans ruinés, tantôt au roi Kay-Kaous, de la dynastie kayanienne, tantôt à Alexandre le Grand. Le forgeron Kaveh, héros du *Livre des rois*, passe pour natif d'Ispahan, mentionnée par Moïse de Chorène au V^e siècle.

Un joyau d'architecture

Au début de la période islamique, la ville comprenait deux cités, encore distinctes au X^e siècle : la Djay des géographes arabes et, hors les murs, Yahoudiyeh, la colonie juive, dont certains feraient remonter la fondation à l'époque de Nabuchodonosor et de l'exil de Jérusalem... Un temps capitale sous les Seldjoukides au XI^e siècle, c'est sous les empereurs safavides Abbas I^{er} le Grand et Abbas II, au XVII^e siècle, qu'elle accomplit ses plus hautes destinées. Le voyageur français Jean Chardin note que les Persans, pour exalter la grandeur

de leur ville, la désignent alors comme « *Isfahan, Nesf-è-djahan, "la moitié du monde"* ».

Il faut découvrir Ispahan par le nord de la vieille ville, labyrinthe caractéristique des cités médiévales d'Orient. Isolée par de hauts murs presque aveugles, la mosquée du Vendredi (*Masjed-è-djomeh*) se révèle bientôt, fascinant laboratoire d'architecture du monde islamique. Au XI^e siècle, un voyageur arabe la distingue, « *grande et belle* », des « *monuments magnifiques et altiers* ». De ce premier édifice, brûlé par les ismaéliens au début du siècle suivant, subsistent deux belles salles à coupoles. A partir de 1121, la mosquée fut reconstruite, sans cesse agrandie et embellie.

Les princes timourides, successeurs du tyran Tamerlan, bâtirent en 1448 la grande salle d'hiver, dix-huit travées d'imposants piliers soutenant de grands arcs en ogives. Des souverains turcomans firent ensuite dresser les minarets et décorèrent la cour ; de cette époque datent les alvéoles de la voûte du porche sud, plus sobres et délicates que les stalactites de la période safavide.

Tous les bâtiments s'ordonnent autour de la cour centrale, ouverte aux points cardinaux sur les iwans, porches de prière ; l'iwan ouest est surmonté par le *goldatesh*, tour d'où est lancé l'appel à la prière. Dans la salle adjacente, le sultan Oldjaitu, converti au chiisme au début du XIV^e siècle, fit ériger le plus beau des mihrabs : la niche de prière, encadrée par deux fines colonnes, est surmontée de plâtres ciselés à la perfection. L'iwan nord est recouvert de fines mosaïques d'émaux de l'époque seldjoukide.

La mosquée n'est pas un musée, mais un lieu de culte bien vivant. Tandis que les pigeons roucoulent dans les oculi, on voit les femmes voilées qui semblent glisser derrière les parois



CALLIGRAPHIES SACRÉES Ci-dessus et page de gauche : édifiée durant le règne du sultan seldjoukide Malik Shah (1072-1092), la mosquée du Vendredi fut partiellement détruite par l'incendie des ismaéliens en 1121. Par la suite, elle sera reconstruite, puis agrandie et embellie au fil des siècles, notamment par les Safavides. Ci-dessous : l'une des fresques du grand salon de réception du palais de Chehel Sotun (« aux quarante colonnes »). Certaines peintures datent de l'époque d'Abbas II, qui fit terminer le palais en 1647, les autres étant de l'époque des Qadjars, au XIX^e siècle.

de briques ajourées vers la fontaine aux ablutions ; à l'intérieur des salles, les pas des fidèles frottent les sols érodés. Ma plus forte apparition reste celle d'un mollah, qui avait longé en marmonnant les parois recouvertes de calligraphies et de faïences azurées de la cour, priant dans l'iwan nord les bras tendus vers la lumière, comme dans une miniature.

En se dirigeant vers le sud de la vieille ville, on traverse le bazar, un des plus suggestifs du Moyen-Orient. Bâti sur les ordres de Shah Abbas I^{er}, il regroupe en îlots séparés les corps de métier – épiciers, cordonniers, miniaturistes, qui peignent parfois sur des œufs d'autruche, orfèvres, artisans de marqueteries de bois et de nacre, céramistes, et tant d'autres. Les visions de Nicolas Bouvier, apparues en 1953 lors de sa traversée de l'Iran et si sensiblement traduites en mots dans son *Usage du monde*, d'hommes marchant les mains dans le dos et traversés par les faisceaux de soleil perçant les voûtes de briques constellées d'étoiles, y surgissent encore.

A travers la porte sud du bazar, le voyageur découvre enfin le *Meidan-è-shah* ; mais avant de jouir des joyaux de cette grande place, fleurons du siècle d'or d'Ispahan, il vaut mieux se diriger vers l'ouest et les palais des nobles. Là se dessine le palais de Chehel Sotun (« aux quarante colonnes »), terminé en 1647. Lieu de plaisance du roi, il doit son nom à une élégante terrasse soutenue par vingt piliers de bois qui, en se reflétant dans une longue pièce d'eau, se dédoublent. Les caissons des





CONSTELLATION DIVINE Ci-contre : la coupole de la mosquée de Sheikh Lotfollah. Construit entre 1602 et 1619, et réservé à l'usage privé du shah et de sa famille, l'édifice comprend une unique salle de prière surmontée d'une coupole, dont l'intérieur est recouvert de mosaïques bleues et jaunes.



plafonds sont décorés jusque dans les moindres recoins de marqueteries aux nuances infinies. Le grand salon, couvert de trois coupoles, est célèbre pour ses stucs, ses miroirs et ses fresques, ressuscitées après avoir longtemps disparu sous le badigeon des envahisseurs afghans ou datant de la décoration du palais vers 1870 sous la dynastie des Qadjars. Elles narrent la vie de cour sous les Safavides : scènes de bataille contre les Ouzbeks ou contre un sultan indien perché sur son éléphant blanc ; réceptions en l'honneur du roi du Turkestan ou du prince indien Humayun, réfugié en Perse en 1543, scènes de genre avec musiciens et danseuses.

On parvient sur la grande place par la porte d'Ali, l'emblématique pavillon Ali Qapu, qui se déploie sur six étages, achevé en 1644. Le roi présidait de sa terrasse aux spectacles et aux jeux, essentiellement des parties de polo, qui se déroulaient sur le *Meidan-è-shah*. On visite la salle du trône, où Shah Abbas recevait les dignitaires et les ambassadeurs. Les fresques y reflètent l'art persan à son apogée, et le salon de musique, au dernier étage, traduit le plus haut degré de civilisation. Les parois sont doublées de stucs, découpés en forme d'instruments usuels, qui brisent l'écho en répartissant le son.

Seul l'Ali Qapu était accessible aux diplomates et aux missionnaires – tel le capucin Raphaël du Mans, ou les jésuites conduits par le père Rigourdy – et aux voyageurs européens. Les témoignages disent l'éclat d'une cité cosmopolite, dont la population était alors estimée à 500 000 habitants.

Plus belle qu'Istanbul

En premier, l'aventurier italien Pietro Della Valle, musicien, poète qui, en lecteur passionné de la *Jérusalem libérée* de Tasse, veut rencontrer Abbas I^{er} pour lui proposer une alliance avec les Cosaques contre les Turcs. Lorsqu'il arrive à Isfahan, le 22 février 1617, la ville lui paraît plus belle encore qu'Istanbul ; il y attendra pendant un an le retour du souverain, en campagne guerrière, et finit par le rejoindre à Ferhabad, mais les succès persans contre les Ottomans rendent vain son projet d'alliance.

On doit les plus célèbres récits, grâce à leur intimité avec les shahs, au négociant Jean-Baptiste Tavernier et au diamantaire Jean Chardin, qui résident à Isfahan à plusieurs reprises entre 1631 et 1676. Au cours de sa visite de la bibliothèque royale, le chevalier Chardin découvre des livres « persans, arabes, turquesques et cophtes, (...) des rituels romains et des livres d'histoire et de mathématique » ; il pressent cependant le déclin d'une telle civilisation.

En longeant sur sa largeur le grand bassin central de la place, on atteint la mosquée de Sheikh Lotfollah, dont la coupole rosée se découpe au-dessus de la perspective des arcades. Elle



JEU DE FORMES

Ci-contre : le plafond du salon de musique dans le pavillon Ali Qapu. Un premier édifice de trois étages fut construit par Abbas le Grand en face de la mosquée de Sheikh Lotfollah. Il sera agrandi de trois étages par Abbas II (1642-1666). De la terrasse, Abbas le Grand pouvait contempler la vie de la cité, mais aussi les cérémonies, les spectacles, les parades militaires qui se déroulaient sur la Place royale.

doit son nom à un docteur de l'islam, à qui Shah Abbas I^{er} confia sa mosquée et une école de théologie. La voûte en stalactites bleues et jaunes du portail d'entrée annonce les iwans de la mosquée du Shah. On accède directement à la salle de prière par un corridor recouvert de céramiques éclatantes, qui préparent au plus raffiné décor de l'art persan. L'air et la lumière pénètrent par une arche unique, dans laquelle le soleil parvient à s'immiscer pour découper d'éblouissants bandeaux bleu vert parsemés de feuilles jaunes. Une inscription rappelle sur le mihrab le nom de l'architecte, Ustad Mohammad Reza, « *humble et pauvre, anxieux de la miséricorde de Dieu* ».

De retour sur la place, après une halte à déguster des *faludeh*, cheveux d'ange au jus de citron, et des glaces à la rose et au safran, les minarets du portail de la *Masjed-è-shah* nous rappellent à la visite. La mosquée est l'œuvre du seul Shah Abbas I^{er} ; commencé en 1611, le joyau du royaume fut achevé en 1629. Orientée

comme il se doit vers La Mecque, la mosquée est parfaitement intégrée dans l'urbanisme de son successeur. Le portail, qui attire Pierre Loti « *comme l'entrée magique d'un gouffre bleu* », est conçu en fonction de la place et non de la mosquée afin de répondre à la porte du bazar, situé à l'opposé. Deux inscriptions glorifient l'empereur et le maître d'œuvre principal, qui nous offrent un rare exemple de monument grandiose construit d'un seul élan. Les spirales bleues et turquoise se mêlent aux calligraphies or et noir, les fleurs stylisées aux plumages de paon. Un vaste coude tapissé de délicates mosaïques conduit à la cour, de type classique avec sa fontaine aux ablutions et ses quatre iwans. Le porche sud est privilégié, afin de mener à la salle de prière, surmontée de la haute coupole, couronnée d'une étoile d'or à branches multiples ornée de fines roses, symbole de la cité.

Isfahan perdit son rang au XIX^e siècle, anéantie par les rigueurs de l'invasion afghane. Le romancier James Justinian



D'OMBRE ET DE LUMIÈRE Ci-dessus, à gauche : les minarets du portail de la mosquée du Shah. Situé au sud de la Place royale, le portail de la mosquée semble ne pas respecter l'orientation vers La Mecque. Mais un corridor en coude permet de rejoindre la cour et la salle de prière (ci-dessus, à droite) qui sont, elles, bien orientées. Page de droite, en haut : le dôme de la cathédrale arménienne Saint-Sauveur dans le quartier de Djolfa, au sud d'Ispahan. L'édifice fut érigé entre 1655 et 1664 sous Abbas II. En bas : le pont aux trente-trois arches (*Si-o-seh Pol*), construit vers 1602, enjambe sur environ 160 m de long le Zayandeh Roud, « la rivière qui donne la vie ».

Morier décrit vers 1840 une ville où erraient les chacals. Pour Pierre Loti, lyrique dans ses descriptions des décorations architecturales, qui visita la ville en 1900, « le Tscharbag est d'une indicible mélancolie, voie de communication presque abandonnée entre ces deux amas de ruines, Ispahan et Djoulfa. Les platanes, plus de trois fois centenaires, y sont devenus des géants qui se meurent, la tête découronnée ; les dalles sont disjointes et envahies par une herbe funèbre. Les pièces d'eau se dessèchent ou bien se changent en mares croupissantes ; les plates-bandes de fleurs ont disparu et les derniers rosiers tournent à la brousaille sauvage. Entre qui veut dans les quelques palais restés debout, dont les plafonds délicats tombent en poussière et où les Afghans, par fanatisme, ont brisé dès leur arrivée le visage de

toutes les belles dames peintes sur les panneaux de faïence. Avec ses allées d'arbres qui vivent encore, ce Tscharbag, témoin du faste d'un siècle si peu distant du nôtre, est plus nostalgique cent fois que les débris des passés très lointains. »

L'avenue est aujourd'hui défigurée par l'abondance de commerces, mais elle reste l'accès principal au fleuve. En ligne droite, elle débouche sur le pont érigé par ordre d'un dignitaire géorgien proche d'Abbas I^{er}, Allahverdi Khan, appelé *Si-o-seh Pol*, pont « aux trente-trois arches », vers 1602. Sous les arcades basses, qui semblent se découper à l'infini, il n'est pas rare de voir des fumeurs de narghilé et, à la nuit tombée, des familles qui s'attourent autour d'hommes sortant du rang pour entonner des mélodies traditionnelles, rythmées par des tambourins.

En aval, le *Pol-è-Khadjou* suscite plus encore l'admiration. Avec ses vingt-trois arches, sur 132 m de long et 12 de large, il fait lui aussi office de barrage, avec des brise-flots en éventail. Au centre, du double pavillon dit « parloir des princes », Shah Abbas assistait avec ses épouses aux spectacles nautiques. La rivière, exceptionnellement en eau en ce printemps, est domptée par les écluses. Des hommes immergés jusqu'aux genoux jouent au ballon près des berges. Les visiteurs chuchotent à l'oreille de deux lions de pierre, symboles de la royauté et emblèmes de l'imam Ali, qui se confient les secrets d'une rive à l'autre par un troublant phénomène d'acoustique.

En 1953, Nicolas Bouvier, comme Pierre Loti, ne peut s'empêcher de songer à la gloire passée : *« Ispahan n'a plus aujourd'hui que deux cent mille habitants. Elle est devenue "province", elle s'est rétrécie. »* Lui aussi fait le constat d'une ville dont les plus beaux et plus anciens bâtiments *« s'effritent et se détériorent »*. Mais cet aspect de la ville émeut l'écrivain-voyageur suisse : *« C'est justement par cet abandon si humain au temps, qui est leur seule imperfection, qu'ils nous deviennent accessibles et nous touchent ; ces immenses et gracieux monuments séfèvides flottent sur elle comme des vêtements devenus trop grands. »*

Un vestige d'époques de tolérance

En 1960, la ville comptait 169 mosquées, 28 madrassas et 142 caravansérails, mais aussi 13 églises chrétiennes et 13 synagogues : il serait beau de les voir habitées par les cultes. Le voyageur se doit donc d'achever sa visite par la cathédrale arménienne, vestige non musulman d'époques de tolérance.

Dédiée au Saint-Sauveur, elle a été construite entre 1655 et 1664. Le complexe religieux abrite une imprimerie ancienne, une bibliothèque de plus de 700 manuscrits, un musée consacré à l'histoire des Arméniens. Shah Abbas avait remarqué sur l'Araxe, lors de ses campagnes guerrières vers l'Azerbaïdjan, l'industrielle activité des Arméniens. Il les déplaça par milliers dans sa capitale ; ils s'installèrent dans le faubourg sud du Zayandeh Roud, qui prit le nom de Djolfa, en mémoire du lieu d'origine de la majorité d'entre eux. Par leur commerce, et en parallèle avec les agents anglais et hollandais réunis par le souverain autour de sa Cour, qui avaient fait du grand bazar un comptoir de la Compagnie des Indes, ils participèrent grandement à la prospérité économique. En plus d'avantages financiers, la communauté arménienne jouissait du libre exercice de son culte, au même titre que les juifs, dont la communauté comptera jusqu'à 10 000 membres avant la révolution islamique.

De la rue, la cathédrale a le même aspect qu'une mosquée ; seule la distingue une croix au sommet du dôme. On longe un mémorial du génocide avant d'en franchir le seuil, encadré par des anges à chapeaux persans. L'intérieur est recouvert de fresques qui racontent entre autres le martyre de saint Grégoire l'Illuminateur, fondateur de l'Eglise arménienne. Le dessin et l'ornementation de la coupole, inspirés des plus emblématiques mosquées safavides, reflète le syncrétisme d'une civilisation qui rayonnait en « moitié du monde ».



PHOTOS : © FERRANTE FERRANTI.

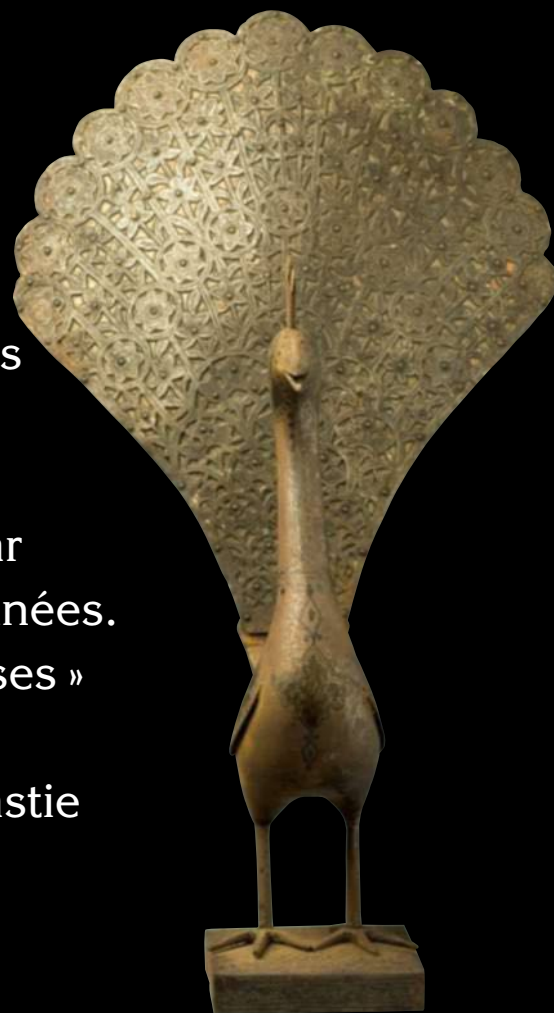


GOÛTS DE LUXE A gauche : *Setar* (luth), XIX^e siècle (Paris, Cité de la musique-Philharmonie de Paris). La musique occupait une place importante dans la vie publique et privée de la Cour. On en jouait pendant les fêtes, les repas, ou au moment de s'endormir. A droite : compendium astronomique, XIX^e siècle (Toronto, musée Aga-Khan). Il révèle le goût de l'élite iranienne pour les objets de luxe et de science. En bas : paon en acier, XIX^e siècle (Rennes, musée des Beaux-Arts). Il était utilisé comme support dévotionnel lors des cérémonies du mois de Muharram.



L'empire des sens

Ils furent les maîtres d'un Iran bousculé par les Russes et les Britanniques. Les Qadjars (1796-1925) ont néanmoins contribué au développement artistique du pays, alimenté par une cour friande d'œuvres raffinées. L'exposition « L'Empire des roses » au musée du Louvre-Lens présente l'art subtil d'une dynastie qui ouvrit l'Iran à la modernité.





UN PERSE DANS LA VILLE Ci-dessus : *Asqar Khan Afshar, ambassadeur de Perse à Paris en 1808*, par Césarine Davin-Mirvault, 1809 (Versailles, musée du Château). Ambassadeur de Fath Ali Shah auprès de Napoléon Bonaparte, il est rapidement devenu l'objet de toutes les curiosités, notamment celle de la haute société parisienne. Il est célèbre pour avoir été le premier Iranien initié à la franc-maçonnerie. Ce portrait fut présenté au Salon de 1810, acquis par Louis-Philippe en 1836 et déposé à Versailles en 1840.



À PAS DE VELOURS Ci-dessus, à gauche : *Acrobate au paon*, vers 1820-1830 (Bellinzona, Archives cantonales du Tessin). A l'instar des danseuses et des musiciennes, les acrobates étaient prisées par les milieux courtoisans iraniens. Ci-dessus, à droite : service à café à décor astrologique, signé Baqir, début du XIX^e siècle (Oxford, Ashmolean Museum). Les médaillons lobés ornant la tasse et le couvercle représentent les personnifications des sept planètes, des six constellations et des signes du zodiaque. A droite : félin en acier au décor damasquiné d'or, fin du XIX^e siècle (Paris, musée du Louvre). Comme le paon de la page précédente, il était lié aux cérémonies religieuses du mois de Muharram, durant lesquelles les sculptures zoomorphes, disposées par paires, revêtaient une fonction allégorique évoquant des martyrs ou des figures saintes.

EXPOSITION

« L'Empire des roses. Chefs-d'œuvre de l'art persan du XIX^e siècle », jusqu'au 23 juillet 2018. Musée du Louvre-Lens, 99, rue Paul-Bert, 62300 Lens. Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 18 h. Fermé le 1^{er} mai. Tarifs : 10 €/5 €. Rens. : www.louvre-lens.fr Catalogue de l'exposition, sous la direction de Gwenaëlle Fellingier, Louvre-Lens/Snoeck Editions, 400 pages, 39 €.





Par Emma Kaladjian, Geoffroy Caillet et François-Joseph Ambroselli

Lettres persanes

Les Grandes Figures de l'Iran

Houchang Nahavandi et Yves Bomati

De la Perse antique à l'Iran d'après la Seconde Guerre mondiale, Houchang Nahavandi et Yves Bomati déroulent une anthologie de treize personnages qui ont compté politiquement ou intellectuellement en trois mille ans d'histoire iranienne. De Zarathoustra à Reza Shah Pahlavi, en passant par Cyrus le Grand et Ismaïl I^{er}, ces deux spécialistes offrent bien plus que des biographies : un récit clair et captivant, enrichi d'« interludes » qui éclairent l'histoire d'un pays fascinant, à l'heure où son destin est plus que jamais imprévisible. **EK**

Perrin, 2015, 392 pages, 23,90 €.



Mohammad Reza Pahlavi. Le dernier shah, 1919-1980

Houchang Nahavandi et Yves Bomati

Discredité par les uns pour son style autoritaire, admiré par les autres pour sa politique d'indépendance, Mohammad Reza Pahlavi régna sur l'Iran pendant trente-sept ans. Dans cette biographie minutieuse et parfaitement documentée, Houchang Nahavandi, ancien ministre du shah, et Yves Bomati retracent la vie de l'homme qui monta sur le trône des Pahlavi en 1941, en jetant un jour cru sur sa politique, ses

arcanes (la Savak) et ses évolutions, comme sur sa vie privée. Une biographie magistrale qui tient toutes les promesses du livre de référence. **EK**

Perrin, 2013, 704 pages, 27 €.

Histoire de l'Iran contemporain

Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner

Consacré à l'histoire de l'Iran depuis le règne des Qadjars, ce petit livre remporte le pari de la concision et de la clarté, qui en assurent une lecture aisée au non-spécialiste. De l'otage de la Russie et de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle à l'instauration de la République islamique en 1979, l'Iran se dévoile tel qu'en lui-même dans cet ouvrage des deux auteurs de *L'Iran en 100 questions* (Tallandier). Consacré à l'après-Khomeyni, son ultime chapitre introduit le lecteur à l'actualité brûlante des réalités iraniennes. **GC**

La Découverte, 2017, 128 pages, 10 €.



L'Iran de 1800 à nos jours. Yann Richard

Aux XIX^e et XX^e siècles, l'ingérence des puissances occidentales fut le terreau du nationalisme iranien. Pour les cortèges révolutionnaires des années 1970, le shah n'était plus que le pion d'un système féodal mis en place par Washington. Des fastes frelatés de la dynastie qadjare à la présidentielle de 2013, Yann Richard explore brillamment les crises et les transitions douloureuses qui ont marqué la modernité iranienne, en s'interrogeant sur la pérennité du régime actuel. **F-JA**

Flammarion, « Champs Histoire », 2016, 496 pages, 11 €.



L'Iran au XX^e siècle

Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard

Il aura suffi d'un siècle pour que l'Iran passe « de la situation de pays oublié à celui d'Etat accusé de terrorisme, défiant la plus grande puissance mondiale ». Il était devenu entre-temps, par l'exploitation lucrative du pétrole, un enjeu politique et économique de premier plan sur la scène internationale. De la révolution constitutionnaliste de 1906 à l'avènement de la République islamique et de sa politique vengeresse, les trois auteurs dressent le portrait brillant de « l'exception iranienne » dans toute sa subtilité. **F-JA**

Fayard, 2007, 508 pages, 26,40 €.



Géopolitique de l'Iran

Mohammad-Reza Djalili

A la fois thématique et chronologique, cette radioscopie de l'Iran est une synthèse étonnamment complète, qui parcourt l'histoire du pays depuis Cyrus le Grand en décryptant ce qui fait sa singularité : Etat charnière, seul Etat chiite du monde musulman, terre de révolutions, mais aussi de poètes et d'artistes au rayonnement culturel de premier ordre. Cartes, schémas, index et chronologie achèvent de faire de cette *Géopolitique de l'Iran* un manuel indispensable. **GC**

Editions Complexe, 2005, 144 pages, d'occasion.

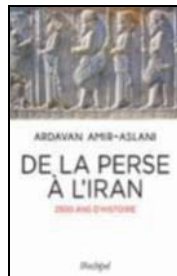


Les Iraniens. Histoire d'un peuple Yves Porter

L'Iran fut une mosaïque de religions et de groupes ethno-linguistiques : Achéménides, Séleucides, Parthes, Sassanides, zoroastriens, manichéens, juifs, chrétiens, musulmans... De la préhistoire à la première élection du président Mahmoud Ahmadinejad en 2005, Yves Porter relève le défi d'en rendre compte à travers cette histoire générale du monde iranien, « scandée par des périodes glorieuses et par des invasions désastreuses ». Un travail de synthèse remarquable, qui, en quelques centaines de pages, rend accessibles des milliers d'années de guerres et de paix, de conquêtes et de pertes, d'ordre et de révoltes. **F-JA** Armand Colin, 2006, 342 pages, 35,80 €.

Débâcle. L'échec américain en Iran

Michael Ledeen et William Lewis
Personne ne croyait à la chute de Mohammad Reza Pahlavi. En août 1978, la CIA niait officiellement « la situation révolutionnaire » de l'Iran, tandis qu'un rapport de la DIA daté du 28 septembre 1978 indiquait que, selon toute vraisemblance, le shah allait rester « activement au pouvoir pendant les dix années qui viennent ». Une « clairvoyance » que les auteurs de ce livre passionnant ne se privent pas de moquer. Bien que publiée il y a presque quarante ans, cette étude magistralement sourcée trouve encore sa résonance dans l'actualité et « explique [toujours] pourquoi nous nous trouvons aujourd'hui dans de si graves difficultés ». **F-JA** Albin Michel, 1981, 280 pages, d'occasion.



De la Perse à l'Iran. Ardavan Amir-Aslani

Ardavan Amir-Aslani n'est pas seulement l'avocat de la veuve d'un célèbre chanteur récemment disparu. Spécialiste de l'Iran, professeur à l'Ecole de guerre économique, il consacre ici ses talents de défense à son pays d'origine, dans un essai vibrant qui initie le néophyte à la singularité millénaire de la culture persane, avec une attention particulière portée à sa pensée religieuse, aussi bien avant que depuis la conquête musulmane, à son « génie mobile et incandescent » et à son caractère universel, si méconnu car jugé seulement d'après les dirigeants du pays. Une splendeur retrouvée. **GC** L'Archipel, 2018, 208 pages, 18 €.

Journal de voyage en Europe (1873) du shah de Perse

Traduit du persan, présenté et annoté par Bernadette Salesse

En 1873, Nasser ed-Din partit faire son Grand Tour à lui, le premier jamais accompli par un shah. Pendant cinq mois, le souverain est reçu officiellement dans huit pays d'Europe et en rapporte ce journal de voyage, d'abord publié en feuilleton dans le *Journal officiel d'Iran*. Essentiellement descriptif, il tire son pittoresque du caractère inédit que représentent, pour un Persan, l'électricité, l'opéra ou les tondeuses à gazon... Le dessein initial de Nasser ed-Din Shah de s'inspirer de l'Europe pour réformer l'Iran aux plans politique et économique n'en restera pas moins lettre morte. La donne changera seulement avec la Constitution de 1906, soit dix ans après l'assassinat de celui qui avait contribué malgré lui à en propager l'idée, en tendant à son peuple, à travers ses involontaires *Lettres persanes*, le miroir souriant de la modernité. **GC**

Actes Sud, 2000, 324 pages, 24,60 €.



ERRATUM

Le manuscrit conservé à la bibliothèque du Vatican que nous avons reproduit sous le titre « Andalousie mon amour » dans *Le Figaro Histoire* n° 36 n'est pas le seul exemplaire de ce texte – il y en a deux autres, à Paris et à Dublin – mais le seul qui ait fait l'objet d'une enluminure. Arianna D'Ottone Rambach a en outre montré, dans *La Storia di Bayad e Riyad* (ms Vat. ar. 368). *Una nuova edizione e traduzione*, Cité du Vatican, Biblioteca Apostolica Vaticana (*Studi e Testi* 479), 2013, que la version de l'histoire que nous avons reproduite à partir de sa traduction en espagnol par Alois Richard Nykl en 1941 était fautive. C'est en réalité la vieille dame qui a convaincu la fille du *hadjib* d'organiser la rencontre avec Bayad. Le véritable obstacle à l'amour entre Bayad et Riyad n'est pas l'attirance éprouvée par le chambellan, mais par sa fille. La femme représentée sur la miniature reproduite p. 96 n'est pas la vieille dame mais une jeune fille (Shamul), qui transmet un message d'amour de Riyad. Enfin, le jeune homme logeait chez la vieille dame bien avant de sombrer dans le désespoir. **F-JA**



CHRONOLOGIE

Par François-Joseph Ambroselli

Chronique d'un Empire

Durant près de cinq siècles, l'Iran fut gouverné par trois dynasties royales, jusqu'à la révolution islamique de 1979 qui renversera le dernier shah.

L'empire des Safavides

1501 Ismaïl Safavi (1501-1524), alors âgé de 14 ans, conquiert l'Azerbaïdjan iranien avec l'aide des tribus chiites *qizilbash* et fait de Tabriz sa capitale. Il y est proclamé shah et inaugure la dynastie des Safavides.

1502 Il instaure le chiisme religion d'Etat, ce qui exacerbe les tensions dans un monde musulman sunnite à 85 %.

1505 Il annexe le Khorassan, province orientale de l'Iran, et chasse les Ouzbeks de Hérat, dans l'actuel Afghanistan.

1514 La montée en puissance de l'Empire safavide provoque la réaction de l'Empire ottoman, qui envoie deux ultimatums à Ismaïl afin qu'il renonce aux terres ottomanes qu'il occupe. Après deux refus consécutifs, les deux armées se rencontrent à Tchaldiran le 23 août et l'armée safavide subit une défaite cuisante. Après trois semaines d'occupation de Tabriz et de pillages, les armées ottomanes décident d'abandonner l'Azerbaïdjan.

1524 Shah Ismaïl 1^{er} meurt à l'âge de 37 ans, laissant le trône et un empire de trois millions de kilomètres carrés à son fils Tahmasp (1524-1576), âgé de 10 ans.

1524-1533 Instabilité politique de l'Iran safavide : les Ouzbeks envahissent le Khorassan par cinq fois sans parvenir à s'y installer durablement.

1534 Les Ottomans menacent de nouveau l'Empire safavide : ils occupent Tabriz, Bagdad et une grande partie de la Mésopotamie.

1535 Le shah Tahmasp 1^{er} reprend sa capitale, abandonnée par les Ottomans, et

recouvre tous les territoires envahis, à l'exception de Bagdad.

1538 Le Shirvan, royaume tributaire des Safavides, se révolte. Alqas Mirza, le frère de Tahmasp, y est envoyé pour en reprendre le contrôle. Victorieux, il est nommé gouverneur du Shirvan.

1546 Tahmasp transfère la capitale de Tabriz à Qazvin.

1547 En pleine campagne contre la Géorgie, les armées safavides sont contraintes de se diriger vers le Shirvan, où Alqas Mirza s'est révolté contre son frère. Le shah y rétablit l'ordre et son frère s'enfuit à Constantinople, où il presse les Ottomans de reprendre la guerre contre l'Iran safavide.

1554 Nouvelle campagne ottomane contre l'Empire safavide, qui se limite à quelques escarmouches et pillages. En août, un armistice est négocié.

MAI 1555 Signature du traité de paix d'Amasya entre le sultan ottoman Soliman 1^{er} et Tahmasp 1^{er}.

1576 La mort de Tahmasp 1^{er} plonge le pays dans une crise profonde, accentuée par les querelles internes des *Qizilbash*. Son fils aîné, Mohammad Khodabandeh, qui souffre d'une cécité quasi totale, est écarté du trône. C'est son deuxième fils qui prend le pouvoir sous le nom d'Ismaïl II (1576-1577). Il inaugure son règne par le massacre de ses rivaux potentiels, parmi lesquels de nombreux membres de sa famille ainsi que des enfants en bas âge, mais épargne son frère aîné handicapé.

Il meurt probablement d'une combinaison d'opium et de poison, et l'aveugle Mohammad Khodabandeh monte finalement sur le trône (1578-1587).

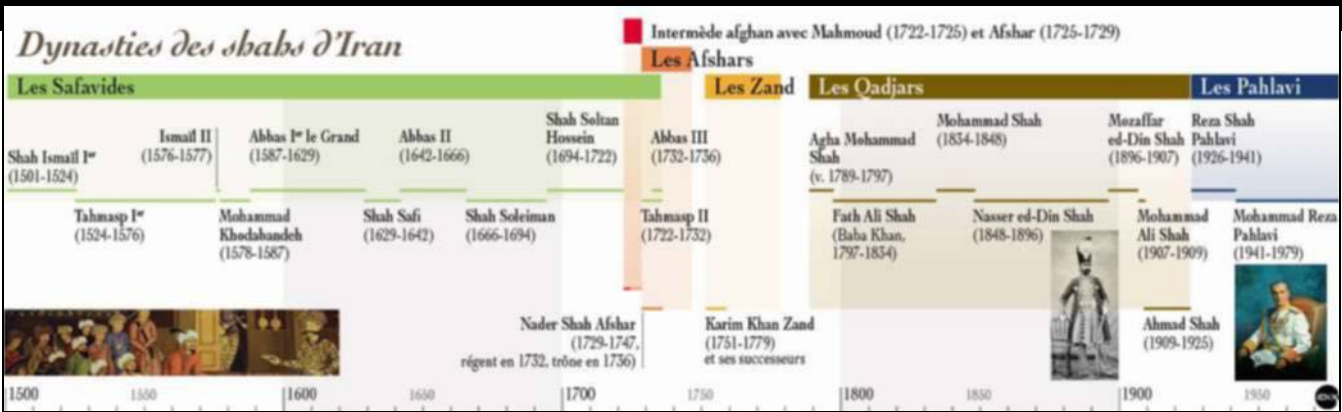
1578 La faiblesse du nouveau shah attise les ambitions de ses voisins. Les Ouzbeks tentent une nouvelle invasion du Khorassan, tandis que les Ottomans profitent de la révolte des Kurdes et des Géorgiens pour entamer une campagne contre la Géorgie, qui aboutit en 1585 à la prise de Tabriz.

1587 Le prince Abbas Mirza, successeur légitime du shah, est écarté du trône au profit de son jeune frère Abu Taleb Mirza. Apprenant la nouvelle, il marche sur Qazvin, appuyé par les Turcomans chiites de Morched Gholi Khan. Son père et son frère s'enfuient de la capitale, et le 1^{er} octobre, Mohammad Khodabandeh, revenu à Qazvin, est contraint à transmettre sa couronne à son fils, Abbas Mirza, proclamé shah sous le nom d'Abbas 1^{er} le Grand (1587-1629).

1589 Abbas 1^{er} le Grand, alors âgé de 18 ans, fait assassiner le présomptueux et menaçant Morched Gholi Khan.

1590 Paix très désavantageuse, dite « paix d'Istanbul », avec le sultan ottoman Murad III. Elle implique la perte de territoires importants, notamment les villes de Tabriz et de Bagdad. Un prince royal est également envoyé à Istanbul, comme garant du traité.

1597 Transfert de la capitale de Qazvin à Ispahan.



EN FILE PERSANE Ci-dessus : à la chute des Safavides, au début du XVIII^e siècle, la Perse connaît une période trouble durant laquelle plusieurs clans s'affrontent pour le contrôle du pays, jusqu'à l'avènement des Qadjars à la toute fin du XVIII^e siècle. Page de gauche : *Portrait d'un jeune prince*, milieu du XVI^e siècle (Paris, musée du Louvre).

1598 La paix d'Istanbul, même défavorable, permet à Abbas I^{er} le Grand de concentrer ses forces sur le Khorassan et de reprendre les villes de Mashhad et de Hérat, tombées aux mains des Ouzbeks.

1603 Début de la reconquête safavide des territoires cédés aux Ottomans lors de la paix d'Istanbul. La forteresse de Nahavand, au Lorestan, tombe, et la ville de Tabriz est reprise. La forteresse d'Erevan, en Arménie, tombe elle aussi en 1604. S'ensuit une période de lutte pour la domination de cette région « tampon » entre les deux puissances.

1618 Abbas I^{er} le Grand fait évacuer Tabriz à l'approche des forces ottomanes. Celles-ci pénètrent dans une ville désertée. Croyant les Iraniens à bout de force, 50 000 soldats ottomans quittent Tabriz pour Ardabil et se font surprendre par les troupes de Shah Abbas au cœur de la plaine de Polé-Chékasté : l'armée turque est défaite.

1624 Abbas I^{er} le Grand entre triomphalement dans Bagdad et prend officiellement acte, en 1626, de la renonciation définitive de l'Empire ottoman à la Mésopotamie.

1629 Shah Safi (1629-1642) succède à Abbas I^{er} le Grand. Il inaugure son règne par le massacre de tous les princes mâles de la famille safavide.

1638 Bagdad et la Mésopotamie retombent sous domination ottomane.

1639 Traité de Zuhab, qui marque la fin des hostilités avec les Ottomans. Les Iraniens perdent définitivement leurs possessions mésopotamiennes.

1642 Shah Safi meurt des suites d'abus d'alcool et d'opium. Son fils de 8 ans lui succède sous le nom d'Abbas II (1642-1666).

1645 Blocus du port de Bandar Abbas par les agents de la Compagnie des Indes néerlandaises, mécontents du prix de la soie fixé par le grand vizir Saru Taqi. Le jeune shah fait assassiner celui-ci.

1649 Abbas II reprend Kandahar au grand moghol.

Le déclin des Safavides

1666 Abbas II meurt des suites d'une longue maladie. Son fils lui succède sous le

nom de Safi II. Son début de règne est catastrophique : tremblements de terre au Shirvan et à Tabriz, suivis d'épidémies, de sécheresses et de famines, tandis que les Ouzbeks et les Cosaques dévastent le Khorassan et le Mazandaran. Les astrologues de la Cour attribuent ces malheurs à un couronnement qui se serait déroulé sous de sombres auspices.

1667-1694 Les astrologues ayant recalculé le jour favorable, le shah est de nouveau couronné, mais cette fois sous le nom de Shah Soleiman (1666-1694). Son règne est marqué par la décadence économique, militaire et administrative de l'empire. A sa mort, son fils Shah Soltan Hossein (1694-1722) lui succède.

1709 Révolte des Afghans sunnites de Kandahar.

1716 Des pirates arabes s'emparent de seize îles du golfe Persique, tandis que les Afghans de Hérat se rebellent.

1719 Le chef des Afghans, le sunnite Mahmud Khan, quitte Kandahar pour attaquer Kerman, qu'il occupe en 1720.

1722 L'armée afghane, pourtant inférieure en nombre, remporte une victoire éclatante sur une armée impériale désunie à Goldabad, à 20 km d'Ispahan. La capitale est assiégée et, après sept mois de lutte, Shah Soltan Hossein capitule le 22 octobre, laissant le pouvoir à Mahmud Khan. Le prince Tahmasp, fils du shah, s'enfuit au Mazandaran, où il établit un gouvernement sous le nom de Tahmasp II (1722-1732), et reçoit l'appui de la tribu des Afshars, alors commandée par un certain Nader. Entre-temps, le tsar de Russie, Pierre le Grand, désireux de retrouver son influence sur la Caspienne et le Caucase, déclare la guerre aux Safavides.

1723 Traité de Saint-Petersbourg. Tahmasp II cède le nord et le sud du Caucase à la Russie, ainsi qu'une partie de l'Iran du Nord.

1727 Ayant chassé les Afghans hors d'Iran, Nader se voit accorder par Tahmasp II le gouvernement du Khorassan, du Sistan, du Kerman et du Mazandaran.

1732 Nader détrône Tahmasp II et le remplace par un souverain fantoche : Abbas III (1732-1736), fils de Tahmasp II.

Les Afshars et les Zand

1736 Nader se proclame shah et instaure un chiisme modéré, afin de se rapprocher des sunnites.

1738-1739 Nader Shah Afshar (1736-1747) mène une campagne fructueuse contre l'Inde moghole. En échange de son retrait, il obtient toutes les provinces mogholes au nord de l'Indus ainsi qu'un tribut colossal.

1747 Assassinat de Nader Shah. S'ensuit une période de chaos : les restes de l'Empire safavide sont partagés entre la dynastie Durrani (1747-1842) en Afghanistan, le Shah Rokh Afshar au Khorassan, Mohammad Hassan Qadjar au Mazandaran, le général Azad en Azerbaïdjan, et Ali Mardan dans la région d'Ispahan, en Iran du Sud.

1751 Karim Khan Zand s'empare du pouvoir à Ispahan. Il établit sa capitale à Chiraz et règne en Iran du Sud en tant que *vakil* (mandataire) d'un prince safavide fantoche, Ismaïl III, petit-fils de Shah Soltan Hossein (1694-1722).

Le temps des Qadjars

1779 Mort de Karim Khan Zand. L'Iran plonge dans une guerre civile. Plusieurs shahs de la dynastie Zand se succèdent mais n'arrivent pas à stopper durablement l'avance des Qadjars du Mazandaran.

1786 Le Qadjar Agha Mohammad Khan transfère sa capitale de Sari à Téhéran.

1794 Le dernier représentant de la lignée Zand, alors en campagne à Kerman, est sauvagement assassiné par Agha Mohammad Khan, qui devient maître de tout l'Iran.

1795 Prise de Tiflis en Géorgie, alors sous protectorat russe, par les armées iraniennes. La tsarine Catherine II ne réagit pas.

1796 Couronnement d'Agha Mohammad à Téhéran. Il fonde la dynastie des Qadjars.

1797 Assassinat d'Agha Mohammad Shah lors de sa campagne dans le Caucase. Son neveu Baba Khan lui succède sous le nom de Fath Ali Shah (1797-1834).

1804 Le shah mobilise une armée de 60 000 hommes et déclare la guerre à la Russie.

1807 Signature d'un traité d'amitié entre la France et l'Iran en mai. Fath Ali souhaite conclure une alliance de revers avec Napoléon I^{er} contre la Russie, mais l'empereur des Français abandonne ce projet après l'accord de Tilsit conclu avec le tsar Alexandre I^{er} en juillet.

1813 Signature du traité de Golestan. La première guerre irano-russe, dite « guerre de Dix Ans », s'achève pour l'Iran par la perte des territoires sur la frontière nord-ouest.

1826 Un grand mollah de Téhéran proclame le djihad contre la Russie pour reprendre les provinces perdues. Sous la pression religieuse, Fath Ali Shah reprend le chemin de la guerre.

1828 Traité « honteux » de Turkmen-tchaï, qui marque la fin de la deuxième guerre irano-russe et oblige Fath Ali à payer une forte indemnité et à céder les provinces d'Erevan et de Nakhitchevan (sud de l'actuel Azerbaïdjan).

1834 Mort de Fath Ali. Son petit-fils lui succède sous le nom de Mohammad Shah (1834-1848).

1837-1838 Siège de Hérat, défendue par une garnison afghane, par les armées de Mohammad Shah. Sous la pression des Britanniques, qui envoient une expédition navale pour occuper l'île de Kharg, le shah lève finalement le siège.

1844 Emergence du mouvement messianique babi, opposé à la toute-puissance du clergé chiite. Il touche toutes les couches de la population et soulève des espoirs de changement social et politique. Le gouvernement réagit par une persécution féroce dans les années 1850.

1848 Mort de Mohammad Shah. Nasser ed-Din Shah (1848-1896) lui succède, alors qu'il n'est âgé que de 17 ans. Son début de

règne est marqué par la figure de son vizir Amir Kabir qui, en fin administrateur, modernise le pays et l'armée par l'emploi d'officiers instructeurs européens. Il est finalement assassiné en 1852.

1856-1857 Nasser ed-Din Shah poursuit le rêve de ses prédécesseurs de récupérer Hérat et entame une campagne qui provoque le débarquement de troupes britanniques dans le golfe Persique. Après le traité de Paris et la médiation de Napoléon III, la partie occidentale de l'Afghanistan tombe définitivement sous contrôle anglais.

1860-1861 Echec de la campagne visant à récupérer la région de Merv (dans l'actuel Turkménistan). Cette série de revers pousse le gouvernement à envisager des compromis avec les grandes puissances russe et anglaise.

1862 Première concession de ligne télégraphique à la compagnie anglaise Indo-European Telegraph.

1872 Le baron Julius de Reuter reçoit une concession pour les chemins de fer, mines, irrigation, banque, projets industriels et agricoles. Poussé par le clergé, qui invoque une mesure contraire à l'islam, le shah annule finalement la concession.

1873 Premier voyage du shah en Europe qui, à défaut d'amorcer une volonté de réforme, est une véritable réussite diplomatique. Deux autres voyages en Europe suivront en 1878 et 1889, sans aucune réforme à la clé.

1881 L'empire des tsars annexe le Tadjikistan, la majeure partie des territoires turkmènes et les possessions iraniennes en Asie centrale, tandis que la couronne britannique impose sa domination sur une grande partie du Baloutchistan et sur les îles Bahreïn.

1890-1892 Le monopole de la culture et du commerce du tabac est donné à la compagnie British Regie. La contestation populaire est importante et, en 1891, une fatwa est proclamée contre l'usage du tabac. Le shah annule la concession et paye une lourde amende à la compagnie britannique.

La fin des Qadjars

1896 Assassinat de Nasser ed-Din Shah. Mozaffar ed-Din Shah (1896-1907) lui succède et s'emploie à moderniser le pays.

1905-1906 La révolution constitutionnelle éclate. Les premiers mouvements de 1905 revendiquent l'établissement d'un système judiciaire puis, en 1906, d'un système constitutionnel. Face à la pression des élites et des marchands, le shah accepte, le 5 août 1906, le texte d'une Constitution inspiré du modèle belge. Le 7 octobre, le Parlement prend ses fonctions.

1907 Mort de Mozaffar ed-Din Shah. Son fils Mohammad Ali Shah (1907-1909) lui succède. Le 31 août, l'humiliant (bien qu'inoffensif) accord russo-britannique partage l'Iran en trois zones : le Nord réservé à l'influence russe, le Sud-Est à l'influence britannique, tandis que le Sud-Ouest reste neutre.

1908 Mohammad Ali Shah fait bombarder le Parlement et supprime le régime constitutionnel.

1909 Le 1^{er} juillet, le prince héritier, Ahmad Shah (1909-1925), est placé sur le trône par les constitutionnalistes. Son père déchu quitte Téhéran le 9 septembre, et le deuxième Parlement est réuni le 15 novembre. Le système constitutionnel est définitivement installé. Entre-temps, l'Anglo-Persian Oil Company obtient le monopole sur le pétrole iranien. L'Iran est le seul Etat producteur de pétrole au Moyen-Orient, mais reste le pays le plus pauvre de la région.

1911 L'Allemagne reconnaît les intérêts de la Russie en Iran. Les troupes du tsar occupent militairement Tabriz, Rasht et Qazvin.

1912 Afin d'assurer l'ordre dans les provinces, le gouvernement iranien reconnaît le traité anglo-russe de 1907, qui partage l'Iran en trois zones.

1914-1918 Couronnement d'Ahmad Shah le 12 juillet 1914. Dès la fin de l'année, les Turcs envahissent l'Azerbaïdjan. Les députés démocrates pro-allemands de Téhéran se replient sur Qom, où ils fondent un comité de défense nationale. Pendant ce temps, Wassmuss, le consul allemand à Bouchehr, s'occupe d'exciter les tribus et les villes du Sud contre les Britanniques. Ceux-ci mettent en déroute les forces démocrates et créent, en 1916, les *South Persia Rifles* (carabiniers du sud de la Perse), qui nettoient le sud du pays. Au printemps



À COUTEAUX TIRÉS
Poignard, lame courbe
en acier damassé, ivoire,
époque qadjare, XIX^e siècle
(Paris, musée du Louvre).

1917, les Russes délogent les Ottomans de l'Azerbaïdjan, mais la révolution bolchevique permet aux Turcs de lancer une nouvelle offensive : les Anglais n'en viendront à bout qu'à la fin de 1918. A l'issue de la guerre, l'Iran ne parvient pas à faire valoir ses droits lors de la Conférence de la paix.

1921 Dans la nuit du 20 au 21 février, coup d'Etat mené par le général Reza Khan et approuvé par les Britanniques, qui s'inquiètent de l'influence bolchevique. Reza Khan remet de l'ordre dans les provinces et est nommé Premier ministre en octobre 1923.

31 OCTOBRE 1925 Une Assemblée constituante proclame la déposition des Qadjars.

L'ère des Pahlavi

25 AVRIL 1926 Reza Khan est couronné sous le nom de Reza Shah Pahlavi (1926-1941).

1927 Réforme de la justice. 90 % des religieux perdent leurs fonctions judiciaires. Un plan de réseau routier est mis en place, tandis que débute la construction du chemin de fer transiranien et d'une base militaire aérienne dans la banlieue de Téhéran.

1928 Application du Code civil, qui remplace la charia, et inauguration de la banque Melli (banque nationale). En décembre, une loi d'uniformisation du vêtement est votée : elle impose le port du képi au lieu des coiffes traditionnelles, ainsi que le port du veston à l'européenne. Le képi sera finalement remplacé par le chapeau « international » en 1934.

1933 Nouvel accord pétrolier avec l'Anglo-Iranian Oil Company : la nouvelle concession est établie pour une durée de soixante ans et son champ d'action est abaissé à 259 000 km² (contre 1 242 000 km² au début du siècle).

1936 Interdiction du port du voile (tchador).

1937 Signature du pacte de Saadabad entre l'Iran, la Turquie, l'Irak et l'Afghanistan : ils reconnaissent leurs frontières respectives.

1941 La Grande-Bretagne et l'URSS exigent de l'Iran, malgré sa neutralité officielle, l'expulsion de ses ressortissants

allemands. Après un ultimatum, les forces anglo-soviétiques envahissent l'Iran le 25 août et Reza Shah abdique le 16 septembre. Avec l'approbation des Alliés, le prince héritier est proclamé shah par le Parlement : il prête serment sous le nom de Mohammad Reza Pahlavi (1941-1979).

29 JANVIER 1942 L'Iran rentre dans le camp des Alliés et met à disposition ses routes, ses chemins de fer, ses ports et ses aéroports : cinq millions de tonnes de munitions sont acheminées à travers le pays.

1^{ER} DÉCEMBRE 1943 Conférence de Téhéran, qui réunit Churchill, Roosevelt et Staline : ils s'accordent à fournir à l'Iran toute l'assistance économique possible et expriment leur désir de voir maintenue la souveraineté de l'Iran sur tout son territoire.

1945 Une Assemblée nationale proclame à Tabriz la République autonome d'Azerbaïdjan, appuyée par la présence des troupes de l'Armée rouge. L'URSS finit par retirer ses troupes devant la pression internationale, et l'Azerbaïdjan est repris par les forces iraniennes.

1951 Nationalisation du pétrole. Les relations avec la Grande-Bretagne se détériorent. Le leader du Front national, une coalition de partis nationalistes, Mossadegh, est nommé Premier ministre.

1952 Mossadegh se voit refuser le contrôle du ministère de la Guerre, réservé au shah. Il démissionne mais, sous la pression populaire, il est rappelé à la tête du gouvernement. Mossadegh annonce la rupture des relations diplomatiques avec Londres.

1953 Mossadegh est balayé par un coup d'Etat patronné par la CIA et les services secrets britanniques. Mohammad Reza Shah prend en main les affaires de l'Etat.

1954 Rétablissement des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

1957 Création de la Savak, police politique.

1962-1963 Le shah lance en 1962 un train de réformes appelé « révolution blanche », qui comprend notamment le droit de vote des femmes. Le clergé se mobilise et passe à l'opposition ouverte.

1964 Rouhollah Khomeyni, un chef du clergé chiite, est exilé à la suite d'un sermon

où il proteste contre le statut diplomatique octroyé aux conseillers militaires américains.

1965 Assassinat du Premier ministre Hasan-Ali Mansur par un militant islamiste des *Fedayin-e Islam*. Nommé Premier ministre, Amir Abbas Hoveyda occupera le poste jusqu'en 1977.

1974-1975 Fort de sa manne pétrolière, le gouvernement iranien se lance dans une politique ambitieuse de développement qui coïncide avec un durcissement drastique de la politique intérieure et l'instauration d'un système de parti unique, le *Hezb-e Rastakhiz* (Résurrection de l'Iran).

La révolution islamique

PREMIER SEMESTRE 1978 Le pays est secoué par de violentes émeutes, encouragées depuis son exil en Irak par l'ayatollah Khomeyni, qui appelle à l'instauration d'un pouvoir assis sur les principes fondamentaux de l'islam.

19 AOÛT 1978 Incendie criminel du cinéma Rex d'Abadan, qui provoque la mort de 417 personnes et déclenche les suppositions quant à la responsabilité du crime.

8 SEPTEMBRE 1978 Vendredi noir. L'armée tire sur la foule à Téhéran.

6 OCTOBRE 1978 Khomeyni arrive à Paris et séjourne à Neauphle-le-Château, qui devient le quartier général de la révolution.

NOVEMBRE 1978 Emeutes répétées à Téhéran, tandis que les appels à la grève générale se multiplient.

16 JANVIER 1979 Ayant perdu l'appui des Etats-Unis, le shah, sa famille et quelques proches quittent l'Iran. Sa longue errance s'achèvera au Caire en juillet 1980.

1^{ER} FÉVRIER 1979 Arrivée de Khomeyni en Iran, où il est directement investi de l'autorité sur le pays.

11 FÉVRIER 1979 Chute de l'ancien régime.

1^{ER} AVRIL 1979 Au terme d'un référendum, la République islamique d'Iran est proclamée.

108 DERNIÈRES NOUVELLES DE LA PÉROUSE

LE PUY DU FOU CONSACRE AU VOYAGE DE LA PÉROUSE UN NOUVEAU SPECTACLE EN FORME DE TOMBEAU POUR LES MARINS LAISSÉS SANS SÉPULTURE. L'EXPÉDITION TÉMOIGNAIT DE LA VOLONTÉ DE LOUIS XVI DE REDONNER À LA FRANCE SON RANG DE PUISSANCE MARITIME AUTANT QUE DE SA PASSION POUR LA GÉOGRAPHIE.

116
LE CHAGRIN
ET LA PITIÉ
À LA FOIS TOMBEAU VIDE,
SANCTUAIRE MANTES FOIS MENACÉ
ET JOYAU ARCHITECTURAL
INSOLITE, LA CHAPELLE EXPIATOIRE
A CONSERVÉ INTACTE
LA MÉMOIRE DE LOUIS XVI
ET DE MARIE-ANTOINETTE.

© PUY DU FOU®, © JEAN-CLAUDE N'DIAYE/LA COLLECTION. © TORILINKS. © JP DERLON/SAUVEGARDEARTFRANCAIS.FR.





120

PAR LE FER ET PAR LA LAME

ORGANISÉE PAR LE MUSÉE GUIMET ET LE PALAIS
DE TOKYO, L'EXPOSITION « DAIMYO - SEIGNEURS
DE LA GUERRE AU JAPON » FAIT REVIVRE UN MONDE
DE FUREUR ET DE RAFFINEMENT, OÙ LA CUIRASSE
SE PARE DE LAQUE ET LE FER SE DOUBLE DE SOIE.

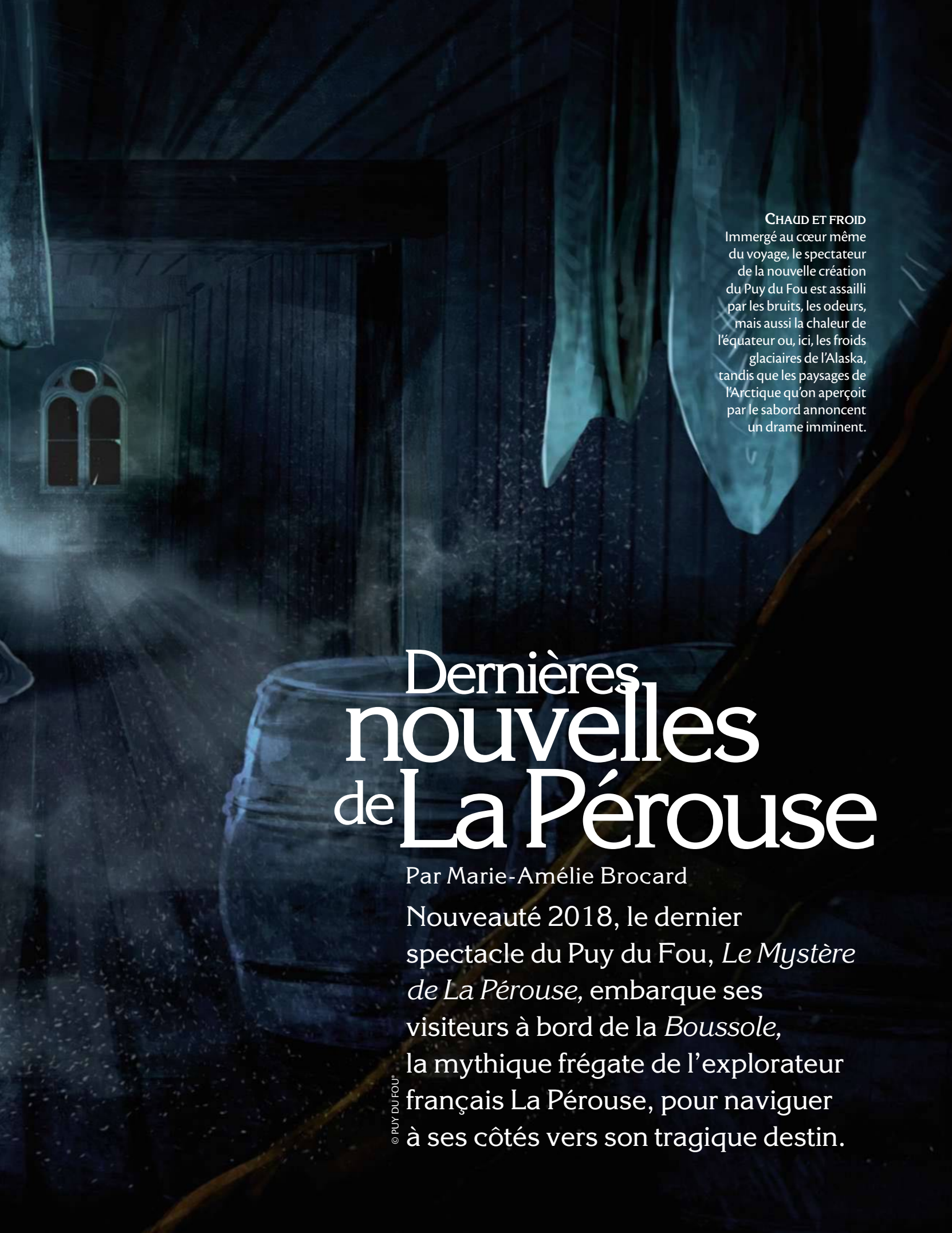


ET AUSSI

LES CLOCHES SONNERONT- ELLES ENCORE DEMAIN ?

L'ATTACHEMENT DES FRANÇAIS
À LEURS 42 000 ÉGLISES ET CHAPELLES
SUFFIRA-T-IL À LES SAUVER DE
LA DESTRUCTION ? LES INITIATIVES
LOCALES SE MULTIPLIENT POUR
CONJURER UN AVENIR INCERTAIN,
SPÉCIALEMENT DANS LES VILLAGES.





CHAUD ET FROID
Immergé au cœur même
du voyage, le spectateur
de la nouvelle création
du Puy du Fou est assailli
par les bruits, les odeurs,
mais aussi la chaleur de
l'équateur ou, ici, les froids
glaciaires de l'Alaska,
tandis que les paysages de
l'Arctique qu'on aperçoit
par le sabord annoncent
un drame imminent.

Dernières nouvelles de La Pérouse

Par Marie-Amélie Brocard

Nouveauté 2018, le dernier
spectacle du Puy du Fou, *Le Mystère
de La Pérouse*, embarque ses
visiteurs à bord de la *Boussole*,
la mythique frégate de l'explorateur
français La Pérouse, pour naviguer
à ses côtés vers son tragique destin.



LE ROY LE VEULT En haut : Louis XVI donnant ses instructions au capitaine de vaisseau La Pérouse, en présence du Charles Eugène Gabriel de La Croix, marquis de Castries, ministre de la Marine, le 29 juin 1785, par Nicolas André Monsiau, 1817 (Versailles, musée du Château). Ci-dessus : journal de bord de La Pérouse ; planche : « Poisson d'une forme extraordinaire » ; carte des routes maritimes empruntées par Louis Antoine de Bougainville (Paris, Archives nationales). A gauche : Jean-François de Galaup de La Pérouse, 1793 (Musée franco-américain du château de Blérancourt).

« **A**-t-on des nouvelles de monsieur de La Pérouse ? » La légende veut qu'avant d'être exécuté, le roi Louis XVI se soit inquiété une dernière fois du sort de l'homme qu'il avait envoyé réaliser l'un des plus ambitieux voyages de son temps et dont on était sans nouvelles depuis cinq ans. À l'heure de mourir, le roi espère encore. Il ignore que celui à qui il avait confié ce qui aurait dû être l'une des plus grandes œuvres de son règne, l'a précédé dans son tragique destin.

Ce 7 avril, le Grand Parc historique du Puy du Fou ouvre à nouveau ses portes. Au gré de sa promenade dans les bois, le visiteur tombera pour la première fois sur un mystérieux relais de chasse perdu dans le bocage vendéen. Derrière ses portes, l'attendent un petit garçon et son grand-père qui contemplent une assiette armoriée. Celle-ci appartenait à leur ancêtre Augustin de Monti, officier de l'expédition du grand La Pérouse. Elle aurait été remontée récemment de l'épave retrouvée de son vaisseau. À leur suite, les deux Vendéens emmènent le visiteur sur les traces de leur aïeul dans une éblouissante promenade souterraine, où l'histoire fait sa place à l'appel du grand large, le soin de la reconstitution, au souffle de l'épopée, la précision du détail, aux plus étonnants des effets spéciaux. En passant la porte au bout du couloir, celui-ci se retrouve en effet propulsé sur les quais de Brest, frappé par l'air marin, bousculé par le va-et-vient des marins qui préparent l'appareillage de la mythique *Boussole*. Avec eux, ils vont être embarqués dans l'une des plus fascinantes expéditions de l'histoire de la navigation. De celles dont on ignore encore si nous en connaissons un jour le fin mot.

Depuis des mois, les badauds avaient, il y a un peu plus de deux siècles, assisté avant eux aux préparatifs d'un voyage qui devait faire date dans l'histoire. Sur les quais animés de Brest, en ce 1^{er} août 1785, la foule avait vu les voiles de la *Boussole* et de l'*Astrolabe* s'éloigner vers l'horizon. Cela faisait plusieurs années que, sous l'impulsion et la surveillance attentive du roi Louis XVI, se préparait ce voyage. Depuis le traité de Versailles, qui

avait mis fin en 1783 aux cinq années d'hostilités entre la France et l'Angleterre à l'occasion de la guerre d'Indépendance des États-Unis, Louis XVI rêvait de voir la France prendre toute sa place dans l'entreprise de découverte du monde. Homme de sciences et d'une grande culture, ce roi qui n'avait encore jamais vu un navire autrement qu'en maquette, ni même la mer (il découvrirait l'un et l'autre en 1787, lors d'une inspection en forme de voyage triomphal à Rouen, qui le verrait éblouir son état-major de ses connaissances), se passionnait pourtant pour la construction navale. Depuis l'âge de 15 ans, il en dessinait des plans. À 16 ans, il avait atteint le niveau de compétence d'un ingénieur du corps de la marine. Depuis longtemps, il était fasciné

ainsi né le projet d'une expédition qui rassemblerait en un seul les trois voyages de Cook. Il s'agit d'en vérifier et compléter les découvertes et relevés cartographiques, d'améliorer les techniques de navigation et de donner aux savants français l'opportunité d'enrichir les connaissances scientifiques tant en matière d'astronomie que de botanique, météorologie, étude de la faune, des sociétés rencontrées... En d'autres termes, de compléter l'*Encyclopédie*, dans l'esprit scientifique du temps. Sans oublier que si le but officiel est la recherche, le chef de l'expédition sera également chargé officieusement d'objectifs politiques et commerciaux : jauger les comptoirs et colonies établis par les autres puissances européennes, dresser l'inventaire des

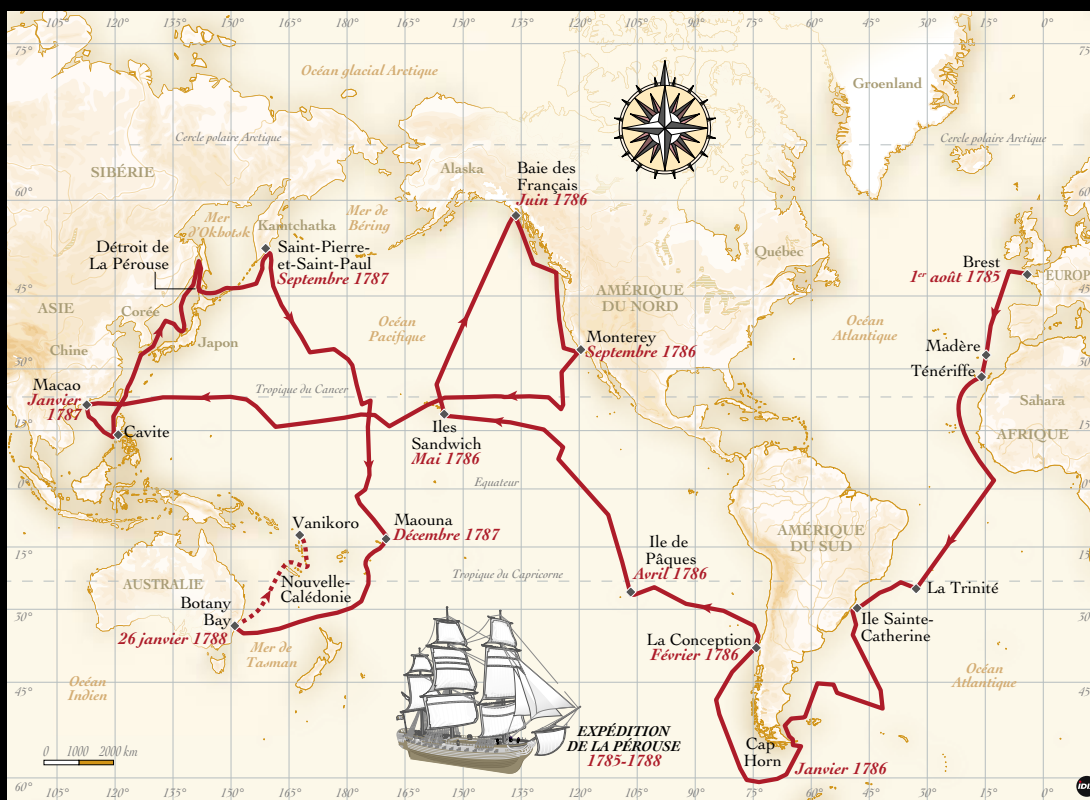
Le projet d'expédition rassemblerait en un seul les trois voyages de Cook.

par les voyages entrepris par le navigateur anglais James Cook qui, en trois expéditions (1768-1771 ; 1772-1775 ; 1776-1779), avait offert à la Grande-Bretagne la maîtrise du Pacifique et au reste du monde occidental une amélioration incomparable de la cartographie de toute la zone. L'admiration du roi pour l'explorateur de génie était telle qu'en plein cœur des hostilités entre leurs deux pays, qui loin d'être cantonnées à la seule Amérique se déployaient sur toutes les mers du monde, il avait donné des instructions pour que celui-ci ne fût en aucun cas importuné : « *L'intention du roi est que le capitaine Cook soit traité de même que s'il commandait des bâtiments des puissances neutres ou amies.* »

Nanti de la flotte considérable que la guerre a conduit la France à construire, Louis XVI souhaite désormais disposer d'un Cook français. Voire d'un navigateur qui le surpasse. Il ne sera pas dit que nous ne serons pas capables de battre, sur ce terrain, la perfide Albion ! Avec le ministre de la Marine, Charles Eugène de Castries, et surtout le comte de Fleury, directeur des ports et arsenaux, est

richesses naturelles exploitables en vue de possibles échanges commerciaux.

Pour prendre le commandement d'une telle expédition, dont le roi rêve qu'elle soit « *l'une des plus étendues qui aient jamais été exécutées* », le nom du capitaine de vaisseau Jean-François de Galaup, comte de La Pérouse, s'impose rapidement. Né le 23 août 1741 dans une famille de l'aristocratie albigeoise, le jeune garçon n'était en rien destiné à une carrière sur les mers. C'était sans compter sur les récits de voyage d'un oncle marin, éveillant en lui dès son plus jeune âge une vocation qui l'avait poussé à entrer dans la marine à l'âge de 15 ans. « *Réunissant à la vivacité des habitants des pays méridionaux un esprit agréable et un caractère égal, sa douceur et son aimable gaîté le firent toujours rechercher avec empressement*, écrit Milet-Mureau dans sa préface à la première édition du *Journal de La Pérouse*, en 1797. *Mûri par une longue expérience, il joignait à une prudence rare cette fermeté de caractère qui est le partage d'une âme forte et qui, augmentée par le genre de vie pénible des marins, le rendait capable de tenter et de*



conduire avec succès les plus grandes entreprises. » Il montre de la déférence à ses officiers, témoigne d'un souci rare de son équipage et d'une certaine douceur faite pour plaire au roi Louis XVI.

S'il a eu l'occasion de participer à de nombreuses opérations durant ses trente années de carrière, un fait d'armes le distingue plus particulièrement. En 1782, durant la guerre d'Indépendance, il a pour instruction de détruire deux forts anglais de la Compagnie de la baie d'Hudson (au nord-ouest du Québec), dont la cartographie est jalousement gardée au secret par les Britanniques. Sa mission menée à bien, il ordonne qu'on laisse sur place des abris, des vivres, quelques mousquets et munitions pour les trappeurs, commerçants et quelques hommes qui s'étaient enfuis dans la forêt et qui, à l'approche des grands froids, ne sauraient survivre sans ce matériel après leur départ. Il laisse par ailleurs l'explorateur Samuel Hearne, commandant de la place, repartir en Angleterre moyennant sa promesse de publier ses cartes marines secrètes de la baie dès son retour.

Après deux années de préparatifs, les deux navires affrétés à l'ambitieuse expédition font leurs adieux aux côtes françaises. Plus robustes et mieux adaptées au chargement que nécessite un voyage prévu pour durer au moins trois ans, sans compter le matériel des scientifiques, deux flûtes de cinq cents tonneaux, réaménagées pour l'occasion

et rebaptisées, ont été préférées aux frégates rapides dont disposait la flotte française. A leur bord, l'élite de la marine française. La Pérouse, commandant en chef de l'expédition, commande la *Boussole*, secondé par le lieutenant Robert Sutton de Clonard, tandis qu'il a obtenu que l'*Astrolabe* soit commandée par le capitaine de vaisseau Paul Antoine Fleuriot de Langle, « autant le choix de ma tête que celui de mon cœur », lui-même secondé par le lieutenant de vaisseau Anne Georges Augustin de Monti. Dix-sept savants et artistes parmi les plus renommés du royaume sont du voyage. Jamais expédition ne s'était entourée d'un tel comité scientifique. Pour le meilleur et pour le pire, l'entente entre le chef d'expédition et ces « savants faiseurs de systèmes » étant souvent difficile !

La Pérouse tient scrupuleusement son *Journal* à destination du roi et de Fleurieu, dans lequel il consigne notes de voyage et de navigation, relevés cartographiques qu'il a pour mission de vérifier ou de corriger, observations sur les mœurs des naturels, leur comportement, leur vocabulaire, jugements sur les colonies des autres royaumes européens...

Après une première escale à Madère, il débarque le 29 août à Ténériffe (Canaries) l'astronome Louis Monge, qui ne supporte pas la vie à bord. Il ignore alors que son mal de mer vient de lui sauver la vie. Une escale sur l'île de La Trinité et un court séjour à l'île Sainte-Catherine,

colonie portugaise au Brésil, et les vaisseaux passent le cap Horn fin janvier 1786, sans s'arrêter, afin de profiter des vents favorables. Ils atteignent la colonie espagnole de la Concepcion le 24 février sans un seul malade à bord, ce qui ne laisse pas d'étonner les Espagnols. La question du scorbut est, de fait, au cœur des préoccupations de l'état-major. Suivant les recommandations de Cook, les améliorant, prenant garde à l'hygiène à bord, veillant à disposer autant que possible de vivres frais, à renouveler l'air des entreponts, à ce que l'équipage ait un sommeil suffisant, La Pérouse réalisera l'exploit de ne compter en trois ans qu'un seul décès lié au scorbut. Après trois semaines d'escale, il repart en direction de l'île de Pâques, où il ne reste qu'un jour (9-10 avril). Il y a ses premiers contacts avec les autochtones. Il accoste ensuite aux îles Sandwich (Hawaï) du 28 au 31 mai, où plane l'ombre de Cook, tué par les insulaires sept ans plus tôt.

L'expédition se dirige ensuite vers la côte nord-ouest de l'Amérique, que La Pérouse a eu pour instruction de reconnaître. Il atteint l'Alaska le 23 juin au mont Saint-Elie, progresse lentement le long des côtes et, par un travail minutieux, comble les lacunes des tracés des cartes existants. Début juillet, les deux vaisseaux découvrent une baie (actuelle baie de Lituya) qui n'est sur aucune carte, et La Pérouse décide de s'établir sur une petite île. Le port, où nul n'avait débarqué



VERS L'INFINI ET AU-DELÀ Page de gauche : itinéraire du voyage de La Pérouse. Terriblement ambitieux, le projet porté par l'expédition de La Pérouse était destiné à réunir en un seul les trois voyages de l'explorateur anglais James Cook pour en vérifier les données et les corriger au besoin. Ci-contre : remontée du canon de l'*Astrolabe* par les plongeurs venus prêter main-forte aux archéologues de la mission organisée par l'association Salomon, Vanikoro, mai 2005. Ci-dessus : *Naufrage de l'Astrolabe sur les récifs de Vanikoro*, par Louis Le Breton, XIX^e siècle (Londres, National Maritime Museum, Greenwich).

avant eux, est aussitôt baptisé Port-des-Français, tandis que l'île, que le chef des Indiens Tlingits propose de lui vendre, est rebaptisée, une fois le marché conclu, « île de l'Observatoire ». C'est alors que l'expédition connaît son premier drame. Le 13 juillet, deux chaloupes envoyées sonder les fonds de la baie sous la direction de d'Escures, second lieutenant de la *Boussole*, chavirent, emportant six officiers et quinze matelots par le fond. La Pérouse, à qui Louis XVI avait signifié qu'il regarderait « *comme un des succès les plus heureux de l'expédition qu'elle pût être terminée sans qu'il en eût coûté la vie à un seul homme* », est profondément affecté par l'événement. Le 30 juillet, renonçant à retrouver des survivants du drame, l'expédition reprend sa route vers le sud, effectuant la reconnaissance de nombreuses îles avant de s'arrêter dix jours à Monterey pour faire le plein de vivres frais pour les quatre-vingt-dix-neuf jours de traversée d'ouest en est qui l'attendent afin d'atteindre la Chine.

Les deux navires appareillent le 24 septembre. La Pérouse s'écarte des routes empruntées par ses prédécesseurs pour privilégier des voies moins fréquentées, plus propices aux découvertes. Le 1^{er} janvier 1787, il jette enfin l'ancre dans la baie de Macao. Ces trois mois confinés sur les navires ont ravivé les tensions entre le commandant et les savants. L'escale d'un peu plus d'un mois vise principalement à vendre

les mille peaux de loutres rapportées d'Alaska pour en partager les gains entre les équipages, à l'exception des officiers. Est également probablement embarquée à cette occasion une importante quantité de porcelaines de Chine, dont on trouvera deux siècles plus tard de nombreux vestiges lors des fouilles des épaves. La *Boussole* et l'*Astrolabe* quittent Macao le 5 février en direction des Philippines et font une nouvelle escale alimentaire, du 28 février au 9 avril, à Cavite où l'expédition est rejointe par le courrier venu de France, qui l'avait manquée de peu à Macao.

La Pérouse fait alors cap vers le Japon, longe les côtes de la Corée où aucun Européen ne s'était encore aventuré, explore la baie du Japon, longe la Tartarie, effectuant de précieux relevés cartographiques, découvrant et nommant de nombreuses îles et baies. Malgré une navigation lente et dangereuse, c'est la partie la plus gratifiante du voyage, avec ses inestimables relevés dans des eaux jusque-là inconnues. Le 11 août, les deux vaisseaux découvrent un détroit qui ouvre sur la mer d'Okhotsk, détroit qui porte aujourd'hui encore le nom de La Pérouse et permet d'atteindre rapidement le Kamtchatka, extrémité orientale de l'Asie, depuis peu la possession la plus excentrée de l'Empire russe. Le 6 septembre, l'expédition jette l'ancre à Saint-Pierre-et-Saint-Paul, principale, sinon unique, ville de la région. Le séjour de

trois semaines est l'occasion de recevoir à nouveau du courrier et des instructions du ministre de la Marine Charles Eugène de Castries, datées de décembre 1786, faisant état de soupçons quant à la volonté des Anglais d'établir une colonie à Botany Bay, sur la côte est de l'Australie. La Pérouse est donc prié d'aller voir sur place ce qu'il en est. Le commandant est fait chef d'escadre par le roi, ses adjoints sont promus. Avant de repartir, le 30 septembre, il confie ses comptes rendus complets au jeune Barthélemy de Lesseps, seul membre de l'équipage à parler russe, afin qu'il les rapporte à Versailles. Ses pérégrinations d'un an à travers la Russie seront elles aussi une épopée extraordinaire, qui le sauvera du sort tragique du reste de l'équipage.

La traversée du Pacifique du nord au sud est l'un des épisodes les plus difficiles. Deux mois sans voir la terre, à passer du grand froid au grand chaud ; l'épuisement commence à gagner les marins. Peu de vivres ont pu être embarqués à Saint-Pierre-et-Saint-Paul et la santé des hommes s'en ressent. Le 6 décembre, ils arrivent enfin en vue de l'archipel nommé par Bougainville les îles des Navigateurs (îles Samoa) et mouillent le 9 devant la plus grande, l'île de Maouna. C'est là que le 11, de Langle, le commandant de l'*Astrolabe*, insiste pour aller chercher de quoi faire une réserve d'eau supplémentaire, malgré l'avis contraire de La Pérouse. Il est bientôt encerclé

à terre par des autochtones avec les trente-trois hommes qui composaient l'expédition. Une grêle de pierres s'abat sur eux. De Langle est tué, ainsi que le physicien Lamanon et dix autres hommes, les autres sont grièvement blessés. La Pérouse est profondément bouleversé par la perte de celui qu'il appelait « *mon vicaire* ». Monti, second de l'*Astrolabe*, en prend le commandement jusqu'à Botany Bay, où il sera remplacé par le second de la *Boussole*, Clonard, plus âgé et plus gradé, tandis que Monti prendra sa place auprès de La Pérouse.

attendre février 1791 pour que l'Assemblée nationale accepte de financer des recherches et encore six mois de plus pour que l'expédition, confiée à Antoine Bruny d'Entrecasteaux quitte en septembre la rade de Brest. Cette expédition sera un désastre. Elle ne recueille aucune information, passe au large de Vanikoro sans y aborder et se conclut par la mort de plusieurs officiers, dont d'Entrecasteaux lui-même. Entre-temps, en France, Louis XVI a été guillotiné, emportant dans la tombe tout espoir que de nouvelles recherches soient lancées.

Le spectateur est invité à embarquer sur la *Boussole* pour une immersion totale.

Les deux navires atteignent Botany Bay le 26 janvier 1788. L'occasion pour La Pérouse de confier la suite de son *Journal* aux Anglais à destination du roi. Selon les instructions de Louis XVI, qui souhaitait préserver le caractère secret des fruits de l'expédition, les travaux scientifiques sont en revanche conservés à bord. Le 10 mars 1788, La Pérouse quitte Botany Bay et prend la direction du nord. Les derniers à avoir aperçu les membres de l'expédition sont probablement les habitants de la Nouvelle-Calédonie, où l'on peut penser qu'elle s'est arrêtée, voire que de nouvelles hostilités ont été engagées avec les insulaires. Entre mai et juin 1788, prise dans un cyclone au large de l'île de Vanikoro, la prestigieuse expédition disparaît corps et biens.

Dans sa dernière lettre adressée à Fleurieu, le 7 février 1788, La Pérouse annonçait qu'il prévoyait d'atteindre l'île de France (île Maurice) en décembre de la même année afin d'être de retour en France à l'été 1789. A cette date, cela fera plus d'un an que nul n'aura vu ni entendu parler de l'expédition, et le roi, désormais, ne sera plus en position de décider seul d'envoyer une expédition coûteuse à la recherche des disparus. Les familles des membres de l'équipage se mobilisent, tout particulièrement Eléonore, l'épouse de La Pérouse. Il faut

Décrétée le 1^{er} mai 1791, l'élaboration du compte rendu officiel du *Voyage autour du monde* n'avance pas beaucoup mieux. Mais Eléonore n'abandonne pas. Au terme de quatre années d'un travail que Milet-Mureau a accepté de prendre en main, le texte est enfin publié en 1797, sans susciter malheureusement un grand intérêt d'un public qui sort à peine de la commotion de la Terreur. Le souvenir de l'expédition de La Pérouse s'efface.

Ce n'est qu'en 1827 que, de façon concomitante, le capitaine de frégate Jules Dumont d'Urville et l'aventurier irlandais Peter Dillon, sur la foi de rumeurs entendues dans les îles océaniques et d'objets français retrouvés entre les mains des autochtones, se lanceront chacun à nouveau à la recherche de ce qu'il pourrait rester de la tragique expédition. L'un et l'autre finiront par découvrir les restes d'un navire aux abords de Mannicolo (Vanikoro), tandis que ce qu'ils parviennent à comprendre des témoignages des insulaires permet de penser qu'une partie de l'équipage de l'un des navires a survécu au naufrage ainsi qu'aux attaques des naturels, qu'ils ont construit une embarcation de fortune et ont quitté l'île quelques mois plus tard. De cette embarcation, aujourd'hui encore, on n'a jamais trouvé aucune

trace. Deux survivants seraient toutefois restés, dont un « chef », mort environ trois ans auparavant... En élevant sur la plage un cénotaphe à la mémoire des disparus, le malheureux Dumont d'Urville ne se doute pas qu'il a été précédé de peu dans sa découverte par Peter Dillon.

Ce n'est qu'en 1958 que reprirent par vagues les recherches archéologiques pour tenter de percer le mystère de cette disparition. En 1964, la deuxième épave, qui n'avait jamais été retrouvée, est enfin découverte. Depuis 1981, l'association Salomon a mené huit expéditions archéologiques, remontant à la surface nombre d'objets : armes, instruments scientifiques, pièces d'uniforme, vaisselle, éléments des navires et même un squelette presque complet. Descendant d'une sœur de La Pérouse et du commandant de l'*Astrolabe*, Marc de Lapérouse et Alain Fleuriot de Langle y ont participé. Chaque découverte répond à des questions et en soulève d'autres. Les recherches ont toutefois permis d'identifier et de distinguer la *Boussole* et l'*Astrolabe* et d'élaborer des hypothèses au naufrage qui coûta la vie à 220 officiers, marins et savants, les laissant à jamais sans sépulture.

A travers son nouveau spectacle en hommage au navigateur, c'est une forme de tombeau que Philippe de Villiers a souhaité offrir, quant à lui, à cet homme d'exception. « *Il y a une gratuité totale dans le sacrifice de La Pérouse. Son amour pour sa patrie, la France, est tel qu'il a accepté de prendre tous les risques, et finalement de mourir pour elle. Et toute une élite française avec lui. Dis-moi comment tu meurs, je te dirais qui tu es ! Les fouilles de Vanikoro laboureront la tombe de La Pérouse. J'ai voulu, moi, lui donner une sépulture.* »

Depuis les quais du port de Brest, le spectateur est invité à embarquer sur la *Boussole* pour une immersion totale. Au fur et à mesure d'une extraordinaire déambulation à travers le navire, il est confronté au quotidien de l'équipage de La Pérouse, subissant rous et tangage, côtoyant les bruits et les odeurs, affrontant les températures tropicales

ou glaciales, les bourrasques. Contre les parois du navire, il entend frapper la mer. Depuis le pont inférieur, il voit à travers les caillebotis ce qu'il se passe sur le pont supérieur et dans les cales. Il s'introduit dans la cabine de La Pérouse écrivant son *Journal* ou dans celle de Monti. Il rencontre les officiers, assiste aux disputes avec les savants : « *On n'a pas idée de nous laisser si peu de temps pour faire nos observations !* » « *On n'a pas idée de vouloir faire passer l'avancée de la science avant la sécurité de l'équipage !* » En cuisine, c'est la lutte de tous les instants contre le scorbut, qui est au cœur de l'attention. Par les sabords défilent les paysages : le cap Horn, l'île de Pâques d'où les pirogues des insulaires viennent entourer le bateau, l'Alaska où la tragédie s'abat sur les chaloupes, les pierres des sauvages des îles Samoa, dont les coups retentissent contre la coque, portant l'écho de la mort du malheureux de Langle. Au fil de la visite, le mouvement de la mer s'amplifie, la tension monte. Et régulièrement, revient comme un leitmotiv la vaisselle de Monti, celle-là même qui soulevait les interrogations du jeune garçon dans le relais de chasse. Dernier fil qui le rattache à sa famille malgré la distance, fil conducteur qui guide le visiteur aux côtés du jeune officier.

Et bientôt, inéluctables, la tempête, le naufrage ; l'eau envahit la coque, le navire se renverse, coule. Dans son testament, Augustin de Monti avait souhaité « *que la mer forme une haie d'honneur, une voûte chevaleresque de lames argentées, pour faire cortège à l'envol de mon âme, afin de ne jamais déchoir* ». C'est sous une voûte d'eau que le voyage s'achève, couloir des âmes élevé en guise de mausolée au souvenir des disparus. *~*

Le Mystère de La Pérouse, du 7 avril

au 4 novembre 2018. Le Puy du Fou, 85590

Les Epesses. Renseignements et réservations : www.puydufou.com et 0 820 09 10 10.

A LIRE : *La Malédiction Lapérouse*, présenté par Dominique Le Brun, Omnibus, 1 184 pages, 28 €. *La Vie de La Pérouse*, de John Dunmore, Privat, 430 pages, 23,35 €. *Le Mystère Lapérouse ou le rêve inachevé d'un roi*, par l'Association Salomon, Conti, 400 pages, d'occasion.

© GILLES MERMET/LA COLLECTION. PHOTOS : © PUY DU FOU®



DUC IN ALTUM Au centre et ci-dessus : le nouveau spectacle du Puy du Fou embarque le visiteur à bord de la *Boussole* depuis les quais de Brest jusqu'au fatal naufrage. Aux côtés des marins, le spectateur est amené à ressentir et à vivre de l'intérieur cette incroyable et tragique épopée. Une expérience inoubliable ! En haut : découverte en 1999 par Raymond Proner, vice-président de l'association Salomon, d'un graphomètre à pinnules sur le site de l'épave de l'*Astrolabe*. Instrument de topographie destiné à mesurer les angles, ce graphomètre est le jumeau de celui retrouvé en Nouvelle-Calédonie en 1872, attestant du passage de La Pérouse sur l'île.



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Philippe Delorme

Le chagrin et la pitié

Lieu de mémoire par excellence,
la Chapelle expiatoire, dans
le VIII^e arrondissement de Paris,
est aussi un petit joyau d'architecture,
mystérieux et trop méconnu.





© JEAN-CLAUDE NDIAYE/LA COLLECTION.

IN MEMORIAM Page de gauche : la Chapelle expiatoire dans le VIII^e arrondissement de Paris. Ci-dessus : à l'intérieur, les statues de Marie-Antoinette (à gauche) et de Louis XVI (à droite et photo du bas), œuvres de Jean-Pierre Cortot et de François-Joseph Bosio.

Nichée au mitan du boulevard Haussmann, entre les rues Pasquier et d'Anjou, à l'écart de l'agitation fébrile des grands magasins, la Chapelle expiatoire n'est certes pas le site parisien le plus couru des touristes. Beaucoup de Français, d'ailleurs, ignorent sa destination, sinon son existence. « Chapelle expiatoire » : une dénomination sévère, qui suscite d'emblée une crainte révérencielle, à l'image de l'édifice lui-même, empreint d'une grandeur triste et d'une morne simplicité... Une seule porte permet d'y pénétrer, taillée dans un massif carré, une façade nue et imposante affectant la forme d'un sarcophage colossal, flanquée de part et d'autre de cippes funèbres. Le large cartouche qui la surmonte traduit la mélancolie ambiante : « *Le roi Louis XVIII a élevé ce monument pour consacrer le lieu où les dépouilles mortelles du roi Louis XVI et de la reine Marie-Antoinette (...) ont reposé pendant vingt et un ans.* »

On se souvient que « Louis Capet » et « Antoinette Dautriche » montèrent sur l'échafaud en 1793, à quelques mois d'intervalle. Comme les autres condamnés exécutés place de la Révolution – l'actuelle Concorde –, ils furent jetés dans la fosse commune d'un cimetière tout proche, celui de l'ancienne paroisse de la Madeleine. Ironie macabre,

c'est là qu'avaient été enterrés plusieurs centaines de malheureux, étouffés dans une bousculade meurtrière dans la nuit du 30 au 31 mai 1770, au cours du feu d'artifice tiré pour célébrer le mariage du Dauphin. Plus tard, viendront les rejoindre les gardes suisses massacrés durant la prise des Tuileries, le 10 août 1792. Hormis le couple royal – et parmi plus de treize cents guillotins –, seront également déposés au cimetière de la Madeleine les corps de Brissot, de Vergniaud et de vingt autres députés girondins, ainsi que ceux de la comtesse Du Barry, d'Olympe de Gouges et de Madame Roland.

Dès le Consulat, l'endroit devient un but de pèlerinage, d'autant qu'un certain Pierre-Louis Desclozeaux a acheté le terrain afin de préserver les dépouilles illustres qu'il renferme. Un roman anonyme, publié en l'an IX – 1800-1801 –, exalte déjà ce champ sacré, « *ce gazon (...) mouillé du sang du premier père de famille du royaume* » : « *Ici ne reposent point ces faibles jouets de la destinée, qu'une mort ordinaire a frappés ; sous ces monticules de terre dorment à jamais les victimes de la Révolution ; nous sommes au milieu de tous ceux que la hache de la guillotine a frappés, et quand nous*

pleurons sur ces augustes victimes, il n'est pas une famille qui ne se joigne à nous... »

A peine restauré sur le trône de ses ancêtres, Louis XVIII ordonnera, le 19 janvier 1815, d'élever « *un monument funéraire à la mémoire de Louis XVI et de la reine Marie-Antoinette* ». Le même jour, dans le *Journal des débats*, Chateaubriand imagine déjà le futur sanctuaire : « *Dans toutes les parties du monument, on placera des autels où chacun ira pleurer une mère, un frère, une sœur, une épouse ; enfin toutes ces victimes, compagnes fidèles, qui, pendant vingt ans, ont dormi auprès de leur maître dans ce cimetière abandonné...* » Deux jours plus tard, 22^e anniversaire de la mort du roi martyr, le comte d'Artois, accompagné de ses deux fils, en pose la première pierre. Identifiées grâce aux indications de Desclozeaux, les cendres présumées de Louis XVI et de Marie-Antoinette, mêlées de terre et de chaux, viennent d'être transférées en grande pompe à l'abbaye de Saint-Denis.

Le 26 décembre suivant, Sosthène de La Rochefoucauld, député ultraroyaliste, invite ses collègues à reporter leurs « *regards sur ces temps affreux où, tombée de piège en piège dans les fers d'ambitieux*

et féroces novateurs, la France donna au monde l'épouvantable spectacle du plus juste, du plus humain des rois, immolé au nom de son peuple ». Pour cela, il demande à la Chambre d'appuyer le dessein du souverain, en consacrant « à l'auguste victime un monument d'hommage et d'expiation ». Le 18 janvier 1816, le garde des Sceaux, François Barbé-Marbois, présente à la tribune des Pairs un projet de loi en ce sens, expliquant que « les expiations apaisent le courroux céleste. Conçues au fond de cœurs sincères, offertes par des mains pures, elles enfantent des prodiges qui étonnent la sagesse humaine. Elles réconcilient les partis opposés ; elles ramènent sous le joug des lois les factions ennemies ». Le 21 janvier sera désormais un jour de deuil général, férié et solennisé par une messe dans chaque église du royaume. Un monument sera également érigé, « en expiation du crime de ce malheureux jour, (...) au nom et au frais de la nation ». Enfin, le texte, voté à l'unanimité, prévoit que des mémoriaux seront aussi consacrés à Marie-Antoinette, à Louis XVII, à Madame Elisabeth et au duc d'Enghien.

C'est à l'architecte Pierre Fontaine que Louis XVIII confie la tâche d'édifier, sur l'emplacement du cimetière de la Madeleine, une chapelle placée sous l'invocation de Saint Louis. Longtemps associé à son camarade d'études Charles Percier, Fontaine travaillera ici avec son élève Hippolyte Lebas. L'ensemble, à la fois complexe et singulier, offre un exemple éminent du style néoclassique tardif, avec des emprunts au Moyen Âge

et à la Renaissance. On y devine quelque réminiscence du couvent de la reine à Versailles – aujourd'hui le lycée Hoche –, œuvre de Richard Mique. Le sentiment qui y prédomine est celui d'une affliction sobre et mesurée, d'un abandon aux décrets de la Providence, dans un esprit de miséricorde et de pardon, sans nulle trace de ressentiment ni d'esprit de revanche.

Une fois gravies les marches du perron, le visiteur traverse un vestibule sombre, qui débouche bientôt sur une cour en terrasse, dominant deux galeries de cloître, oasis de paix inspirée du Campo Santo de Pise. De part et d'autre d'une étroite bande de pelouse bordée d'une double haie de roses blanches – celles de Marie-Antoinette à Trianon –, s'alignent neuf stèles ornées de couronnes de pavot, de cyprès et de chêne, et surmontées de sabliers ailés, symboles d'éternité. À l'extrémité d'une allée de gravier, se dresse un portique à quatre colonnes doriques, coiffé d'une discrète coupole surbaissée. L'architrave lisse souligne une frise qui alterne sagement triglyphes et métopes. Au centre du tympan, deux anges à genoux adorent le monogramme du Christ...

L'intérieur de la chapelle proprement dite affecte le plan d'une croix grecque, en référence aux *martyria* antiques. La coupole centrale, appuyée sur trois voûtes en cul-de-four, avec leurs caissons carrés et octogonaux, s'inspire du Panthéon de Rome, tandis que des *oculi* permettent à la lumière naturelle d'entrer à flots. Sur les quatre pendentifs, des bas-reliefs de François Gérard illustrent la Passion du Christ, l'Eucharistie, la Trinité

et les Tables de la Loi. Le tympan du grand arc illustre l'épisode de la translation des ossements royaux à Saint-Denis, en 1815. Dans les chapelles latérales sont placés deux groupes sculptés de marbre blanc, offerts par la duchesse d'Angoulême en l'honneur de ses parents et installés seulement en 1835. Le premier, signé de François-Joseph Bosio, représente Louis XVI, auquel un ange montre le ciel. Le second, œuvre de Jean-Pierre Cortot, figure Marie-Antoinette soutenue par la Religion. Sur les socles de ces statues, des tables de marbre noir gravées en lettres d'or reproduisent le testament du roi et la dernière lettre de la reine. Derrière, deux escaliers permettent d'accéder à la crypte, où un autel marque l'emplacement exact où ont été retrouvés les restes de Louis XVI.

Le chantier de la Chapelle expiatoire ne sera pas achevé avant 1826. Quatre années plus tard, Charles X et les siens doivent reprendre le chemin de l'exil. Dès 1831, sous la monarchie de Juillet, la loi instituant le deuil du 21 janvier est abrogée, à l'instigation du député Auguste Portalis. Les légitimistes n'en continueront pas moins de prier fidèlement pour les âmes de leurs souverains martyrs. Sous le Second Empire, les alentours de la chapelle, auparavant plantés de cyprès, sont transformés en square public, qui longe le nouveau boulevard Haussmann. L'épisode de la Commune manquera de lui être fatal. Le « 16 floréal an 79 » – 6 mai 1871 –, le Comité de salut public « considérant que l'immeuble connu sous le nom de Chapelle expiatoire de Louis XVI est une insulte permanente à la première Révolution et une protestation perpétuelle de la réaction contre la justice du peuple, arrête : Art. 1^{er} – La chapelle dite expiatoire de Louis XVI sera détruite. Art. 2 – Les matériaux en seront vendus aux enchères publiques, au profit de l'administration des domaines. Art. 3 – Le directeur des domaines fera procéder, dans les huit jours, à l'exécution du présent arrêté ».

Fort heureusement pour notre patrimoine national, cet acte de vandalisme ne sera jamais perpétré. Un dénommé Libmann, soi-disant mandaté par l'ambassadeur des États-Unis, se propose de démonter la chapelle pièce

par pièce pour l'exporter outre-Atlantique ! Mais avant cela, il exige une nouvelle expertise. En réalité, il s'agit d'un subterfuge destiné à gagner du temps. Le 21 mai, les troupes régulières entrent dans la capitale. Débute la Semaine sanglante, qui sonne le glas du pouvoir insurrectionnel.

La Chapelle expiatoire n'en est pas sauvée pour autant, même si l'élection d'une majorité monarchiste lui rend temporairement son lustre d'antan. Au grand dam de *La Justice*, le journal fondé par Clemenceau, dans lequel on peut lire en une, le 18 octobre 1880 : « Depuis sept heures du matin jusqu'à midi, les messes se sont succédé à la Chapelle expiatoire. (...) Un prince du sang, comme on disait jadis, le duc de Nemours, le représentant du comte de Chambord, M. de Dreux-Brézé, un quarteron de ducs, une grosse de marquis et de vicomtes, étaient là pour saluer l'ombre de l'Autrichienne, et quelques dévots frappaient leurs pectoraux desséchés en gémissant sur la férocité du tribunal révolutionnaire. »

Au lendemain du triomphe de la « République des républicains », la gauche radicale n'aura de cesse qu'elle n'obtienne la démolition de cet emblème d'un régime honni. Ainsi, le 3 juillet 1886, *Le Matin* s'interroge : « Comment, et pourquoi ce sinistre cénotaphe a-t-il traversé trois révolutions ? On se le demande. Le conseil municipal, qui a changé le nom des rues, n'a pas eu l'idée de remplacer la dénomination offensante et illégale de "Chapelle expiatoire" par la désignation simple et utile de "Modèle d'architecture à éviter". » Lors de la séance du conseil municipal du 22 avril 1887, Edgar Monteil, journaliste anticlérical et franc-

maçon, s'empporte contre un tel bâtiment, « tachant notre ville comme un soufflet sur la joue du Paris républicain ». Son collègue François-Xavier Cattiaux ajoute que ce n'est là qu'« une grosse ordure à balayer ». Quelques mois plus tard, *L'Attaque* – organe socialiste révolutionnaire – vilipende « cette morgue où la charogne royale ne s'étala jamais », en exigeant « qu'on la démolisse, sinon elle sautera ».

Désaffecté au culte depuis 1884, ce lieu de mémoire voulu par Louis XVIII échappera miraculeusement aux tentatives parlementaires réitérées pour en faire table rase. Encore en 1910, un groupe de cinquante-cinq députés, dont Jean Jaurès, Jules Guesde, Marcel Sembat et Edouard Vaillant, déposeront sur le bureau de l'Assemblée une proposition en ce sens. Un classement comme monument historique, le 22 juillet 1914, mettra un point final à cet acharnement partisan. Le 28 janvier 1919, *L'Action française* se plaira à constater qu'« en dépit de l'écume socialiste, qui revient périodiquement ronger ses assises, la chapelle reste debout. (...) C'est une grande, noble et juste idée réalisée ».

Depuis une trentaine d'années, la Chapelle expiatoire s'est réveillée d'un long sommeil. En dehors des cérémonies commémoratives qui s'y déroulent chaque 21 janvier, la Ville de Paris y organise régulièrement des événements artistiques – expositions, spectacles de danse ou de théâtre – qui insufflent à cet espace, jadis oublié, un renouveau de vie. **Chapelle expiatoire, 29, rue Pasquier, 75008 Paris. Rens. : www.chapelle-expatoire-paris.fr ; 01 42 65 35 80.**

POUR LE REPOS DES ÂMES

Ci-contre : Marie-Antoinette soutenue par la Religion, par Jean-Pierre Cortot. Page de gauche : Cérémonie à la Chapelle expiatoire en 1835, par Théodore Turpin de Crissé, 1835 (Paris, musée Carnavalet). Une messe est toujours célébrée chaque année, le 21 janvier, à la mémoire de Louis XVI.

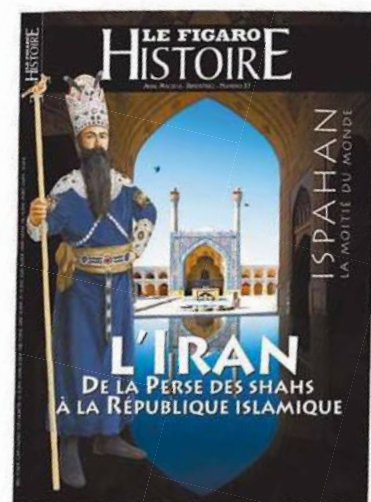


ABONNEZ-VOUS

LE FIGARO
HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

35 €
au lieu de 53,40€



L'HISTOIRE
EST UN PLAISIR

Abonnez-vous en appelant au

01 70 37 31 70

avec le code RAP18004

PAR INTERNET

www.figarostore.fr/histoire

PAR COURRIER

en adressant votre règlement de 35 €
à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire
Abonnement, 4 rue de Mouchy,
60438 Noailles Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 30/06/18. Informatique et Libertés : en application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Photo non contractuelle. Société du Figaro, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 16 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

SCAPHANDRE

Ci-contre : armure du clan Matsudaira, fin XVII^e-début XVIII^e siècle (Paris, Musée national des arts asiatiques-Guimet). Page de droite, en haut : casque spectaculaire (*kawari kabuto*) représentant une coiffe bouddhique, XVII^e siècle (collection privée). Page de droite, en bas : armure du clan Maeda, conçue et réalisée en 1741 par Myochin Shikibu Ki No Muneakira (collection privée).



Par le Fer et par la Lame



L'exposition « Daimyo - Seigneurs de la guerre au Japon », qui se tient simultanément à la rotonde du musée Guimet, à l'hôtel d'Heidelberg et au palais de Tokyo, célèbre les somptueuses armures et les attributs de ces grands feudataires qui dominèrent le Japon durant des siècles.

Elles avaient été conçues pour une guerre inexpiable. Elles n'eurent à affronter que la poussière. Les grands seigneurs japonais de l'époque d'Edo (1603-1868) avaient fait marteler en grand nombre des armures créées pour supporter le choc d'une bataille sanglante. Elles ne devaient connaître, pour la plupart, que la tranquillité d'une alcôve et n'eurent à endurer que les regards admiratifs des visiteurs. Comme l'explique Sophie Makariou, commissaire de l'exposition « Daimyo - Seigneurs de la guerre au Japon » organisée par le musée Guimet et le palais de Tokyo : « *La majorité des armures et des objets que nous présentons ont été créés en temps de paix, sous les périodes Momoyama et Edo, en prévision d'une guerre prochaine qui n'eut jamais lieu.* »

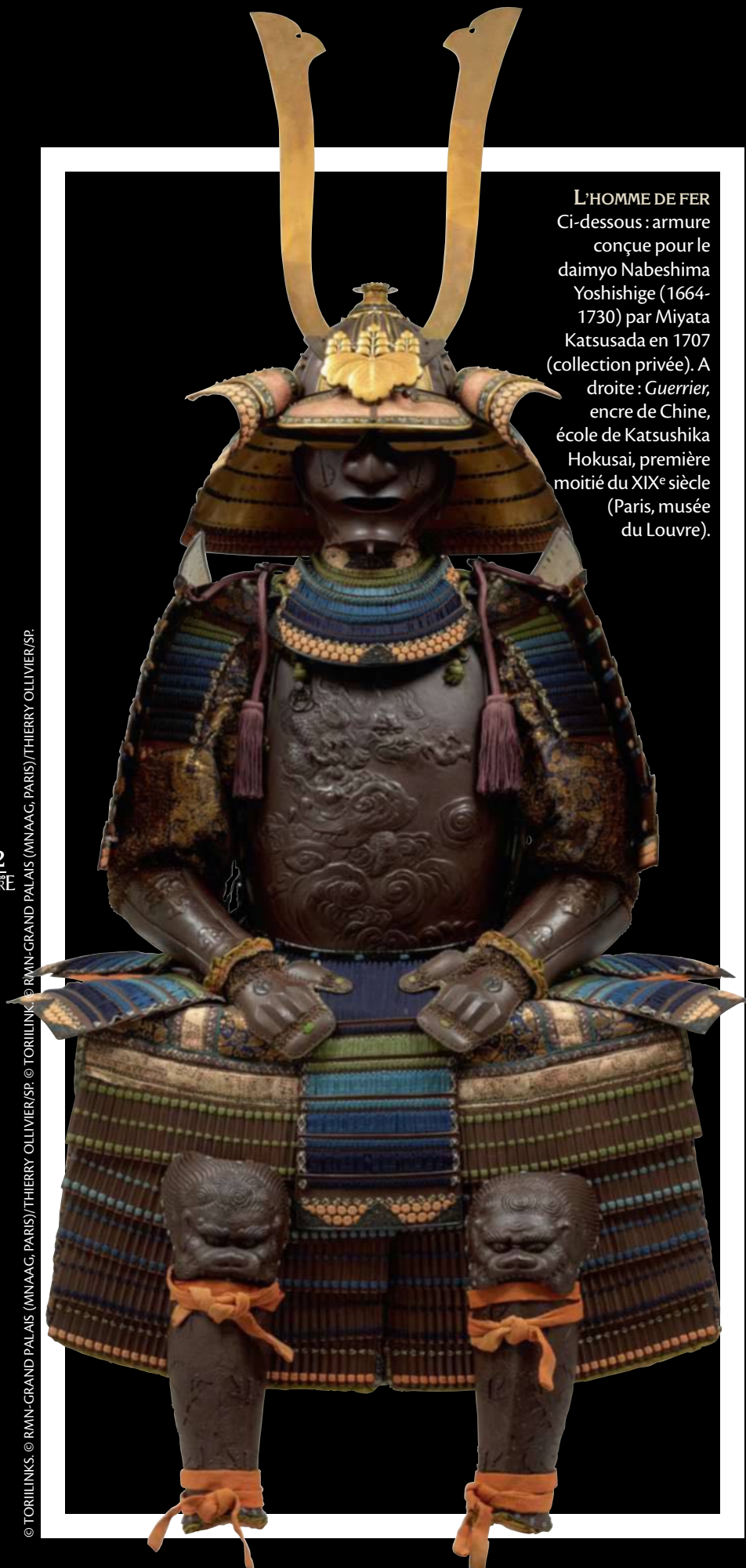
D'instinct, les Japonais du XVII^e siècle se préparaient à l'affrontement, à coups de marteau sur l'acier. Le calme qui régnait était trop assourdissant et ils gardaient en mémoire les temps sombres de la période dite « des provinces en guerres » (Sengoku Jidai, 1467-1568), où l'empire était fragmenté en petits domaines féodaux. Les combats avaient été féroces aux XV^e et XVI^e siècles entre

les grands tenants des fiefs japonais, les daimyos, qui avaient ravagé le pays en se disputant les territoires. Cette période de troubles s'était atténuée peu à peu sous la période Momoyama (1573-1603) jusqu'à l'accession au pouvoir du shogun Tokugawa Ieyasu en 1603.

Depuis le XII^e siècle, le pouvoir politique ne se trouvait plus à la cour de l'empereur mais chez son général en chef, le shogun. L'empereur restait le symbole transcendant de la nation, mais son rôle était purement représentatif. Les édits de 1615 l'enjoignirent de se consacrer exclusivement à des activités non politiques comme la poésie ou la calligraphie.

Tokugawa Ieyasu établit sa capitale à Edo, une petite ville de pêcheurs connue aujourd'hui sous le nom de Tokyo. Il savait que le siècle précédent, succession de trahisures et d'infamies entre les grands seigneurs, avait laissé des traces et qu'un bon nombre de daimyos souhaitaient la chute du shogunat naissant. Il entreprit d'organiser son gouvernement militaire afin de museler l'opposition et d'étouffer tout foyer de révolte. Il garda auprès de lui ses alliés de la bataille de Sekigahara en 1600, ➤





L'HOMME DE FER
Ci-dessous : armure conçue pour le daimyo Nabeshima Yoshishige (1664-1730) par Miyata Katsusada en 1707 (collection privée). A droite : Guerrier, encre de Chine, école de Katsushika Hokusai, première moitié du XIX^e siècle (Paris, musée du Louvre).



dont la victoire l'avait mené au pouvoir, et envoya ses adversaires dans les coins les plus reculés du Japon, surveillés de près par ceux des daimyos qu'il considérait comme les plus fiables. Pour ne pas laisser s'installer la fièvre de la défiance, il mit en place un brillant stratagème de résidence alternée : le *sankin kotai* (qui ne fut officiellement institutionnalisé qu'en 1635 par le shogun Tokugawa Iemitsu). Les daimyos avaient l'obligation de passer une année sur deux à Edo et d'y installer une partie de leur famille lorsqu'ils n'étaient pas là. Cette prise d'otages à peine voilée avait deux avantages pour le pouvoir en place : elle empêchait tout soulèvement dans les provinces et affaiblissait financièrement les daimyos, qui se voyaient confrontés au coût de l'entretien d'une nouvelle résidence. Sans compter le ruineux cortège au sein duquel ils faisaient leur entrée solennelle dans la capitale.

L'apparence de ces seigneurs devint de plus en plus ritualisée et leur arrivée à Edo, après avoir résidé sur leurs terres, suivait une liturgie réglée en fonction de leur richesse et de leur importance.

Cette esthétisation de la vie publique des seigneurs féodaux s'accompagna d'une ritualisation du combat : le pays vivant une période de tranquillité relative, le shogunat des Tokugawa encouragea le développement de la discipline militaire et sut maintenir les esprits et les armes en état de combattre, bien qu'il n'y en eût que peu d'occasions, sinon quelques troubles en zones rurales. C'est ainsi qu'en temps de paix, on cultivait la guerre : « *Les seigneurs japonais du XVII^e siècle eurent du mal à vivre avec l'idée d'une paix durable. Si elles étaient raffinées, les armures n'en étaient pas pour autant à leurs yeux des objets d'apparat. Elles étaient parées pour l'affrontement* », explique Jean-Christophe Charbonnier, spécialiste en art japonais et commissaire invité de l'exposition.

La « paix armée » maintenue par le gouvernement militaire eut finalement raison de l'appétit belliqueux des daimyos. « *Il leur fallut environ quatre générations, à partir de 1603, pour réaliser que la guerre ne reprendrait jamais* », dit Sophie Makariou. Cette réduction de la demande en matière d'armes et d'armures entraîna une compétition entre les armuriers, qui rivalisèrent d'inventivité et de minutie afin d'arracher les meilleures commandes.

L'exceptionnelle armure de Matsu-daira, avec son plastron couvert de galuchat (cuir de raie), témoigne de la course au raffinement que menèrent les daimyos à cette époque. Ils se devaient de déployer tous les signes d'une culture codifiée, à l'image de ces éventails de guerre, les *gunbai uchiwa* qui, malgré leur apparence naïve, étaient destinés au champ de bataille pour parer les coups, frapper, parfois trancher, tout en gardant leur fonction traditionnelle : rafraîchir le guerrier engourdi dans sa lourde armure. Ainsi se mit en place une esthétique du pouvoir qui touchait à l'art floral, à la voie du thé, au théâtre Nô, aux costumes, à la peinture, à la calligraphie et à la poésie.

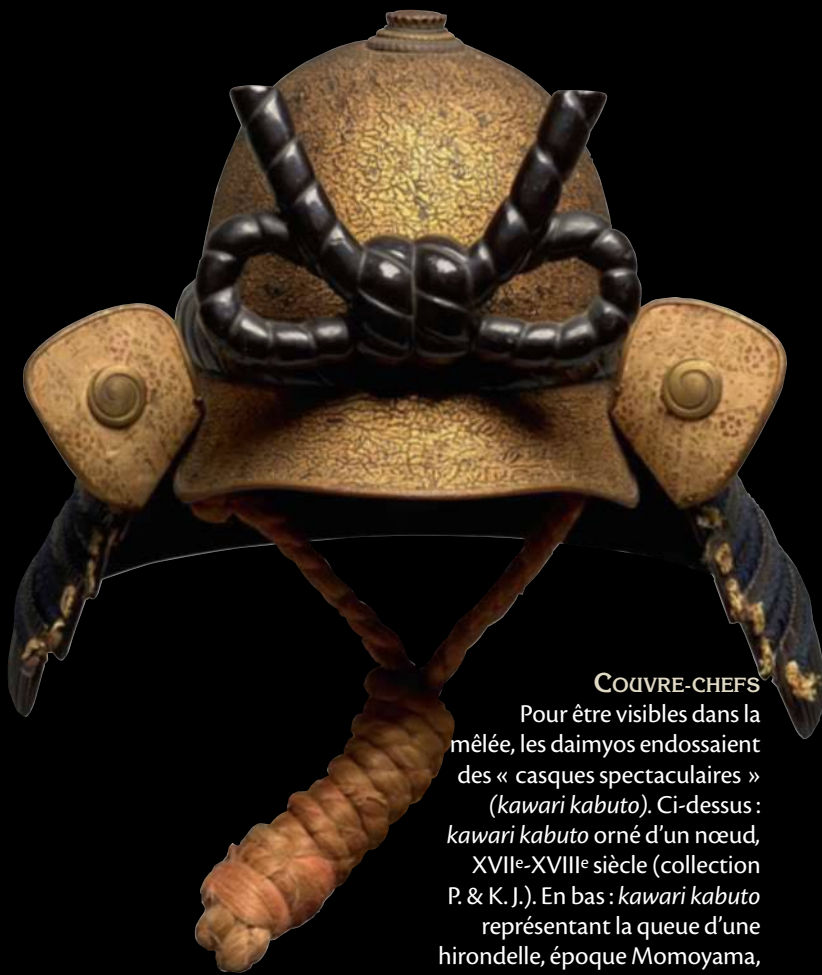
Les arts étaient pour les seigneurs de l'époque d'Edo le principal moyen de

tenir leur rang. Humiliés politiquement par un shogunat oppressant auquel ils devaient systématiquement rendre des comptes, et leur rôle de chef de guerre rendu obsolète par une paix qui durait indéfiniment, les daimyos s'affrontaient sur le seul terrain de l'éclat et de la splendeur. Plus le temps s'écoulait, plus les armuriers prenaient certaines libertés quant aux qualités défensives exigées des armures, sans pour autant renoncer totalement à leur rôle guerrier. Certains casques, comme celui de l'armure conçue pour le daimyo Nabeshima Yoshishige en 1707, portent encore des traces d'impacts de balles. Des tirs étaient en effet réalisés afin de tester la solidité du timbre, et les traces qui en résultaient étaient laissées telles quelles, agissant comme un certificat de résistance.

Cette pratique était habituelle depuis l'introduction des armes à mèches au Japon dans la première moitié du XVI^e siècle. Contrairement aux armures occidentales, fabriquées pour résister à



JEUX INTERDITS
Ci-dessus : *Gunbai uchiwa* (éventail de guerre) aux armoiries de la famille Makino, daimyo de Tanabe en Tango, époque Edo, 1603-1868 (collection privée). Il porte des inscriptions en laque noire qui s'apparentent à une sorte « d'aide-mémoire » résumant un traité de stratégie. A gauche : Armure décorée d'un chrysanthème sur l'eau, symbolisant la famille Tachibana, par Katsushika Hokusai, estampe nishiki-e, vers 1822 (Paris, MNAAG).



COUVRE-CHEFS

Pour être visibles dans la mêlée, les daimyos endossaient des « casques spectaculaires » (*kawari kabuto*). Ci-dessus : *kawari kabuto* orné d'un nœud, XVII^e-XVIII^e siècle (collection P. & K. J.). En bas : *kawari kabuto* représentant la queue d'une hirondelle, époque Momoyama, 1573-1603 (collection privée).

des armes contondantes, les armures japonaises étaient initialement créées pour se défendre face aux armes coupantes et aux flèches. L'impact d'une balle d'arquebuse avait des effets dramatiques sur une armure en deux structures lamellaires (de petits morceaux de cuir ou de fer étaient lacés ensemble pour former une bande). Les daimyos se firent dès lors fabriquer des cuirasses en plaques pleines lacées les unes aux autres, bien plus résistantes, et qui assuraient toujours une grande liberté de mouvement. Le vêtement du dessous, l'*hitatare*, était en soie, parsemé de fils d'or, tout comme le *jinbaori*, le gilet sans manches porté au-dessus de l'armure. Outre le luxe et le confort qu'elle apportait, la soie permettait d'assujettir les plaques entre elles, donnant de la souplesse à l'ensemble. L'humidité étant un ennemi redoutable lors des grandes campagnes, l'armure était laquée afin de prévenir toute oxydation. Les armuriers utilisaient le plus souvent de la laque noire, brillante, pour la cuirasse, et de la laque rouge pour les masques ou les couvre-nuques.

PHOTOS : © TORILINKS.


Au-delà de ses qualités esthétiques indéniables, la laque occupa, à partir de

la période Momoyama (1573-1603), une fonction stratégique. Avec l'arrivée des armes à feu, un général ne pouvait plus se placer devant ses troupes, au risque de laisser son armée orpheline dès l'engagement des hostilités. Les officiers se placèrent donc à l'arrière de leurs guerriers et eurent recours à des armures laquées rouges, argent ou or pour se rendre visibles dans le tumulte et le fracas de la mêlée. Une nouvelle forme de casque apparut, accompagnant ce changement de stratégie : les *kawari kabuto*, littéralement les « casques spectaculaires ». Leurs ornements atteignirent des proportions inédites, imitant entre autres des éléments de feuillages ou des bois d'animaux : « Les formes atteintes étaient d'un très haut niveau d'abstraction », explique Jean-Christophe Charbonnier. Ils détenaient également une grande valeur symbolique : « Un *kawari kabuto* de l'époque Momoyama représente, par exemple, la queue d'une hirondelle. C'est une allégorie du gouvernement et de la vitesse. En somme, il informe sur la capacité de son porteur à gouverner ses troupes et à prendre des décisions rapidement sur

le champ de bataille. » Les masques rajoutaient au caractère « totémique » de l'armure. Deux types s'illustraient particulièrement : le *somen*, masque complet, et le *menpo*, demi-masque qui protégeait jusqu'en dessous des yeux et qui comportait un nez, vite rendu démontable en raison de son inconvénient sur le champ de bataille. En plus de protéger le visage, ils instauraient un climat de terreur, affichant pour la plupart des expressions martiales et angoissantes. Le gorgerin (*yodarekake*), ou mentonnière, permettait de ne pas s'étrangler avec la sangle du casque tandis que l'omniprésence de moustaches en poils d'ours (pour un peuple qui ne se caractérise pas par sa pilosité) avait pour objectif de renforcer l'aura d'épouvante de ces armures, l'ours étant le plus puissant animal terrestre au Japon.

Au bout de deux siècles, le shogunat Tokugawa s'essouffla. Les soulèvements se multiplièrent dans les milieux ruraux. Les daimyos gagnaient en indépendance en raison de la baisse d'influence du gouvernement, et



d'inquiétantes nouvelles provenaient d'outre-mer : des puissances occidentales soumettaient des nations asiatiques et y établissaient des colonies. En 1853, le commodore américain Matthew Perry, à la tête de ses « navires noirs », jeta l'ancre dans la baie d'Edo. Il intima l'ordre au shogun d'ouvrir son pays à l'Occident. En 1858, le Japon conclut avec les États-Unis, la Russie, la France et la Grande-Bretagne des traités qui autorisèrent le commerce occidental sur l'île et mirent fin à l'isolement international du pays. Le pouvoir impérial fut « restauré » en 1868 et le port du sabre prohibé en 1876 : ce qui était un devoir pour la classe des guerriers devint illégal du jour au lendemain. Les derniers samouraïs du clan Satsuma, pour préserver leur caste, défièrent héroïquement en 1877 la première armée de conscription japonaise. Mais la splendeur désuète de leurs armures, quand bien même ils possédaient des armes modernes, fit pâle figure face au mur de feu des Gatlings de l'armée impériale. La rébellion fut massacrée, emportée par le nombre des adversaires. La suppression des fiefs marqua la fin des daimyos, qui emportèrent avec eux le souvenir d'un monde de fer et de lames. 

« Daimyo - Seigneurs de la guerre au Japon », jusqu'au 13 mai 2018.

Musée national des arts asiatiques-Guimet, Paris.

Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 18 h.

Rens. : www.guimet.fr

Palais de Tokyo, Paris. Tous les jours, sauf le mardi, de midi à minuit.

Rens. : www.palaisdetokyo.com

À LIRE



*Daimyo -
Seigneurs de la
guerre au Japon*
Toriilinks
Editions
256 pages
39 €



PORTE-FANION

Armure aux armoiries de la branche cadette de la famille Mori, vers 1860 (collection privée). Le *sashimono* (bannière) fixé à son dos rajoutait à l'impact visuel de l'armure.

Au fil des siècles, son aspect esthétique prévalut sur son rôle stratégique et défensif. Elle était présentée posée sur le coffre qui la conservait.



TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann

Les cloches sonneront-elles encore demain ?

Malgré l'effondrement de la pratique religieuse, les Français restent attachés à leurs églises et se battent pour les sauver de la destruction. Mais pour combien de temps ?





« *Il faut que toutes les églises, les plus humbles, les plus modestes, celles qui ne sont pas historiques, pas artistiques, soient assurées de vivre.* » C'était le 11 juin 1912, et Maurice Barrès parlait devant la Société d'économie sociale. « *Qu'est-ce que l'architecture civile nous a légué qui puisse être comparé à cette succession, ininterrompue le long de dix siècles ?* poursuivait-il. *Il n'est pas possible que notre époque, que les générations aujourd'hui vivantes, acceptent de présider à la ruine de l'architecture française.* » Ramassée dans son célèbre pamphlet *La Grande Pitié des églises de France*, sa campagne inlassable pour la France des clochers conduisit au vote de la grande loi de protection de 1913.

Une centaine d'années plus tard, l'effondrement de la pratique religieuse catholique et du nombre de prêtres, les nouvelles pressions budgétaires sur les communes rurales, l'abandon des centres historiques des petites et moyennes villes, l'essor de la communauté musulmane

TOUT POUR LA MUSIQUE Kit Armstrong (page de gauche, en haut), pianiste britannique d'origine taïwanaise, a racheté l'église Art déco de Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus à Hirson, dans l'Aisne (page de gauche, en bas), où il habite et donne des concerts.

A Neuffontaines, dans la Nièvre, les habitants ont sauvé la chapelle Saint-Pierre-aux-Liens (ci-dessus). Ils ont créé une association, multiplié les vide-greniers, les repas, édité des cartes postales et gagné un concours de timbres !

font, semble-t-il, planer les mêmes menaces sur les églises françaises.

La première alerte est venue en 2006, quand l'église de Saint-Georges-des-Gardes, dans le Maine-et-Loire, a été détruite. L'inquiétude s'est renforcée en 2013 avec les destructions des églises de Saint-Aubin-du-Pavoil, dans le Maine-et-Loire, Saint-Jacques à Abbeville, dans la Somme, et Saint-Blaise du Breuil, dans l'Allier. Les images des pelleteuses broyant ces vaisseaux de pierre devenus inutiles ont choqué l'opinion. Une poignée de journalistes et quelques associations, dont la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), Patrimoine Environnement, l'Observatoire du patrimoine religieux, La Sauvegarde de l'art français, se sont alors transformés en lanceurs d'alerte.

Il a cependant fallu attendre septembre 2016 pour que la Conférence des évêques de France publie les chiffres précis et officiels qu'on attendait, avant d'organiser, en mars 2017, un colloque, « Les églises, un enjeu pour tous », au Collège des Bernardins, à Paris. On compte donc en France 42 258 églises et chapelles paroissiales, dont 1 951 seulement appartiennent aux diocèses et les autres, confisquées en 1905, aux communes. Depuis la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, il y a eu 1 886 constructions d'églises, 2 190 reconstructions, 255 demandes de désaffectation et 22 églises diocésaines vendues ou reconverties. Rédacteur en chef du *Monde de la Bible*, qui assure une veille depuis plus de dix ans, Benoît de Sagazan a compté, quant à lui, 38 églises détruites depuis 2000, dont 7 en 2016 et 2 en 2017.



Si la situation semble ainsi moins grave que celle qui prévaut aux Pays-Bas, en Allemagne, au Canada, où tant d'édifices religieux sont détruits, transformés en supermarchés ou en boîtes de nuit, on le doit avant tout à l'attachement de nos concitoyens à leurs clochers.

On ne compte plus en effet les associations de sauvegarde et les élus qui rivalisent d'ingéniosité pour collecter les fonds nécessaires au sauvetage de leur église. Ce ne sont pas toujours les communes les plus riches qui y parviennent, mais les plus motivées ! Le cas d'Arc-sur-Tille, en Côte-d'Or, est exemplaire. D'une architecture néoclassique typique du XIX^e siècle, l'église du village est fermée depuis 1989 à la suite de chutes de pierres et de la découverte de fissures dans le bâtiment. Faute de moyens pour financer la partie du montant des travaux qu'elle doit assumer, la municipalité décide de la détruire. Mais en 2008, un nouveau maire décide, au contraire, de se battre aux côtés des habitants contre l'inéluctable. Une association est créée : « Une église pour Arc-sur-Tille ». A force de brocantes, de braderies et autres manifestations, la commune a fini par réunir les fonds nécessaires à la restauration.

Pas très loin de là, dans la Nièvre, le village de Neuffontaines a réussi, de même, à sauver sa chapelle Saint-Pierre-aux-Liens, halte sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. Bien que la chapelle soit protégée depuis 1987, la commune devait trouver 40 000 euros pour boucler les 250 000 euros du budget de restauration. Cette fois encore, une association voit le jour : « Novem Fontes ».

Les vide-greniers, les repas au profit de la chapelle se multiplient, des cartes postales sont éditées et vendues, les quelques familles qui possèdent une sépulture dans le petit cimetière attenant à la chapelle sont sollicitées, un concours de timbres est gagné dans *Le Journal du Centre*... et les travaux sont lancés ! Aujourd'hui, Neuffontaines rêve de récolter 50 000 euros supplémentaires pour restaurer le toit en lauze au-dessus du chœur.

Et que dire de l'église de Dreuil-Hamel dans la Somme, vieille dame du XVI^e siècle, vendue par la commune à une association de défense, après dix ans de combat, pour un euro symbolique et dont la maçonnerie, la charpente, le couvert et le clocher ont été restaurés par les habitants eux-mêmes pour en faire un centre culturel ? Ou de ces quatre familles, en Corse, dans le village de Rogliano, qui ont décidé de sauver leur chapelle de la Madone, érigée au XVII^e siècle en action de grâce après la libération des galères des fils du village ? Ils ont lancé l'association des Amis de la Madone et comptent bien se battre pour récolter les 17 500 euros nécessaires pour faire cesser les infiltrations dans la toiture en lauze !

Si les destructions sont donc encore peu nombreuses et concernent surtout des églises non protégées, bâties au XIX^e siècle pour remplacer les édifices détruits par la Révolution, ou édifiées à la hâte et en mauvais béton dans les villes ouvrières du Nord et de l'Est après la Grande Guerre, l'avenir pourrait être plus sombre, notamment dans les zones rurales, où les mairies propriétaires des églises désertées doivent déjà offrir des trottoirs aux néoruraux de leurs nouvelles zones pavillonnaires, des salles polyvalentes, des complexes sportifs, des parkings... Qui se battra pour les églises quand aura disparu la dernière génération gardienne des souvenirs d'une vie paroissiale intense ? L'église Saint-Maclou, à Bar-sur-Aube, fermée depuis les années 1950, ou celle du Plessis-Sainte-Opportune dans l'Eure, sont ainsi en grand danger. La destruction de

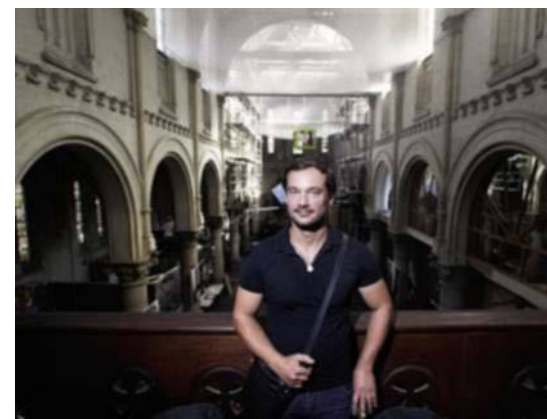
© PIERRE BÉNARD/SPPEE © MARC ROUSSEL © SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO.



celle d'Asnan, dans la Nièvre, qui souffre de désordres depuis sa construction, est décidée. L'association qui s'est créée au printemps dernier suffira-t-elle à sauver celle de Jussy-le-Chaudrier, dans le Cher ?

Les petites et les moyennes villes dont les centres historiques sont progressivement abandonnés par les habitants les plus aisés pourront-elles continuer longtemps à entretenir leurs églises ? Délabrée et fermée, Sainte-Croix de Provins, par exemple, qui possède pourtant de rares lambris peints et des vitraux de toute beauté (mis à l'abri à Champs-sur-Marne) qui ont récemment fait l'objet d'une exposition et d'un colloque, attend désespérément qu'on s'occupe d'elle.

Même les églises parisiennes souffrent, bien que la Mairie de Paris





ENTENTE DE CLOCHER Les habitants de Dreuil-Hamel, dans la Somme, ont racheté leur église (ci-dessus) pour un euro symbolique et l'ont restaurée. Silvany Hoarau (page de gauche, en bas) a fait de Saint-Louis, à Tourcoing, un chantier école. Mais Sainte-Croix de Provins reste fermée, même si ses lambris peints du XVI^e siècle, comme ce notable en prière (page de gauche, en haut) et ses vitraux ont été mis à l'abri.


ait débloqué un budget de 80 millions d'euros pour financer un programme de restauration jusqu'en 2020.

Quelques églises sont sauvées au prix d'un changement d'affectation. Un particulier a ainsi racheté récemment l'église de Dompierre-Becquincourt, dans la Somme, qu'il veut transformer en musée dédié aux arts graphiques. A Hirson, dans le nord de l'Aisne, près de la frontière avec la Belgique, le pianiste anglo-taïwanais Kit Armstrong a élu domicile dans une église Art déco et donne des concerts dans la nef décorée de mille cinq cents roses en hommage à sainte Thérèse ! Silvany Hoarau, lui, est compagnon couvreur. Il a racheté en 2011, pour 20 000 euros, l'église Saint-Louis de Tourcoing, et a entrepris de la transformer en centre culturel et social. Dans une ville où 40 % des plus de 15 ans sont déscolarisés et sans diplôme, il a fait de la restauration de son église un chantier école, « un outil pour permettre aux jeunes de se raccrocher à un point d'horizon ».

Il s'est donné quinze ans pour y parvenir. Pour autant, le récent colloque des Bernardins prouve que les catholiques n'échapperont pas à une réflexion de

fond pour savoir quelle place ils entendent donner eux-mêmes à leurs églises.

Benoit de Sagazan, qui fait partie de la cellule de veille désormais mise en place au sein de la Conférence des évêques de France et coordonnée par le père Emmanuel Coquet, n'hésite pas à proposer d'en renouveler les usages. « On veut nous faire croire qu'il y a trop d'églises parce qu'il y a moins de prêtres et que la pratique religieuse dominicale a chuté. Mais nos églises auraient d'autres formes de vie à accueillir que la seule Eucharistie. L'histoire récente et ancienne nous en a fourni de multiples exemples. J'en perçois de trois ordres : les autres formes de culte catholique (prières personnelles et collectives, processions patronales, pèlerinages...) ; la pratique de la charité évangélique ; la pratique des arts sacrés qui, du concert à la mise en valeur du patrimoine religieux, sont aussi des occasions de témoigner du message chrétien. »

Dalil Boubakeur a une autre solution. Recteur de la Grande Mosquée de Paris, il a proposé le 15 juin 2015, sur Europe 1, que les églises inutilisées soient affectées au culte musulman. 

L'IRAN DE LA PERSE DES SHAHS À LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

Le mardi 3 avril
retrouvez
Geoffroy Caillet,
rédacteur en chef
au *Figaro Histoire*,
dans
« **Au cœur**
de l'histoire »,
présentée par
Franck Ferrand,
de 14 h à 15 h



sur





© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

A corps perdu

Dans le flot de publications sur le transhumanisme, l'homme bionique et les prouesses de la robotique (dont la plupart sont immédiatement kitsch), l'essai de Sylviane Agacinski présente en couverture la beauté séraphique d'une toile de Fra Angelico. Saint Côme, le patron des chirurgiens, et son frère saint Damien greffent une jambe de Maure à un malade amputé. Le texte emprunte le mélange de douceur et de vérité du bienheureux florentin. Neuf ans après *Corps en miettes*, qui s'inquiétait de la disparition de « *la vision poétique de la nature* » au profit d'une « *vision technique, prométhéenne, animée par un désir de puissance* », la philosophe publie ses réflexions sur le don d'organes. On y retrouve l'élégance de sa plume, la clarté de son propos et ce souci de justesse qui donne à chacune de ses phrases une authentique substance. Pas de jargon, de postures. Ici, c'est une méditation savante et délicate sur le corps des vifs et celui des défunts qui dans la maladie dépendent l'un de l'autre. Une « *sociabilité (...) entre les anciens et les nouveaux, et entre les vivants et les morts* ». Un don d'outre-tombe qui entraîne l'auteur, à la lumière des travaux de Marcel Mauss, le père de l'anthropologie française, à rappeler ce qu'est le don, l'intégrité du corps humain, mais aussi les tentations mercantiles que peuvent faire naître les « *ressources* » indispensables pour réparer les vivants.

Ce tiers-corps qui vient sous la forme d'un rein, d'un poumon, soigner le patient peut devenir en effet une forme de tiers-corps social. Il serait constitué de « *l'ensemble des populations indigentes qui, manquant de tout, vendent un peu de leur propre vie* ». Fantine vendant ses dents dans *Les Misérables* n'est rien à côté de ce nouveau tiers-monde, proie « *des différents biomarchés, dont le trafic d'organes n'est qu'une partie : marchés du sang, des tissus, des cellules souches, marchés de la procréation (demande de gamètes et de "mères de substitution")* », sans parler de la prostitution organisée ». Banque de sperme, d'ovocytes, mères porteuses mais aussi banque d'organes, une forme de lutte des corps pourrait opposer les plus humbles à ceux qui poursuivent le rêve mortifère d'un homme parfait et d'une éternité terrestre.

Sylviane Agacinski n'emploie pas le mot de transhumanisme auquel elle préfère celui d'anthropotechnie, cette mutation de la

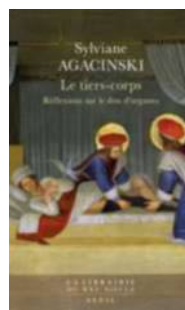


médecine qui ne se contente plus de soigner mais répare le corps humain. Toute la difficulté de l'exercice est dans l'exigence de ne sacrifier ni les possibilités qu'offre le progrès technique ni la dignité (celle qui anime Antigone devant le corps de son frère sans sépulture) qui fonde notre civilisation. Si elle défend les beautés du don, la force du respect, « *c'est-à-dire une retenue de sa puissance d'agir* », sans lesquelles il n'y a pas de société humaine, Sylviane Agacinski

dénonce la voie oblique du profit, la tentation technicienne qui transforment les êtres en ressources biologiques.

Médecine des corps, médecine de l'âme, la philosophe s'élève par endroits à la métaphysique et même à l'eschatologie : « *Tout se passe comme si, au mythe d'une résurrection dans l'au-delà, se substituait celui d'une survie dans ce monde, quitte à troquer notre "vieille tunique de peau" contre un nouveau corps, moins vulnérable* » ; comme si l'ambition moderne de reproduire la vie était « *solidaire de notre déni de la mort comme limite naturelle* ». Le « *corps glorieux* » de la théologie laisse place à l'homme bionique et botoxé de la Silicon Valley. La puissance des machines, les prodiges de la science, les mirages de l'intelligence artificielle effacent la leçon de fragilité lumineuse qui se déploie sur les fresques du couvent San Marco dans le silence d'une oraison dominicaine. *✍*

À LIRE



**Le Tiers-
Corps**
Sylviane
Agacinski
Seuil
225 pages
18 €



© CAPA PICTURES / EUROPE 1

FRANCK FERRAND AU CŒUR DE L'HISTOIRE 14H-15H

#ACDH

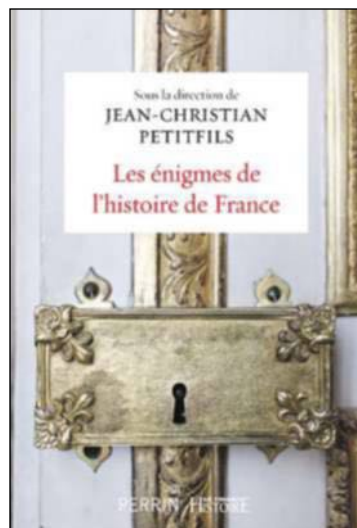
Europe 1

À RÉÉCOUTER EN PODCAST SUR EUROPE1.FR

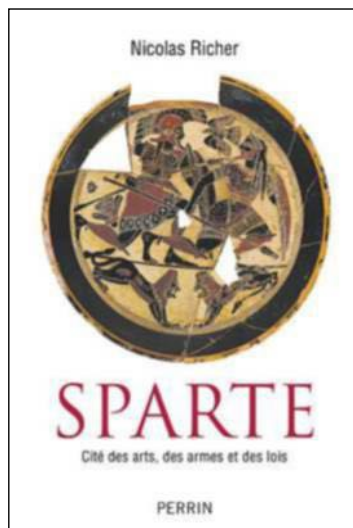
PERRIN, LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE



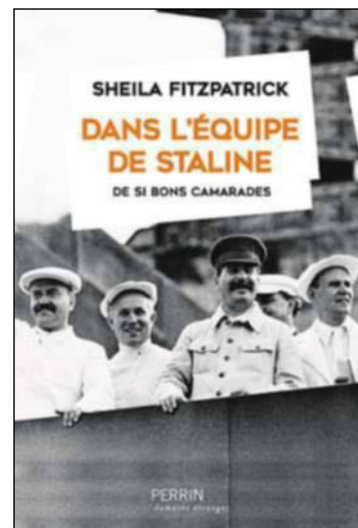
22 €



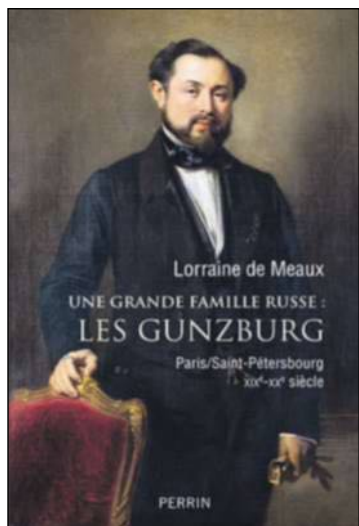
21 €



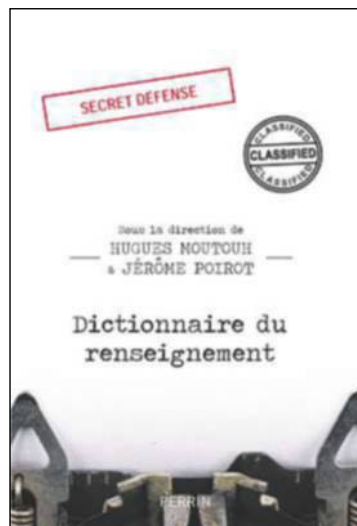
25 €



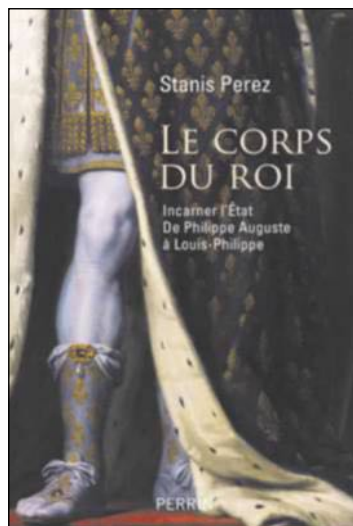
25 €



27 €



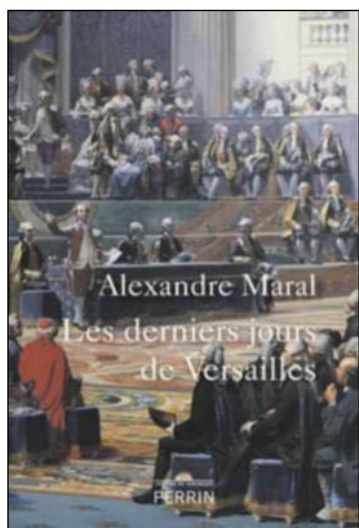
29 €



25 €



23 €



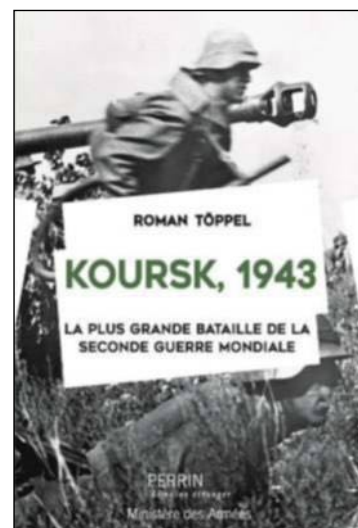
29 €



25 €



29 €



21 €

Retrouvez-nous sur

